

L'Eglise catholique divisée

La querelle qui vient d'éclater entre quelques-unes des personnalités les plus marquantes de l'épiscopat européen montre l'étendue du trouble dans lequel se trouve l'Eglise catholique, à propos d'Auschwitz et de son encombrement catholique. Une semaine exactement après avoir prononcé sur les juifs les propos les plus indélicats jamais entendus depuis le concile Vatican II dans la bouche d'un haut responsable catholique, le cardinal Glomp, primat de Pologne, vient en effet de récidiver dans un entretien avec le quotidien italien « la Repubblica ».

Et de quelle manière ! Mettant directement en cause leur « compétence » de négociateurs, il s'en est pris cette fois aux cardinaux de sa propre Eglise qui, depuis quatre ans, n'ont pas ménagé leur peine pour tenter de dénouer ce contentieux judéo-catholique, le plus grave depuis la guerre : Mgr Michalek, successeur du futur Jean-Paul II au siège de Cracovie, qui a autorisé sur le territoire d'Auschwitz, et trois autres cardinaux, ceux de Paris, de Lyon et de Bruxelles, c'est-à-dire de pays où le communisme juive a subi l'enfer des camps.

La vigueur de leur réplique et leur résolution d'appliquer les accords signés en 1987 à Genève laissent peu de doute sur la réalité d'un conflit qui divise désormais l'Eglise catholique, que seule une intervention du pape pourrait résoudre.

En réclamant la renégociation des accords, en qualifiant de « scandaleuse » l'exigence de départ des cardinaux, en contestant la représentativité des négociateurs, tant juifs que catholiques, le primat de Pologne fait voler en éclats le consensus, encouragé par Rome, qui avait été laborieusement élaboré pour éloigner les religieuses du camp d'Auschwitz. On en était venu à oublier que la seule faiblesse de cet accord est qu'il a été discuté et signé... en dehors de la Pologne, où l'on ne plaide jamais avec les questions de fierté religieuse et nationale.

La déclaration du chef de l'Eglise catholique polonaise est incompréhensible. Si le primat exprime brutalement son mécontentement d'avoir été dépossédé d'un dossier qui dépasse sans doute le seul cadre d'Auschwitz et du diocèse de Cracovie, il ne redoute pas d'affronter le pape qui, discrètement, prêche la modération. De retour du Vatican, où il avait été convoqué la semaine dernière, le cardinal Michalek devait annoncer des mesures d'apaisement. Le primat lui a grillé la politesse.

En niant, contre l'avis des documents les plus officiels, que l'actuel cardinal figure bel et bien à l'intérieur des limites du camp d'Auschwitz, devenu en 1979 monument du Patrimoine mondial de l'UNESCO, et donc inviolable, Mgr Glomp ne craint pas d'apparaître objectivement comme le complice des autorités communistes. Celles-ci n'ignoraient rien en effet de ce détail apparent de localisation lorsqu'elles ont cédé en 1984 le bâtiment contesté à l'Eglise catholique et aux religieuses catholiques.

Les déclarations de Mgr Glomp lui avaient déjà attiré des critiques - ce qui est rare dans un pays comme la Pologne, où l'on ne touche pas au primat - au sein même de Solidarité et chez les intellectionnels catholiques. Ces divergences internes au catholicisme polonais font le jeu des adversaires de Solidarité, à l'heure où celui-ci s'apprête à faire le difficile apprentissage du pouvoir. Elles montrent surtout combien l'Eglise polonaise a peine à trouver sa place dans le nouvel équilibre politique du pays.

(Lire nos informations page 10 et les « Débats » page 2.)

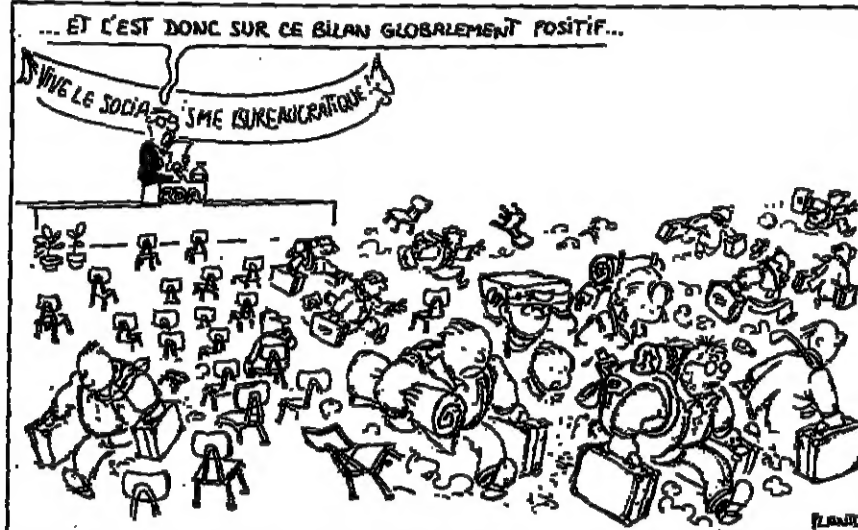
M 0147 - 0905 0 - 4,50 F



3790147004500 09050

Tension entre Budapest et la RDA Des milliers d'Allemands de l'Est vont passer de Hongrie en RFA

Les responsables de la Croix-Rouge, qui doivent assurer le transfert en RFA des Allemands de l'Est réfugiés en Hongrie, ont annoncé, dimanche 3 septembre, que cette opération commencerait « dans la semaine ». Le nombre des candidats au départ est d'au moins cinq mille. Il pourrait atteindre vingt mille selon certaines estimations. Plusieurs camps ont été aménagés pour les accueillir en Bavière. Cet exode massif provoque une tension dans les relations entre Budapest et Berlin-Est, où ne se manifeste aucune volonté de souplesse.



Lire page 3 Article de notre envoyé spécial à Budapest, Luc Rosenzweig

Rentrée pour près de treize millions d'élèves L'hydre des programmes scolaires

Les maîtres de l'enseignement élémentaire et secondaire ont rejoint leur établissement, lundi 4 septembre, précédant les élèves de vingt-quatre heures. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, est l'invité de l'émission télévisée « L'heure de vérité », lundi soir, sur Antenne 2. Cette rentrée 1989 est marquée par le début d'application de la loi d'orientation sur l'éducation votée par le Parlement avant les vacances.

par Frédéric Gaussen

M. Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard, a placé l'application de la loi d'orientation sur l'éducation en tête des « travaux d'Hercule » qui attendent le premier ministre cette année. Il n'a

pas précisé à quel exploit herculéen il assimilait cette tâche apparemment surhumaine.

Mais sans doute est-ce plutôt à l'hydre de Lerne, - dont il fallait trancher les sept têtes à la fois pour les empêcher de repousser - qu'il songeait. C'est ce qui semble résulter de cette déclaration de M. Jospin, au Sénat le 27 juin : « Mon objectif est de réduire et progressivement de supprimer, un à un, les obstacles qui empêchent notre système éducatif de fournir toujours une réponse clairement adaptée. Supprimer un de ces « points noirs » peut paraître chose mineure. En supprimer des dizaines constitue un changement fondamental. »

Ce sont bien en effet des dizaines d'obstacles que devra affronter le gouvernement, s'il veut atteindre le but qu'il s'est fixé : transformer un système éducatif profondément élitiste en

une école de masse, capable, comme le prévoit l'article 3 de la loi, de « conduire d'ici dix ans l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du certificat d'aptitude professionnelle ou du brevet d'études professionnelles et 80 % au niveau du baccalauréat ».

Sans doute la nation n'a-t-elle pas encore pris clairement conscience de la révolution - ou, comme le dit le ministre, du « changement fondamental » - que représente cette ambition. Cet objectif de promotion collective de la jeunesse s'oppose en effet radicalement à la logique et à la tradition de notre système scolaire, fondées sur la sélection précoce d'une élite de très haut niveau.

(Lire la suite et le reportage de JEAN-JACQUES BOZONNET dans le Jura : « Une école sauvee par une petite annonce », page 12.)

Le projet de budget pour 1990 La hausse de l'impôt sur la fortune compensera l'incitation à l'épargne

Le projet de budget pour 1990 sera rendu public mercredi 20 septembre. Outre une progression sensible des dépenses publiques (+ 5,5 % au moins) et des créations de postes de fonctionnaires (7 000), le budget comprendra des mesures fiscales concernant la TVA, la taxe d'habitation, l'impôt de solidarité sur la fortune, l'impôt sur les sociétés, les incitations fiscales à l'épargne investie dans le logement, la fiscalité des obligations. L'alourdissement de l'ISF compensera les avantages accordés à l'épargne.

La difficulté pour MM. Rocard et Bérégovoy était double : poursuivre l'allègement de la fiscalité entamée depuis plusieurs années tout en continuant de réduire le déficit budgétaire, ce qui n'est pas aisé avec des dépenses publiques augmentant fortement ; donner aux réductions d'impôts une coloration sociale, ce qui n'est pas non plus facile alors que la préparation du marché unique de 1993 impose à la France d'abaisser la fiscalité des revenus de l'épargne, notamment celle des obligations, actuellement taxées à 27 %. Une mesure qui évidemment bénéficiera pour une bonne part aux Français aisés, voire très aisés.

M. Rocard déclare, dans un entretien avec le Point, que la majorité des gouvernements conservateurs actuellement au pouvoir dans les pays de la CEE ont une conception de la fiscalité qui n'est pas la sienne : laisser les gens gagner de l'argent n'importe comment, ne pas taxer le capital ni ses revenus - ou presque, - ne pas mettre en place des systèmes de contrôle satisfaisants. Il n'empêche que la France doit

s'aligner, « négocier fermement des compromis fiscaux », déclare le premier ministre, « parce qu'il y aurait une effrayante irresponsabilité à tirer argument de la situation d'aujourd'hui pour bloquer la construction européenne ». « Nous avons besoin de l'Europe », rappelle M. Rocard, à l'adresse notamment de ceux qui, au sein du Parti socialiste, s'indignent de tous les cadeaux qui sont faits ou vont être faits aux revenus de l'épargne. On n'a pas tellement apprécié parmi les militants du PS la permission de créer des SICAV de capitalisation (1).

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 43.)

(1) Les revenus tirés des OPCVM (organismes de placement collectifs en valeurs mobilières), c'est-à-dire notamment les SICAV, pourront être imposés comme des plus-values taxées à 17 % et non plus comme des revenus taxés à l'impôt sur le revenu. Pour les ventes inférieures à 284 400 francs par an les plus-values seront même complètement exonérées.

M. Rocard met en garde le PS

« Quand on fait sauter la caisse, on en a pour longtemps à se serrer la ceinture »

PAGE 8

Grève générale à Bakou

Le Haut-Karabakh est au bord de la guerre civile, déclare un dirigeant soviétique

PAGE 4

Commerce nippon-américain

Les négociateurs des deux pays entament un « marathon »

PAGE 43

La guerre de la drogue en Colombie

Les trafiquants poursuivent leur campagne de terreur

PAGE 6

Peugeot lance la 605

Le marché européen « haut de gamme » est visé

PAGE 43

Le sommaire complet se trouve page 48

Le cinéma d'une ville folle

On tourne à Hongkong

Malgré leur avenir incertain, et en attendant pour 1997 les Chinois de l'autre Chine, les cinéastes de Hongkong tournent film sur film. Diffusion prioritaire en Asie du Sud-Est et dans la diaspora.

HONGKONG
de notre envoyée spéciale

Pour qui aime les films d'action, les polars frénétiques dans lesquels les tueurs tirent des deux mains - croisées - sans même regarder leur cible, laquelle ne se décide pas à mourir avant la dix-septième décharge de mitraille dans le corps ; pour les amoureux de cette sorte de violence totalement irréaliste, et pourrait-on dire féérique, Hong-

kong est tout simplement paradis.

Mort avec Bruce Lee, le style kung-fu n'est plus défendu que par Jackie Chan, et encore sans la moindre ambiguïté sur le mode ironique. A la place défilent ces fameux polars (certains moins nocifs sur le plan de la morale que les Platoon, et autres

Full Metal Jacket), parce que se moquant totalement de la crédibilité, et ne cherchant aucun alibi de prétendue dénonciation, des comédies tonitruantes et quelques mélés, des légendes avec truquages, cascades, apparitions de figures ricanantes ou menaçantes.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 15.)

CLAUDE SIMON
L'ACACIA

Le film, présenté par le cinéaste Claude Simon, est une œuvre majeure de la littérature française. Il raconte l'histoire d'un homme qui se bat pour la liberté de son pays. Le film est une œuvre majeure de la littérature française.

MINUIT

Débats

Le carmel d'Auschwitz

La prétention à l'universel de l'Eglise polonaise

par PATRICK MICHEL (*)

PEUPLÉ martyr durant la seconde guerre mondiale, terrain privilégié de l'extermination des juifs par les nazis, pièce majeure du glorieux soviétique à l'issue du conflit, la Pologne est aussi le lieu d'une résistance obstinée à la soviétisation, dont la sanction est l'actuelle émancipation du pays. De cette émancipation, la désignation, en 1978, d'un pape polonais a constitué une étape, comme elle symbolisait la réussite d'une Eglise à la pointe du combat contre le totalitarisme.

C'est en ce sens que la Pologne apparaît aujourd'hui doublement comme un laboratoire : test en grandeur nature des possibilités d'évolution du bloc soviétique, elle pose aussi, sur un autre plan, en modèle pour la chrétienté entière. Et c'est cette exemplarité supposée de la Pologne qui confère au problème posé par la présence de carmelites à Auschwitz son poids de questions et de certitudes, d'indignations et d'incompréhension réciproque. Les facteurs culturels et historiques spécifiquement polonais ont bien sûr une grande importance dans l'histoire d'une affaire douloureuse, mais ils semblent loin de suffire à rendre compte des logiques d'ensemble qui sont ici à l'œuvre.

Jean-Paul II a, d'évidence, formé sa vision du monde, et sa conception de la place de l'Eglise dans ce monde, à partir de son expérience polonaise. Alors que les Eglises occidentales devaient apprendre à composer avec le relatif et le pluralisme, éléments constitutifs d'une modernité dont le catholicisme se sentait victime, l'Eglise polonaise s'en voyait dispensée. Le pouvoir ne prétendait pas épuiser à lui seul la modernité ? Or cette modernité-là, les Polonais n'en voulaient pas. Revendiquant le monopole de définition du politique, les communistes se posaient en squatteurs du sens, en occupants, sans droits

ni titres, d'une totalité dont ils n'étaient en rien propriétaires.

L'Eglise, par sa seule présence, qui était rappel permanent du caractère authentiquement pluraliste de la société polonaise, attestait l'illégitimité d'une telle prétention. Le discours, les symboles et les valeurs catholiques avaient une efficacité d'autant plus grande en matière de mise en cause politique du pouvoir que ce même pouvoir s'interdisait idéologiquement d'y recourir. Cela entraînait-il pour autant une adhésion totale des Polonais aux valeurs spécifiques de l'Eglise ? Naturellement non, mais cette évidence s'est trouvée occultée par plusieurs « malentendus ».

Le premier porte sur la « religion des droits de l'homme », dont l'Eglise s'est faite la championne au milieu des années 70 et qui a servi de plate-forme commune à l'ensemble des courants constitutifs de l'opposition au régime en place à Varsovie. Il y a eu, en fait, convergence d'intérêts entre une opposition laïque, qui avait conscience de l'utilité d'une alliance avec l'Eglise, et cette dernière, qui renforçait ainsi son influence institutionnelle et pouvait prétendre inscrire le mouvement social dans des catégories proprement catholiques.

Totalitarisme et modernité

Second malentendu : la nation. En première place au lit-parade des valeurs polonaises, la nation a fait l'objet d'une instrumentalisation constante par l'Eglise. Dès 1965, avec la lettre aux évêques allemands, l'épiscopat polonais se posait en détenteur des intérêts nationaux fondamentaux. Cette tendance n'a fait depuis que se renforcer, avec, faut-il le préciser, la complicité totale de la

société et de l'opposition polonaise, qui y voyaient un moyen de lutte contre un pouvoir ressenti comme le garant d'intérêts étrangers. En témoignage jusqu'à aujourd'hui la répugnance des Polonais à critiquer l'Eglise et son primat.

C'est sur la base de ces malentendus, plus ou moins conscients, mais toujours tacitement entretenus par les parties en présence, que l'Eglise polonaise analyse le dernier demi-siècle, sur fond d'approfondissement de la crise du système de type soviétique. Cette analyse peut prendre la forme d'un syllogisme, ici très simplifié et très schématisé : le totalitarisme est fils de la modernité. Or l'Eglise a triomphé du totalitarisme. L'Eglise a donc triomphé de la modernité. Et, dans cette victoire, l'Eglise voit une revanche et un gage pour l'avenir.

En filigrane du discours de Jean-Paul II transparaît en effet la certitude de ce que sa seule présence au Vatican constitue tant un signe que le point de départ d'un projet messianique de reconquête spirituelle de l'Europe. La lettre encyclique *Slavorum Apostoli*, datée du 2 juillet 1985, en atteste, qui est renvoyé au passé, prise de position quant au présent, appel et programme pour le futur : « Le premier pape appelé de Pologne, et donc du cœur des nations slaves, à occuper le siège de saint Pierre se sent particulièrement poussé à le faire ».

Mais ce messianisme est à l'évidence l'expression d'un malaise. C'est par là que se réalise l'ajustement entre un discours universaliste devenu impossible, mais auquel l'Eglise ne saurait renoncer sous peine d'y perdre son identité, et des situations locales appelant une approche spécifique. Dévoilé pour répondre aux menaces que le pouvoir faisait peser sur la religion, le messianisme polonais s'est naturellement déployé dans un champ politique, sa caractéristique majeure étant son incapacité absolue à admettre l'autonomie de ce dernier. Menacé d'exclusion, le religieux s'est défendu en prétendant tout inclure : l'Etat le persécutait-il ? L'Etat était donc théologiquement intégré au projet de Dieu.

L'Eglise a en fait toujours su manier simultanément l'inclusion et l'exclusion, à condition qu'il lui revienne en propre d'en fixer les limites. En s'installant à Auschwitz, les carmelites n'avaient certainement pas pour intention la récupération de la souffrance juive ou une volonté antisémite de nier le caractère spécifique de la Shoah. Il s'agissait plutôt, sans doute inconsciemment, de montrer que ce lieu n'était pas étranger au catholicisme, que celui-ci

pouvait l'intégrer, au même titre que tout le reste.

Et c'est pourquoi la réaction de la communauté juive est si mal comprise par les Polonais, dont une grande majorité ne voit pas en quoi la présence de quelques religieuses peut bien gêner qui que ce soit. Or les juifs ne cherchent pas à s'approprier Auschwitz. Ils demandent (simplement) que personne ne se l'approprie. Mais l'obstination avec laquelle ils s'appliquent à signifier à l'Eglise qu'Auschwitz est « inhabitable » heurte une sensibilité catholique qui, par définition, ne peut admettre qu'on lui interdise un lieu quel qu'il soit. Comment admettre l'inhabitable, alors que par nature on prétend étendre l'universel ?

Exclusion

Comment ne pas voir cependant que cette prétention à l'universel est fondée sur l'exclusion ? Le discours du pape est à cet égard révélateur, qui articule simultanément deux affirmations, non contradictoires à ses yeux : à la proposition visant à intégrer (c'est-à-dire à « nos frères aînés ») succède l'opposition des deux Allemagnes, qui vaut exclusion de l'autre et appropriation du sens d'une totalité qui est la seule justification de l'existence même de l'Eglise, c'est-à-dire de sa capacité à dire l'universel. C'est cette capacité même qui est mise en cause à Auschwitz.

Une fois encore, les juifs servent de révélateur à des tensions dont ils ne sont pas cause et où ils n'ont sans doute guère le désir d'être partie. L'affaire du carmel et l'évolution des rapports polono-juifs et judéo-catholiques qui en a découlé témoignent non pas tant de la réurgence d'un fonds d'antisémitisme, par ailleurs latent, dans les consciences polonaises et catholiques que des difficultés qu'éprouve l'Eglise à définir sa place dans un univers en profonde mutation, difficultés dont cette réurgence est le révélateur.

Confrontée à l'impossibilité de dire l'universel dans un monde de plus en plus régi par le relatif, l'Eglise catholique se voit, à Auschwitz, reprocher de se comporter, à l'instar du pouvoir de type soviétique, en propriétaire abusif de la totalité.

C'est, en dernière instance, à Auschwitz ou ailleurs, ce que l'Eglise catholique ne parvient pas à admettre. Quant au niveau du compromis qu'elle est prête à passer avec le relatif, il dépend sans doute du rapport de plus ou moins grande proximité au projet global défini et mis en œuvre par le pape. Il n'est donc pas surprenant que la Pologne soit ici en première ligne.

(*) Chercheur au CNRS.

Réponse au cardinal Lustiger

par GUY KONOPNICKI (*)

DEPUIS l'affaire du carmel, Auschwitz est devenu un sujet de gloire pour prêtres et hiérarques catholiques. Ainsi l'Eglise est toujours la dernière à s'apercevoir que la Terre est ronde : quand les crématoires fumaient, quand d'innombrables convois traversaient l'Europe, quand le ghetto de Varsovie était en flammes, le pape Pie XII, le primat de Pologne, l'évêque de Cracovie et l'archevêque de Paris étaient beaucoup moins bavards que leurs successeurs d'aujourd'hui.

L'Eglise a désormais entrepris de nous expliquer Auschwitz. Ce n'est pas en tant que juif que cette explication me fait réagir. Le débat entre théologiens et historiens n'a jamais été aussi passionné qu'à Amsterdam, au temps de Beruch Spinoza. Aujourd'hui l'opinion de l'Eglise sur la relation entre la Shoah et le mystère de l'élection n'importe peu. Ceux qui m'ont transmis la mémoire d'Auschwitz, ces témoins, ces survivants, n'attendaient rien du ciel sinon des Spitfire, des B 17 et des parachutages d'armes. C'est, je m'en excuse, en tant qu'intellectuel français nourri de l'esprit des Lumières et de 1789 que je juge irrecevable le sermon de Jean-Marie Lustiger (1).

« Il faut, écrit l'archevêque de Paris à propos de la Shoah, essayer de voir, et dans l'histoire de la pensée et dans les faits, tout ce qui l'a précédée. » Projet louable et ambitieux. Mais de ce qui a précédé et préparé Auschwitz, Jean-Marie Lustiger ne cite pas de Mauriac à l'appui, et le rêve que l'homme occidental a conçu au dix-huitième siècle, dont il a cru voir l'aurore en 1789... Pauvre homme occidental qui, s'écartant de Dieu, du pardon et de l'Eglise, avait cherché son salut dans la raison et les Lumières ! Auschwitz vient d'être donc lui-même son échec ! L'homme est malade et inhumain et Jean-Marie Lustiger l'invite, on s'en doute, à chercher le salut dans l'expérimentation.

L'homme ? Mais quel homme ? Adolf Hitler, les SS ou les enfants conduits à la chambre à gaz ? L'homme, dit Mgr Lustiger, qui ajoute que le crime contre l'humanité est aussi un crime de l'humanité, commis, certes, par « les nazis dont il faut nous souvenir qu'ils sont nos frères en humanité ». Personnellement, je ne me souviens d'aucune fraternité humaine avec les nazis et j'ose encore plaider non coupable de ce crime commis contre l'humanité et non par elle.

Il est trop facile de dire avec Jean-Marie Lustiger que « la violence ne doit pas répondre à la violence », quand la violence formidable des armes a fort heureusement été en équilibre avec la violence militante et politique, le III^e Reich. Non, il ne s'agit pas de la lutte au sein de l'humanité, et nous ne pouvons admettre que Jean-Marie Lustiger substitue le

procès de la raison à celui du nazisme et de l'antisémitisme.

C'est là une pure escroquerie intellectuelle. D'abord, parce que le nazisme n'avait rien d'un avatar de la raison et des Lumières, parce qu'il était au contraire nourri d'une mystique irrationnelle et panthéiste, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir pour alliés d'excellents catholiques comme Franco et Pétain. Ensuite, parce que l'histoire des années 30 et 40 est bien celle d'un combat entre l'intelligence et la mort, entre la raison et le mystique totalitaire. Ceux qui portaient en Allemagne le flambeau du rêve conçu au dix-huitième siècle ont été les premiers adversaires et les premiers victimes du nazisme. Ces enfants des Lumières enseignaient l'art nouveau au Bauhaus, cherchaient à franciser la philosophie de leur époque et ils s'interrogeaient, à Berlin, sur la manière d'« élargir le cercle des connaissances », conscients qu'ils étaient d'être entourés de forces obscures, tapies dans le peuple allemand.

Faut-il déduire de cette histoire qu'Auschwitz est le point d'arrêt de tout et que rien ne suivit de la période ? Pas encore. Jean-Marie Lustiger ne suggère-t-il pas que tout le mouvement de la pensée, de la raison, des Lumières et des droits de l'homme n'est qu'une immense bévue, qui, loin de nous permettre de combattre Auschwitz, nous y aurait en fait conduits ou laissés conclure ? Mais s'il n'y avait pas eu combat, vingt années durant, entre les forces qu'inspirent, qu'on le veuille ou non, la raison, les Lumières et les droits de l'homme et, de l'autre côté, la force brutale du nazisme. Comme s'il n'y avait pas eu des vainqueurs au bout de ce combat ! Qu'avaient donc en tête les résistants et les soldats des armées alliées, sinon ce fameux rêve du dix-huitième siècle, à savoir la liberté et les droits de l'homme, auxquels tous croyaient, y compris les communistes, envers et contre Staline !

Tant qu'à chercher les maudits de l'humanité et les causes d'Auschwitz dans l'histoire de l'homme occidental, Jean-Marie Lustiger ferait bien de regarder par-delà le dix-huitième siècle. Il verrait alors des croisés massacrant les juifs sur la route de Jérusalem et d'autres anéantisant des villes occidentales soupçonnées d'hérésie cathare, il entendrait sonner les cloches d'une église de son diocèse à l'aube de la Saint-Barthélemy et se souviendrait des protestants que les dragons de Louis XIV massacraient peu avant que les philosophes ne convoquent enfin le rêve d'une humanité de la raison et du droit.

Libre à l'Eglise de glosar sur la manière de soigner la pauvre humanité. C'est encore du côté de la raison que nous chercherons quant à nous les moyens de combattre les divers retours de la barbarie.

(1) Voir le Monde du 29 août.
(*) Journaliste et écrivain.

Charité mal placée

par JEAN BASTAIRE *

L'ADMIRATION que nous avons pour la Pologne ne date pas de Solidarnosc. Elle appartient au patrimoine politique et spirituel de la France depuis au moins un siècle et demi. Si la notion de peuple martyr a son prototype intégral dans le peuple juif, elle compte parmi ses illustrations les plus cruelles le peuple de la Vistule.

Les peuples que l'histoire met en croix avec une constance affreuse ont des droits sur nous qui n'ont pas été comme eux saturés de mépris. Ils peuvent prétendre non seulement au respect dû à tout souffrant, mais à une particulière déférence due à l'émancipation de leur malheur.

Nous devons comprendre que leur corps marqué de coups et flagellé d'outrages a l'épiderme très sensible. Il est prompt à l'agonie et familier du cri. On ne peut pas le traiter comme d'autres corps de peuples moins éprouvés à travers les siècles. Cela est vrai de la Pologne comme d'Israël.

Pourquoi alors faut-il que le peuple polonais s'affronte aujourd'hui au peuple juif dans une belliqueuse remémoration de l'horreur ? Pourquoi ces deux familles de souffrants, marquées d'un sceau comparable par la haine, se déchirent-elles au nom de leurs victimes respectives ?

L'affaire du carmel d'Auschwitz est un scandale pour le cœur humain, car elle introduit la discordie là où devrait régner l'union. Une intention louable de prière a dégénéré en une institution qui revendique le droit d'imposer son offrande aux bénéficiaires de l'oblation.

L'honneur de la Pologne est engagé dans cette situation. Contrairement à ce que pensent ceux qui croient le défendre, il ne saurait se satisfaire d'une attitude

qui se crispe dans un nationalisme ombrageux. La fierté d'un peuple est de résister à un tyran qui veut l'asservir, non à une misère qui demande de compter.

Le scandale redouble d'un point de vue chrétien. Et encore, l'exemple de la fidélité polonaise à l'Evangile nous impressionne tous. L'efficacité de ce christianisme traditionnel se révèle capitale dans la défense des libertés humaines et de la dignité des fils de Dieu.

L'honneur de Dieu

Ce témoignage exaltant va-t-il dépasser la mesure et, succombant à une tentation de faire le bien qui ne respecte pas les dispositions du prochain, se présenter comme une philanthropie abusive et un altruisme impérialiste ?

L'honneur de Dieu est, cette fois, en cause. Nous avons peine à reconnaître ses voies dans une charité qui contraint et une croix qui surplombe, fût-ce par les méthodes douces de l'oraison contemplative et du sacrifice monastique.

Les filles de la grande Thérèse et de sa petite épouse de Lisieux ne peuvent pas offrir une pareille caricature de l'adoration. Elles s'y sont fourvoyées de bonne foi et avec un amour véritable. Il appartient à leurs frères et sœurs en Jésus de les aider à en sortir.

Même et surtout si elles croient avoir raison, elles ont là une occasion unique, dans la droite ligne de leur vocation, de boire le calice de l'épreuve. C'est peut-être de ce genre d'oblation, touchant au plus pur de la vie intime, qu'ont besoin les victimes du nazisme, tant polonaises que juives.

(*) Ecrivain.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauré (1969-1982), André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sala.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - TAPPEZ LEMONDE

code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-47-09-01.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - TAPPEZ LEMONDE

ou 36-15 - TAPPEZ LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx : MONDPUB 246 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx : MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

1 030 F

1 080 F

1 300 F

1 380 F

1 400 F

1 480 F

1 500 F

1 580 F

1 600 F

1 650 F

1 680 F

1 700 F

1 750 F

1 800 F

1 850 F

1 900 F

1 950 F

2 000 F

2 050 F

2 100 F

2 150 F

2 200 F

2 250 F

2 300 F

2 350 F

2 400 F

2 450 F

2 500 F

2 550 F

2 600 F

2 650 F

2 700 F

2 750 F

2 800 F

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

821 MOND02

سكس الاصل

Etranger

Les négociations entre Budapest, Bonn et Berlin-Est

Le départ de Hongrie des réfugiés est-allemands traîne en longueur

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Les plaisirs de l'attente ont leurs limites. Si les réfugiés est-allemands de Budapest sont toujours persuadés qu'ils vont dans quelques heures, dans quelques jours au plus, pouvoir se bâtir une nouvelle existence en République fédérale, ils commencent à trouver que leurs vacances prolongées sur les collines de la capitale hongroise sont un peu longues. Le mauvais temps a en fait fait de transformer un camping presque joyeux en une épreuve boueuse et désagréable. Les enfants ont épuisé les joies des balançoires et de la vie communautaire pour se réfugier dans les bras de parents qui sont bien en peine de répondre à la question lancinante : « Quand est-ce qu'on entre dans notre nouvelle maison ? » Ces enfants blonds, plus impatientes encore que leurs parents de tourner une page de leur courte vie, ont tellement entendu papa et maman parler de leur nouvelle existence où tout serait plus beau, plus coloré, plus facile, où les jeux vidéo pleuvraient comme la manne, qu'ils finissent par douter.

Attendu depuis deux semaines comme immédiat, devant s'effectuer dans les tout prochains jours, le départ massif des Allemands de l'Est qui ont choisi de profiter d'un séjour en Hongrie pour rejoindre la RFA traîne en longueur. Il est repoussé de jour en jour, au gré de l'évolution des négociations qui, depuis la mi-

août, se déroulent dans un triangle Budapest-Bonn et Berlin-Est. La première phase de ces négociations, la plus importante naturellement pour les candidats est-allemands au départ, a permis à ces derniers d'obtenir la garantie que de toute façon ils ne seraient pas renvoyés en RDA contre leur volonté.

Cet accord, négocié lors de la visite du premier ministre hongrois, M. Miklos Nemeth, en RFA, le 25 août dernier, satisfaisait les deux parties : il était censé stopper le flot croissant des émigrants franchissant illégalement la frontière austro-hongroise qui avait culminé le 19 août dernier avec la fuite massive de Sopron, et il donnait le temps aux diplomates des deux pays d'élaborer une solution permettant le départ des réfugiés qui ne remettrait pas du moins formellement, en cause les obligations de la Hongrie vis-à-vis de la RDA. C'était penser que l'on pouvait, en une semaine, résoudre la quadrature du cercle. La Hongrie est, en effet, liée à l'Allemagne de l'Est par un accord datant de 1979 lui interdisant de laisser sortir vers des pays tiers des citoyens est-allemands en possession d'un visa valable pour la Hongrie uniquement.

Irritation

Le ministre des affaires étrangères, M. Gyula Horvath, s'est rendu, la semaine dernière, à Berlin-Est, pour tenter d'exhorter les dirigeants de la RDA à faire

montrer de souplesse : peine perdue, Berlin-Est est resté inflexible et l'on ne cache pas à ce sujet une certaine irritation dans les milieux de la diplomatie hongroise.

L'hypothèse la plus couramment avancée à Budapest est que les Allemands de l'Est qui le désirent pourraient franchir la frontière

telle attitude, cela constituerait une brèche de première grandeur dans le système en place en Europe depuis la fin de la guerre. Les responsables de la politique étrangère de Budapest en sont bien conscients, mais ils sont également convaincus qu'il faut se

renouveler à ce départ massif : « Nous sommes arrivés à trouver une solution pour cette vague d'émigration. Mais qui nous dit que cela ne va pas se renouveler dans les prochains mois et que les citoyens d'autres pays ne vont pas maintenant considérer la Hongrie comme un centre de transit vers l'Ouest ? », nous confie avec une certaine anxiété un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

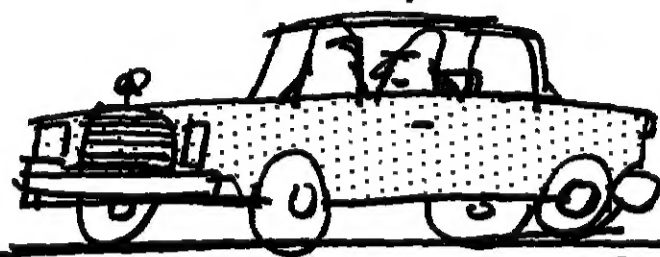
Un test pour les réformateurs

Mais il s'agit aussi de démontrer urbi et orbi, sur un cas concret concernant les droits de l'homme, que cette Hongrie en plein bouleversement politique et idéologique peut gagner ses galons de nation respectant les principes de liberté de circulation contenus dans les accords d'Helsinki. Le Parti socialiste ouvrier hongrois est actuellement en campagne électorale interne et externe. Les réformateurs conduits par M. Imre Pozsgay s'étaient réunis ce dimanche dans l'école du parti à Budapest. Minutaires au sein du parti, mais forts du soutien d'une grande partie de la société et très implantés dans le ministère des affaires étrangères, ils font de l'affaire des réfugiés est-allemands un test de leur force et de leur crédibilité dans le pays, de leur capacité aussi d'imposer leurs vues à l'allié arrogant et donneur de leçons de marxisme de Berlin-Est.

Lundi, selon Radio Danubius, émetteur hongrois en langue allemande — ou avant la fin de la semaine, selon la plupart des observateurs — tous les Allemands de l'Est séjourant en Hongrie et désirant émigrer devraient avoir quitté le pays. Tout est prêt pour les accueillir aux postes frontières bavaroises. Les employeurs ouest-allemands, informés par la presse que la plupart de ces réfugiés étaient jeunes, bien formés et pleins d'ardeur au travail, les attendent en se frottant les mains. Combien seront-ils ? Les chiffres les plus divers ont été avancés ces derniers jours. Ils s'étagent entre 5 000, c'est-à-dire le nombre de gens séjournant actuellement dans les trois camps organisés par les institutions caritatives hongroises et ouest-allemandes à Budapest et sur le bord du lac Balaton, et 20 000, selon des estimations fondées sur le nombre des vacanciers est-allemands actuellement en Hongrie — dont 10 % seraient décidés à ne pas rentrer chez eux. En tout cas, l'ampleur, et surtout la nature de cet exode sont susceptibles de remettre en cause des équilibres qui s'étaient établis ces dernières années. Il ne modifie pas sensiblement le nombre des éléments émigrant à l'Ouest, mais il cesse de faire dépendre la régulation de ce flux du bon vouloir de la bureaucratie de Berlin-Est accordant selon son bon plaisir des bons de sortie au gré des avantages qu'elle pouvait obtenir de ses interlocuteurs à Bonn.

LUC ROSENZWEIG.

J'AI TROUVÉ UN FILON DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS QUI PARLENT ALLEMAND ET QUI N'AIMENT PAS LES SYNDICATS.



PEST

vers l'Autriche en présentant le passeport ouest-allemand qui leur a été délivré par l'ambassade de RFA à Budapest. Si tel était le cas, ce serait la première fois qu'un pays membre du pacte de Varsovie reconnaît le droit de la RFA d'exercer sa compétence sur les citoyens de la RDA. Même accompagné de considérations sur le caractère exceptionnel d'une

débarasser au plus vite de cette question qui ne peut, à terme, leur attirer que des ennuis. Après avoir vainement tenté de jouer les médiateurs entre Bonn et Berlin-Est, ils se sont finalement résolus à prendre en main la question et à être les maîtres d'œuvre de sa solution. Deux soucis les animent : tout d'abord donner un caractère exceptionnel et non

HONGRIE

Les réformateurs se préparent au congrès du PC

Le président du PC hongrois (PSOH), M. Flórenc Nyeu, a réaffirmé dimanche 3 septembre la nécessité de créer en Hongrie « un nouveau parti socialiste », dans un discours prononcé devant ses cents députés réformateurs du PSOH, réunis à Budapest pour préparer le congrès du parti prévu le 7 octobre.

Pour M. Nyeu, le vieux modèle de « socialisme d'Etat » a fait faillite une fois pour toutes. Notre devoir, à nous réformateurs, est de convaincre les membres du parti qui hésitent encore à rejoindre notre camp.

La veille, le premier ministre, M. Miklos Nemeth, avait appelé à un « renouveau de fond du PSOH », affirmant que ceux qui étaient contre les réformes n'avaient qu'à quitter le parti.

Un porte-parole des réformateurs, M. József Varga, a jugé possible que les conservateurs

restent majoritaires lors du congrès. Dans ce cas, a-t-il déclaré à la presse, « les réformateurs quitteront le PSOH pour créer un nouveau parti ». Les ultra-conservateurs, regroupés au sein de la société Ferenc Munkacsy, ont publié dimanche une mise en garde contre « la restauration d'un régime capitaliste en Hongrie ».

Le secrétaire général du PSOH, M. Karoly Groz, qui n'assistait pas à la réunion des réformateurs ce week-end, a jusqu'ici souligné la nécessité de maintenir l'unité du parti, au prix de l'accélération des réformes. Mais il a estimé jeudi qu'il avait peut-être commis une erreur en empêchant cette année le PSOH de se scinder en ailes réformatrice et conservatrice, car le risque est maintenant celui d'un éclatement en plusieurs courants. — (AFP, Reuters).

POLOGNE : la difficile formation du gouvernement Mazowiecki

Les communistes obtiendraient quatre ministères

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, et les représentants du Parti communiste, le POUP, semblent être parvenus à un accord de principe sur le nombre de portefeuilles qui seront attribués aux communistes dans le prochain gouvernement.

Selon diverses informations officielles, le POUP conserverait, outre les postes de la défense et de l'intérieur, le ministère des affaires étrangères et un poste économique, vraisemblablement les finances ou les transports, soit quatre portefeuilles au total. Plusieurs dirigeants de Solidarité insistent la semaine dernière pour que les communistes restent impliqués dans les affaires économiques, même dans des proportions mineures, afin que toute l'impopularité des décisions draconiennes inévi-

tables ne retombe pas sur les épaules des ministres membres de Solidarité. Il était également prévu la semaine dernière que le POUP, comme les autres partis membres de la coalition gouvernementale, ait droit à un poste de vice-premier ministre, mais aucune précision n'a été apportée à ce sujet au cours du week-end.

Le premier secrétaire du POUP, M. Mieczyslaw Rakowski, accompagné du chef du groupe parlementaire communiste, M. Marian Orzechowski, s'est entretenu samedi 2 septembre avec M. Mazowiecki de la composition du gouvernement, qui devrait être rendue publique d'ici au 10 septembre. A l'issue de l'entretien, M. Rakowski a qualifié de « réaliste » la « conception » du premier ministre en matière de représentation des forces politiques au sein du gouvernement, tandis que M. Orzechowski se déclarait « satisfait ».

« La participation, la coresponsabilité de notre parti dans le gouvernement, va concerner tous les domaines de la vie de notre pays », a-t-il dit.

Bien que d'importants détails restent à régler, comme le nombre et l'appartenance politique des vice-ministres dans les ministères-clés, le POUP tire plutôt bien son épingle du jeu, surtout s'il prend en compte l'équipe dont est en train de s'entourer le général Jaruzelski à la présidence de la République, qui compterait jusqu'à quatre cent vingt collaborateurs. Plusieurs observateurs voient se créer autour du président Jaruzelski un centre de décision dont le rôle serait comparable à celui que jouait jusqu'aux élections de juin l'appareil du comité central du POUP. Bien que M. Jaruzelski ambitionne désormais de se donner l'image de « président de tous les Polonais », ses collaborateurs sont

pour l'essentiel des membres du POUP, et le premier « ministre d'Etat » qu'il a nommé, M. Józef Cyrankiewicz, qui devrait être chargé des affaires étrangères, est un dirigeant du parti de longue date, ancien membre du bureau politique. Aucun texte ne régit pour l'instant les rapports entre ces « ministres d'Etat », prévus par les récents amendements constitutionnels, et les ministres membres du gouvernement.

Sans doute pour apaiser les craintes des militants de Solidarité, qui sont dans leur grande majorité très hostiles à l'idée de donner plus de deux portefeuilles aux communistes, M. Lech Walesa a affirmé au cours du week-end que les membres du POUP qui entreraient au gouvernement le feraient à titre individuel et non comme membres du PC.

S. K.

VASSILIS ALEXAKIS



VASSILIS ALEXAKIS
Paris-Athènes

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

«... Les femmes me manquent quand elles sont absentes, et quand elles sont présentes elles me manquent encore...» La mythologie personnelle de Vassilis Alexakis ne siège pas à l'Acropole, mais dans le soulier d'un joueur de football, un allier gauche de préférence, dans un gag de Buster Keaton ou dans un poème de Cavafy. Toujours à cloche-pied sur les deux métropoles.

«... Comment peut-on choisir entre la langue de sa mère et celle de ses enfants ?...»

Patrice Delbourg / L'Événement du jeudi

Editions du Seuil



ardinal Lustiger

BULLETIN D'ABONNEMENT

MENTS

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

REDACTEUR

Europe

URSS

Le Haut-Karabakh est au bord de la guerre civile selon un dirigeant soviétique

Plusieurs entreprises étaient en grève lundi 4 septembre à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, où les transports ne fonctionnaient que partiellement. Le Front populaire azéri avait appelé à la grève générale notamment pour soutenir les revendications de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh.

Les conservateurs soviétiques sont repassés à l'offensive ces derniers jours pour préconiser une riposte aux mouvements nationalistes qui accentuent leur pression de toutes parts.

Coup sur coup, deux membres du bureau politique, MM. Tcherebikov et Ligatchev, ont réclané du gouvernement vendredi 1^{er} et samedi 2 septembre des « mesures » pour faire cesser « les attaques contre le parti, l'armée, les organes de sécurité ». Dans la Pravda de dimanche, le chef de la direction politique du ministère de l'Intérieur, M. Anatoli Anisimov, s'est plaint d'un « désordre » de ses troupes devant l'impunité dont bénéficient, à leurs yeux, les fauteurs de troubles.

L'Étoile rouge, l'organe de l'armée, est venu aussi appuyer cette contre-attaque dans un reportage d'un colonel dans le Haut-Karabakh. Le quotidien a mis l'accent sur l'impuissance des soldats face aux violences des Arméniens et des Azéris, tandis que l'administrateur spécial de Moscou dans cette région disputée du Caucase, M. Arkadi Volok, affirme qu'elle « est au bord de la guerre civile ».

M. Egor Ligatchev, considéré comme le chef de file des conservateurs, a fixé le cadre de cette nouvelle campagne dans une interview surprise diffusée par la télévision samedi soir. Au nom de la défense d'une persévérance raisonnable et progressive, il a présenté comme un « devoir constitutionnel » pour le gouvernement « d'assurer la sécurité d'un peuple qui vit en ce moment dans un état de peur ».

Selon lui, même le parti n'échappe pas à cette évolution dangereuse et il s'en est pris aux « communistes qui organisent les grèves, prennent part aux manifestations et aux meetings ou qui quittent le parti », avant de proposer comme remède le « développement de la discipline du parti ».

Vendredi, un expert en matière d'ordre, M. Victor Tcherebikov, l'ancien chef du KGB, écarté de ce poste en octobre 1988 par M. Mikhaïl Gorbatchev mais toujours membre du bureau politique, avait déjà appelé à des « actions décisives » contre l'agitation nationaliste et interethnique (le Monde daté 3-4 septembre).

La Pravda, l'organe officiel du parti, retrouvait samedi les accents du passé pour s'en prendre à la presse internationale, accusée de nouveau de jouer les « instigateurs » en « attisant le nationalisme bête ».

Exaspération

Traditionnellement actifs pendant les vacances de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui se trouve actuellement sur les bords de la mer Noire, les conservateurs du PC soviétique ont eu ces derniers temps de multiples motifs d'exaspération, en particulier depuis la manifestation de plus d'un million de Balfes, le 23 août, pour le cinquantième anniversaire du pacte germano-soviétique.

Ce week-end, alors que quelque 200 000 Azéris manifestaient dans les rues de Bakou, et lançaient un mot d'ordre de grève générale pour lundi, les russophones de Moldavie poursuivaient leur propre mouvement de grève pour protester contre les nationalistes des Moldaves, et 40 000 Ukrainiens manifestaient à Kiev pour réclamer une loi électorale démocratique.

En dépit des avertissements du Kremlin, les dirigeants des mouvements de masse des trois Républiques baltes se disent déterminés à mettre en route des programmes susceptibles de desserrer, voire rompre, les liens avec les autorités de Moscou. (AFP, Reuters.)

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'éloquence n'est pas la qualité première des hommes politiques néerlandais. Mais le débat télévisé qui, samedi 2 septembre, a opposé les deux principaux candidats à la fonction de ministre-président (premier ministre) — M. Ruud Lubbers, chef du gouvernement sortant et tête de la liste chrétienne-démocrate (CDA), et M. Wim Kok, principal représentant de l'opposition et tête de la liste socialiste (PVD) — n'en a pas moins constitué le point culminant de la campagne des élections législatives anticipées du mercredi 6 septembre.

Singulière campagne, truffée de paradoxes, dont ce débat a marqué le seul véritable temps fort, alors même que rien n'est plus étranger aux Pays-Bas que la politique spectaculaire. « Foncez sur quelque chose, ou serrer les mains à la débâcle, quelle horreur », admet par exemple M. Hans Van Mierlo, figure de proue du parti de centre-gauche Démocratie 66. « C'est tellement non-néerlandais ».

La petite histoire veut que le premier ministre regrette que le slogan électoral du CDA, « Plus loin avec Lubbers », utilise son nom : « On insiste trop sur la personne : c'est trop américain ».

Concession inévitable à la médiatisation de l'affrontement politique, le débat de samedi n'a pas échappé à cette simplification des discours que redoute M. Lubbers. « Les électeurs doivent lire les programmes et les juxtaposer, avant de se décider », explique-t-il, faussement naïf, à la tribune des meetings de son

PAYS-BAS : le scrutin du 6 septembre

Le premier ministre sortant, M. Lubbers, apparaît comme le vainqueur probable

parti. L'exercice est rébarbatif, et les Néerlandais, qui s'en sont probablement dispensés en grand nombre, ont en revanche retiré du face-à-face Lubbers-Kok l'impression d'être confrontés à un choix clair.

D'un côté, un premier ministre prêt à un nouveau mandat (le troisième depuis 1982) et qui se propose, après avoir remis les Pays-Bas sur les rails de la croissance, de lâcher un peu de lest : alors que la pression fiscale pesant sur les entreprises et les ménages restera à peu près stable, le train de vie de l'État augmenterait de 2,5 milliards de florins (environ 7,5 milliards de francs). Ce retour modeste à l'austérité budgétaire servirait principalement à augmenter les prestations sociales, gelées depuis 1982, à intensifier la lutte contre le chômage, à améliorer l'infrastructure scolaire et sanitaire et à financer une ambitieuse politique de l'environnement, « priorité numéro un sur l'agenda du futur ».

« Parler vrai »

De l'autre côté, un dirigeant socialiste qui estime qu'il est venu « le temps d'une autre politique », plus solidaire. Alliances sociales, guérison des établissements de soins, environnement : dans ces principaux secteurs, le PS entend que les Pays-Bas se montrent dignes de leur réputation de « pays riche ». Ce que M. Mura Smit, la présidente du parti, a traduit par l'une des rares formules-chocs de la campagne : « Ce que Lubbers a fait pendant sept ans pour les entreprises, nous le ferons pour les gens ».

Personne n'irait cependant jusqu'à prétendre que ces élections

vont constituer un choix de société. Certes, des différences existent entre le CDA et le PVD, aussi bien entre les programmes qu'entre les personnes. Dans le langage, notamment. Là où M. Lubbers parle technique fiscale, pression démographique ou cite des pourcentages, M. Kok évoque les laissés-pour-compte, les enseignants qui doutent de leur mission ou les vieillards négligés par le personnel surchargé des maisons de retraite.

Mais cette dissemblance des discours s'explique moins par l'opposition des convictions politiques des deux hommes que par leurs positions respectives sur l'échiquier du pouvoir. D'une part, M. Lubbers, qui n'apparaît pas comme usé par sept années de gouvernement au cours desquelles il a acquis une réelle image d'homme d'État ; d'autre part, M. Kok, dont c'est la première vraie confrontation avec l'électorat, en tant que tête de liste socialiste et successeur à ce poste du chef charismatique Joop Den Uyl.

Les deux hommes, en demeurant, ont des traits communs, outre l'âge (ils ont tous les deux cinquante ans) : MM. Lubbers et Kok partagent le même sens du dialogue et le même souci du « parler vrai ». Sur la question de l'environnement, jamais les programmes n'ont été aussi « verts », le chrétien-démocrate et le socialiste ont tous deux prévenu les Néerlandais en des termes similaires : « Un meilleur environnement exigera des sacrifices ».

De plus, les deux partis ont fait des pas l'un vers l'autre. Contrairement à 1986 où la question des euro-missiles, notamment, opposait irrémédiablement le CDA et le PVD, il n'y a pas, cette année, de clivage marqué. Au contraire, sur le sujet

phare de la campagne qu'a constitué la contestation de la réforme fiscale par les socialistes, le premier ministre a clairement dit qu'il était prêt à en « discuter ». Autre élément propice au dialogue : la nécessaire modération salariale est admise par le PVD.

Dialogue ?

Le dialogue aura-t-il lieu et une coalition CDA-PVD succédera-t-elle à la coalition CDA-VVD (parti libéral) ? Jamais, au cours de ces dernières années la conjoncture politique n'a semblé aussi favorable à cette hypothèse. « Il est sain pour la démocratie qu'un grand parti comme le PVD participe à l'élaboration de la politique », admet M. Gerrit Schutte, tête de liste du parti confessionnel conservateur GPV et peu suspect de sympathies progressistes.

Un point semble en tout cas acquis. Tous les sondages s'accordent à désigner M. Lubbers comme le probable vainqueur des élections. Avec 54 sièges, son parti réaliserait un score lui permettant de confirmer son rôle de pivot et de principale formation du pays. Le parti socialiste conserverait au mieux ses 52 sièges et pourrait même en perdre, au profit de l'alliance formée par les Verts et les petits partis de gauche.

M. Lubbers s'est gardé de dévoiler ses intentions. Certains notent qu'il n'a jamais ouvertement évoqué la reconduction de son alliance avec les libéraux du VVD, alors qu'il en avait fait son cheval de bataille en 1986. Mais il n'a pas non plus écarté cette éventualité.

CHRISTIAN CHARTIER.

Afrique

TUNISIE : privé de reconnaissance officielle

Le mouvement islamique dénonce les « abus » du pouvoir

TUNIS de notre correspondant

Après un silence de plusieurs semaines, le mouvement islamique Ennahdha (la Renaissance) qui a très mal accepté le refus opposé, en juin dernier, à sa demande de reconnaissance en tant que parti hausse à nouveau le ton pour dénoncer une « régression » dans la vie politique tunisienne.

Dans un virulent communiqué, le mouvement dresse une liste des « abus » dont seraient victimes, « du seul fait de leurs convictions religieuses », nombre de ses militants et sympathisants : révocation d'enseignants, de professeurs et d'enseignants, sanctions sous forme de mutations arbitraires de fonctionnaires, arrestations, provocations de fidèles dans les mosquées, fermeture de commerces, interdiction de certaines activités de jeunesse et de manifestations culturelles (1).

Le texte fait aussi état du « harcèlement » du pouvoir contre d'autres courants politiques non reconnus et estime que de telles pratiques « rendent l'administration seule responsable des conséquences de l'incitation à l'action hors du cadre de la légalité ».

Face à cette situation qui l'empêcherait de déployer normalement ses activités, l'« émir » du mouvement, M. Rachid Ghannouchi, qui voyage à l'étranger depuis le mois de mai, a décidé de ne pas rentrer en Tunisie, pour le moment, viennent d'annoncer ses amis. L'explication paraît peu convaincante. M. Ghannouchi ayant prouvé dans un passé récent — il jouait alors sa tête — qu'il n'était pas homme à se laisser intimider.

Aussi, d'autres raisons à cet exil volontaire pourraient bien entrer en ligne de compte. Le président Ben Ali ayant annoncé récemment qu'aucune nouvelle formation politique ne sera reconnue tant qu'elle n'aura pas clairement défini le modèle de société qu'elle préconise. M. Ghannouchi préfère-il prendre le champ alors qu'un profond débat se déroule au sein de son mouvement entre modérés, d'une part, et radicaux, d'autre part ?

Tient-il à éviter l'épreuve de force avec le pouvoir dont il avait salué l'avènement le 7 novembre 1987 ? Ou cherche-t-il à ménager les plus impatientes et extrémistes de ses troupes qui n'ont jamais cru à la démocratisation du système et à leur donner ainsi des gages ? Les deux démarches peuvent aller de pair en

attendant la mise au point d'une nouvelle stratégie qui semble bien se profiler puisque le mouvement s'est abstenu, jusqu'ici, de renouveler sa demande de reconnaissance, comme il en a pourtant la possibilité.

Actuellement, M. Ghannouchi participe en Algérie à un séminaire sur la pensée islamique. Il avait quitté Tunis le 13 mai pour un vaste périple en Europe, en Asie et dans les pays du Golfe. Il aura sans doute facilement la possibilité de s'installer dans l'un de ces derniers, par exemple en Arabie saoudite où il a toujours su trouver un appui tant moral que matériel qui n'est pas sans irriter les milieux politiques tunisiens.

Alors qu'un certain désenchantement règne dans les rangs des diverses oppositions légales qui ne parviennent pas à se remettre de leur échec électoral d'avril dernier, la question des islamistes — les seuls à avoir su tirer leur épingle des urnes — revient donc au premier plan, qu'elle n'a d'ailleurs jamais quitté tous ces derniers années.

L'exemple algérien

Au sein de la classe dirigeante, les avis semblent diverger sur l'opportunité d'une reconnaissance officielle d'Ennahdha. Pour les uns, elle représente un danger pour le modèle de société que la Tunisie s'est choisie, pour les autres, elle constitue un ris-

que moindre qu'un retour à la clandestinité dans laquelle les islamistes ont démontré qu'ils savaient parfaitement s'organiser et agir. Il y a quelques mois, alors que la question était déjà à l'ordre du jour, Algériens et Libyens avaient, croit-on, manifesté des réserves à l'égard de l'existence d'un parti islamique tunisien. Aussi, la réponse que le gouvernement d'Algérie doit fournir dans les deux mois qui viennent à la demande d'agrément formulée dernièrement par « le Front islamique du salut » risque d'avoir des répercussions jusqu'à Tunis.

MICHEL DEURÉ.

(1) Les milieux gouvernementaux démentent ces faits qu'ils qualifient d'« informations malveillantes ».

AFRIQUE DU SUD : à la veille des élections

La campagne de désobéissance civile bat son plein

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le dernier week-end avant les élections du mercredi 6 septembre a été marqué par une série de manifestations à travers le pays. Une seule victime est à déplorer pour l'instant. Il s'agit d'un participant à un concert, dimanche 3 septembre, à Soweto, qui a été vraisemblablement piétiné par la foule. La police avait déclaré le rassemblement illégal.

Le festival du printemps n'a donc pas pu avoir lieu. Ni la marche sur le Parlement, samedi au Cap. Près de deux mille personnes sont tout de même parvenues à se grouper au centre-ville pour demander la transmission « du pouvoir au peuple » avant d'être dispersées par la police à coups de matraque, de gaz lacrymogène et de canon à eau. Une eau teintée de pourpre qui a transformé les rues en une cité mauve.

Entre 500 et 1 000 protestataires, selon les sources, ont été arrêtés grâce à leurs vêtements tachés de pourpre. Certains touristes n'ont pas été épargnés. Parmi les interpellés qui ont tous été relâchés, figurent 32 journalistes locaux et étrangers dont certains se sont vu confisquer leurs notes, leurs pellicules et leurs cassettes vidéo. Les forces de l'ordre avaient reçu des consignes très strictes de s'opposer à la présence de la presse sur les lieux de la manifesta-

tion en application des règles de l'état d'urgence qui interdisent aux journalistes de couvrir toute forme d'agitation.

« Nous ne pouvons tolérer les efforts de propagande faits par le mouvement démocratique de masse (MDM) pour ternir l'image de l'Afrique du Sud à l'étranger ou une impression destructrice est créée par des reportages déformés », a précisé le porte-parole de la police. 186 journalistes sont entrés dans le pays, en affirmant qu'ils voulaient couvrir les élections. Aucun n'a fait, ils sont seulement venus pour faire l'éloge du MDM sur la scène internationale.

Cette manifestation, qui a fait plusieurs blessés légers, s'est finalement terminée dans le calme. Les protestataires, réfugiés dans la cathédrale Saint-Georges, ont pu quitter les lieux sans être inquiétés par les forces de l'ordre, avec lesquelles des ecclésiastiques avaient négocié un sauf-conduit.

A Soweto, le rassemblement prévu dans un stade par le conseil sud-africain des Eglises n'a pu avoir lieu. A la suite de son interdiction, la police et l'armée ont barré l'accès des lieux et refoulé plusieurs centaines de personnes qui se sont présentées pour « cette réunion de la paix ». Elles se sont finalement réfugiées dans une église avant que les forces de l'ordre ne soient intervenues pour l'intervention des forces de l'ordre.

Toutes ces manifestations avaient un but pacifique, y compris celle de Durban, dimanche, sur une plage réservée aux Blancs. La police a finalement laissé les quelque 5 000 contestataires envahir le bord de mer pour un pique-nique. Plusieurs incidents se sont produits avec un groupe de droite dont certains membres étaient porteurs de T-shirts frappés de l'inscription « Whites only » (Blancs seulement). Ils défilèrent aux forces de l'ordre de tirer dans les tas.

Cinquante-huit arrestations

Cinquante-huit personnes ont finalement été arrêtées. Dix d'entre elles seront traduites devant la justice pour avoir déployé un drapeau du Congrès national africain (ANC). La police avait reçu la consigne de laisser faire afin que ne se reproduisent pas les incidents d'il y a quinze jours survenus sur deux plages du Cap lors d'un mouvement de protestation du même type.

Le week-end qui s'annonçait mouvementé s'est finalement déroulé sans affrontements très violents. Mais la campagne de désobéissance civile est loin d'être terminée. Elle atteindra son point culminant mardi et surtout mercredi, jour du scrutin.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ESPAGNE : la préparation des élections législatives

La droite s'est donné un candidat à la présidence du gouvernement

MADRID de notre correspondant

Vingt-quatre heures à peine après la dissolution anticipée des Chambres, M. Manuel Fraga, président du Parti populaire, a officiellement annoncé, samedi 2 septembre, le nom du candidat de sa formation à la présidence du gouvernement : M. José María Aznar, qui dirige actuellement l'exécutif régional de la région de Castille-Leon. Comme prévu, le choix de M. Fraga a été approuvé le même jour à l'unanimité par le comité exécutif du parti.

Hier encore inconnu du grand public, M. Aznar se voit ainsi, à trente-six ans, brusquement propulsé au rang de principal rival de M. Felipe Gonzalez. Une tâche ardue pour ce jeune homme à l'aspect posé et réfléchi, réservé mais sûr, aux contacts avec la foule, dont les adversaires critiquent le populisme et dont les partisans vantent le charisme, apôtre des idées néolibérales, et qui s'est surtout distingué, à la tête de la Castille-Leon, par ses appels à la nécessaire austerité de l'administration et de l'Etat.

Sa désignation à la tête du Parti populaire va-t-elle mettre fin à cette guerre de succession fratricide qui agite la droite espagnole depuis près de deux ans ? Plus exactement depuis la décision annoncée en décembre 1986 par M. Fraga, peu après un revers électoral, de se retirer de la politique « de manière irrévocable » ?

Le départ du fondateur et « leader historique » du parti avait donné lieu à une lutte sans merci entre les aspirants à sa succession. Deux mois plus tard, en février 1987, c'était finalement le jeune Antonio Hernandez Mancha qui l'emportait au milieu de l'enthousiasme des « bases ». Avec son aspect décontracté et dans le vent, son langage « braché », son air de tigre à l'andalous, il semblait symboliser une nouvelle droite espagnole sans complexe à l'égard d'un passé auquel elle n'avait guère participé, apte à

mieux disputer aux socialistes les voix du centre.

Mais il apparut bien vite que M. Hernandez Mancha, malgré un méritoire effort de « recentrage » de sa formation, ne faisait pas le poids face à M. Gonzalez. Le jeune dirigeant était de plus en plus contesté et se voyait notamment reprocher de n'avoir pas su intégrer dans son équipe ceux qui s'étaient opposés dès le départ à sa nomination, au premier rang desquels M. Aznar.

Le mauvais résultat des européennes

Dans une telle situation, M. Fraga décidait au mois d'octobre 1988 de reprendre les rênes du parti, tout en laissant cependant savoir qu'il ne serait plus candidat à la présidence du gouvernement de Madrid, et qu'il se contenterait désormais de briguer le gouvernement régional de Galice, sa région natale.

Restait donc à trouver un successeur. Le choix de M. Fraga allait d'abord se porter sur l'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, le démocrate-chrétien Marcelino Oreja. Mais le mauvais résultat obtenu aux européennes de juin dernier par la liste du Parti populaire conduite pour la première fois par M. Oreja démontra que l'absence de charisme de ce dernier risquait d'être rédhibitoire.

Le choix de M. Aznar sera-t-il cette fois le bon ? Nombreux sont ceux qui priment au nouveau dauphin de M. Fraga une carrière politique prometteuse mais beaucoup également le considèrent manifestement comme trop « vert » pour se lancer déjà dans une telle aventure. Une aventure d'autant plus difficile qu'aux élections de juin, 18 % des suffrages séparaient le Parti populaire des socialistes. C'est un investissement à long terme qu'apparemment veut faire M. Fraga. Ce dernier, d'ailleurs, a tenu à conserver le gouvernement de son parti, et entend bien le maintenir tant que son « protégé » n'aura pas fait ses preuves électorales.

THIERRY MALINIAC.

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce ?

EST DANS LE JOURNAL SPÉCIAL « LES ANNONCES » EN FOND DE COMMERCE

En vente partout 6,20 F et 36, rue de la Harpe, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.85.30.30

صكنا من الامل

Diplomatie

Le sommet des pays non alignés à Belgrade

La Yougoslavie veut faire prévaloir une approche non dogmatique de l'économie

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Pour accueillir dignement le sommet des pays non alignés, du lundi 4 au jeudi 7 septembre, Belgrade, malgré les difficultés du moment, s'est offert un sérieux ravalement. Les bâtiments et monuments qui, dans un échantillon mélangé, évoquent tour à tour le néo-socialisme massif et le style impérial austro-hongrois, ont retrouvé des couleurs longtemps enfouies sous la noirceur. Au Centre de conférences, d'une modernité toute verre-acier, les délégués sont pris en charge par un service d'accueil nombreux et des bataillons de chauffeurs (plus de 700 véhicules ont été achetés pour l'occasion en RFA). Le dispositif policier est simple mais omniprésent.

Visiblement, la Yougoslavie est fière de son rôle, de son accueil et de son organisation. On le serait à moins. Les effets euphorisants du sommet ne peuvent pourtant faire oublier, ou alors pour un temps seulement, les graves difficultés. Un journaliste serbe, regardant passer un cortège officiel, résumait ainsi la situation : « *Même à cette allure, ils ne rattraperont jamais l'inflation.* » Pour tirer de cette réunion le maximum de bénéfices, la Yougoslavie devra mener à bien une autre opé-

tion de « ravalement » : ce que certains appellent le « *repositionnement* » d'un mouvement où cohabitent infiniment plus de styles et de façades que dans les rues de Belgrade.

Pour le moment, les choses se présentent plutôt bien pour les héritiers du marxisme Lénine et pour leur stratégie de modernisation-modération (le *Monde* date 3-4 septembre). Dans la nuit de samedi à dimanche, les ministres des affaires étrangères, chargés de mettre au point le projet de déclaration finale du sommet qui doit être adoptée jeudi, ont fini par se mettre d'accord sur un texte considéré par la majorité comme « modéré ». Il prend en effet en compte l'évolution des relations internationales et prône, pragmatiquement, un dialogue et une coopération économique accrue avec les pays industrialisés.

L'accord ne s'est toutefois pas fait sans bras de fer. Le groupe dit des « radicaux » (Cuba, Corée du Nord, Nicaragua, Éthiopie, Vietnam, Libye, etc.) est monté au créneau pour « muscler » le projet de texte proposé par la Yougoslavie, jugé trop conciliant à l'égard de l'Occident et empreint de « *navet politique* » sur la détente Est-Ouest. Ce projet faisait aussi, selon ces pays, la part trop belle à l'économie, au

détriment des problèmes politiques. Après prolongation, un compromis a été trouvé : un paragraphe additionnel souligne les acquis du Mouvement dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'apartheid. Une formule qui satisfait les uns sans faire perdre la face aux autres.

Tout le monde paraît conscient de la nécessité d'un ajustement aux nouvelles réalités. « *Même ceux qui réclament une tonalité anti-impérialiste accèdent sans peine à la nécessité de modifier les objectifs et priorités des non-alignés.* » Cette stratégie, doublée d'une concertation avec les gouvernements et institutions internationales qui jouent - qu'on le veuille ou non - un rôle économique clé sur la scène mondiale, semble évidente si l'on considère la situation de nombreux pays non alignés confrontés aux problèmes d'endettement, de financement du développement, de commerce, de matières premières, etc.

Plusieurs ministres ont donné le ton, dimanche. Celui des affaires étrangères yougoslave, M. Budimir Loncar, a indiqué : « *Le problème de la dette et les questions de développement auront une place centrale dans nos délibérations.* » Et son homologue vénézuélien, M. Rinaldo Figueredo, dont le pays vient

de chez eux de nombreuses voix, longtemps couvertes par le fracas des polémiques politiques et peu soucieuses de choisir un « camp », vont contribuer à recentrer le débat, de façon non dogmatique, sur les problèmes économiques, tout en s'efforçant de maintenir l'essentiel des principes du Mouvement.

Ainsi, en mettant en sourdine un certain nombre de thèmes politiques polémiques, souvent qualifiés de « dépassés », et en poussant l'économie en avant, la Yougoslavie semble vouloir modifier les objectifs et priorités des non-alignés. Cette stratégie, doublée d'une concertation avec les gouvernements et institutions internationales qui jouent - qu'on le veuille ou non - un rôle économique clé sur la scène mondiale, semble évidente si l'on considère la situation de nombreux pays non alignés confrontés aux problèmes d'endettement, de financement du développement, de commerce, de matières premières, etc.

Plusieurs ministres ont donné le ton, dimanche. Celui des affaires étrangères yougoslave, M. Budimir Loncar, a indiqué : « *Le problème de la dette et les questions de développement auront une place centrale dans nos délibérations.* » Et son homologue vénézuélien, M. Rinaldo Figueredo, dont le pays vient

d'adhérer au Mouvement, a appelé une nouvelle fois à la reprise du dialogue Nord-Sud et à la tenue d'un sommet sur les « *questions économiques globales et l'environnement* ». Ce qu'il avait déjà fait - sans grand succès - avec l'Inde, l'Égypte et le Sénégal, à la veille du sommet des pays industrialisés, en juillet à Paris.

Autre signe des temps : Fidel Castro, dont Tito combattait jusqu'au bout la « *dérive* » alignée, n'assistera pas au sommet de Belgrade. Les présidents égyptien et indonésien, MM. Mubarak et Suharto, qui, en raison de leur pragmatisme économique et de leurs amitiés occidentales, ont souvent été pris à partie par les alliés de Moscou au sein du Mouvement, seront, eux, pour la première fois depuis longtemps, au tout premier rang. Et si le président Ortega, qui restait attendu dimanche, vient finalement, c'est qu'il pouvait difficilement faire autrement : son pays, en effet, est candidat à la présidence du Mouvement. L'Indonésie aussi. Une compétition qui devrait permettre de mieux évaluer, *in fine*, le rapport de forces entre radicaux et modérés. Et, incidemment, de mesurer le poids dans les débats du thème des droits de l'homme.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

VENTE AUX ENCHERES LUXEMBOURG

16.17.9.89

Foires internationales

200 - 250 VOITURES COLLECTION

OLDTIMER - PICKUPS

* AUTOMOBILES *

* PICKUPS *

Samedi - Dimanche à partir de 10 h

Première Collection Samedi à partir de 17 heures

* INFORMATIONS *

Tel 1941 56 910 101

Fax 1941 56 911 922

Pierre Molenhauer

Temps d'insérer votre véhicule

ORGANISATEUR

Knee Int. Album USA

181 - 219 - 925 - 5620

1928 Hispano Suiza Cabrio (unique),

1936 Mercedes 500K Cabrio, 1931

Cadillac 12 cyl Cabrio, 1929 Rolls-Royce

Phantom I, Porsche 557 Vol. de course

4 x 4, 1953 Cadillac Cabrio 8 cyl, 3 x

1955/57 Mercedes 500 SL, BMW 503

Coupe, 1974 Jaguar XKY 12 cyl Autom.

1928 Cadillac Cabrio, 1929 Rolls-Royce

Playboy Roadster, 1936 Corvair Cabrio,

Healey David, Buick Century Sedan 8

Porsche 959 Vert. Course, Ferrari GTO...

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

45-55-91-82, poste 4356

Unique à Paris, l'Espace de la femme pressée.

du 7 au 23 septembre



Jodhpur
Le charme discret de l'authenticité.



Avant-Première
La mode comme un jeu, une passion, une fête.



B.R.I.E.F.I.N.G.
l'efficacité fait le mode!

A l'occasion du lancement de 3 nouvelles marques en exclusivité, les Galeries Lafayette ont créé ces 600 m² dont vous rêviez.

Imaginez plutôt : du 7^e au 23 septembre, se trouvent rassemblés au 7^e étage des Galeries Lafayette Haussmann, les services, conseils, informations et boutiques qui facilitent la vie de toutes les femmes.

Inouï ! Vous allez, sans courir et avec le sourire, faire votre shopping, déjeuner diététique, passer vos coups de fil, être conseillée par un coiffeur de chez Maniatis, essayer le dernier

maquillage Estée Lauder. Seul le Grand Magasin de la Mode pouvait vous offrir une telle rentrée !

Mode Plus. Pas le temps de courir tous les étages... Pour vous, les Galeries Lafayette Haussmann ont créé Mode Plus, un service gratuit personnalisé, pour choisir, essayer, acheter sur rendez-vous, dans un salon particulier.

La boutique "Voyager léger." C'est plein d'astuces pour voyager : des bagages légers

comme des plumes, des mini-produits de soins de marques de beauté...

Les gains de temps offerts par les nouvelles technologies : le service télématique des Galeries Lafayette (3615 GL) et les courses faciles grâce au supermarché à domicile : Télémarchet.

Venez jouer avec Elle, Madame Figaro et Marie-Claire et découvrez si vous êtes plutôt Avant-Première, Jodhpur ou Briefing.

GALERIES
Lafayette

LES ANNOU

Amériques

COLOMBIE : attentat contre le quotidien « El Espectador »

La mafia de la drogue poursuit sa campagne de terreur

La Mafia colombienne multiplie ses attentats d'intimidation à l'égard de ceux qui soutiennent le gouvernement dans sa lutte contre le trafic de drogue. Après le quotidien *El Espectador* samedi, c'est l'hôtel Intercontinental de Medellín, où sont logés beaucoup de journalistes, qui a été la cible des poseurs de bombes. Ces attaques des barons de la cocaïne n'épargnent pas les étrangers. Un avion cargo Hercules C-123 américain a ainsi été sérieusement endommagé dimanche par un engin incendiaire. L'acheminement de l'aide américaine se poursuit cependant, et Washington n'exclut pas que ses conseillers militaires puissent jouer un rôle « plus actif » s'ils étaient attaqués. Le gouvernement britannique a pour sa part proposé son aide à Bogotá. Une frégate de la Royal Navy croise déjà en mer des Caraïbes pour lutter contre le trafic. Londres pourrait aussi fournir du matériel de détection des narcotiques.

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

Tout le monde s'y attendait, à commencer par les intéressés. Quand la mafia de la drogue promit, dans un communiqué de guerre, voici dix jours, de s'attaquer — entre autres — aux journalistes, on savait que l'une des premières victimes serait le quotidien de Bogotá *El Espectador*. Ce même journal dont le directeur Guillermo Cano, a été assassiné par les sicaires, il y a près de trois ans, et qui a perdu son avocat et l'un de ses correspondants de province dans la bataille contre les narcotrafiquants.

La menace a été mise à exécution samedi 2 septembre. La plus forte charge explosive utilisée par les « narcos » depuis le début de leur campagne de terreur (l'équivalent de 200 kilos de dynamite) a détruit, ce jour-là au petit matin, une partie des locaux du quotidien ainsi que plusieurs bâtiments alentour. Il y a eu un mort et plus de soixante-dix blessés. C'est, une fois de plus, en

utilisant une voiture piégée — une camionnette stationnée dans une station-service voisine du journal — que les terroristes ont atteint leur cible. Il n'est resté à la place de la camionnette qu'un cratère de plusieurs mètres de largeur. Le poste à essence a été dévasté; les vitres ont volé partout; toits et murs sont tombés en morceaux à 200 mètres à la ronde.

L'après-midi même, « sur les ruines », comme il le disait en première page, *El Espectador* traitait déjà l'édition qui devait circuler le lendemain. Une édition réduite sans la couleur des pages dominicales, avec une photo des locaux dévastés et ce titre sur quatre colonnes : « Nous continuons ! ».

Les menaces de mort étaient devenues une routine pour les rédacteurs. Elles s'étaient précisées, malgré tout, depuis le début de l'offensive gouvernementale contre les biens de la Mafia. « Gare à vous, on va vous envoyer des roquettes ! », dit un jour au téléphone une voix anonyme. L'avertissement pouvait être

pris au sérieux puisque à Medellín, la semaine dernière, la police avait désamorcé à temps quatre roquettes cachées dans une voiture et pointées vers une fabrique d'alcool appartenant à l'administration départementale. Le quotidien conservateur *El Siglo* a expliqué, dimanche, dans un éditorial, pourquoi c'est ce confrère-là, parmi les cinq ou six quotidiens de la capitale, qui était le plus visé. « Parce qu'il a été le plus brève, le plus audacieux dans la lutte contre les narcotrafiquants. Parce que, malgré les menaces, ses directeurs, ses journalistes, ses employés, ont donné un formidable exemple de courage. [L'attentat] n'est pas un épisode de plus dans une guerre multiforme, c'est un avertissement plus net que les autres destinés à montrer qu'il faut désormais choisir son camp. »

La rédaction d'*El Espectador* avait choisi le sien depuis longtemps. L'esprit critique ne lui manquait pas devant les atterrissements, voire les faux-fuyants, des gouvernements successifs face au vaste réseau de brigandages et de meurtres monté par les barons de la cocaïne. Quelques heures après avoir débarrassé les grilles et alors qu'ils s'étaient déjà remis à leur machine à écrire, les journalistes manifestaient leur sang-froid devant ce qui venait d'arriver et leur scepticisme à propos de ce qui allait suivre.

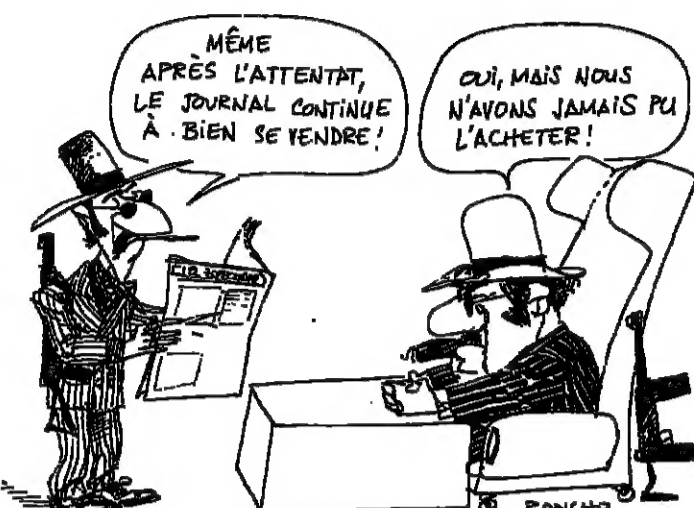
Sang-froid, parce que, s'attendant depuis longtemps à un attentat, ils se sentaient délivrés maintenant que celui-ci s'était produit. Scepticisme, parce que la répression gouvernementale leur semble tardive et limitée. Aucune opération militaire n'a été menée dans la région du moyen

Magdalena, font-ils remarquer : or, c'est sur les terres fort riches qui bordent le fleuve, entre les deux principales cordillères, que Pablo Escobar a son fief et que le cartel de Medellín dispose des milices armées les mieux entraînées. Qu'aucune perquisition, aucune saisie n'ait été faite dans cette zone, rien d'étonnant selon nos confrères : une certaine omerté s'est opérée ces dernières années entre les « narcos », les militaires et les grands propriétaires terriens dans leur lutte contre l'ennemi commun, la guérilla, qui

Farouk, commandant la brigade de Bucaramanga, qui a nettoyé la région avec l'aide des « narcos » et des groupes d'autodéfense montés par les propriétaires terriens. Quand la guérilla a été éliminée, les terres ont été achetées par les trafiquants... et par les officiers. »

L'armée
infiltrée

On craint aussi que le président Barco ne puisse concrétiser entièrement sa menace d'expulser les



vivait « sur l'habitant » en rackettant les éleveurs et les exploitants agricoles. L'un des éditorialistes d'*El Espectador*, Jorge Child, précise : « C'est la colonie Yanina Diaz

biens de la Mafia. Les décrets signés à ce sujet déchargent pourtant le gouvernement de faire la preuve que les propriétés saisies appartiennent aux trafiquants. C'est à ceux-ci qu'il revient de prouver que l'origine de leurs biens n'est pas légitime. « Est-ce que ce sera si difficile ? demande Jorge Child. Voici vingt ans que l'argent sale cohabite avec l'argent propre. Les deux se sont mêlés. » Autrement dit : quand le langage des narcos-dollars est ancien, l'origine des propriétés confisquées peut avoir toutes les apparences de la légitimité.

Le scepticisme des journalistes colombiens tient aussi au fait que l'armée est infiltrée, selon eux, par la Mafia. Mais si le fief principal de Pablo Escobar a échappé jusqu'ici aux perquisitions, il n'en est pas de même de celui que Rodriguez

Gacha, autre « capo » du cartel de Medellín, avait monté dans la région de Bogotá.

C'est à Pachó, à quelques dizaines de kilomètres au nord de la capitale, que les militaires ont fait les découvertes les plus intéressantes. Rodriguez Gacha était propriétaire, dans cette région, de nombreuses haciendas. Il y avait monté des milices armées et fait de chaque ferme un poste d'alerte. La plupart des habitants vivaient, directement ou indirectement, de son organisation. A Bogotá même, il avait occupé tout un étage d'un gratte-ciel du centre pour installer une société qui gérait, avec ordinateurs et microfilm, trente-quatre entreprises des plus diverses, allant de la fabrique de lait à la promotion immobilière.

Les militaires se sont emparés de ces installations et les dossiers laissés par le mafioso-homme-d'affaires sont un régal pour les services chargés de les dépouiller. Mais ce succès appartient déjà à une phase dépassée de la guerre que se livrent les cartels et le gouvernement Barco.

L'attentat contre *El Espectador* avec ses nombreux blessés — des passants pour la plupart — montre qu'il faudra des succès d'une autre sorte pour venir à bout de la campagne de terreur et d'intimidation menée par les « extraditables ».

Intimidation qui a déjà fait son effet. Les candidats à l'élection présidentielle de l'an prochain ont décidé d'annuler leurs apparitions en public et de limiter leur campagne à des programmes télévisés. Ils sont avertis en condamnation du terrorisme, à l'exemple du maire de Medellín qui n'analyse l'action des poseurs de bombes qu'en termes de « déstabilisation ».

Le mutisme est encore plus grand au Congrès où des mesures de sécurité extraordinaires ont été prises pour protéger les parlementaires. Le quotidien *la Prensa* a fait remarquer, dans son édition de dimanche, que le couvre-feu de Medellín n'a fait l'objet d'aucune mention au Parlement, alors qu'un honorable député a proposé un débat sur ce sujet d'« intérêt national » que fut le dernier match de football entre la Colombie et le Paraguay : l'arbitre aurait « volé » un but aux Colombiens.

CHARLES VANHECKE.

Asie

AFGHANISTAN

L'aéroport de Kaboul est la cible privilégiée des tirs de roquettes

Selon le *Washington Post*, les Etats-Unis et le Pakistan auraient décidé de livrer directement aux chefs, sur le terrain, de la résistance afghane, l'aide militaire et financière qui leur est destinée. Jusqu'ici, ces livraisons transitaient par le gouvernement provisoire de la résistance installé à Peshawar au Pakistan. Ce changement aurait pour double objectif de réduire l'influence de partis aux relations difficiles et de limiter celle des éléments les plus extrémistes au sein de la résistance.

D'autre part, toujours selon le *Washington Post*, le chef des opérations afghanes de la CIA aurait été limogé. La résistance aurait souffert, cet été, d'une pénurie d'armes, alors que Kaboul accumulait d'importants stocks livrés par l'Union soviétique.

KABOUL
de notre envoyé spécial

L'aéroport de la capitale afghane a subi, samedi 2 septembre, une violente attaque à la roquette, sans doute la plus intense depuis le début de l'année. A deux reprises, dans la matinée, puis en début d'après-midi, au moment où beaucoup de voyageurs étaient rassemblés dans les bâtiments de l'aéroport, les tirs de

roquettes se sont multipliés, provoquant, selon plusieurs témoins, des scènes de panique. Environ 25 roquettes tombées dans l'enceinte de l'aéroport et à proximité, mais au moins une douzaine de personnes ont été blessées, dont plusieurs gravement. Deux quartiers peuplés de la ville ont également été touchés par des tirs de roquettes qui ont fait neuf morts et vingt-huit blessés.

Les tirs sur l'aéroport de Kaboul, qui ont provoqué la suspension du trafic aérien jusqu'au soir, ont coincé le départ du président Najibullah pour Belgrade. L'avion présidentiel a pu décoller dans la soirée.

Les tirs de roquettes de la résistance sont de plus en plus précis et l'aéroport en est la cible privilégiée. Certains Kabouliens pensent que les roquettes qui s'abatent sur les quartiers populaires sont parfois lancées par les forces gouvernementales pour provoquer une réaction d'hostilité à l'égard de la résistance. « On entend la déflagration de départ et on voit l'impact d'arrivée sur la ville. Comment les moudjahidins pourraient-ils être si près de la ville ? », entend-on dire. Il y a encore six mois, lorsque des roquettes étaient tirées sur la ville, l'artillerie gouvernementale répliquait dans un délai assez bref. D'autre part, les redoutables hélicoptères Mi-16 décollaient rapide-

ment après les tirs. Les forces gouvernementales ne répliquent plus systématiquement et les Mi-16 ne sont visibles que dans la zone de l'aéroport. Les tirs de missiles sont pourtant plus fréquents que par le passé et interviennent de jour comme de nuit.

Dans le reste du pays, les combats sont surtout importants à Khost, la ville-garnison située à moins de 30 kilomètres de la frontière pakistanaise, dans la province de Pakia. Les moudjahidins ont pris le contrôle de deux postes gouvernementaux à une vingtaine de kilomètres de la ville. De source officielle, à Kaboul, on indique que les forces gouvernementales ont lancé une contre-offensive depuis vendredi et que les combats sont très meurtriers. D'autres combats, de moindre intensité, se poursuivent à Jalalabad et dans la région de Kandahar.

LAURENT ZECCHINI.

CORÉE DU NORD

Campagne contre le « libéralisme bourgeois »

TOKYO
de notre correspondant

Dans un apparent effort pour étouffer dans l'œuf toute évolution jugée indésirable, le Parti du travail de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a lancé depuis quelques semaines une campagne de rectification idéologique, dénonçant en particulier le « vent de libéralisme bourgeois » qui menace les pays socialistes.

Dans un article publié, jeudi 31 août, le *Rodong Sinmun*, l'organe du parti, écrit que Pyongyang « s'opposera avec détermination à l'infiltration culturelle et idéologique de l'impérialisme et entend démontrer avec force la supériorité incontestée du socialisme ». Le quotidien dénonce en particulier l'« impérialisme américain », qui est en train de subvertir « des pays comme la Hongrie, où est tolérée la liberté bourgeoise, où est encouragée la démocratie bourgeoise et où sont actifs les éléments réactionnaires ».

S'il n'est pas étonnant que la Hongrie, qui fut le premier pays socialiste à établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud en février, soit nommément attaquée par la propagande de Pyongyang, cette offensive idéologique n'en est pas moins révélatrice des craintes des dirigeants nord-coréens que leur pays puisse être « contaminé » par l'exemple de l'URSS et des pays de

l'Europe de l'Est. Le Parti du travail de Corée avait été parmi les premiers à exprimer son soutien aux dirigeants chinois à la suite du massacre de la place Tiananmen et de la répression du mouvement démocratique, accusé d'avoir fomenté des « troubles antirévolutionnaires ».

Festival international
de la jeunesse

Cette campagne de rectification idéologique a été lancée quelques semaines après la tenue, début juillet à Pyongyang, du Festival international de la jeunesse, auquel ont participé quelque trente mille personnes originaires de cent soixante-dix-neuf pays. C'était la première fois qu'un événement attirant un si grand nombre de visiteurs avait lieu en Corée du Nord. Cette manifestation avait également été l'occasion de quelques incidents provoqués par des participants étrangers qui avaient dénoncé la répression des droits de l'homme en RPDC et l'écrasement du mouvement démocratique en Chine.

Le festival fut surtout l'occasion pour les habitants d'un pays, étroitement contrôlé et fermé au reste du monde d'avoir des contacts avec des étrangers et des informations leur permettant d'établir des comparaisons — ce qui leur fait cruellement défaut étant donnée l'énorme propagande déversée quotidiennement.

Les « menaces » que font peser sur les pays socialistes des demandes en faveur du pluralisme qui seraient « pour but d'affaiblir le leadership des partis communistes et provoquer le désordre et l'anarchie » sont-elles seulement extérieures ? Apparemment, non. Lorsque le 17 août, Radio-Pyongyang annonça le lancement de campagne de rectification idéologique par le président Kim Il-sung, il fut précisé qu'elle était dirigée contre « un courant idéologique hétérologue qui tente de soulever la ligne juste ». La radio adressait d'autre part ses félicitations au fils du président, et héritier désigné, M. Kim Jong-il, pour ses efforts dans l'élimination de cette « idéologie impure ». Le jeune Kim, numéro deux au sein du bureau politique du parti, aurait à son crédit, affirmait la radio, d'« avoir liquidé les courants idéologiques de courants divergents ».

A Tokyo, les observateurs de la situation nord-coréenne pensent que cette campagne s'inscrit vraisemblablement dans le contexte de la succession du « grand leader ». Selon le discours officiel à Pyongyang, cette question est réglée (l'ensemble du parti s'étant rallié, affirme-t-on, à M. Kim Jong-il), mais les changements en cours dans les « pays frères » pourraient inciter certains membres du Parti du travail à penser qu'une évolution est aussi souhaitable en RPDC.

PHILIPPE PONS.

NICARAGUA : les élections générales de février 1990

La directrice de « La Prensa » est candidate de l'opposition à la présidence

Managua. — La coalition de l'opposition nicaraguayenne, qui regroupe quatorze partis, a désigné samedi 2 septembre, M^{me} Violeta Barrios de Chamorro, propriétaire et directrice du quotidien *La Prensa*, comme sa candidate à la présidence pour les élections générales de février 1990. Pour la vice-présidence, c'est le dirigeant du Parti libéral indépendant (PLI), M. Virgilio Godoy, qui a été choisi. Le « ticket » de l'opposition est donc composé de deux personnalités fort connues pour leur hostilité au régime sandiniste, même si elles en étaient proches au début de la révolution.

M^{me} Violeta de Chamorro, âgée de cinquante-neuf ans, est la veuve de Pedro Joaquín Chamorro, dont l'assassinat en janvier 1978 avait contribué à lancer l'insurrection qui devait chasser le dictateur Anastasio Somoza, dix-huit mois plus tard. Elle avait participé à la première junte au pouvoir avant de démissionner en avril 1980 pour prendre les commandes du journal *La Prensa*. Sa propre famille est divisée puisque

deux de ses fils font partie du Front sandiniste, tandis que deux autres sont des adversaires déclarés du gouvernement de Managua. Lors de son premier meeting politique dans la capitale nicaraguayenne, elle a affirmé que son premier objectif était « la paix et la réconciliation. Nous voulons réunir toutes les familles divisées », a-t-elle déclaré.

Le candidat à la vice-présidence, M. Virgilio Godoy, qui était présent lors de cette réunion, est âgé de cinquante-cinq ans. Il fut aussi allié aux sandinistes au début de la révolution et a occupé la charge de ministre du travail de juillet 1979 à mars 1984, date à laquelle il démissionna en raison de divergences avec l'équipe au pouvoir. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) (au pouvoir) n'a pas, pour sa part, encore annoncé son « ticket » pour les élections qui doivent avoir lieu le 25 février prochain. Selon toute vraisemblance, il serait composé de l'actuel président Daniel Ortega et du vice-président Sergio Ramírez. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

Le gouvernement envisage de freiner l'entrée des juifs d'URSS

L'administration Bush serait en train de préparer des mesures visant à empêcher un grand nombre de juifs d'URSS d'être admis aux Etats-Unis en tant que réfugiés; seules les personnes ayant déjà de la famille ou des relations dans le pays auraient désormais le droit de s'y installer. Le *New York Times* a fait cette révélation dans son édition du dimanche 3 septembre en précisant que le projet devrait avoir pour effet de ralentir beaucoup de candidats à l'immigration vers Israël.

Le nombre des émigrants juifs soviétiques est passé de 8135 en 1987 à 18965 en 1988 et pourrait

dépasser 45000 à la fin de cette année (pour le mois d'août, il est le plus élevé depuis vingt ans : 6756). Les dirigeants israéliens souhaitent depuis longtemps que les Etats-Unis imposent des restrictions et ils en ont accueilli l'annonce avec satisfaction, espérant qu'en conséquence l'immigration en Israël puisse augmenter substantiellement. Ces dernières années, malgré le net accroissement des autorisations de sortie pour les juifs d'URSS et l'amélioration des rapports entre Moscou et Jérusalem près de 90 % de ceux-ci préféraient aller aux Etats-Unis. — (Reuters, AP.)

M. Xavier Lemire
devrait être libéré
rapidementKABOUL
de notre envoyé spécial

La délégation française venue à Kaboul pour obtenir la libération du médecin français Xavier Lemire (*le Monde* du 2 septembre) devrait repartir pour Paris lundi 4 ou mardi 5 septembre. L'ambassadeur du Quai d'Orsay, M. Didier Leroy, avait remis vendredi un message personnel de M. François Mitterrand au chef de l'Etat afghan, M. Najibullah. Dès l'arrivée de la délégation à Kaboul, il y a une semaine, on indiquait, de source afghane, qu'une lettre du président de la République serait indispensable mais l'Elysée n'a, semble-t-il, pris cette décision que vendredi, espérant sans doute qu'une simple démarche diplomatique, soutenue par les Nations unies, serait suffisante pour obtenir la libération du médecin.

La « préalable » de la lettre de M. Mitterrand étant levée, Xavier Lemire devrait donc être libéré assez rapidement. On indiquait à ce sujet, dimanche soir à Kaboul, que M. Najibullah a adressé un message à M. Mitterrand pour lui confirmer qu'il était « favorable » à la libération du médecin français.

L.Z.

صلى الله عليه وسلم

Proche-Orient

ISRAËL : après un grave incident frontalier

Jérusalem met en garde Amman

Après l'incident de la frontière israélo-jordanienne qui a coûté la vie à deux soldats israéliens et après plusieurs tirs de fusées Katioucha, la semaine dernière, sur le nord d'Israël, l'aviation israélienne a attaqué, dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 septembre, « des bâtiments servant de quartier général à des organisations terroristes », dans le sud du Liban. Le FPLP-Commandement général d'Al-Fatah a indiqué, de son côté, que l'un de ses membres avait été blessé dans cette attaque.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la première fois depuis des années, Israël a lancé un sévère avertissement à son voisin « favori », la Jordanie, après qu'un homme — ou un commando de deux personnes — ait franchi le Jourdain ce week-end et tué deux soldats israéliens en patrouille le long de la frontière.

Habituellement, les gouvernements israéliens n'avaient que des réserves pour la manière dont le régime hachémite avait garanti l'imperméabilité de la plus longue frontière que l'État hébreu ait avec un pays arabe. Les rares incidents étaient commentés « profil bas ». Mais les infiltrations se sont récem-

ment multipliées, et il devient difficile de les imputer à chaque fois à l'initiative d'individus à l'esprit dérangé comme on a bien voulu le faire jusqu'à présent.

Quatre infiltrations depuis le début de l'année, cela fait beaucoup trop, a jugé M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, qui a lancé une mise en garde dimanche 3 septembre : « Israël ne tolérera pas une situation où la Jordanie est de plus en plus accueillante aux organisations terroristes, qui peuvent ensuite, à toute liberté, conduire des attaques contre Israël ». Le ministre faisait allusion à la récente réouverture de bureaux de l'OLP à Amman. Israël, a-t-il ajouté, fera connaître son point de vue par voie de commentaires publics et par « d'autres moyens ».

L'accrochage remonte à la matinée de samedi. Un homme, Palestinien ou Jordanien, vêtu en civil, infiltré tout au nord de la barrière frontalière, non loin de la ville de Bet-Shean, ouvre le feu sur un véhicule de l'armée. Deux soldats sont tués, un troisième blessé, avant que l'assailant ne soit mortellement touché dans un échange de tirs de plus de dix minutes. Les Israéliens estiment que l'individu — qui ne portait

aucun document d'identité — pourrait avoir eu un complice.

Lutter contre les « collaborateurs »

Amman a démenti qu'il y ait eu une infiltration à partir de la Jordanie et a attribué l'incident à la lutte des Palestiniens des territoires occupés : l'armée israélienne est toujours convaincue que l'assailant est bien venu de la rive est du Jourdain. D'après le Front de libération de la Palestine de M. Talaat Yacoub a d'ailleurs revendiqué l'opération et souligné qu'elle était partie de Jordanie.

Cependant, le front de Cisjordanie et de Gaza est resté des plus violents. Le week-end a parfaitement illustré le nouveau profil du soulèvement dans les territoires : plus brutal, répété de manière apparemment plus expéditive et nourri de répléments de comptes inter-Palestiniens. Samedi, à l'issue d'une journée où les plages d'Israël étaient encore bondées comme à la fin de l'été, des affrontements ont éclaté à la frontière dans les territoires, on relevait encore un lourd bilan : huit morts — trois Palestiniens tués dans des affrontements avec l'armée et cinq autres victimes de la « lutte contre

les collaborateurs » menée par certains groupes nationalistes.

Les premiers incidents ont eu lieu samedi, entre 3 heures et 4 heures du matin, à Rafidye, un quartier de Naplouse, la grande ville (120 000 habitants) du nord de la Cisjordanie, alors qu'une unité perquisitionnait à la recherche de responsables d'attentats à l'explosif. Le communiqué officiel n'en dira pas beaucoup plus, sinon que la patrouille a ouvert le feu lors du face à face avec les hommes qu'elle perquisitionnait : deux Palestiniens sont tués, trois autres blessés. Dès la nouvelle connue, des manifestations s'organisent en ville et dans les camps alentour : jets de pierres, piques enflammées et drapeaux palestiniens en tête de cortège. L'armée a tiré : une Palestinienne de quatorze ans a été tuée, touchée à la poitrine alors qu'elle était assise au balcon d'un appartement.

Alors, la « lutte contre les collaborateurs » de l'administration israélienne, ou prétendus tels, s'est poursuivie sans relâche. Cinq Palestiniens ont été tués ce week-end dans cette bataille quotidienne entre résidents des territoires qui, ces dix derniers jours, a fait plus de morts que les affrontements avec l'armée.

ALAIN FRACHON.

IRAN

Le président Rafsandjani renonce au commandement en chef par intérim de l'armée

Le nouveau président iranien, l'hodjatolislam Rafsandjani, a renoncé, samedi 2 septembre, à sa charge de commandant en chef par intérim des forces armées iraniennes aux termes de la Constitution iranienne, qui ne prévoit pas que le président de la République, dont les pouvoirs ont été considérablement accrus à la suite de la récente réforme constitutionnelle, assume une quelconque responsabilité directe au sein des forces armées, rôle exclusivement dévolu au guide qui en est le « commandant suprême ».

La démission de M. Rafsandjani, qui a été respectée par M. Khatami, ne signifie d'ailleurs pas que le président n'assure plus aucune responsabilité dans la défense nationale. Un nouvel article de la Constitution iranienne a, en effet, créé un conseil suprême de la sécurité nationale, que préside le chef de l'État, « en vue de sauvegarder les intérêts de la nation, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République islamique ».

En juin 1988, M. Rafsandjani, alors président du Parlement, avait été nommé par l'imam Khomeiny

commandant en chef par intérim des forces armées, avec pleins pouvoirs pour « unifier toutes les forces militaires ». Au lendemain de sa désignation, M. Rafsandjani avait affirmé la volonté de Téhéran de poursuivre la guerre contre l'Irak jusqu'à la « réalisation de tous les objectifs fixés par l'imam ». En fait, il a préparé les forces armées à accepter un cessez-le-feu, qui allait être effectif quelque deux mois plus tard, le 20 août 1988.

Par ailleurs, M. Rafsandjani a nommé, dimanche, l'ancien premier ministre Mir Hossein Mousavi conseiller à la présidence de la République. Cette nomination est interprétée comme une manœuvre d'apaisement à l'égard des « durs » du régime, dont l'ancien premier ministre était l'un des chefs de file et qui ont été écartés du pouvoir à la suite de la formation du nouveau gouvernement. L'ancien ministre des renseignements, l'hodjatolislam Raychahri, avait, vraisemblablement dans le même but, été nommé le mois dernier procureur général de la République islamique. — (AFP, AP, Reuters.)

ÉGYPTE

Condamnation de 26 extrémistes musulmans

Le Caire
de notre correspondant

La Cour supérieure de la sécurité de l'État a condamné aux travaux forcés à perpétuité cinq extrémistes musulmans jugés coupables d'une série d'attentats en 1987 contre deux anciens ministres de l'intérieur et un journaliste proche du pouvoir.

Les vingt-et-un autres extrémistes, membres de l'organisation Les respectés de l'enfer, qui avait revendiqué les attentats, ont été condamnés à des peines allant de dix à un an de prison. Sept autres accusés ont été relâchés.

Un seul des trois attentats perpétrés par Les respectés de l'enfer en 1987 avait partiellement réussi. Le général Hassan Abou Bacha, ancien ministre de l'intérieur, avait en effet été blessé à la jambe. Les attentats contre l'autre ministre de l'intérieur, le général Nabeou Ismail, et le rédacteur en

chef de l'hebdomadaire officieux *Al Mousawwar*, M. Mahmoud Mohamed Ahmad, avaient fait plus de bruit que de mal.

D'autre part, treize des cinquante-deux personnes arrêtées le 24 août, sur l'accusation d'appartenance au Parti communiste ouvrier ont été libérées, dimanche par le parquet de la Cour de sécurité de l'État. Les accusés, qui avaient affirmé avoir été torturés par la police, ont été envoyés chez le médecin légiste pour examen. Les deux membres du secrétariat général de la Ligue égyptienne des droits de l'homme, le chercheur Mohamed El Sayed Sadi et un avocat, M. Amir Salout, également arrêtés ce jour-là, ne figurent pas parmi des personnes libérées. La Ligue égyptienne des droits de l'homme avait affirmé mercredi que les personnes arrêtées avaient été maltraitées et torturées par la police (*Le Monde* du 2 septembre).

A. B.

LIBAN

D'espoirs déçus en illusions perdues

« Le monde est las et ne veut plus entendre parler de nos souffrances. Nous savons que notre guerre est suicidaire et pourtant nous nous y précipitons » : tel est le constat qu'a dressé, dimanche 3 septembre, le chef du gouvernement libanais à majorité musulmane (soutenu par Damas), M. Selim El Hoss, au lendemain de nouvelles illusions perdues. Pendant quelques jours, Beyrouth avait voulu croire à un mince espoir, celui de voir émerger un « déblocage spectaculaire » des entretiens qui se sont déroulés en fin de semaine dernière à Tripoli, en marge de la célébration du vingtième anniversaire de la révolution libyenne (*Le Monde* des 3 et 4 septembre).

Malgré des déclarations syriennes faisant état de contacts

« positifs », les rencontres du président Hafez El Assad avec plusieurs de ses pairs arabes, dont le roi Hassan II du Maroc et le président algérien Chadli Bendjedid (deux des membres, avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite, du triumvirat chargé de la crise libanaise par la Ligue arabe) ne semblent toutefois pas avoir donné de résultats tangibles.

Dimanche, d'ailleurs, après une accalmie de quelques heures, les canons ont retrouvé droit de cité à Beyrouth et sur plusieurs des fronts enserrant le « réduit chrétien ». Mais les nombreux espoirs déçus qui ont rythmé, depuis quinze ans, la vie des Libanais n'empêchent pas ces derniers de continuer à s'accrocher au fil le plus ténu. Après Tripoli, donc,

c'est vers Belgrade que se tournent leurs regards, vers la capitale yougoslave où devait s'ouvrir, lundi 4 septembre, le sommet des pays non alignés, dont ils espèrent une reprise des travaux du comité arabe.

Cependant, les manœuvres diplomatiques en cours, de même que la lucidité de M. Hoss, ne paraissent pas en mesure de calmer les velléités guerrières de l'un des plus proches alliés — actuels — de la Syrie, le chef druze Walid Joumblatt, qui vient encore d'affirmer que « la bataille contre le général Aoun se poursuivra ». Un général Aoun qui s'en est pris samedi aux États-Unis, les accusant d'avoir « vendu » le Liban et de soutenir tacitement la politique syrienne.

Y. H.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Libération de neuf cent sept détenus et de trois descendants de l'empereur

Les autorités éthiopiennes ont libéré, samedi 2 septembre, neuf cent sept détenus dont quatre-vingt-sept prisonniers politiques, parmi lesquels trois petits-fils de l'ancien empereur Haïlé Sélassié, a annoncé

la radio éthiopienne. Ces libérations sont intervenues dans le cadre d'une amnistie accordée par le conseil d'État et approuvée par le président Mengistu Haïlé Mariam. Les trois membres de la famille royale qui ont été libérés sont les princes Wosseneged, Michael et Be-lamarion Makonnen, tous petits-fils de l'empereur Haïlé Sélassié. Selon la radio, ils étaient les derniers membres de la famille royale emprisonnés depuis quinze ans.

D'autre part, le prince éthiopien David Makonnen Makonnen, un autre petit-fils de l'empereur, est mort

d'une défaillance cardiaque à l'âge de trente-six ans à Nyon (Suisse), a-t-on appris, dimanche 3 septembre. — (AFP).

Panama

L'opposition appelle à la désobéissance civile

L'opposition panaméenne a lancé samedi 2 septembre un appel à la désobéissance civile et au report du paiement des impôts, dans une première mesure contre le nouveau président, investi vendredi, M. Francisco Rodríguez. Le dirigeant de l'opposition, M. Arias Calderon a précisé qu'il s'agissait de « ne plus donner un dollar supplémentaire à la dictature en refusant d'acquiescer des billets de loterie et en retardant le paiement de l'électricité, de l'eau, du téléphone et des impôts ». L'opposition refuse par ailleurs tout dialogue avec le nouveau régime, tant que le général Manuel Antonio Noriega ne assume le pouvoir réel.

Le nouveau président panaméen va aussi devoir faire face à un isolement sur la scène internationale. Trois pays latino-américains, peu suspects d'être sous influence américaine, viennent en effet de prendre leurs distances avec le nouveau régime. La Jamaïque a rompu ses relations diplomatiques en faisant état de sa « profonde préoccupation » face à la volonté du général de se maintenir au pouvoir. Le président péruvien Alan García a, pour sa part, annoncé que son pays ne reconnaîtrait pas le nouveau gouvernement panaméen, « choisi par un dictateur militaire ». Enfin le chef de l'État équatorien, M. Rodrigo Borja, a demandé le départ du général « obstacle à la démocratisation » du pays. — (AFP, REUTERS.)

(Publicité)

L'ÉNIGME KADHAFI

Guy George, qui fut ambassadeur de France à Tripoli, a longuement côtoyé le Guide de la Jamahiriya. Il raconte l'ascension et les méandres de l'ancien berger des Syrtes, et évoque 20 ans de libanisme.

Un dossier de 22 pages sur la Libye dans le numéro de septembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

VIA R'D

Euro-Commercial Paper Programme
increased to
US\$ 150,000,000

Dealer

Crédit Lyonnais

Issuing and Paying Agent

Crédit Lyonnais, Luxembourg Branch

Arranger

Crédit Lyonnais



April 1989

EBEL
Les Architectes du temps

Barrière et Fils
Horloger-Joaillier depuis 1901
20, av. Franklin Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 47.89.05.29

Politique

Les débats sur le « pacte de croissance »

Les socialistes suivent, mais de loin

RISOU.
de notre envoyé spécial

Les responsables socialistes et membres du gouvernement, considérant que le pacte de croissance proposé par M. Michel Rocard ne s'adresse pas à eux, mais aux fonctionnaires, attendent de connaître la réaction de ces derniers pour se prononcer sur la démarche du premier ministre. Avec un bel ensemble, tous ceux qui se sont exprimés au cours des deux derniers jours de l'université d'été du PS, samedi 2 et dimanche 3 septembre, à Risoul, dans les Hautes-Alpes, se sont retranchés derrière cet argument afin de préserver la distance, à six mois du congrès. Ils ont estimé opportun de tourner à l'égard de la politique de M. Rocard.

Ce constat ne s'applique évidemment pas à M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, qui est un proche du premier ministre, mais à Jean-Pierre Chevènement, qui lui a succédé à la tribune, samedi matin, a exprimé l'« inquiétude » que lui inspire le poids des contraintes européennes pesant sur la conception même du pacte de croissance. « Si l'on avait une incitation européenne à la croissance et à la justice sociale », a déclaré le ministre de la Défense, « si le problème était résolu dans la perspective d'une Europe des peuples, on y verrait plus clair ».

Pour M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, les « modalités » de mise en œuvre du pacte de croissance appellent un débat et, de toute façon, « il n'y a pas de pacte », a-t-il déclaré. Or M. Delebarre estime que le gouvernement ne trouvera des partenaires que « s'ils sont convaincus que notre objectif, c'est d'abord et avant tout la transformation de la réalité des choses et de la société ». Selon M. Delebarre, le problème ne doit pas être posé en termes d'indépendance, ni la répartition convenue seulement en termes de rémunération, mais « on ne peut pas ignorer l'évolution inéluctable des revenus salariaux et non salariaux ».

M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a insisté sur trois phénomènes : la précarisation de l'emploi, la pénurie de main-d'œuvre et l'accumulation des richesses dans une fraction étroite de la population — qui nécessitent, a-t-il dit, que « nous réfléchissions à une évolution de notre politique économique ». M. Louis Mermaz, président du

groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a expliqué qu'il ne faut pas opposer ceux qui sont au chômage à ceux qui ont un salaire et que « la création d'emplois et la revalorisation des bas salaires, c'est la même revendication sociale ». Quant au pacte de croissance lui-même, M. Mermaz a souligné que les socialistes « sont libres entièrement de leur appréciation » et que « la discussion est normale entre le parti et le gouvernement ».

M. Emmanuelli : Monopole financier

« Les grandes lignes du discours de notre camarade Michel Rocard m'agréent tout à fait », a déclaré M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, mais il a assorti ce satisfecit d'un préambule rétrospectif sur le projet de budget pour 1990 et sur les actions de la politique économique du gouvernement. « Je ne souhaiterais pas a-t-il dit par exemple, que la baisse de l'impôt sur les sociétés aille remplir l'escarcelle de ceux qui jouent au monopole financier. » Dès lors que le manque de compétitivité des entreprises françaises n'est pas lié au coût du travail (ce que M. Pierre Bérégovoy avait admis la veille), M. Emmanuelli estime que, certes, ces entreprises sont sous-capitalisées, mais qu'il y a, aussi, des problèmes de créativité, de conception des produits, de qualité des réseaux commerciaux. « Il faut éviter, a-t-il dit, le discours politique ringard du type CNPF, qui ne représente pas forcément la fleur fleur du patronat français ».

M. Rocard ayant déclaré, la veille, que le douzième des ses « travaux d'Hercule » consistait à « imaginer les socialistes heureux », M. Emmanuelli lui a répondu que « ce n'est pas si difficile que cela ». « Il suffit, a-t-il expliqué, d'ajouter aux préoccupations d'investissement et de compétitivité une réflexion de fond, tournée vers l'avenir, sur la redistribution des revenus ».

M. Pierre Mauroy, qui a prononcé, dimanche, le discours final de la réunion de Risoul, a déclaré que « ce que Michel Rocard a dit a été bien dit ». « Maintenant, a ajouté le premier secrétaire, nous n'avons plus qu'à passer ensemble aux actes. S'il n'est pas question, pour M. Mauroy, de « remettre en cause la croissance », il n'est pas moins important pour les socialistes de « ne pas oublier la sociale ». M. Mauroy a souligné

qu'il existe, dans la base sociale de la gauche, une « attente » et, même, une « fatigue ». « Ceux qui souffrent aujourd'hui, a-t-il dit, sont ceux qui n'ont jamais désespéré de la gauche. Ils estiment que ce n'est pas parce qu'ils ont été les plus fidèles qu'ils doivent être oubliés. » M. Mauroy a précisé, toutefois, en réponse aux thèses de M. Jean Poperen, que la France ne connaît pas une croissance suffisante pour que la progression des revenus puisse être « automatique » et qu'il y a beaucoup à faire pour que le « compromis », préconisé par le ministre des relations avec le Parlement, puisse être mis en pratique.

Les militants socialistes ont assisté, ainsi, comme l'a observé M. Mermaz, à une sorte de délibération publique du conseil des ministres. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale aurait pu évoquer plus justement le petit déjeuner qui, chaque mardi, réunit autour de M. Rocard les principaux ministres et dirigeants du PS. L'autre aspect des deux dernières journées de Risoul était celui d'un pré-congrès — comme il y a des « pré-contributions » ou « prétextes » — en miniature, qui a vu se succéder, successivement, les présidents au poste de premier secrétaire pour le court ou le plus long terme, ainsi que le titulaire du poste, chacun avec ses propositions d'orientation politique et de réforme du fonctionnement du parti.

M. Delebarre : « It's no good »

M. Chevènement ne s'est pas situé, lui, dans cette optique, consacrant d'abord son propos à la défense — bien nécessaire à son jugement — de sa conception de l'armée. Le ministre a fait politique dans la campagne de l'été, qu'il avait formulée. M. Mauroy, le 30 août, sur sa mise en cause de la presse. « J'aimerais que le parti, dans ces moments-là, s'illustre en soutenant ceux qui sont au front », a déclaré M. Chevènement, reprochant à ceux qui n'avaient pas décelé ses motifs de l'absence de la campagne de lettres anonymes d'être « d'incorruptibles optimistes, habitués à voir la vie avec des lunettes très roses ».

Quant au congrès de mars prochain, étant entendu qu'il n'y a pas pour objet de « mener la représentativité de Pierre, Paul, Jacques ou François », il n'est pas moins important pour les socialistes de « ne pas oublier la sociale ». M. Mauroy a souligné

qu'il existe, dans la base sociale de la gauche, une « attente » et, même, une « fatigue ». « Ceux qui souffrent aujourd'hui, a-t-il dit, sont ceux qui n'ont jamais désespéré de la gauche. Ils estiment que ce n'est pas parce qu'ils ont été les plus fidèles qu'ils doivent être oubliés. » M. Mauroy a précisé, toutefois, en réponse aux thèses de M. Jean Poperen, que la France ne connaît pas une croissance suffisante pour que la progression des revenus puisse être « automatique » et qu'il y a beaucoup à faire pour que le « compromis », préconisé par le ministre des relations avec le Parlement, puisse être mis en pratique.

M. Delebarre s'est davantage attaché au problème du PS lui-même, qui doit être, a-t-il dit, « beaucoup plus démocratique dans son comportement et dans ses pratiques ». Le ministre de l'équipement a défendu l'idée d'un parti « plus dynamique et plus ouvert », qui parviendrait à « doubler le nombre de ses militants dans les prochaines années » et qui cesse de pourrir au jeu du vizio vouloir être califié à la place du calife, car « it's no good » (allusion à une bande dessinée enfantine). M. Mermaz, lui aussi, traité du parti, en s'inscrivant de la « routine », qui, avec le temps, peut s'installer à tous les niveaux, mais en rejetant l'idée bizarre de donner des cartes aux sympathisants.

M. Mauroy imagine, au contraire, « une communauté socialiste bien plus large que les actuels cent quatre-vingt mille militants du parti » et rassemblant « dans quelques années, pour qu'il y ait un demi-million de citoyens rattachés autour de l'idée socialiste ». Le congrès de Rennes, a observé le premier secrétaire, s'annonce « à gauche ». « Ils vont être tous à gauche ! », a-t-il ironisé, en constatant qu'il s'était senti un peu seul sur cette ligne lorsqu'il avait quitté l'hôtel Madrague en 1984. L'important, est que les socialistes soient conscients de ce qu'« Epinay ne sera pas fini », a dit M. Mauroy, tant que nous serons avec et autour de François Mitterrand. « Ce n'est pas, a-t-il ajouté, alors qu'un second septennat commence qu'on va se poser des questions qui se posent légitimement quand il se finit. Nous aurons l'air ridicules devant ceux qui nous font confiance ».

Condamnant une éventuelle « bataille de chiffonniers autour d'un enjeu qui ne se pose pas », le premier secrétaire a déclaré que le congrès devra « discuter encore du partage » et que, sur ce sujet, existe une « nouvelle synthèse ». « Toutes les conditions sont remplies pour que nous puissions l'écrire », a affirmé M. Mauroy. Il ne lui restera plus, espère-t-il, le moment venu, qu'à le signer.

P. J.

Devant les jeunes rocardiens

M. Poperen : l'important c'est le revenu !

LOCTUDY
de notre envoyé spécial

La Bretagne est terre rocardienne. Les jeunes amis de M. Michel Rocard des clubs Forum, qui y ont tenu leur université d'été pendant quatre jours, ne pouvaient que se sentir à l'aise. D'autant que, pour des « étudiants », qui, pour la plupart, n'ont découvert la politique que sous le septennat d'un président de gauche, mais en se rangeant sous la bannière d'un homme engagé dans la minorité de son parti, il était particulièrement réjouissant de voir les animateurs des autres courants du PS venir leur rendre hommage.

Ce long défilé ministériel, y compris d'hommes comme MM. Jean-Pierre Chevènement, Michel Delebarre et Jean Poperen, qui pour la première fois venaient débattre dans un tel cadre, a permis aux responsables de Forum de ne pas regretter que M. Rocard ne fasse pas sa rentrée politique devant eux, alors que leur université d'été avait été créée en 1985, justement pour cela. Il leur a suffi de constater que non seulement cette rencontre était aussi un lieu de débat entre socialistes, mais que c'était elle qu'avait choisie celui qui, longtemps, ne fut que le « dauphin » de M. Pierre Mauroy, qui vient encore de co signer la contribution de M. Lionel Jospin, pour pratiquement déposer sa candidature au poste de premier secrétaire du PS.

Changer la vie

Dans une longue intervention, le vendredi 1^{er} septembre, M. Delebarre ne s'est pas contenté de contester la « méthode Rocard ». Il a aussi expliqué pourquoi le parti avait sa part de responsabilité dans les difficultés actuelles des socialistes. Ainsi selon lui, si l'effort fait en faveur de l'éducation et la création du RMI, n'ont pas été « perçus par l'opinion », c'est parce que le PS n'a pas su jouer « son rôle essentiel de relais entre le gouvernement et l'opinion » car « il ne doit pas être une simple courroie de transmission, il ne peut pas refuser de

l'être quand le programme de transformation mis en œuvre est celui du parti ».

Le discours de M. Poperen, le seul invité que ces jeunes gens, bien élevés, ont brocardé, était particulièrement attendu, puisqu'il paraissait, à priori, dans le rôle du premier ministre qui avait semblé reprendre une idée qu'il développe depuis longtemps sur le « pacte social ». Or le ministre des relations avec le Parlement ne s'est pas contenté de faire écho à la situation des chômeurs, mais a longuement insisté sur la nécessité d'un « pacte » qui concerne aussi les salariés du privé, et affirmé : « bien sûr, le qualitatif n'est pas accessoire, mais au centre des revendications le premier déterminant reste, malgré tout, le revenu ». Il a aussi préconisé : « Nous ne reposons pas sur l'idée que nous pouvons gouverner tranquillement parce que la droite classique est minoritaire. Ne nous reposons pas sur l'idée qu'elle ne pourra jamais faire alliance avec l'extrême droite. La logique veut qu'à un moment elle se retrouve ».

Les discours des ministres rocardiens soulèveront bien entendu, plus d'enthousiasme, comme lorsque M. Louis Le Pensec s'exclama : « nous n'avons pas renoncé à changer la vie, nous voulons le faire durablement, mais posément, véritablement », ou comme lorsque M. Claude Evin répondit à ses collègues du gouvernement critiques sur le social : « Pour un ministre confronté tous les jours à l'exclusion, le social ne peut se réduire au seul traitement des salaires ». Citant nommément M. Delebarre, il a fait la critique de ce dernier, disant : « une vision un peu trop réductrice du social », estimant qu'il fallait savoir se critiquer soi-même, puisque c'est « un gouvernement socialiste qui a mis en place les TUC », justement au temps où M. Delebarre était ministre des affaires sociales.

Heureusement que M. Evin ne veut pas « dramatiser l'écume des réflexions de ces derniers jours ». Ses jeunes auditeurs non plus. Enx, qui, comme le dit leur président M. Manuel Valls, ne rêvent que d'une chose : annuler une campagne présidentielle de M. Michel Rocard.

THIERRY BRÉMER.

M. Rocard : « Quand on fait sauter la caisse, on perd les élections »

Interrogé, lundi matin 4 septembre sur RMC, M. Michel Rocard a évoqué les critiques venues de l'intérieur du PS à propos de sa politique. « Nous sommes en démocratie », a expliqué le premier ministre. Le Parti socialiste ne doit être, en aucun cas, un parti de godillots, et qu'on y réfléchisse me paraît salutaire. Reste à savoir s'il y a des hommes, et reste à préserver la solidarité gouvernementale ; mais nous sommes en démocratie, c'est notre fierté ».

Interrogé sur le fait de savoir s'il allait « remettre les pendules à l'heure » avec certains ministres, M. Rocard a affirmé : « Disons que j'aurais probablement quelques entretiens », avant d'ajouter : « La France est un pays de liberté (...). Je ne me sens pas appelé à faire régner dans le fonctionnement de la démocratie l'équivalent de ce qui est dans l'armée la discipline militaire (...), mais il faut (...) que la lucidité se fasse sur les marges de manœuvre de notre économie (...). C'est d'ailleurs en train de progresser, je n'ai noté nulle part de proposition clairement alternative à la politique que suit le gouvernement ».

Le premier ministre s'est dit « naturellement » prêt à ne pas oublier la dimension sociale, comme le lui a demandé M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS. Mais M. Rocard a ajouté : « Faisons bien attention à ce qu'il y a derrière les revendications des socialistes, et n'oublions pas que, quand on fait sauter la caisse, on en a pour long-temps ».

Les réalités de la gestion

JUCHÉ sur une cote de popularité en hausse et dont son directeur de cabinet observait, la semaine dernière, qu'elle se caractérisait par un parallélisme impeccable avec celle du président de la République, M. Michel Rocard toise les socialistes, qui l'attendent au coin du bois, et leur rappelle quelques souvenirs cruels. Quand on a fait sauter la caisse, a-t-il dit le premier ministre, lundi 4 septembre, sur Radio-Montecarlo, on est où ? On est où ? On souffre de 1984 et à la défaite de 1988, — et l'extraordinaire talent de M. François Mitterrand ne sera pas toujours là pour renverser la situation. M. Rocard est ravi que le PS ne soit pas un parti de « godillots », mais on ne s'attaque pas à la concurrence internationale en espérances.

Le premier ministre s'irrite, à juste titre, du trompe-l'œil que tentent de fabriquer certains socialistes en évoquant, sans le nommer vraiment ni, encore moins, le définir, une « autre politique » possible. Les seuls, à vrai dire, qui prétendent proposer une autre voie sont M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis de Socialisme et République qui conservent ou retrouvent ainsi, avec quelques adaptations, leur démarche habituelle. Certes, à la rupture avec le système monétaire européen, qu'ils préconisent il y a six ans, ils préfèrent la sortie à par le haut ; ce qui représente une monnaie commune à certaines conditions, mais la problématique reste la même.

Cette opposition-là n'est peut-être pas, pour M. Rocard, la plus gênante. Plus insidieuses sont les nuances dont les adeptes du « partage », raillés par M. Chevènement, c'est-à-dire tous les autres, assourdisent le soutien formel qu'ils apportent au gouvernement : les « peut mieux faire », les « est-il certain que ? », « ne pourrait-on pas ? », égrenés, notamment devant les militants réunis à Risoul, par les principaux responsables socialistes, ministres et dirigeants des groupes parlementaires et du parti confondus. Quand ils ne lancent pas tout simplement, comme M. Pierre Mauroy, un nostalgique et grandiloquent « Vive la sociale ! ».

Les vieilles recettes

M. Michel Delebarre, qui met tout son talent à aller la fidélité à la tradition socialiste avec la modernité la plus lucide, n'en a pas moins brodé, sans timidité excessive à l'égard de la solidarité gouvernementale, le thème du « déficit social ». Il y a un déficit, a expliqué le ministre de l'équipement et des transports, lorsqu'on met en œuvre une réforme qui est mal comprise (le rapport Prévoit sur le scission de la poste et des télécommunications) ou lorsqu'une priorité essentielle ne mobilise pas ceux qu'elle intéresse. M. Delebarre visait l'éducation nationale, ce qui confirme qu'entre M. Lionel Jospin et lui-même, co-gouverneurs, en juillet dernier, d'un texte visant à rassembler la majorité du courant dirigeant

temps ensuite à se serrer la ceinture et que ce sont toujours les salariés, et d'abord ceux du secteur public, qui le font. Et c'est une expérience que nous avons tous. N'oublions pas non plus que les Français sont de plus en plus sensibles et de mieux en mieux informés sur tout ça ; et quand on fait sauter la caisse, on perd ensuite toutes les élections qui suivent ».

« Souvenons-nous (...) qu'il a fallu l'extraordinaire talent de François Mitterrand, a continué M. Rocard, pour sauver le mouvement socialiste d'une défaite électorale persistante. Donc, là il y a une limite que tout le monde connaît, y compris Pierre Mauroy, qui est l'homme qui a mis en place la politique d'assainissement financier (...). Il faut lui rendre hommage (...). Alors il faut se souvenir et garder implicitement dans la tête que ces limites, on les connaît. Moyennant quoi, il ne faut pas dépasser en sens inverse, il ne faut pas que les salariés, et surtout ceux du secteur public, soient frustrés d'une croissance qui existe et qui nous a fait cette année, pour des raisons largement internationales mais qui sont là, la bonne surprise d'être un peu supérieurs à ce qu'on espérait ».

D'autre part, interrogé dans l'hébergement le Point, daté 4-10 septembre, à propos d'une éventuelle « complicité » avec M. François Mitterrand, le premier ministre répondit qu'il y a entre eux « de la solidarité avant tout ».

M. Mauroy a expliqué aux socialistes, dimanche, les turbulences qui affectent leur parti par deux facteurs : l'approche du congrès, en vue duquel ceux qui ont envie de prendre le parti, connaissent les vieilles recettes, se précipitent « à gauche » ; l'état de la droite, qui est « à fond la pelle », ce qui incite les socialistes à se comporter comme s'ils étaient « à la fois la majorité et l'opposition ». Résultat, selon le premier secrétaire : « Cela fait beaucoup de bruit, mais tout le monde dit un peu la même chose ».

La conjonction confortable pousse les « éléphants » du PS à livrer — ou tenter de livrer, aussi longtemps qu'on s'en sentira — une bataille pour la conservation ou la conquête du parti. Candidats au poste de premier secrétaire : MM. Jean Poperen et Louis Mermaz, assurément ; M. Laurent Fabius, probablement pas, mais à qui songe le président de l'Assemblée nationale lorsqu'il parle de nouvelles « équipes » ? M. Delebarre, pour l'avenir — sinon, avec quelles troupes ? — M. Mauroy pour le présent. Les rocardiens observent. M. Chevènement et ses amis veillent sur leur capital.

Le congrès « idéologique » voulu par M. Mauroy risque de l'être bien peu. Il y a, pourtant, matière à débat. Les discours de M. Rocard et de l'un de ses lieutenants, M. Claude Evin, à Risoul, ont esquissé une sociologie et un projet politiques propres à nourrir le controversé au sein du PS. Le premier ministre a montré, dans ses déclarations de lundi matin, qu'il reste fidèle à l'analyse selon laquelle les politiques des années 1981-1982 ont fait précipiter les socialistes dans une catastrophe sans remission avant longtemps, alors que M. Mauroy, la veille, réaffirmait que s'ils n'avaient pas, alors, répondu à l'appel de leur base sociale, M. Mitterrand n'aurait pas pu terminer son premier septennat, ni, encore moins, en entamer un second. Il y a bien, en pointillé, deux conceptions du socialisme au sein du PS. Il y a un peu de chance que l'on en discute à Rennes, où doit se réunir, en mars 1990, le congrès. Surtout si, comme le prévoit M. Mauroy, les mitterrandistes se réconcilient en janvier et s'entendent sur une motion commune, à laquelle il serait difficile aux rocardiens de ne pas s'associer. Le premier secrétaire a de solides raisons de le penser, la première d'entre elles étant que les rapports de forces qui prévalent dans les institutions ne peuvent pas ne pas s'imposer aussi dans le parti et qu'il a été vu de la République. Toute la question est de savoir si M. Fabius pourra se contenter de voir ces équilibres quelque peu réaménagés en sa faveur, ou si un tel espoir lui est interdit. Dans cette dernière hypothèse, le président de l'Assemblée nationale pourrait donner raison à ceux de ses amis qui le poussent à aller jusqu'au bout. Il y a une autre raison, alors, un vrai congrès à Rennes.

PATRICK JARREAU.

Les amis de M. Chevènement repartent d'une « autre politique »

ORANGE
de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Chevènement a conclu, dimanche 3 septembre, les travaux de ses amis de Socialisme et République, qui étaient réunis depuis le 1^{er} septembre à Orange (Vaucluse). Il a résumé les sentiments qui s'étaient exprimés pendant ces trois jours, en affirmant que « le ralliement au libéralisme, même avec un zeste de social pour se donner bonne conscience, est contradictoire avec tout projet socialiste, avec la construction européenne et avec les intérêts de la France ». « La politique du tout libéral ne peut que nous conduire à l'échec (...). Il faut s'arracher de la logique libérale pour réaliser un meilleur partage des fruits de la croissance », a-t-il ajouté.

« Le discours sur le partage, c'est sympathique, c'est même chrétien, mais nous ne sommes pas des démocrates-chrétiens, nous sommes des socialistes », a lancé le ministre de la Défense avant d'affirmer qu'il n'y a pas qu'une seule politique possible : de fixer comme « objectif stratégique » la fermeture de « la parenthèse du libéralisme » et de souhaiter « infléchir l'action gouvernementale ».

La politique du gouvernement a été à plusieurs reprises, mise en cause par les militants et les responsables de l'extrême gauche, certains affirmant leurs convictions de l'existence d'une politique économique alternative. Ainsi ce cadre d'entreprise pour qui « il ne faut pas qu'économie mixte devienne économie immobilière » ou encore M. Michel Coffinane, député du Val-d'Oise, qui estime qu'il ne s'agit pas de « moderniser mais de changer les rapports dans l'entreprise ».

Évoquant le projet de loi de finances pour 1990, M. Jean-Paul Planchou, député de Seine-et-Marne, a observé qu'il y a un déficit de dynamisme dans l'économie française. « Affirmer la permanence des rapports entre la France et le développement pour aujourd'hui et pour demain, est nocif et dangereux », a-t-il ajouté, avant de poursuivre : « On ne fait pas de cadeaux aux riches, dit Pierre Bérégovoy, mais la situation d'injustice est telle entre ce qu'on contribue et ce que l'on reverse qu'on ne fait pas plus une situation de justice sociale ».

A. Ch.

سكنا من الامل

Politique

Les tentatives de recomposition de l'opposition

La reconstitution de la droite demeure le sujet de préoccupation essentielle pour les responsables de l'opposition. Au « Grand Jury RIT- le Monde », dimanche 3 septembre, M. Edouard Balladur a proposé qu'avant la fin de l'année les partis de l'opposition s'engagent solennellement devant les Français « à défendre et à soutenir un candidat unique à la prochaine élection présidentielle ». Dans l'immédiat, l'ancien ministre de l'économie suggère qu'à l'Assemblée nationale et au sein du nouvel intergroupe l'opposition adopte

me position commune lors de la discussion du budget 1990. L'UDF pour sa part se trouve en cette rentrée devant deux problèmes : de positionnement et de fonctionnement interne. Durant le week-end, MM. Méhaignerie et Léotard ont fait parvenir, chacun de leur côté, à M. Valéry Giscard d'Estaing une lettre signifiant leur refus de participer au bureau politique UDF de mercredi. Il semble que le président de l'UDF soit enclin à faire un geste en direction de M. Méhaignerie...

Les deux hommes devaient avoir, lundi, un premier entretien téléphonique. Deuxième problème : la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la tête du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Dans une longue note destinée à rester confidentielle, expédiée, le 23 août dernier, aux députés UDF, M. Léonard, candidat à ce poste, se plaçant délibérément dans la perspective des prochaines élections législatives, explique ses objectifs. Il confirme notamment son souci d'éviter une « domination durable » du RPR sur toute

l'opposition. Ces deux débats provoquent quelque émoi dans les petites composantes de l'UDF : adhérents directs, Parti radical, PSD. Elles menacent de réviser leurs alliances si le rapprochement espéré la semaine dernière entre MM. Méhaignerie et Léotard se faisait à leur détriment. Les harristres enfin continuent de brandir pour leur part la menace de la scission du groupe UDF du Palais-Bourbon si M. Léotard en devenait, à la fin de ce mois, président.

Dans une note confidentielle au groupe UDF
**M. Léotard prône « l'impératif de rénovation »
contre le « statu quo »**

Candidat à la succession de M. Jean-Claude Gauthier à la présidence du groupe UDF du Sénat, M. François Létourneau a fait parvenir le 23 août à chacun des députés de ce groupe une note confidentielle de six pages présentant les raisons essentielles de sa candidature. Dans ce courrier, le président du DZ convie les parlementaires « à réfléchir sur les orientations à venir du groupe UDF, sur son rôle, ses buts, sa communication et sur son rôle à l'intérieur de l'opposition » et ce, compte-t-il d'embelle, dans la plus grande discrétion, qu'il souhaite préserver jusqu'aux journées parlementaires UDF de Vichy du 25 septembre.

M. Léotard pose ensuite les questions de stratégie au travers de cette triple interrogation : objectif, contraintes, moyens. Le président du PR place l'objectif dans la perspective des prochaines législatures, engageant notamment à garantir l'investiture à chaque député sortant.

que si nous avons une bonne alliance avec le RPR, le reste (le refus d'adhésion à la CEE, le refus du surcroît. Je crois que cette affirmation est fausse. Elle présente en effet au moins deux graves défauts. Le premier vient du fait qu'à l'ère de la dérive à gauche, nous avons eu des moments d'union qui, s'ils ne se réalisent, qu'on le veuille ou non, ont modifié notre espèce politique dans les récentes années : le Front national, le mouvement écologiste, la gauche radicale, le mouvement autonome du centre. Le second défaut vient du fait que nous ne cessons, depuis le printemps 1986, de restreindre — sous la seule étiquette de l'UDF — notre action politique : 32 % de notre action politique : plus de 30 % avant le mois de mai 1988 (c'était notre objectif) ; 46 % après les élections présidentielles ; 32 % après la création de l'ensemble des députés RPR-UDF ; 28,86 % après les élections européennes.

M. Balladur relance l'idée d'un candidat unique de la droite à l'élection présidentielle

En fin de compte, sans diversité d'écarts entre le 8 septembre à Saint-Guy (près de Perpignan) et ses Journées parlementaires le 29 à Arcachon, le RPR aura au moins l'avantage d'exprimer après les autres formations, en conclusion du concert politique de l'été, les attitudes qui ont pour conséquence de déterminer ses positions en commission de cause puisque les autres partis de l'opposition auront déjà abattu leurs cartes. Cela peut donner au mouvement que préside M. Chirac un avantage tactique, mais ce n'est pas tout. C'est à Edmond Balladur, déjà vaincu, d'utiliser en intervenant au « Grand Journal RTL-Le Monde » du dimanche 3 septembre. L'ancien ministre d'Etat a donc clarifié sa position quant à l'égard du gouvernement Rocard par rapport à l'opposition, et par là même, il a précisé les domaines des attitudes parfois ambiguës adoptées par les alliés du RPR qui sont les centristes et le Parti républicain.

pouvoir d'achat aux seules catégories qui le méritent, qui accroît les dépenses de l'Etat et qui ne réduit pas suffisamment les impôts. Bref, M. Rocard ne pratique pas la politique économique et sociale qui conviendrait, affirme M. Belladur, tout en se défendant, sagement, de vouloir joindre sa voix à celles des socialistes qui critiquent le premier ministre. Il ne se prive pas pourtant d'ironiser sur les divisions du gouvernement et de sa majorité.

Trois positions

A l'égard de son propre camp, M. Balladur est en revanche beaucoup plus indulgent. Les agitations des centristes et du Parti républicain ne l'énervent guère, et l'ambition avouée par M. Méhaignerie de devenir premier ministre de M. Mitterrand le fait plutôt sourire ou lever les yeux au ciel et concéder, fausement charitable, « que chacun souhaite l'épanouissement de son être ».

nement) et l'engagement de défendre un candidat unique à l'élection présidentielle future. Ce dernier point sera, selon le député RPR de Paris, l'épreuve de vérité entre toutes les formations de l'opposition dont il s'écartera aucune. Mais M. Balme ne peut pas se contenter de se limiter à une telle affirmation, car il a dérivé de la pratique présidentielle telle que l'incarne M. Mitterrand. Pour rééquilibrer les pouvoirs et donner au peuple une maîtrise plus directe de la direction du pays, il propose donc tout à la fois la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, la possibilité pour les citoyens de saisir le Conseil constitutionnel, et la soumission de M. Mitterrand, mais en déposant le choix de ses membres pour le rapprocher d'une Haute Cour véritablement indépendante, et enfin un référendum populaire d'initiative parlementaire lorsqu'une fraction importante d'élus contestera un projet de loi du gouvernement.

L'ancien ministre d'Etat ne désespère donc pas de voir se réaliser une union plus forte de l'opposition, et il ne doute pas que ses propositions de réforme recevront un écho favorable de l'opinion, à qui il veut donner davantage de moyens de s'exprimer. Il lance ainsi la balle dans le camp des alliés du RPR pour les contraindre à dire s'ils sont toujours fidèles aux belles résolutions qu'ils avaient prises en tirant la leçon de leur dénouement après leurs défaites électorales de 1988.

ANDRÉ PASSERON

Trois élections cantonales

HAUTES-ALPES : canton de Gap-Nord-Est (1^{er} tour).

Inscr., 3 693 ; vot., 1 471 ; abst., 60,16 % ; suffr. expr., 1 408. MM. Jacques Foisset, div. d., adj. au m. de Gap, 725 voix (51,49 %) ; Christian Graglia, PS, 552 (39,20 %) ; Jean-Paul Bumat, MRG, 67 (4,75 %) ; Mascarelli, PC, 64 (4,54 %). Il y a eu 1 bulletin blanc.

MAINE ET LOIRE : canton de Tiercé (2^e tour).

RHONE : canton d'Anse
(1^{er} tour).

Inscr., 12 652; vol., 5 215; abst. 58,78 %; suffr. expr., 5 047.
MM. Jean-Paul Gasquet, RPR, m. de Liergues, 1 446 voix (28,55 %) Georges Perrier, div.-d., adj. au m. de Saint-Jean-de-Vignes, 1 317 (26,09 %); Yves Pacard, div.d. c.m. d'Anse, 1 199 (23,75 %) Jean-Pierre Barbier, 536 (10,62 %) M^{me} Nicole Mailfray, PC, 496 (9,82 %); M. Jacques Revol, POE, 53 (1,05 %). Il y a ballottage.

Le candidat du RPR, président de la chambre de commerce et d'industrie de Villefranche-sur-Saône, est arrivé en tête de ce scrutin partiel organisé à la suite du décès, le 16 juillet, de Michel Lamy, conseiller général (div.d.) depuis 1979. Avec 28,65 % des voix, M. Gasquet n'a pas retrouvé le score obtenu par Michel Lamy, réélu dès le premier tour de l'élection de 1985 avec 54,81 % des voix.

Au premier tour du renouvellement
 de 1985, les résultats étaient les sui-
 vants : inscr., 11 615 : vot., 7 337
 abst., 36,83 % ; suffr. expr., 7 195.
 MM. Lamy, div.d., 4 088 voix
 (56,81 %) ; REELU ; Villodre, PS,
 1 268 (17,62 %) ; Van Hylfte, FN,
 1 078 (14,98 %) ; Têze, Verts, 468
 (6,58 %) ; Borr, PC 293 (4,07 %).

La fronde des petites formations de l'UDF

LE TOUQUET
de notre correspondant régional

Les petites composantes de l'UDF, le Parti social-démocrate, le Parti radical, les adhérents directs, ont aussi leur idée sur la reconstruction de l'opposition. Elles ne veulent surtout pas faire les frais du rapprochement entre les « grands » de l'UDF, le PR de François Léotard et le PS de Jacques Chirac. Elles ne veulent pas être « les cocus des amants de Ramatuelle », a lancé samedi 2 septembre au Touquet, devant l'université des jeunes sociaux-libéraux, M. André Sanzini, député et maire d'Issy-les-Moulineaux. Elles craignent que le PSD, que rejoignent dimanche matin sur place ses amis de l'Entente libérale, MM. Piero-André Wiltzer (adhérent direct) et Yves Galland, président du Parti radical, ne se réunissent sans lui. L'effacement déterminé pour que M. François Léotard, président du Parti républicain, s'en inquiète et fasse un déplacement surprise dimanche matin au Touquet. Il est vrai qu'en l'absence de M. Léotard, la présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale, il ne peut négliger des formations qui vont jusqu'à menacer de prendre, elles aussi, leur autonomie. Estimant qu'il y a trois formations d'opposition au Parlement, M. François Léotard, président du PR, a écrit au PSD, au PS, au RPR, au UDF, au parti des pays (avec le Parti national), M. Léotard appelle à « reconstruire une maison qui a été démantelée, abîmée » et invite cette opposition à être « plus attentive aux difficultés de notre pays, plus exigeante et plus confiante ». « Le pire est derrière nous, n'est-il affirmé, tout en précisant : Vous ne feriez pas l'opposition à la droite, vous feriez l'opposition dans la droite, sans le CDS, nous ferons l'opposition en nous passant le ballon aux uns et aux autres pour finalement marquer le but... »

Ces propos n'ont pas suffi à désamorcer la fronde des petites formations de l'UDF, pas plus que la présence du président du Parti

« *C'est du PR et du CDS, a expliqué M. Pierre-André Wiltz, qui affirme un troisième parti socialiste, qui libérerait sans lequel l'opposition ne représenterait les classes moyennes de la société. La majorité (la gauche) ne se reconstruit pas. Les adhérents du parti socialiste n'ayant pas d'autre parti d'attaque souhaitent le maintien de l'union nationale, mais, si les conditions d'un travail loyal et collectif ne sont pas réunies rapidement, alors nous retournerons plutôt, nous tout autant que les autres, à assumer nous-mêmes la défense de notre idée dans le pays comme au Parlement.* »

défenseurs. On demande simplement de pouvoir parler à côté des « grands » et de ne pas se voir sceller dans un stropéouin. « Si l'opposition est à droite, elle restera l'opposition », insistait le secrétaire général du PSD, en suggérant que soit reprise cette idée des trois tiers répartis entre les trois pôles de l'UDF - pôle CDS, pôle PR et pôle entente réformatrice. « Si aujourd'hui pour exister il faut être autonomes, alors il faut y réfléchir », ajoutait-il, tout en reconnaissant que ce ne serait sans doute pas là la meilleure solution.

JEAN-RENÉ LORE

Renégociation

M. Galland s'est montré encore plus précis et déterminé, s'en prenant avec véhémence aux exigences du CDS : « Déjà pointée la bazzelle des premiers ministres, a-t-il lancé en tribune. Il n'est plus acceptable pour l'opposition et pour l'UDF qu'un homme qui a été élu à la Chambre des députés pour ses ambitions personnelles qui divalent, paralysent et handicapent notre opposition. (...) j'entends demander une renégociation sur les garanties d'une juste représentation des composantes de l'UDF : la gauche, la droite, l'avant-garde, l'électorat... ». Le président du Parti radical au juge en effet « scandaleux et inacceptables pour l'avenir » les arbitrages rendus dans le passé qui n'ont permis aux centristes d'avoir une part de trente députés à l'Assemblée nationale, quand le PSD en avait eu cinquante, et à eux deux, cent. « Si je n'ai pas de réponse claire, a-t-il prévenu, alors je posera la question à mon parti de notre appartenance à l'UDF. »

M. Santini qui apportait la conclusion se montrait moins vindicatif peut-être. Mais le message était le même : « Nous les petits, nous sommes absolument glasmori, nous sommes transparents. Quand le PR et le CDS s'entendent bien, nous sommes écrasés, et quand ils se battent, nous sommes piétinés... Il est évident que le PR et le CDS s'entendent. Il est logique que nous nous

EA

**EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMSTERDAM**

1629 Pine Street at Van Ness

MBA Master of
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO
associant une pédagogie unique à l'enseignement
Member of the California Association of
Academic program, unique in concept,
Fully approved to grant the
Master of Business
with an emphasis in
A.C.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplôme
sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie,
de maîtrise

Programme de 12 à 14 mois,
et de reconnaissance d'études conduisant

2^e CYCLE Expérience professionnelle supérieure équivalente au second cycle. C

Informations et sélections: E
17/25 rue de Chaillot (section 1000)

Communiqué par European University
Programmes associés en Europe, Asie: T

**PEOPLES UNIVERSITY
AMERICA**

• San Francisco, Ca 94109

Business Administration
Spécialiste en management international,
ce n'est un projet personnel/professionnel.
Des approbés par des Collèges et Universités,
mat et professional experience.

Business Administration
international management
S.F.

de l'enseignement supérieur : Doctorants :
Ingénieurs - DEA, DES, IEP - Titulaires

en fonction de votre formation initiale
au M.R.A.

elle de 3 ans exigée après une formation
de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

European University of America
5116 Paris, (1) 40 70 11 71

America - San Francisco - California -
Ming - Hong Kong, et aux USA : Ph.D.

**IL N'Y A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ
EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT
DES ÉCHANGES EST-OUEST**
agréé par la Conférence des Grandes Écoles

OBJECTIF :
former en 12 mois
(dont 4 mois de
stage) des cadres
de très haut niveau
pour les entrepri-
ses et organisa-
tions européennes
développant des
échanges entre les
"deux Europe".

SÉLECTION :
sur dossier et entre-
tien avec un jury.

INSCRIPTION :
avant le 15 septembre

ESSCA
1 rue Lakanal, BP 2007
49016 ANGERS CEDEX
Tél. 41 73 47 47

ADMISSION :
Diplômés des
Grandes Écoles
ou de l'Université,
cadres d'entreprise.

ESSCA
FORMER POUR AGIR

Société

Après les dernières déclarations du primat de Pologne

Le carmel d'Auschwitz provoque une polémique publique au sein de la hiérarchie catholique

C'est au moment même où se déroulaient, du 31 août au 2 septembre, à Varsovie et à Auschwitz-Birkenau, des manifestations réunissant des dizaines de personnalités de toutes confessions pour marquer le cinquantième de l'invasion de la Pologne par les nazis, que le cardinal Józef Glemp a livré le fond de sa pensée sur l'avenir du carmel d'Auschwitz. Ne craignant pas de contredire le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, ainsi que les autres évêques qui avaient négocié les accords de Genève de juillet 1986 et février 1987, visant au déplacement des religieuses et à la construction d'un centre de rencontres et de prières judéo-chrétiennes sur la Shoah, le primat de Pologne dénie toute valeur à cette négociation, à laquelle il regrette de ne pas avoir été associé, ainsi qu'il se conclut.

La réplique des cardinaux belges et français, signataires de ces accords, a été immédiate. Commentant leur communiqué commun (voir ci-dessous), le cardinal Decourtray a ajouté dimanche

2 septembre à Lyon : « La renégociation des accords de Genève serait un non-sens. Je n'ai pas compris les déclarations de Mgr Glemp. Je ne les admet pas. » « Je suis choqué et blessé », poursuit l'archevêque de Lyon, « pour qui le maintien des carmelites dans l'enceinte du camp de concentration serait même une infraction à la législation internationale. »

Le désaccord entre le cardinal Glemp et ses collègues porte au moins sur trois points :

• L'emplacement actuel du carmel : en déclarant que le terrain de l'Ancien Théâtre d'Auschwitz est « l'endroit où les chrétiens ont été martyrisés », et extérieur au camp, le cardinal Glemp contredit les documents les plus officiels. C'est à la demande du gouvernement polonais, en date du 2 mai 1978, que le camp d'Auschwitz, comprenant dans ses limites l'Ancien Théâtre, a été déclaré par l'UNESCO, le 26 octobre 1979, Monument du Patrimoine mondial.

• Le coût de la construction du nouveau carmel et du centre interreligieux sur la Shoah : le primat de Pologne met en avant l'impossibilité pour l'Eglise de Pologne de financer un tel projet sur lequel se sont engagés les signataires juifs et catholiques de Genève. Il est vrai que le rachat de quatorze parcelles de terrain, les enquêtes d'urbanisme, le retard mis à la construction du nouveau couvent et de ce centre ont largement dépassé les estimations faites à Genève il y a deux ans et demi. On parlait à Cracovie, en juillet dernier, d'une somme totale de 500 millions de zlotys. Mais le cardinal Decourtray vient de rappeler que la délégation catholique à Genève s'était engagée à « trouver les moyens pour prendre à sa charge le transfert du carmel ». La promesse d'un financement par les Eglises occidentales (la France par exemple) figure en effet dans les documents signés à Genève.

• La cohérence de l'attitude de l'épiscopat polonais : les archevêques de Paris, de Lyon et de

Bruxelles font enfin valoir que la déclaration de Mgr Glemp est parfaitement contradictoire avec le texte adopté par l'épiscopat polonais dans son ensemble, le 9 mars dernier, au cours de son assemblée plénière. « Auschwitz a, dans la conscience du peuple polonais, un sens particulier, peut-on lire dans le paragraphe 5 du compte rendu. C'est pourquoi les évêques polonais reconnaissent comme de grande importance la réalisation, menée par le cardinal de Cracovie, du centre d'informations, d'éducation, de rencontres et de prières, qui doit abriter en même temps le nouveau couvent de religieuses carmelites. En accord avec le pape du pape Jean-Paul II, l'épiscopat polonais est certain que l'organisation de ce centre jouera un grand rôle dans le dialogue judéo-chrétien, comme dans la recherche concernant l'extermination totale du peuple juif par les Allemands de Hitler, le martyrologie du peuple polonais et celui d'autres peuples... »

H. T.

Un entretien avec M^e Théo Klein

« Les juifs ne peuvent plus faire le moindre geste »

M^e Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), présidait la délégation juive aux négociations de Genève. Il répond ci-dessous à la proposition de « renégociation » et aux critiques du cardinal Glemp.

« Êtes-vous d'accord pour renégocier les accords de Genève ? »

« Je ne vois pas qui pourrait reprendre la négociation avec le cardinal Glemp, puisque celui-ci n'a toute compétence aux personnes, tant juives que catholiques, qui ont mené le dialogue et je n'imaginerai pas que d'autres, à leur place, viennent aujourd'hui discuter avec le primat de Pologne. Cette étrange affaire révèle en réalité des conflits pour lesquels nous n'avons aucune part. »

« Des divergences à l'intérieur de l'Eglise catholique, à l'intérieur de l'Eglise polonaise surtout, je tiens à dire tout de suite que je ne me réjouis pas. Pas plus que je ne me réjouis du conflit politique qui, à l'évidence, est également sous-jacent dans toute cette affaire. »

« Car tout le monde a pu noter les distances prises par Lech Walęsa, par le quotidien de Solidarność, Gazeta, et même par le premier ministre désigné, un catholique, vis-à-vis des premières déclarations, pour le moins incongrues, du cardinal Glemp à Cracovie le 26 août dernier. A cet égard, je constate que, contrairement à ce que certains de mes collègues catholiques peuvent être tentés de penser, les Polonais ne sont pas tous antisémites. »

« Les exigences et manifestations d'impudence des juifs n'ont

elles pas été trop fortes, au point de heurter une grande partie de l'opinion catholique et de l'épiscopat de Pologne ? »

« Surtout le respect que j'ai pour un prince de l'Eglise, je tiens à dire que les dernières assertions du cardinal Glemp sont la preuve d'un défaut total d'informations ou la vérification de ce que « la foi tout court peut remplacer la bonne », comme disait André Gide. Les accords ont été signés en 1987 et, depuis deux ans, le primat de Pologne averti largement le temps d'écouler les réserves qui sont siennes aujourd'hui. Or, non seulement il ne l'a pas fait, mais l'épiscopat dont il est le chef et le porte-parole a totalement ratifié ces accords de Genève et s'est même engagé à les appliquer. »

Ni monopole ni exclusivité

« Des exigences trop grandes ? Nous avons seulement demandé aux représentants, à mon sens qualifiés, de l'Eglise catholique qu'il n'y ait pas de lien de culte sur l'ensemble du territoire d'Auschwitz-Birkenau où sont morts des hommes et des femmes de toutes religions, y compris des libérés, penseurs, et des enfants. Peut-on demander ce que serait ce lieu si toutes les religions venaient à installer leurs emblèmes et leurs lieux de culte ? Lorsque nous avons demandé le silence total pour Auschwitz, nous n'avons pas eu l'impression de porter préjudice à qui que ce soit. »

« Le bâtiment occupé par les carmelites est le symbole même du symbole d'Auschwitz. Il a servi d'entreposage au gaz mortel Zyklon B et à tout ce qui a pu être récupéré des victimes, hommes, femmes, enfants et vieillards. Il marque pour nous le caractère totalement déshumanisé et industrialisé de l'extermination du peuple juif menée par les nazis. »

« Les Polonais, qui ont aussi perdu des millions d'hommes dans les camps, vous reprochent de prétendre à l'exclusivité du symbole d'Auschwitz. N'est-ce pas le fond de leur sentiment ? »

« Nous n'avons jamais revendiqué aucun monopole sur Auschwitz, ni prétendu à aucune exclusivité. Nous avons seulement exprimé le refus de tout lieu de culte, qu'il soit juif ou non juif, dans le périmètre du patrimoine mondial défini par l'UNESCO. Nous avons accepté la création d'un centre de prières et d'informations sur Auschwitz : ce ne sera pas un centre judéo-chrétien, comme on l'a dit et écrit, mais un centre catholique, car nous voulons tenir compte de la sensibilité polonaise, rappeler que ce lieu a été aussi marqué par le martyre d'un certain nombre de Polonais non juifs. »

La faute du gouvernement polonais

« L'Histoire a retenu bien d'autres génocides, mais jamais l'humanité n'avait assisté à une telle entreprise de destruction, froide et systématique, de tout un peuple. De ce point de vue-là seulement, on ne peut pas comparer le martyre infligé à des Polonais non juifs, comme des prêtres catholiques, et le crime perpétré contre les juifs. »

« Mgr Glemp considère de dire que le couvent actuel des

carmelites est à l'extérieur du camp. Est-ce exact ? »

« Il n'y a pas d'ambiguïté sur l'utilisation qui a été faite par les nazis de ce bâtiment. Il ne devrait plus y en avoir sur le fait que l'actuel couvent est bien situé dans l'ensemble du camp d'Auschwitz-Birkenau, tel que le gouvernement polonais a demandé qu'il soit inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. »

« Rencontrant à la mi-août l'ambassadeur de Pologne à Paris, j'ai été frappé de l'entendre dire que cette question de la localisation du bâtiment contesté était mineure. C'est faux. Le gouvernement polonais avait le devoir de veiller à ce que le bâtiment reste comme il était. Il a commis une faute en le donnant aux carmelites et il ne peut pas continuer à dire aujourd'hui que ce conflit doit être réglé par les seuls juifs et catholiques. A cet égard, je me félicite de l'intention récemment exprimée par le premier ministre polonais, dans un journal israélien, d'accélérer la solution de ce contentieux pour améliorer les rapports, non seulement entre les juifs et les catholiques, mais aussi entre la Pologne et Israël. »

« Compte tenu de ces différents facteurs, n'est-il pas un point effectivement à renégocier aujourd'hui, à savoir les délais d'application des accords de Genève ? »

« Si, sur le terrain, un début d'application de ces accords avait pu être constaté, alors oui, nous aurions négocié des délais supplémentaires. La faute commise par le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, est d'avoir toléré les signes d'une installation toujours plus visible et permanente des religieuses à Auschwitz. Aujourd'hui, il est trop tard. Les passions se sont exacerbées, et nous, juifs, il ne nous est plus possible de faire le moindre geste. »

« Puisqu'ils veulent sacrifier leur vie à prier pour la paix du monde, que les carmelites sachent qu'elles tiennent entre leurs mains la paix, non seulement entre les juifs et les catholiques, mais à l'intérieur de l'Eglise catholique elle-même. »

Propos recueillis par HENRI TINCQ

DÉFENSE

Le malaise dans la gendarmerie

M. Chevènement dénonce les « lunettes roses » de certains socialistes

L'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, a estimé, samedi 2 septembre sur Antenne 2, à propos des revendications des gendarmes, médias ont créé le malaise », prenant ainsi le contre-pied de certaines déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement, l'actuel ministre de la défense.

« Je n'ai pas eu le sentiment, a expliqué M. Hernu, que les médias, les formations ou les responsables politiques cherchaient à récupérer ce mouvement que l'on sentait venir. Pour l'ancien ministre, « il ne faut pas faire de démagogie. A mon avis, il y a besoin de cinq mille postes de gendarmes. Dire qu'on les crée en six mois, un an, trois ans, ce n'est pas possible budgétairement. Le fond du problème, ce n'est pas la revendication salariale, ce n'est pas d'avoir des matériels plus performants, mais c'est le non-dit de tout cela, c'est une revendication d'être considéré comme un homme, un besoin de dignité. »

A Orange (Vaucluse), où il assistait à une réunion du courant Socialisme et République, qu'il inspire, dans la perspective du congrès socialiste de Rennes en mars prochain, M. Chevènement a justifié sa décision d'avoir lui-même ouvert la concertation avec les gendarmes. « Je ne connais pas d'autre moyen face à un feu de brousaille, a-t-il expliqué, que la méthode du Canada pour arrêter un incendie qui se propage. » Cependant, le ministre de la défense a écarté à nouveau la possibilité, pour les gendarmes et les militaires, de créer des syndicats.

« Depuis deux siècles, il y a une

gendarmerie, avec des militaires, et une police, avec des civils qui ont un droit d'expression syndicale, c'est la volonté du législateur », a conclu le ministre de la défense.

Quelques heures auparavant, à Risoni (Hautes-Alpes), devant l'université d'été du PS, M. Chevènement a répondu, sans les citer, à M. Pierre Mauroy et à M^{me} Marie-Noëlle Lelièvre, qui s'étaient prononcés pour des formes d'expression au sein des armées qui s'apparenteraient au droit syndical. « Ceux qui ne voient pas la gravité pour la démocratie de campagnes de lettres anonymes, a déclaré le ministre de la défense, sont d'incorrigibles optimistes avec des lunettes roses. Mais je leur pardonne parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils disent. » Il a qualifié certaines déclarations de « légères et irréflectées ».

Le premier ministre, pour sa part, a estimé, lundi 4 septembre, à RMC, que « l'armée a besoin d'avoir les moyens de se faire entendre dans le respect de sa discipline et de sa discrétion. Or ces moyens existent très peu. »

Dans un entretien au Journal du dimanche, le nouveau directeur général de la gendarmerie nationale, M. Charles Barbeau, a rappelé les mesures immédiates qui seront appliquées : repos de huit heures après une nuit de travail, recrutement de cinq cents gendarmes professionnels dès octobre, renforcement rapide des brigades les plus chargées, rénovation des casernes et octroi d'un crédit libre de 10 000 francs par brigade territoriale et par an.

ENVIRONNEMENT

Un premier bilan des incendies dans le Sud-Est

• Douze morts • 56 000 hectares ravagés

MARSEILLE de notre correspondant régional

Six jours après l'incendie qui a dévasté le flanc sud du massif de la Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, le corps d'un ancien légionnaire, Henri Kopanczyk, soixante-cinq ans, a été retrouvé carbonisé, dimanche 3 septembre, en début de l'après-midi, à Puyoubert (Bouches-du-Rhône). Pensionnaire de l'institution des invalides de la légion étrangère de Puyoubert, depuis 1978, Henri Kopanczyk avait été porté disparu depuis le lundi 28 août. Il a été surpris par l'incendie alors qu'il se trouvait dans une dépendance de l'établissement et a vraisemblablement été asphyxié en tentant de fuir. Des recherches avaient été aussitôt entreprises, sans succès. C'est au cours d'un nouveau ratissage effectué par la légion que son corps a été découvert, à une centaine de mètres des limites du domaine, à l'ouest de Puyoubert.

La mort du légionnaire porte à douze le nombre des victimes des incendies dans le Sud-Est depuis le début de l'année. Les onze autres sont trois sapeurs-pompiers tués par des largages d'avions bombardiers d'eau, dans l'Ardèche et les Bouches-du-Rhône, un sous-officier et un conducteur d'engin des Unités d'Instruction de la Sécurité civile (UISC) de Brignoles (Var) et de Corte (Corse), un maraîchier de Marseille, un mécanicien navigant d'hélicoptère de la Sécurité civile, un pilote de Tractor, un harki de l'Office national des forêts (ONF) et deux touristes italiens.

victimes de l'incendie du 31 juillet, à Saint-Florent, en Corse.

Attaqués par la tramontane et le mistral, une douzaine d'incendies, justifiant l'appel aux moyens de secours nationaux, ont, par ailleurs, éclaté durant le week-end dans les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône et le Var. Tous ont été maîtrisés. Le plus important d'entre eux, sur la commune de Trèilles (Aude), a détruit 500 hectares de garrigues et a nécessité, à deux reprises dans la journée de dimanche, la fermeture de l'autoroute A9, à hauteur de Leucate, après avoir menacé une station-service.

Depuis le début de l'année, 4 200 incendies ont détruit plus de 56 000 hectares de forêts et de garrigues dans le Sud-Est.

G. P.

Un parc naturel américano-soviétique en Alaska ?

Les responsables des parcs nationaux américains devaient rencontrer leurs homologues soviétiques mardi 5 septembre en Sibirie. Objet des conversations : la création éventuelle d'un vaste parc naturel international qui comprendrait la partie de l'Alaska déjà protégée par les autorités américaines, le détroit de Béring et les régions de Sibirie orientale qui le bordent.

La réalisation de cet immense parc américano-soviétique, ouvert au public, contribuerait au sauvetage de plusieurs espèces en voie de disparition comme le caribou, l'ours polaire, le renne et le morse. — (Reuters).

• M. Brice Lalonde souhaite que Greenpeace se renforce en France. — Venu assister samedi 2 septembre, à l'université d'été du Mouvement des jeunes radicaux de gauche à La Rochelle, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a commenté la présence le même jour du navire de Greenpeace Rainbow Warrior, en partance pour New-York. Le Monde du 2 septembre, « Mon souci est d'attirer ce qui s'est passé et qu'on reparte sur de nouvelles bases pour le plus grand bien de l'environnement, a dit le ministre. Greenpeace, c'est un peu le champion de la mer, et on en a besoin. Je souhaite seulement que le poids des pays latins augmente et que l'association se renforce en France. »

UNIVERSITÉ DE PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

RENTREE 89

43 54 67 80
43 29 75 23

Diplômes préparés en formation continue

- Non Bacheliers ESEU CAPACITÉ EN DROIT
- 1er cycle DEUG DE DROIT LICENCE EN DROIT
- 2e cycle DESUP
- 3e cycle

Entreprises et Europe
Immobilier d'entreprise
Etude et Prévisions des
techniques professionnelles
Ergonomie - Ecologie humaine

Programmes sur Minitel : 36 15 P1 FORM

صحنه من العمل

Regardez vite!
Il y a des composites I.C.I. dans les boosters d'Ariane.



Les produits I.C.I. sont fabriqués dans 40 pays et vendus dans plus de 150. Les principales sociétés d'I.C.I. en France sont : I.C.I. France, I.C.I. Francolor, I.C.I. Pharma, Sopra, Valenine... Les tuyères des boosters à poudre de la fusée Ariane sont en composite I.C.I. (Fiberite).

Société

ÉDUCATION

« Urgent, commune recherche famille... »

Une école sauvée par une petite annonce

LES PLANCHES-EN-MONTAGNE (Jura)
de notre envoyé spécial

« La rentrée des classes se fera normalement. Quand le maire fait cette annonce à son conseil municipal, le 25 août dernier, chacun mesure la portée de l'événement. Quinze enfants prenant le chemin de l'école, c'est inespéré pour Les Planches-en-Montagne, illipidienne bourgade du haut Jura. Logiquement, la petite classe unique du village aurait dû rester vide. Pour l'inspection académique, c'était une affaire entendue. Déjà l'an dernier l'école n'avait accueilli que sept élèves, et en février les prévisions pour la rentrée 1989-1990 n'étaient que de cinq. Le couperet est alors tombé : suppression du poste d'instituteur et fermeture.

La logique administrative allait dans le sens de l'histoire d'un village qui, constate son maire Guy Morin, « s'est éteint doucement depuis cinquante ans ». Il y a quelques temps déjà que le dernier commerce a fermé. C'était un bar-restaurant. Le temps de vivre, à l'entrée du bourg. Sur ses volets clos, le panneau « À vendre » n'a pas l'air d'attirer les convoitises. Sur la façade de l'ancienne épicerie, les vitres ont été défilées, jusqu'à la pierre. L'enseigne peinte à même le mur, s'avère sa nouvelle vie : « L'école ». L'enseigne peinte à même le mur, s'avère sa nouvelle vie : « L'école ».

Mais les parents d'élèves — trois ou quatre personnes au maximum — ne se sont pas résignées à envoyer leurs enfants à La Chaux-de-Fonds, la commune voisine et néanmoins rive. La municipalité tente alors l'opération de la dernière chance. Elle passe une petite annonce dans la *Vox du Nord*, comme on lance une bouteille à la mer : « Urgent. Commune recherche famille avec enfants âgés de six à sept ans. Les Planches-en-Montagne. Possibilité travail en forêt ou scierie ». L'intention était claire : « Nous voulons attirer la plus d'enfants possible, rappelle Danielle Bula, l'une des parents d'élèves. C'est pour cela qu'on a cherché dans le Nord où il y a des

familles nombreuses et des chômeurs.

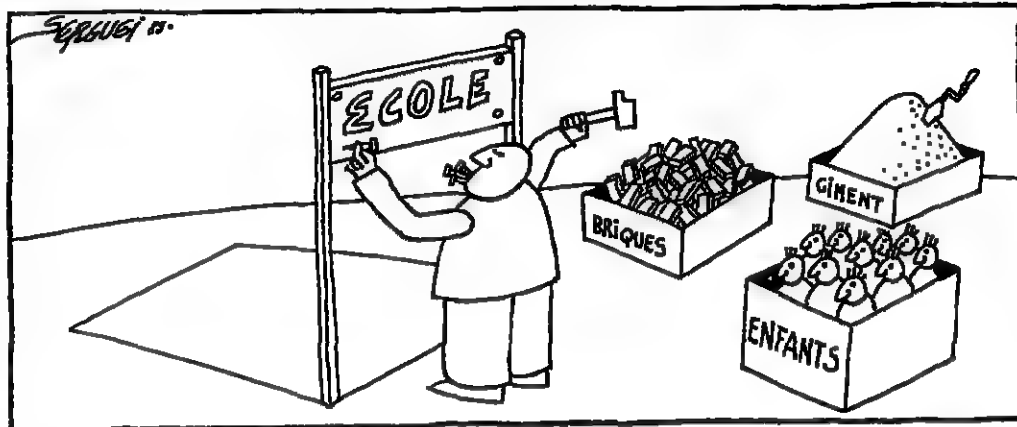
Plus de cent réponses (il en arrive encore) ont été envoyées aux Planches qui, entre-temps, a changé d'équipe municipale. Le nouveau maire n'approuve qu'à moitié l'initiative de son prédécesseur : « Je crois que je n'aurais pas osé décaler des gens comme ça », mais il poursuit le travail entreprise.

Finalement, la commune a pu proposer trois logements aux candidats à l'exil. Arrivés de Roubaix

Claude Girod, le maître d'école, garde son logement sur place, mais il est affecté à Saint-Laurent-en-Grandvaux, distant d'une quinzaine de kilomètres. C'est de là que viendra chaque jour son remplaçant. « On se croirait sur la route », sourit-il en lui souhaitant bon courage : « Non seulement il faut avoir l'habitude d'une classe unique comprenant six niveaux différents, dit-il, mais dans les derniers jours du juin, j'ai constaté que certains enfants du Nord arrivent avec un niveau scolaire déplorable. » M. Girod garde l'espoir de

lorsqu'il a redonné, pour d'obscurs motifs, ses trois enfants de la classe de M. Girod. Et aux yeux de parents d'élèves comme Danielle Bula, Le Chaux est à jamais coupable de les avoir acceptés « tout en sachant que sans eux nous étions fichus ».

« Aujourd'hui, on importe des enfants, mais on n'est à la merci du départ d'une famille, reprend M. Ferry. Se battre pour l'école, c'est se battre pour un symbole, alors que le problème de fond est occulté. » Pour cette jeune cultivatrice dont la fille arrive à l'âge ado-



en juin avec leurs huit enfants, dont cinq d'âge scolaire primaire, les Dubois ont ainsi élu domicile dans l'ancienne perception. Chômeur depuis la fermeture de son usine textile à Lille, Didier, le père, est aujourd'hui employé dans une lunetterie de Moraz. Murielle, la mère, s'avère sa nouvelle vie : « L'école ». L'enseigne peinte à même le mur, s'avère sa nouvelle vie : « L'école ».

Tout nouveau, tout beau. L'accueil du village a été cordial et l'été radieux. Mais, fait-on remarquer ici et là, « il faut se faire l'hiver jurassien, la neige, le froid, l'isolement. Et le trajet jusqu'à Moraz par le col de la Savine n'est pas une partie de plaisir ». Une famille est d'ailleurs déjà repartie. Les autres résisteront-elles au climat et à la mentalité rudes de ce montagnard ? Dans l'immédiat, l'inspecteur académique, fait play, a pris acte des efforts spectaculaires de la commune. Le village conserve donc in extremis son école, mais pas son instituteur. Le poste budgétaire avait été supprimé, le délai était trop court pour la rétablir.

retrouver dès l'an prochain « sa » classe, où il officie depuis dix-sept ans. En 1972, l'effectif était de six-sept élèves, puis il s'est maintenu bon an mal an entre dix et quinze au gré des mouvements de gendarmes, avant de décroître dangereusement depuis 1984. « Comme il y a désormais neuf ou dix enfants de moins de quatre ans dans la commune, on est tranquille pour six ou sept ans », a-t-il calculé.

Un marchandage « choquant »

Ce genre de comptabilité litte Catherine Ferry, premier adjoint au maire. Nouvellement élue, elle a publiquement pris ses distances avec l'opération de sauvetage de l'école lancée par le précédent équipe. « Je suis choquée par le marchandage dont les enfants font l'objet : maintenant, dans nos villages, on se fait la guerre des gosses », dit-elle, faisant allusion à un événement précis. Le chef de la gendarmerie est en effet accusé par la vox populi d'avoir fait le jeu de La Chaux en acceptant la fermeture de l'école des Planches.

laire, la maintien sous respiration artificielle de l'école primaire ne règle ni le problème de l'éducation des enfants, ni celui de l'exode rural. « Le désenclavement d'un village ne doit-il pas être l'objectif à partir du moment où il frappe l'école ? », demande-t-elle, volontiers provocatrice.

La bataille de l'école aura néanmoins servi à révéler le village de son engourdissement. On étudie déjà les moyens de pérenniser les acquis de cette opération médiatique. Le premier handicap est celui du logement. Bien que les trois-quarts des maisons soient inoccupées, Les Planches ne peut en effet répondre aux demandes de location à l'année. Grâce au revenu de ses forêts (environ 600 000 francs par an), la commune envisage donc de construire deux ou trois pavillons à louer. Et pour accompagner ce modeste programme immobilier, le maire rêve de convaincre « un petit employeur ». Certes, la rentrée se fait normalement aux Planches-en-Montagne, mais ce n'est pas une petite victoire, prévient Guy Morin. Elle ne fait que commencer.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'hydre des programmes scolaires

(Suite de la première page.)

Ce processus se caractérise par la coexistence de deux phénomènes extrêmes :

— d'une part, le développement d'une « école TGV », qui conduit en un temps record une petite fraction d'une génération à un niveau de formation théorique unique au monde, à travers des stages exigeants, balades : socialisation primaire précoce ; allemand première langue au sixième ; section C dans un « bon » lycée ; bac avec mention ; classe préparatoire ; grande école scientifique ou de gestion...

— d'autre part, le maintien d'une forte proportion d'exclus : 12 % d'une génération (près de 100 000 jeunes) quittent chaque année l'école sans diplôme, ni qualification.

Ce système de sélection-élimination n'a fait que se renforcer au cours des dernières années, malgré tous les efforts officiels pour « démocratiser » l'enseignement par la prolongation de la scolarité et la création du « collège unique ». Le nombre des diplômés de grandes écoles n'a augmenté que faiblement et la proportion des élèves quittant l'école en situation d'échec n'a pas diminué depuis dix ans (1).

C'est précisément à ce dernier phénomène que voudrait s'attaquer M. Jospin dès cette rentrée, en réorganisant l'école élémentaire (création de « cycles » permettant de mieux prendre en compte les rythmes individuels des enfants ; évaluation systématique de leurs connaissances ; plan pour l'apprentissage de la lecture...) Y parviendra-t-il ? On peut en douter, tant que la logique du système et la pression sociale demeureront aussi fortes en faveur de la détection rapide d'une minorité « surdouée », sur des critères académiques abstraits (l'aptitude aux mathématiques notamment).

D'où le deuxième volet de mesures prévues par M. Jospin : une révision générale des contenus de l'enseignement et des programmes, pour qu'ils fassent moins de place à

l'accumulation des connaissances et davantage à l'acquisition de méthodes de travail.

Cette réflexion va au devant des besoins et de la demande des élèves qui se plaignent régulièrement de l'insuffisance de l'enseignement en ce domaine (2). Mais elle se heurte à des obstacles de taille : la crainte d'une grande partie de l'opinion que cela n'aboutisse à une « baisse générale du niveau » ; la pression des spécialistes (largement relayée à l'extérieur de l'école) pour faire figurer leur matière dans le « corpus » de « ce qu'il faut obligatoirement enseigner ». Mais aussi la très grande difficulté, théorique et pratique, de concevoir et réaliser un enseignement ne reposant plus sur des critères aisément quantifiables en termes de chapitres de manuels.

M. Rocard : l'orthographe n'est pas une ligne Maginot

« Trop de Français ressentent la défense de notre langue comme relevant de la ligne Maginot ou du bastion, et c'est un peu stupide », a déclaré M. Michel Rocard, lundi 4 septembre à Radio Monte-Carlo.

Le premier ministre a estimé que « le français s'accompagne de quelques difficultés pas tout à fait nécessaires », ce qui constitue « un vrai problème ». « J'ai un très grand respect de la dignité de notre langue (...). Je crois cependant possible d'accepter quelques simplifications minimales si l'accord se fait dessus », a ajouté le premier ministre. Ce n'est pas un domaine (...) où il serait sage que l'État légifère ou décrète unilatéralement, ce serait stupide. Mais si l'Académie française, les grands spécialistes de l'orthographe (...), tous ceux qui ont une autorité, arrivent à produire des propositions qui font l'accord, je n'y verrais pour ma part pas d'inconvénient. »

Transmettre des connaissances est assurément plus facile que d'apprendre à raisonner ou de former une personnalité. Les difficultés rencontrées par des tentatives récentes pour rendre l'enseignement moins formel, comme les activités d'éveil ou certaines méthodes actives, incitent à la prudence.

Et l'on s'aperçoit parfois qu'un enseignement qui veut rompre avec la tradition académique est en réalité moins accessible aux élèves, comme on l'a vu avec les mathématiques nouvelles ou la grammaire, et comme le montrent de façon presque caricaturale les nouveaux programmes d'histoire en terminale.

Révision déclinante

La tâche sera donc immense de concevoir un enseignement qui soit à la fois moins ambitieux, mais solide et réaliste. C'est pourtant à ce prix que l'objectif des « 80 % au niveau du bac » pourra être autre chose qu'un vœu pieux. Le risque est grand, sinon, de voir s'agrandir le fossé entre une petite minorité, seule capable de profiter d'une formation de haut niveau, et une majorité, soit exclue, soit maintenue artificiellement en survie dans un univers qui n'est pas fait pour elle.

Les révisions officielles de taux de réussite au bac ou d'accès dans le second cycle ne doivent pas, à cet égard, faire trop illusion. Révéler-elles une réelle progression de la qualification des jeunes ou une plus grande bienveillance de l'administration ? On peut se poser la question lorsqu'on voit le niveau d'exigence des sujets d'examen dans certaines disciplines (le français ou la philosophie par exemple) et la capacité réelle d'une grande partie des candidats à les traiter. Sans doute une « révision déclinante » sera-t-elle nécessaire, si l'on veut cesser de faire semblant de croire que tous les bacheliers correspondent au profil que suppose leur diplôme.

Cette remise à plat des objectifs de l'enseignement et de son adapta-

tion au public auquel il s'adresse sera nécessaire à tous les niveaux de la scolarité, de l'école maternelle à l'université. Un débat aussi difficile ne peut aller sans risques et sans controverses. Et dans ce débat, une volonté politique particulièrement ferme.

La légende dit que le combat contre l'hydre fut le seul travail qu'Hercule ne put réaliser seul. Il n'en vint à bout que grâce à la coopération de son neveu Iolaos. Hercule-Rocard aura besoin de toute la coopération de son neveu Iolaos-Jospin pour vaincre l'hydre des programmes scolaires.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Voir l'article de Stéphane Léonard « Les sorties du système éducatif de 1976 à 1986 » dans *Education et Formation*, n° 18, janvier-mars 1989. (En vente au ministère de l'Éducation nationale, DEP 6, 59, boulevard du Lycée, Vanves 92170. Tél. : 45-54-95-25, poste 204.)

(2) Voir notamment le sondage auprès des lycéens publié dans le dernier numéro de *Phosphore* (n° 104, septembre 1989).

CORRESPONDANCE

La légitimité du duc d'Anjou

Après la publication dans le *Monde* du 17 août d'un article consacré à un rassemblement, à Paris, de catholiques traditionnels opposés à la célébration du bicentenaire, nous avons reçu de M. Daniel Hamiche, secrétaire délégué chargé de la communication du secrétariat du duc d'Anjou, la lettre suivante :

Je m'étonne de lire dans le *Monde* que S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parma serait « le chef de file des royalistes légitimistes », ce qui est une contrevérité.

Les légitimistes de France reconnaissent Monseigneur le prince Louis, duc d'Anjou et de Bourbon,

MÉDECINE

Après la réduction de son budget par la Sécurité sociale

La clinique psychiatrique de La Borde est menacée de fermeture

La clinique psychiatrique de La Borde, située à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher) devrait bientôt licencier une partie de son personnel et fermer ses portes ? Deux ans après une première alerte (*le Monde* du 1^{er} avril 1987), les responsables de cet établissement psychiatrique — l'un des rares à jouer d'un tel renom à l'échelon international — sont une nouvelle fois confrontés à la rigueur de l'administration de la Sécurité sociale. Ses difficultés soulèvent le problème des conditions d'existence des établissements où l'on pratique une psychiatrie « différente ».

En 1987, déjà, La Borde avait failli fermer ses portes. La Sécurité sociale refusait de reconnaître la spécificité de la pratique psychiatrique baptisée « psychothérapie institutionnelle » mise en œuvre dans cette clinique, et qui impose un effectif de soignants et des coûts notablement plus élevés que dans les autres établissements psychiatriques.

« Nous sommes restés à moins de 400 francs par jour et par malade, soit deux ou trois fois moins que la plupart des autres établissements », expliquait en 1987 le docteur Jean Quiry, le responsable de la clinique, qui reconnaissait avoir progressivement dépassé l'effectif autorisé des malades pour tenter de rétablir un semblant d'équilibre budgétaire dans son établissement. La Borde accueillait ainsi, en 1987, cent treize

patients au lieu des quatre-vingt-quinze autorisés.

An terme d'une épreuve de force opposant les caisses régionales d'assurance maladie du Centre aux responsables de la clinique soutenus par de nombreuses familles de malades, une solution avait pu être trouvée. « Il y a un an, nous avons eu une augmentation substantielle de notre prix de journée qui est alors monté aux environs de 500 francs, ce qui nous donnait les moyens de la survie, explique-t-on à Cour-Cheverny. Mais il y a quelques semaines, la caisse de Sécurité sociale d'Orléans a réduit ce prix de journée à 435 francs et l'a immédiatement fait savoir à toutes les caisses de France en arguant du fait que nous avions cinq lits excédentaires... Nous perdons actuellement entre 20 et 25 millions de centimes par mois. Si aucune solution n'est trouvée dans les prochaines semaines, nous allons devoir licencier une vingtaine de personnes et rapidement déposer le bilan. »

A La Borde on assure ne pas comprendre les raisons d'une telle rigueur administrative, compte tenu notamment de l'intérêt que porte à cette expérience M. Claude Evin, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Au ministère de la santé, on précise que tout est mis en œuvre pour trouver une solution. On souligne aussi, d'une manière plus générale, la nécessité de définir un plus vite un cadre administratif et financier adapté pour aider au fonctionnement des rares établissements qui, en France, travaillent sur un mode similaire à celui de la clinique de La Borde.

JEAN-YVES NAU.

FAITS DIVERS

Près de Tours

Un étudiant agressé et blessé par un groupe de skinheads

TOURS
de notre correspondant

Un jeune homme, Patrick Régis, dix-huit ans, étudiant, a été agressé par un groupe de skinheads, durant la nuit du samedi 2 au dimanche 3 septembre, à Saint-Cyr-sur-Loire près de Tours (Indre-et-Loire). Alors qu'il rentrait à son domicile avec deux camarades, Patrick Régis a été pris à partie par plusieurs

voyons circulant à bord de deux véhicules, qui, pour toute explication à leur acte de violence, reprocheront à l'étudiant d'avoir « un look de skin de gauche avec son blouson kaki retourné ».

Tandis que l'un d'eux était porteur d'un pistolet automatique, les agresseurs ont d'abord frappé les deux camarades de Patrick Régis puis se sont lancés à la poursuite de ce dernier. Après l'avoir rattrapé, ils l'ont roué de coups, lui fracturant le nez, et lui ont porté deux coups de couteau à la jambe gauche près de l'artère fémorale. Alors que les skinheads réussissaient à prendre la fuite, Patrick Régis devait être retrouvé allongé derrière les grilles d'un ancien bouledoine pour les services de police et hospitalisé.

À la fin de novembre 1988 déjà, à Tours, un étudiant avait été frappé et assommé à coups de batte de base-ball par deux « skins », sous le prétexte cette fois que le jeune homme portait une casquette rouge qui leur déplaisait.

● M. Max Simeoni blessé dans un accident de la route. — Député européen élu sur la liste des Verts, Max Simeoni, 36 ans, a été sérieusement blessé, samedi 2 septembre, dans un accident de la circulation à Calacuccia (Haute-Corse). Sa voiture est sortie de la route pour éviter un autre véhicule et a chuté d'une dizaine de mètres en contrebas. Victime d'un traumatisme crânien ainsi que de plusieurs fractures aux côtes et aux vertèbres lombaires, le député européen a été transporté par hélicoptère à l'hôpital de Bastia.

● Un cocktail Molotov contre une synagogue. — Un cocktail Molotov a été lancé, vendredi 1^{er} septembre, vers 23 h 30, sur l'un des murs de la synagogue de Saint-Quen-L'Aumône (Val-d'Oise) par deux jeunes gens. Le feu a été immédiatement circonscrit par les témoins. Cet acte n'avait pas été revendiqué lundi en fin de matinée.

● Graffiti néo-nazis dans les Vosges. — Tous les bâtiments communaux de Ron-L'Étape (Vosges) ont été couverts de croix gammées, vendredi soir 1^{er} septembre, à la veille de la commémoration des combats livrés dans la région par la résistance lorraine.

Certaines inscriptions se faisaient d'un « Parti national des fascistes européens ».

● RECTIFICATIF. — Inculpé, mercredi 30 août, d'abus de biens sociaux et de détournement d'objets d'art, M. Michel de Bry, 36 ans, secrétaire général de l'Académie du disque français, n'a pas été écroué comme nous l'avons écrit, par erreur dans nos éditions datées 3-4 septembre. Il a été libéré en liberté en raison de son âge.

صلى الله عليه وسلم

Sports

TENNIS : Open des Etats-Unis

Noah à l'assaut de Becker

Bien qu'il ne soit plus classé parmi les vingt premiers joueurs de tennis, le Français Yannick Noah a d'ores et déjà réussi à l'Open des Etats-Unis 1989 une performance aussi bonne qu'en 1983. En 1985, ses meilleures années à Flushing Meadow, alors qu'il était respectivement quatrième et septième mondial : en battant l'Américain Andre Agassi le samedi 2 septembre et l'Argentin Alberto Mancini le lendemain, il s'est qualifié pour les quarts de finale qu'il doit disputer mercredi 6 septembre contre l'Allemand de l'Ouest Boris Becker.

NEW-YORK de notre envoyé spécial

La saison parisienne de tennis a été marquée par une victoire en demi-finale de Yannick Noah. Le Français avait enlevé la première manche, l'Argentin n'étant adjugé que deux semaines après un tie-break d'une féroce intensité conduisant la troisième. Et Noah était en difficulté depuis le début de ce set qui risquait fort d'être pour lui le dernier. Le dépense d'énergie, la tension nerveuse du match contre Andre Agassi (lire encadré ci-contre) avaient-elles déchargé ses batteries ? Noah avait déjà dû sauver trois balles de break pour égaliser à 2-2. Et maintenant il se voyait à 15-40 après avoir perdu les deux premiers points sur doubles fautes.

L'engagement claque comme un coup de fouet. Quand Mancini frappa son retour Noah était déjà au filer. Mais sa volée ne fut pas parfaitement contrôlée. Mancini arma son revers ; il avait une énorme ouverture sur la gauche. Et il décocha le passing-shot. Son meilleur coup ; celui avec lequel il avait battu Boris Becker et Andre Agassi en finale des tournois de Monte-Carlo et de Rome ; celui grâce auquel le dilettante de vingt ans s'est retrouvé en quelques mois deuxième mondial. La balle partit comme un missile. Noah. Mais ce n'était pas un

très précis : elle sortit du cadre et alla s'écraser dans les tribunes. Une erreur simple ! Au moment où l'Argentin tenait la victoire, elle lui glissait des mains comme un poisson sorti trop vite de l'eau par un pêcheur inexpérimenté. Car à 30-40, il lui restait théoriquement une possibilité de prendre le service du Français. Mais après ce point Noah était aussi inaccessible que Andre Agassi dans un mille record. Il ne rata pratiquement plus rien ; il allait s'adjuger huit jeux consécutifs en ne laissant marquer à son rival que douze points dont un sur double faute.

Le Français, qui avait laissé passer quelques occasions au cours de la troisième manche, joua, en effet, la fin de la partie avec la même fureur que la veille contre Andre Agassi. Il asphyxia son rival du jour. Quand Mancini tenta de se réveiller, quand il retrouva son niveau de jeu, c'était

trop tard : il revint de 4-0 à 4-2, puis sauva deux balles de match au huitième jeu mais ne put contrer plus longtemps le service de Noah qui termina sur deux engagements gagnés.

Surpris d'être battu ainsi par un joueur de vingt-neuf ans qui s'était laissé glisser dans la zone incertaine du classement mondial, au point d'envisager de ranger ses raquettes pour embarquer sur un voilier ? Tout compte fait, Mancini qui avait déjà été battu en deux manches par Noah l'an dernier à Stuttgart (RFA) ne l'était pas vraiment. « C'est un grand joueur, toujours efficace à affronter à cause de son service et de sa volée. Quand il est concentré c'est pratiquement impossible de faire le break ».

Le plus étonné était donc Noah. Au terme de ce qui aurait pu être sa plus mauvaise saison, voire sa dernière, il se retrouvait en quarts de finale de l'Open, stade qu'il n'avait

jamais dépassé ici dans ses meilleures années : « Je n'étais pas aller aussi loin dans un tournoi depuis celui de Key-Biscayne. Mais à l'époque, en mars dernier, je faisais une rentrée. J'avais joué sur les nerfs. Puis je n'avais plus gagné deux matches de suite. Ici je suis en bonne condition physique et j'ai de nouveau envie de taper dans la balle. Smasher, par exemple, me procure un plaisir fou ».

Noah a attribué cette performance à la préparation physique qu'il a suivie auprès de l'entraîneur d'athlétisme Jean-Claude Perrin et à la confiance en lui retrouvée aux côtés de son nouveau coach, Denis Ralston. Celui-ci a estimé qu'il pouvait aider le Français « à devenir le prochain numéro un mondial ». La conquête de ce sommet a bien commencé. Reste à savoir si Boris Becker, le prochain adversaire de Noah, ne contraindra pas ce dernier.

ALAIN GIRAUDO.

« Obscénité audible »

NEW-YORK de notre envoyé spécial

Est-ce une règle écrite du jeu de tennis ? L'usage en tout cas veut que le gagnant d'une partie serre la main du perdant. Yannick Noah a fait sensation, voire scandale, samedi 2 septembre, en ne respectant pas l'usage.

Alors que le Français venait de remporter la partie interrompue la veille à 2 sets à 1 contre lui (le Monde écrit 3-4 septembre), il s'est approché du filet en apostrophant son adversaire, l'Américain Andre Agassi : « Je ne serre pas la main d'un type qui insulte ma famille ». Une légère altercation s'ensuivit entre les deux joueurs (qui finirent néanmoins par se serrer la main cinq fois). Le public, qui n'attendait pas leurs propos et qui ne comprenait pas plus leur justification, ovationna la sortie de Noah et condamna celle de Agassi.

L'affaire aurait pu en rester là. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que des joueurs se prennent de bec. Mais les caméras et les micros de la télévision étaient en permanence sur le terrain, et l'incident allait devenir une affaire d'Etat.

Premier arrivé dans la salle de presse, Mancini donna sa version : « La nuit dernière, se

vestiaires John McEnroe a donné une accolade à Yannick Noah : « Bravo, tu as bien fait de lui rentrer dans le lard à ce point ». Reste à savoir s'il était opportuniste ou s'il était sincère.

Yannick Noah n'est pas forcément le mieux placé pour donner des leçons de bonnes manières. Sans avoir un « répertoire » d'insultes aussi riche que celui de Jimmy Connors ou de John McEnroe, le Français n'est pas toujours d'une délicatesse extrême. Il a notamment traité de « sac à mardo » l'arbitre de son match contre Mancini.

Regretté parce qu'elle a eu des mauvaises réactions - Noah a fait un parallèle entre le couleur de sa peau et les supporters juifs de Manchester -, cette affaire est surtout révélatrice de la dégradation de la conduite des joueurs. Dégradation que le système des amendes n'a pas réussi à enrayer : Noah et Mancini ont été pénalisés de 500 dollars chacun, le premier pour « obscénité audible » et le second pour « conduite anti-sportive ». Trente autres joueurs ont été sanctionnés pour les mêmes motifs depuis le début de l'année. McEnroe ayant la palme avec 1 000 dollars d'amendes.

A.G.

FOOTBALL : le rachat de Manchester United

Les clubs anglais à la hausse

Manchester United, l'un des plus prestigieux clubs de football anglais, a été racheté vendredi 18 août par Michael Knighton, un mystérieux homme d'affaires installé sur l'île de Man. Ce rachat confirme l'intérêt grandissant des investisseurs britanniques pour les clubs de football.

Michael Knighton est un homme comblé. A trente-sept ans, une vingtaine d'années après qu'une grave blessure l'eût empêché d'embrasser la carrière de joueur de football professionnel à Coventry-City, il vient de concrétiser son rêve : samedi 19 août, il est entré avec un ballon sur la pelouse d'Old Trafford, le prestigieux stade de Manchester United. Seul, équipé de la tête aux pieds aux couleurs du club, il a jonglé avec la balle puis s'en est allé marquer dans le but vide sous le regard étonné des quarante-sept mille spectateurs venus assister à l'ouverture du championnat anglais contre Manchester et Arsenal. Le prix de cette fantasia ? 210 millions de francs, la somme qu'il a dû débours pour acquérir la majorité des actions (50,06 %) du club et en devenir ainsi le chairman, version anglaise du président.

L'affaire a fait grand bruit en Angleterre. Avec ses quarante-trois mille spectateurs de moyenne, ses clubs de supporters dans le monde entier, ses joueurs renommés (notamment le capitaine de la sélection anglaise Bryan Robson) et surtout son palmarès prestigieux (sept titres de champion et six Coupes d'Angleterre, une Coupe d'Europe des clubs champions), « United » est plus qu'un simple club de football anglais. C'est une véritable institution. Or, depuis trente et un ans, cette institution était la propriété d'une vieille famille, les Edwards. Martin Edwards avait logiquement pris la succession de son père Louis et, malgré de lourds soupçons qui pesaient depuis 1980 sur la sincérité de son intérêt pour le ballon rond, la dynastie paraissait attachée au club d'Old Trafford.

L'arrivée au pouvoir de Michael Knighton, officialisée vendredi 18 août après deux mois de tractations secrètes, a d'autant plus surpris que personne ne connaissait cet homme, mondialement inconnu. Qui était-il ? D'où venait-il ?

La version qu'il donne de son histoire tient du conte de fées. Fils d'un mineur du fond de Derby, il joue dans les équipes de jeunes de Coventry, jusqu'à la blessure qui l'écarte définitivement des terrains. Très touché par cet accident, il se tourne alors vers l'enseignement de l'éducation physique et de la géographie. Puis, changeant de nouveau de secteur quelques années plus tard, il se lance dans l'immobilier de luxe.

Volontiers disert sur ses talents et ses malheurs de footballeur, Michael Knighton l'est beaucoup moins sur sa réussite sociale. « J'ai des intérêts dans l'immobilier, l'agriculture et des écoles privées », se contente de répondre cet amoureux de la culture française, qui de définit lui-même comme un « timide retraité » avec son manoir en Ecosse et une immense ferme sur l'île de Man. L'achat de Manchester ? « Un rêve de gosse, certainement pas un coup financier. Je n'ai pas besoin de cela », affirme-t-il en regardant les photos et les trophées qui ornent les murs de son bureau d'Old Trafford.

Le nouveau président a pour de vastes projets : construction d'un hôtel de grand luxe à proximité du stade, rénovation d'une tribune afin d'en faire l'un des stades les plus confortables d'Europe (coup de l'opération : 110 millions de francs), achat de joueurs prestigieux (quelques jours après son arrivée, il batist déjà le record britannique en matière de transfert en dépensant 25 millions de francs pour le jeune défenseur de Middlesbrough, Gary Pallister) pour permettre à « United » de conquérir un titre de champion qui lui échappe depuis 1967.

Tottenham coté en Bourse

En dépit de la popularité que lui valent ses promesses et son sens de la communication, le plus grand mystère entoure encore sa société, la Michael Knighton Trafford Holdings (MKTTH), basée elle aussi sur l'île de Man. Robert Thorton, un gérant du bâtiment, serait également de la partie, à hauteur de 40 % dans MKTH. Mais Michael Knighton promet que ce dernier n'a eu qu'un rôle de « conseiller », et certifie qu'aucune grosse somme ne se cache derrière sa prise de pouvoir. Il jure avoir agi à titre personnel.

Si le montage financier de Michael Knighton suscite tant d'émotions, c'est aussi en raison des mouvements financiers qui ont marqué le football britannique ces dernières années. Contrairement à leurs homologues français, les quatre-vingt-douze clubs professionnels anglais sont généralement des public limited companies (un statut proche de la SARL), indépendants des collectivités locales et généralement propriétaires de leur stade. Les actionnaires de ces sociétés sont responsables à hauteur de leur investissement.

Or, depuis quelques temps, le football attire des investisseurs de plus en plus solides et entreprenants. C'est ainsi qu'en novembre 1983 le club londonien de Tottenham Hotspur a été introduit en Bourse, une première en Angleterre (en Ecosse, les Glasgow Rangers sont également). Résultat : le chiffre d'affaires a augmenté de 275 % entre 1983 et 1988, essentiellement grâce à la diversification des activités (immobilier, vente de vêtements de sport...). Arsenal, autre club de la capitale, est dirigé par un bureau de huit actionnaires emmenés M. Peter Hill-Wood, directeur de la banque d'affaires Hambro.

Robert Maxwell lui-même a investi dans le football : il est chairman, donc actionnaire majoritaire, du club de Derby County (son fils Ian en est le vice-président). Quant à son autre fils, Kevin, il dirige le club d'Oxford United (deuxième division). La Ligue nationale, dont les règlements interdisent à un même homme de posséder plus d'un club, a dû avoir recours à la justice, en 1987, pour empêcher le magnat de la presse de racheter, pour 21 millions de francs, l'équipe de Watford au chanteur Elton John !

Paradoxe : alors que depuis le drame du Heysel les clubs anglais et leurs supporters sont toujours au ban de l'Europe, des investisseurs de plus en plus fortunés s'intéressent donc à ce sport. Dany McGregor, le directeur commercial de Manchester United, le confirme : « D'ici peu, nous pourrions évoluer comme les Italiens vers des clubs soutenus par des grands noms de l'industrie, à l'image de Fiat avec la Juventus de Turin ou de Silvio Berlusconi avec le Milan AC. L'avenir du football britannique est sans doute là ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

PHILIPPE BROUSSARD.

RUGBY : la fin de la tournée en Afrique du Sud

Des aveugles au pays de l'apartheid

Les Springboks ont remporté, samedi 2 septembre, à Johannesburg, leur deuxième test-match en battant la sélection internationale sur le score de 22 à 16. Il s'agissait de la dernière rencontre disputée par cette équipe venue célébrer le centenaire de la fédération sud-africaine de rugby. Cinq matches pour une seule victoire acquise contre la médiocre formation de la province du Natal, qui ont permis néanmoins de démontrer que les Springboks s'étaient renoués après un serrage de trois années.

JOHANNESBURG de notre correspondant.

Persone ne pourra dire que le demi de mêlée, Pierre Berbizier, crache dans la soupe. Le capitaine du XV international n'est pas un ingrat. Quand le gîte est bon, il le mange jusqu'au bout et sait remercier ceux qui l'ont cuisiné. Au cocktail qui a clos la tournée des « touristes » sur le sol sud-africain, il dit et redit sa satisfaction, « sa fierté » d'avoir été le capitaine de cette sélection. « Une grande expérience dans un merveilleux pays », à tel point que sa « gorge nouée » ne lui permet pas « de trouver les mots pour se faire comprendre ».

Un directeur de la banque qui a sponsorisé la tournée, l'Agence a donné sa cravate personnelle au signe de « récompense ». A Damien Craven, le président de la fédération de rugby, il a fait don de son maillot arlequin pour preuve de sa reconnaissance. Il a invité le PDG de la banque à venir au Parc des princes, remercié les agents de la sécurité qui ont veillé sur sa tranquillité et même son chauffeur. Ce défilé de satisfactions n'aurait pas été complet sans un hommage appuyé aux Springboks, « une des meilleures équipes au monde et qui le reste

quel qu'on en dise ». « Le monde du rugby vous a salués. Nous avons besoin de vous pour jouer, et nous avons envie de jouer avec vous », a conclu Berbizier, qui ne cache pas son désir de les rencontrer à la tête de l'équipe de France.

« Un geste merveilleux »

Nos, il n'a oublié personne, pas même les 60 000 spectateurs de l'Ellis Park de Johannesburg, que l'équipe a salués après le coup de sifflet final. La foule les a ovationnés et la haine de policiers les a applaudis pour cette attention, que Damien Craven a qualifiée de « geste merveilleux ».

Désormais, la fête est finie. Que restera-t-il de cette tournée, brève pratique dans l'isolement du rugby sud-africain ? Une forte odeur d'argent et la preuve que les Springboks ne sont pas ce qu'ils prétendaient être : les meilleurs au monde. Les maillots verts et or, s'ils ont remporté les deux test-matches, ont souffert du manque de rencontres internationales. Tout le monde s'accorde pour dire que les champions du monde, les All Blacks néo-zélandais, leur dépasseraient facilement le pion. L'honneur est sauf, certes, mais le XV de Jamie Broadbent a fait la démonstration de ses carences, notamment en mêlée, ainsi qu'en témoignent le dernier essai. Le pack sud-africain a incroyablement reculé de plusieurs mètres, permettant à Berbizier d'exploiter. « Sauter la chance et les trépas » ont sauvé les Springboks de l'humiliation d'une défaite, comme le titre le Sunday Times.

Un match rugueux où le salut n'est venu que des coups de botte de l'ouvrier Naas Botha, qui a totalisé quatorze points après une première mi-temps laborieuse (6 à 7). Le score aurait pu être nettement plus lourd. Les Sud-Africains ont finalement redressé la barre en seconde

période face à la sélection internationale incapable de trouver son unité.

Que de cafouillages et d'erreurs de défense ont été commis par ces quatre Australiens, deux Anglais, deux Gallois et sept des huit Français, dominés en touche et en mêlée ouverte. Que de ballons perdus par ces vedettes du rugby mondial qui n'ont pas su le faire courir quand il était leur possession. Ils ont pris de plein fouet la force de frappe des Springboks sans pouvoir la contenir, comme le faisait remarquer Roland Bertranne, entraîneur adjoint. Ce qui a occasionné quelques dégâts et notamment la sortie sur une civière du deuxième ligne gallois Robert Newton, à la dix-neuvième minute. Denis Charvet, victime d'un coup de coude dans l'œil, a raté une transformation et deux pénalités avant de passer la main à l'Australien Greg Martin.

Paranthèse on réinvention ?

Une rude rencontre caractérisée par un manque de cohésion de part et d'autre. Mais là n'est pas l'essentiel. Grâce au centenaire de la Fédération, les Springboks ont renoué avec le rugby mondial. S'agit-il d'une paranthèse ou de l'annonce d'une réinvention ? Damien Craven espère que l'Afrique du Sud pourra accueillir la coupe du monde 1995.

« Mais pour avoir cet honneur, a-t-il ajouté, il faut le mériter par notre niveau de jeu. Alors longtemps que nous resterons isolés, celui-ci déclinera ».

Le presque octogenaire dirigeant de la fédération n'a pas oublié de mentionner la condition sine qua non : l'abolition de l'apartheid.

« L'Afrique du Sud est handicapée par cette politique anachronique appelée apartheid. Débarassons-nous de cette épine, cause de la douleur. J'espère que le nouveau président de la République a

réalisé cela », s'est demandé cet opposant de la ségrégation raciale. Un aspect des choses qui semble avoir totalement échappé à nos huit tricolores. Ils le reconnaissent bien volontiers : ils n'ont rien vu au cours de ces dix-sept jours, seulement des hôtels de luxe et des terrains de sport. Ils n'étaient pas venus pour cela, mais uniquement pour le rugby et rien d'autre. Ils ont vécu dans un cocon doré, protégés, escortés sans arrêt par des agents de la sécurité qui ne les quittaient pas d'une semelle. L'apartheid, connais pas, et pas le moindre désir de le connaître.

Is sont repartis comme ils étaient venus, la conscience tranquille, avec leur épouse, leur petite amie ou une personne de leur choix invitée pour l'occasion. Un groupe de femmes s'est tout de même rendu à Soweto, sous bonne escorte, pour voir à quoi cela ressemblait. « Plus tôt, j'aurais aimé surprise », confie la fiancée de Franck Messel, qui, par ailleurs, a trouvé « le pays magnifique et bien organisé ».

Cent, peut-être cent cinquante personnes, ont entrepris ce grand voyage aux frais d'une banque sud-africaine. Une opération qui a dû coûter une petite fortune, puisque seul le téléphone était à la charge de ceux qui n'ont pas voulu laisser passer l'occasion de venir découvrir qu'en fin de compte « ce n'est pas pire qu'on le dit », comme l'a souligné une Australienne, son bébé dans les bras.

Un moment où se déroulait la dernière rencontre, à quelques kilomètres de là, soixante dix mille Noirs s'étaient massés dans le nouveau stade de Crown Mines pour assister à un match de football. D'un côté les Blancs et leur rugby, de l'autre les Noirs et le football. D'un côté des drapeaux sud-africains portés à bout de bras, de l'autre un vibrant « Nkosi sikelel' i Africa » (Dieu sauve l'Afrique), l'hymne national des Noirs. Deux mondes à part dans une même ville.

Les résultats

Ski nautique

CHAMPIONNATS DU MONDE
Un jeune Français du dix-sept ans, Américain Benoit, a remporté le championnat du monde de figures en ski nautique, dimanche 4 septembre, à West-Palm-Beach (E-U). Ce skieur, incorporé dans l'équipe de France à la dernière minute à la suite du forfait de Claude Peres, a obtenu un total de 19 990 points sur un total de 20 000 points possibles.

Tennis

OPEN DES ETATS-UNIS
Samedi 2 et dimanche 3 septembre

SIMPLE MESSEIERS

● Doublement, moitié supérieure du tableau. - L. Lendi (Tch.) n° 1) b. J. Courier (E-U), 6-1, 6-2, 6-2 ; A. Chesnokov (URSS) n° 16) b. I. Turange (E-U), 6-0, 6-1, 6-2 ; I. Mayotte (E-U) n° 9) b. R. Agazzi (Ita.), 6-1, 7-6, 6-3 ; M. Chang (E-U) n° 7) b. T. Aldrich (E-U), 6-3, 6-2 ; S. Edberg (Sue.) n° 3) b. M. Srejter (Tch.), 6-2, 6-2, 6-1 ; J. Connors (E-U) n° 13) b. A. Gomez (Par.), 6-1, 6-2, 6-2 ; J. Grabb (E-U) b. B. Sankhar (E-U), 6-1, 6-2, 6-2 ; B. Sankhar (E-U) n° 12) b. A. Agazzi (E-U) n° 6) b. P. Johnson (E-U), 6-1, 7-5, 6-2.

● Moitié inférieure du tableau. - V. Noah (Fra.) b. A. Mancini (Arg.), 3-6, 3-6, 7-5, 6-2 ; M. Peres (Sue.) b. C.U. Stob (RFA), n° 15) 7-5, 4-6, 7-5, 6-4.
● Quatrième tour, moitié inférieure du tableau. - J. Berger (E-U) n° 11) b. P. Sampras (E-U), 7-5, 6-2, 6-1 ; A. Rikhtstein (E-U) n° 4) b. A. Benoit (Fra.), 6-4, 6-3, 6-2 ; V. Noah (Fra.) b. A. Mancini (Arg.) n° 10) 6-3, 3-6, 6-7, 6-3 ; B. Becker (RFA) n° 2) b. M. Peres (Sue.), 3-7, 6-3, 6-2, 6-1.

SIMPLE DAMES

● Troisième tour, moitié supérieure du tableau. - S. Graf (RFA) n° 1) b. T. Pichet (E-U) 6-1, 6-1 ; R. Fairbank (E-U) b. A. Panzavari (Hon.), 4-6, 6-3 ; L. Savchenko (URSS) b. H. Cioffi (E-U), 3-6, 6-3, 6-1 ; H. Sukova (Tch.) n° 8) b. A. Minar (Aut.) 1-6, 6-2, 6-1 ; G. Gatal (E-U) n° 3) b. G. Grabb (E-U), 6-4, 6-2 ; C. Martinez (E-U) n° 15) b. S. Benita (RFA), 7-5, 6-1 ; B. Pichet (Aut.) b. S. Sloane (E-U), 6-4, 4-6, 6-2 ; A. Sanchez (Esp.) n° 5) b. S. Wozniak (E-U), 6-1, 2-6, 6-4.

● Quatrième tour, moitié inférieure du tableau. - Z. Garrison (E-U) n° 5) b. D. Faber (E-U), 6-4, 7-6 ; C. Evert (E-U) n° 4) b. M. Soles (You.) n° 12) 6-0, 6-2 ; M. Malovera (E-U) n° 10) b. N. Zvereva (URSS) n° 13) 6-2, 6-0 ; M. Navratilova (E-U) n° 2) b. R. Rajchrtova (Tch.), 6-2, 6-0.

Echecs

Vainqueur, avec Karpov, du Tournoi de Skelleftea

Garry Kasparov remporte la première Coupe du monde

Grâce à sa victoire dans la quinzième et dernière ronde dimanche 3 septembre sur le Suédois Ulf Andersson, Anatoli Karpov a rejoint Garry Kasparov à la première place du Tournoi de Skelleftea (Suède). Mais c'est le champion du monde qui remporte seul la première Coupe du monde d'échecs.

Skelleftea était le dernier des six tournois comptant pour la Coupe du monde d'échecs organisée par l'Association des grands-maîtres (GMA). Cette organisation, mise sur pied à l'instigation de Kasparov, et dans laquelle la Fédération internationale des échecs (FIDE), toujours présidée par M. Compagnon, eut pour numéro un du champion du monde, n'a pas son mot à dire, a réussi son pari.

Vingt-cinq grands-maîtres, parmi les meilleurs du monde, se sont affrontés en 1988 et cette année pour essayer de décrocher la première place et aussi le premier prix de 100 000 dollars (plus de 600 000 francs) décerné au vainqueur, 500 000 dollars allant aux suivants. Comme prévu, la lutte a été circonscrite aux deux géants qui dominent les échecs : Kasparov et Karpov.

Le champion du monde a gagné ses quatre tournois (1) : Belfort, Reykjavik, Barcelone (ex-aequo avec Ljubojevic) et Skelleftea. Karpov s'est adjugé le Tournoi de Bruxelles, à fin de deuxième à Belfort, deuxième à Rotterdam derrière Timman et premier en Suède. Le résultat final est éloquent : 1^{er} Kasparov = 83 ; 2^e Karpov : 81 ; 3^e Salov : 68,5. Quant au futur adversaire de Karpov dans la demi-finale du Tournoi des candidats, Yousoupov, il a terminé à près de quarante points de l'ancien champion du monde.

On notera encore que quatre Soviétiques prennent les quatre premières places et que, pour la deuxième édition de la Coupe du monde qui se déroulera en 1991, après les championnats du monde, huit Soviétiques se sont déjà qualifiés (2) contre un seul « étranger », l'Américain de l'Alaska. S'ajoutent à eux les six premiers de la première édition, qualifiés automatiquement, tandis que les dix-neuf autres grands-maîtres disputèrent en 1990 un tournoi de qualification pour les dix places restantes.

B. de C.

(1) Un joueur ne pouvait participer qu'à quatre tournois, son classement final étant établi à partir de ses trois meilleurs résultats.

(2) Dolmatov, Akopian, Vladimirov, Gavrilov, Timochenko, Khalifman, Vymazov et Tchernine.

Classement final du Tournoi de Skelleftea : 1. Kasparov et Karpov, 9,5 sur 15 ; 2. Portisch, Seirawan et Short, 8,5 ; 3. Salov et Sax, 8 ; 4. Andersson et Nunn, 7,5 ; 5. Hubner, Ribli et Tahl, 7 ; 6. Elvestad, 6,5 ; 7. Kortschnoi et Nikolic, 6 ; 8. Vaganian, 5.

Classement final de la Coupe du monde d'échecs : 1. Garry Kasparov (URSS), 83 points ; 2. Anatoli Karpov (URSS), 81 ; 3. Valeri Salov (URSS), 68,5 ; 4. Jean Ehlvest (URSS), 68 ; 5. Ljubojevic (Yougoslavie), 66,5 ; 6. John Nunn (GB), 65,5 ; 7. Alexandre Beliavsky (URSS), 63 ; 8. Nigel Short (GB), 63 ; 9. Robert Hubner (RFA) et Jan Timman (Pays-Bas), 57,5 ; 10. Andrei Sokolov (URSS), 57 ; 11. Lajos Portisch (Hongrie), 56 ; 12. Mikhal Tahl (URSS), 55,5 ; 13. Gylis Sax (Hongrie), 54 ; 14. Ulf Andersson (Suède), 53,5 ; 15. Yasser Seirawan (Etats-Unis), 52,5 ; 16. Zoltan Ribli (Hongrie), 52 ; 17. Jonathan Speelman (GB), 51 ; 18. Arthur Youssoupov (URSS), 47,5 ; 19. Boris Spassky (France), 45,5 ; 20. Pedras Nikolic (Yougoslavie), 43,5 ; 21. Viktor Kortschnoi (Suisse), 43 ; 22. Johann Hjarverson (Islande), 40,5 ; 23. Jesus Nogueira (Cuba), 37.

CAMPUS

L'allemand dans les grandes écoles

Si l'enseignement de l'allemand ne se développe guère dans le secondaire, le rôle qu'il joue dans l'orientation des meilleurs élèves en système fait qu'un grand nombre de ceux qui parviennent dans les grandes écoles ont appris cette langue. D'où l'idée de profiter de cet atout pour renforcer la coopération entre ces établissements et leurs homologues d'outre-Rhin. Selon une étude du GE-TH (bureau permanent franco-allemand de liaison entre grandes écoles et techniques *Hochschulen*), l'allemand ne se porte pas mal à ce niveau, puisque cinq écoles sur six en proposent l'enseignement et qu'un quart des élèves le suivent. Le pourcentage d'élèves faisant de l'allemand est nettement plus élevé dans les écoles de gestion, et très limité dans celles d'agriculture ou de vétérinaires.

Le GE-TH souhaiterait que cette situation favorable conduise à accroître les échanges avec les établissements allemands. Cette année, grâce au programme Erasmus et aux initiatives de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et du collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, 463 étudiants allemands ont fait des études en France (263 en gestion, 202 en sciences de l'ingénieur). Les établissements qui participent le plus à ces programmes sont, pour la gestion, l'ESC Reims (71 étudiants), puis les ESC de Lyon, Dijon et Clermont-Ferrand (une vingtaine chacun) et pour les ingénieurs, les universités de Metz et Nancy (50 étudiants) suivies de l'école centrale de Lyon de l'EHES de Strasbourg et de l'INSA de Lyon. Les établissements allemands qui envoient le plus d'étudiants en France sont, pour la gestion, la FH de Rostlingen (81 étudiants) et pour les ingénieurs, la FH de Saarbrücken (80 étudiants). La France vient aussitôt après le Royaume-Uni parmi les pays de la Communauté accueillant des étudiants allemands.

Soudes d'accroître ce mouvement, les professeurs d'allemand dans les grandes écoles ont organisé un séminaire sur l'enseignement de cette langue en juin 1987 et en prévoient un autre en décembre de cette année.

F. G.

(GE-TH, 60, boulevard Saint-Michel, 75272 Paris Cedex 06. Tél. : 43-26-25-57.)

+ 6 % pour les bourses

L'augmentation du taux des bourses d'enseignement supérieur sera cette année de 6 %. Les bourses attribuées sur critères sociaux (92 % de l'ensemble) iront de 4 466 francs à 15 455 francs par an. Les allocations d'études de première année de troisième cycle seront de 16 619 francs et les bourses d'agrégation de 17 801 francs.

Communication franco-espagnole

L'Institut franco-ibérique de la communication, créé cette année à Bayonne à l'initiative de la chambre de commerce, organise à partir du 9 novembre un troisième cycle de communication interne d'entreprises débouchant sur un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) délivré

par l'université Bordeaux III. La formation associera des universitaires et des professionnels espagnols et français et comportera cinq mois et demi de stage dans des entreprises en Espagne et en France.

(Chambre de commerce et d'industrie, 52-51, allée Maréchal, BP 115, 64102 Bayonne Cedex.)

Diététique et nutrition

L'université de Besançon organise un enseignement de diététique et de nutrition sous forme d'un stage d'une semaine. Il s'adresse aux pharmaciens, aux médecins, aux titulaires d'une maîtrise de sciences ainsi qu'aux infirmiers et diététiciens.

Renseignements et inscriptions avant le 15 décembre à l'Institut universitaire de formation continue, centre de Gex. Tél. : 81-66-61-07.

Le Carnet du Monde

Naissances

M. et M^{me} Serge RECHTER, le docteur et M^{me} Jacques BOURG, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Hugo,

au foyer de

Paul et Marie-Hélène

le 6 août 1989.

4, rue du Moulin-Vert,

75014 Paris.

Mariages

M. et M^{me} Michel DAVANTURE, ont l'honneur de faire part du mariage de leur fils

Frédéric

avec

M^{me} Adriana APRAEZ Y PUYO,

célèbre le 4 août 1989, à Quito (Equateur).

6, rue Emile-Gilbert,

75012 Paris.

Décès

M. et M^{me} François-Régis Bastide et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Claude Bastide,

leurs enfants et petits-enfants,

M. Georges Canton,

M. et M^{me} Philippe Canton

et leur enfants,

M^{me} Martine Artigolle,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edouard BASTIDE,

né Suzanne Canton,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-

mère, sœur et tante,

survenue dans sa quatre-vingt-

dix-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu

dans l'intimité familiale, le samedi

2 septembre 1989, en l'église Saint-

Joseph de Biarritz.

survenue le 1^{er} septembre 1989, à Mar-

seille.

Il n'y aura pas d'obèques, le défunt

ayant fait don de son corps au labora-

toire d'anatomie. Deux épreuves pour la

recherche médicale.

Le Vendôme, bâtiment 12,

avenue de la Forêt, 13012 Marseille.

— Michel Boulanger, son épouse, Mathieu, son fils et Marion, M^{me} Jacques Guilhem, sa sœur,

M^{me} Paul Prud'homme, sa grand-mère,
M. et M^{me} Jean Boulanger, ses beaux-parents,

Jean-Michel et Jacqueline, Jean-Philippe et Valérie,

Jean-Paul, Marie-Dominique, Dominique et Jean-Pierre,

ses frères et sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Paule BOULANGER,

née Guilhem,

survenue le 2 septembre 1989, à l'âge de

trente ans.

La célébration religieuse aura lieu le 6 septembre, à 9 h 15, en l'église Saint-Germain, rue J.-L. Foral, au Chesnay, et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du Montparnasse.

60-62, rue Moxonia,

78150 Le Chesnay,

94, rue de la Clacière,

75013 Paris.

— M^{me} Pierre Carles,M. et M^{me} Vincent Dubocq,

Pierre-Antoine, Julien et Emilie,

Le docteur et M^{me} Michel Dubocq,

Sophie et Thomas,

Parents et alliés,

Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CERLES,

ambassadeur ER,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur

de l'Ordre national du Mérite,

croix de guerre 1939-1945,

survenue le 2 septembre 1989, à Biarritz.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 6 septembre, à 9 h 15, en

l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de

Biarritz.

L'inhumation aura lieu à Ponton-

sur-Adour (Landes), dans le caveau

familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45 bis, avenue de Villiers,

75017 Paris.

Argus-Zabala,

64210 Béthart.

Né en 1918, licencié en lettres et en

droit et diplômé de l'École libre des sciences

politiques, Pierre Carles avait été nommé

en 1958 et avait rejoint les Forces fran-

çaises libres en 1943. Entré dans la carrière

diplomatique en 1946, comme attaché

d'ambassade à Paris, il avait été nommé

ministre directeur du cabinet du général de

Gaulle, commissaire général au budget, en 1954.

Il fut ensuite conseiller à Monaco (1957-1962) auprès de l'OTAN et enfin à Paris

(1962-1970), avant d'être nommé ambassadeur

à Bagdad en 1970. De 1976 à 1977, il fut

directeur des affaires d'Afrique du Nord

et du Levant au Quai d'Orsay, avant de ter-

miner sa carrière comme ambassadeur en

Roumanie (1977-1981).

Par la haute de ses analyses politiques,

marquées par sa gentillesse et sa cordialité,

Pierre Carles s'était fait de très nombreux

amis.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du

« Carnet du Monde », sont priés de

joindre à leur envoi de texte une des

dernières bandes pour justifier de

cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le départ

à l'Orient éternel, de

Gérard COTIER,

(31^e).

le 31 août 1989.

De la part de

M^{me} Coiffier-Oubiron

Et ses enfants,

« Gémissons, gémissons, mais

espérons »

7, allée de l'Ermitage,

30400 Villeneuve-le-Avivon.

— M^{me} François Dumenil,

son épouse,

Xavier et Emmanuelle,

ses enfants,

M. et M^{me} Guy Dumenil,

ses parents,

M^{me} Justin David,

sa belle-sœur,

Son frère, ses belles-sœurs et beaux-

frères et leurs enfants,

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès sur-

venue le 4 août 1989, après une longue

maladie de

François DUMENIL,

ancien élève de l'ENA

(promotion Charles-de-Gaulle),

muni des sacrements de l'Eglise.

Selon sa volonté, son corps a été

donné à la Faculté de médecine.

Pour honorer sa mémoire, une cérémo-

nie religieuse sera célébrée en l'église

Saint-François-Xavier, sa paroisse (place

du Président-Mithouard, Paris-7^e), le

samedi 9 septembre, à 10 heures.

47, boulevard Garibaldi,

75015 Paris.

— Nicole Fongrenand,

Cécile Cellier,

font part du décès de

M^{me} Henry FONGRENAND,

née Cécile Feschet,

le 18 août 1989, à Nice.

L'inhumation a eu lieu dans la plus

stricte intimité.

— Le docteur Charles Hovasse,

ses enfants et petits-enfants,

L'ingénieur général géographe et

M^{me} Henri Hovasse,

et leurs enfants,

Toute la famille,

Ses anciens élèves,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond HOVASSE,

doyen honoraire de la faculté des

sciences de Clermont-Ferrand,

président d'honneur

des géographes de langue française,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918,

survenue à Thonon-les-Bains, le 1^{er} sep-

tembre 1989, dans sa quatre-vingt-

cinquième année.

Ses obèques auront lieu à Thonon le

6 septembre, à 15 heures, en la basilique

Saint-François-de-Sales.

Les Rivière,

36330 Arthon.

74, avenue de Suffren,

75015 Paris.

Chemin Jean-Moyant,

74200 Thonon.

— M^{me} Bernard Huguenin,

née Janine Peugeot,

son épouse,

M. et M^{me} Guy de Bethmann

et leurs enfants,

M. et M^{me} Patrice Huguenin

et leurs enfants,

M. et M^{me} Gilles Huguenin

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard HUGUENIN,

survenue à Paris le 1^{er} septembre 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu

dans l'intimité, le mardi 5 septembre, à

10 heures, en l'église réformée du Saint-

Esprit, 5, rue Rognepine, Paris-8^e, suivie

de l'inhumation au cimetière de

Pessygné-Orgueilleux (Eure).

Ni fleurs ni couronnes.

7, square Gabriel-Fauré,

75017 Paris.

— Au milieu de la nuit un cri se

fit entendre : Voici l'époux, sortez à

sa rencontre —

Mathieu XXV, 6.

Jean et Yvonne Michelet,

Christiane et Bernard (Y) Patier,

Geneviève et Maurice Roy,

Bernard et Janine Michelet,

Yves et Aline Michelet,

Claude et Bernadette Michelet,

ses enfants, ses petits-enfants, et ses

quatre-vingt arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

M^{me} Edmond MICHELET,

dans sa quatre-vingt-dixième année, à

Marseille, le 1^{er} septembre 1989.

Les obèques auront lieu le 4 septem-

bre, à 10 h 45, à Saint-Sernin de Brive.

— M. et M^{me} Pierre Prax,

deux découverte (espérance)

Culture

MUSIQUES

Gustavo Romero, Prix Clara-Haskil

Un concours de poètes

Tandis que s'ouvrait le Festival de Montreux-Vevy qui, jusqu'au début octobre attire de nombreux mélomanes privilégiés sur la rive suisse, le troisième concours Clara-Haskil se choisissait de sympathiques héros.

A deux pas de la grosse maison de Vevy dominant le lac Léman qui fut le havre de paix de Clara Haskil errante et exilée pendant et après la guerre, le concours international de piano qui garde vivant son nom, s'il eut bien étonné cette artiste exigeante, toujours doutant d'elle-même, s'est inspiré des traits originaux de son génie.

A l'inverse de la plupart des autres, il donne le pas à la musicalité et à la poésie sur la technique, et privilégie Mozart, Schumann et Schubert de préférence à Liszt ou Prokofiev même si la virtuosité pianistique reste l'indispensable servante du lyrisme.

Certaines années, cela produit des lauréats inépuisables au pas de lauréats du tout, mais, si l'on en croit le concert avec orchestre de samedi soir, les joutes récentes ont été d'un niveau relevé. Trois finalistes

avaient été retenus au terme de dix jours d'épreuves rassemblant quarante-trois concurrents de vingt pays, par un jury que présidait Nikita Magaloff.

Une Française blonde de dix-neuf ans, Patricia Pagny, interprète d'abord le *Deuxième Concerto* de Beethoven avec un jeu assez digital « à la française » (bien qu'elle ait étudié surtout avec des maîtres étrangers), souple et primesautier, un peu monocorde peut-être. Mais, dans l'adagio elle ouvrait son cœur et ce dialogue très lent, pensif et ému comme une prière, faisait penser à l'esprit de Clara.

La Bulgare Marietta Petkova, aux cheveux noirs et aux yeux pétillants, recevait en partage le *Concerto* de Schumann. Comme il était rafraîchissant, après Pollini à Lucerne (le Monde du 29 août), d'entendre une jeune fille explorer les richesses de cette œuvre, avec ce phrasé qui respire ou soupire, boudit de joie, découvre une histoire, rencontre un amour ! Un beau toucher charnu, une technique bien posée, une imagination qui sort de sa chrysalide, même si elle tatonne encore parfois.

Et enfin le titulaire du Prix Clara Haskil 1989 (1) un Américain de vingt-quatre ans, Gustavo Romero né à San-Diego (Californie) dans une famille très modeste, un élève

de la Juilliard School. Un port simple, un visage fin, un air posé et rêveur. Le jury lui a décerné le *Deuxième Concerto* en ré mineur de Mendelssohn, injustement méconnu, car l'œuvre est brillante, mais d'un beau sentiment et d'une couleur souvent féérique ou songeuse.

D'emblée, Romero s'y est affirmé par une frappe saine, un jeu vif et spirituel, un phrasé pur, où la sonorité s'ouvre de l'intérieur, avec toute une gamme de possibilités subtiles. L'œuvre ne peut certes permettre d'apprécier toute l'étendue de son talent, mais il est certain que Clara Haskil eût aimé la nature de ce jeune homme venu d'un pays lointain et qui parle spontanément le langage du cœur.

Les lauréats dialoguent avec l'Orchestre de chambre de Lausanne, qui parut d'abord assez lourd et acide, malgré la direction énergique d'Uriel Segal, mais peu à peu s'épanouit au lyrisme dégagé par ces pianistes.

JACQUES LONCHAMPT.

* L'Association Clara-Haskil (33, rue du Village 1802 Courmayeur-Vevy Suisse), a publié à l'occasion du concours une plaquette illustrée sur la grande pianiste.

(1) Un seul prix est décerné, d'un montant de 12 000 francs suisses (48 000 francs français).

DISQUES

The Rolling Stones

Le brouhaha qui entoure la sortie de chaque album des Rolling Stones depuis *Goat's Head Soup* (1973) est finalement plus varié que la musique du groupe ces quinze dernières années. Il y a trois ans, *Dirty Work* devait être leur dernier album. Rien n'était plus entre Jagger et Richards. Du coup, on s'est efforcé à une gentillesse quasi néo-

Toujours sur le registre affligeant, il y a *Blinded by Love*, une ballade country sans trop de mélodie, paroles naïves avec des allusions collégiales à Antonio et Cleopâtre et à Samson et Dalila. Le plus frappant dans la longue marche des Stones vers la retraite est d'ailleurs le tarissement total de leur inspiration de paroliers. Quand ils font dans



logique. Six mois plus tard, on s'apercevait que comme les précédents, *Dirty Work* était un album inégal et fatigué d'où émergent quelques éclats.

Steel Wheels, première manifestation avant la tournée de la résurrection des Rolling Stones, fonctionne (et pas très bien) sur le même principe : recyclage de recettes éprouvées et exploration prudente. On ne sait plus depuis quand les variations ad nauseam sur le Riff de *Brown Sugar* ne marchent plus — *Start me up* ou *She's so cold* — mais ici ça s'appelle *Sad sad sad* et c'est bien triste.

l'engagé (*Rock and a Hard Place*), on frise l'attentat à la pudeur, dans le sexy (*Terrifying*, par ailleurs plutôt agaçant), on verse dans les nursery rhymes.

Et quand ils osent autre chose — *Continental Drift*, un titre décalé sur lequel ils sont accompagnés par les musiciens traditionnels marocains de Jajouka (vingt ans après que Brian Jones ait fait connaître leur musique à l'Occident. L'hommage au guitariste viré puis défunt est tardif) — on n'entrevoit qu'une couleur inattendue, un reflet de bonne idée sans substance.

Reste le plus pénible pour les fidèles, les souvenirs comme *Break the Spell*, un blues classique aux guitares déliées qui ramène presque au temps d'*Exile on Main Street*. C'est de cette approximation que naît l'insatisfaction.

THOMAS SOTINEL

* Références : *Steel Wheels*, disque, cassette, CD, Rolling Stones, CBS.

Don Henley

Dans le clip de *Hôtel California* (le succès en France, et, en 1989, de ce titre de 1976 reste le mystère spatio-temporel de l'éternel, on voit Don Henley dans son incarnation précédente : batteur et chanteur (en même temps, c'est très difficile, paraît-il) des Eagles, barbu, frisé, mal fringué, mais multimillionnaire, chanteur de la vie sur la voie rapide : grosse voiture, filles faciles et édifices chimiques.

Pourt-être pour expier sa vie dissolue, Don Henley a mené sa carrière solo depuis la séparation des Eagles comme une escale. En plus de dix ans, *End of Innocence* n'est que son troisième album, un disque sombre au son imposant et un peu égaré. Aujourd'hui, Henley s'est fait une tête de star (il s'est rasé la barbe et dégrisé les cheveux) mais il se conduit en guitariste. Co-écrit et coproduit avec le guitariste Danny Kortchmar, *End of Innocence* est le dernier d'une série d'albums de Californiens débavés (le précédent était signé Jackson Browne). On y retrouve les traditionnels invités prestigieux (Eddie Briskell, Mike Campbell des Heartbreakers, Ani Rose de Guns n' Roses, Wayne Shorter) mais aussi une exaspération plutôt saine face à l'Amérique de Donald Trump. La richesse des moyens (on entend les dollars comme on les voit dans les grands films hollywoodiens) est mise au service de la musique au lieu d'en masquer l'indigence, comme c'est souvent le cas du côté de Hollywood.

New York Minute passe à deux doigts de la ballade sirupeuse pour atteindre une élégance imprévue, *If I Were Dollars* retrouve la hargne originelle du blues. Ce n'est pas toujours très drôle ni léger, mais c'est un disque qui devrait inspirer un peu de considération.

T. S.

* *End of Innocence*, disque, cassette, CD, Geffen/WEA.

Tranvison Vamp

Ce n'est plus du rock'n'roll, c'est du pillage organisé. La vamp auto-proclamée s'appelle Wendy James. Avec ses camarades, elle a fait main basse sur tous les riffs à trois accords, tous les trucs mélodiques, les tics vocaux et instrumentaux qui font le charme, sinon la substance, du rock depuis trente ans. D'Eddie Cochran à Blondie en passant par les Troggs, personne n'est à l'abri des recyclages.

Comme toujours, quand on voit des genres faire des bébés, on n'a qu'une envie : qu'ils s'en tirent. Tranvison Vamp va farfouiller dans les caves et les greniers pour jouer aux rockers, pour se déguiser en stars. Wendy James est tellement convaincue qu'elle est irrésistible et qu'on en oublie de lui dire qu'elle n'est qu'une copie de son père, un petit rockeur du bubble-gum, comme on l'aimait du temps de Suzy Q ou de Sweet, un plaisir un peu freleté mais finalement innocent.

T. S.

* *Volveteen*, disque, cassette, CD, MCA/WEA.

Communication

La dixième université d'été de la communication

Les contradictions de l'Europe audiovisuelle

CARCANS-MAUBISSON (Gironde) de notre envoyé spécial

La dixième université d'été de la communication qui s'est achevée le 2 septembre, avait courageusement choisi pour thème de ses travaux l'Europe des programmes. Un thème que son organisateur, M. Marcel Desvergne, s'était employé à illustrer en invitant nombre de délégations étrangères et en consacrant une immense salle à la réception des quarante chaînes qui, par satellite, arrosent le Vieux Continent. Mais, malgré cette présence palpable de la dimension européenne, la dixième université de Carcans, fidèle à sa tradition, s'est surtout passionnée pour les problèmes du paysage audiovisuel français.

Les quelque 2 500 participants ont gâté les discours de rentrée des membres du gouvernement, aussi les rapports de force entre les chaînes privées et le pouvoir, soupaient l'avenir des télévisions publiques et les premières initiatives de leur nouveau président, M. Philippe Guillemae. Les débats organisés sur l'Europe, sont, eux, restés beaucoup plus confidentiels.

Ce nombrilisme têt n'est pas une maladie spécifiquement française. Il suffit de suivre les ateliers de Carcans pour s'apercevoir que, chez nos voisins aussi, la réflexion sur l'audiovisuel reste singulièrement prisonnière d'un cadre national. Les Espagnols s'inquiètent avant tout des difficultés que vont rencontrer leur trois nouvelles chaînes privées pour s'approvisionner en programmes et trouver leur place sur le marché publicitaire. Les Néerlandais surveillent les manœuvres des deux télévisions commerciales qui, à partir du Luxembourg, tentent de s'engouffrer dans le vide législatif de leurs pays (voir d'autre part). Les

Allemands observent RTL Plus et Sat 1 roger pou à peu l'audience des chaînes publiques. Les Britanniques attendent la bataille qui va opposer dans leur ciel les chaînes de Rupert Murdoch à celles de British Satellite Broadcasting. Les Suédois vivent les derniers jours de leur monopole public pur et dur, sans publicité. Les Portugais libéralisent lentement leurs radios.

Agonie des monopoles publics, explosion des initiatives privées, mutations des réglementations : tous nos voisins européens connaissent les mêmes bouleversements mais chacun les vit selon son rythme propre, dans un contexte politique et culturel très spécifique. Comment bâtir, à partir de cette mosaïque de crises, une Europe audiovisuelle ? Les représentants de la Commission de Bruxelles sont venus redire à Carcans la nécessité de préparer un grand marché unifié de 300 millions de téléspectateurs pour résister à la puissance des grands groupes américains. M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a plaidé le droit à la libre circulation des programmes et de l'information.

Mais les deux institutions européennes, quelle que soit la différence de leur approche, l'une plus économique, l'autre plus politique, butent sur le même problème : faut-il réserver des quotas de programmes européens aux chaînes du Vieux Continent ? La convention votée par le Conseil de l'Europe qui se contentait de recommander une « proportion raisonnable de programmes européens » n'a été ratifiée que par une dizaine de pays sur vingt-trois. La directive des Douze qui voulait une « proportion majoritaire », n'a pas été adoptée faute de majorité. Chaque pays, jaloux de ses prérogatives nationales, répugne à voir codifier la programmation de

ses chaînes parce qu'elle touche de près à son identité culturelle et aux délicats rapports entre producteurs et diffuseurs nationaux.

Les diffuseurs, eux, mettent en avant les lourds investissements consentis pour monter des chaînes européennes, les risques du satellite et plaident pour le réalisme économique. Réunis désormais en association, les grands groupes privés de la télévision exigent le moins de quotas possible. Les producteurs, pour leur part, semblent plus divisés. M^{me} Raquel Casero, présidente de l'association Eurovip, défendait à Carcans la volonté de s'adapter aux lois du nouveau marché, de sortir du statut d'entreprise artisanale pour acquérir une dimension industrielle : alliances internationales, coproductions, tournage en anglais et efforts de marketing devraient, selon elle, caractériser les futures chaînes européennes. A l'opposé, M. Rudi Barnett, représentant l'association Euro-Aim, se méfie des superproductions européennes qui diluent les identités nationales et leur préfère une meilleure circulation des programmes nationaux à l'intérieur du marché européen. « La télévision ne remplit plus son rôle, affirme-t-il, si elle ne permet pas au téléspectateur français de découvrir l'imagination britannique, belge ou italienne ».

Les débats de l'université d'été de Carcans n'ont pas permis de mettre d'accord les protagonistes de l'Europe audiovisuelle. Dans un mois s'ouvriront à Paris les Assises de l'Eurêka audiovisuel, voulues par M. François Mitterrand. Les conseillers du président de la République espèrent encore susciter un accord politique entre les Douze qui léverait l'hypothèque des quotas. A défaut, ils préparent le lancement de quelques grands projets fédérateurs qui donnent enfin un contenu tangible à l'Europe des images.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La télévision privée aux Pays-Bas

RTV et TV 10 à nouveau sur la sellette

AMSTERDAM

de notre correspondant

Un arrêt radical, le 1^{er} septembre, par le Conseil d'Etat relance les spéculations sur le statut et la légalité de RTV et TV-10, les deux chaînes néerlandaises de télévision commerciale, qui envisagent de diffuser leur trois nouvelles chaînes privées pour s'approvisionner en programmes et trouver leur place sur le marché publicitaire. Les Néerlandais surveillent les manœuvres des deux télévisions commerciales qui, à partir du Luxembourg, tentent de s'engouffrer dans le vide législatif de leurs pays (voir d'autre part). Les

Le Conseil avait été saisi par la NOS, l'organisme public de radiotélédiffusion, du cas de la station de radio privée Cable One. Celle-ci réalisait ses programmes sur le sol néerlandais et les envoyait vers un satellite qui les répercutait sur certaines têtes de réseau câblé. Mais Cable One était juridiquement sise à Londres et bénéficiait, semble-t-il, d'une licence d'émission britannique. Cette double extraterritorialité avait suffi au Commissariat pour les médias (qui jouit aux Pays-Bas de compétences proches de celles du Conseil supérieur de l'audiovisuel) pour considérer que Cable One était une radio étrangère, susceptible

Une lettre de la direction des programmes de FR3

A la suite de l'entretien avec le producteur Jacques Kiser que nous avons publié dans notre édition du 30 août, sous le titre : « Les chaînes de télévision ont-elles peur de la production ? », la direction des programmes de FR3 réagit à ce qu'elle appelle des « propos mensongers ».

Au cours de l'entretien, M. Kiser affirmait que « FR3 a refusé de coproduire la Nuit miraculeuse, d'Ariane Mnouchkine parce que le film n'était pas commercial ». « Cette information est fautive, précise la chaîne, puisque ce long métrage est actuellement tourné en coproduction entre l'Assemblée nationale, la SEPT, FR3, la Mission du bicentenaire et GMT Productions (...). »

Cette production sera diffusée le mercredi 20 décembre à 20 h 30 sur FR3. La chaîne rappelle qu'elle a également coproduit cette année avec CNC Productions et la SEPT, le film *L'Indiade*, réalisé par Bernard Sobel à partir du spectacle d'Ariane Mnouchkine.

M. Jacques Kiser nous précise que FR3 a refusé le projet de la Nuit miraculeuse lorsque la société Modfilm en était le producteur. Depuis, la société GMT Productions a repris le projet. FR3 a alors changé de position et donné son accord.

donc d'être reprise par les réseaux câblés. Les membres du Conseil d'Etat se sont opposés à cette analyse. L'installation dans un pays étranger n'est pas, selon eux, un critère suffisant pour faire échapper une station de radio (et, par extension, de télévision) à la loi néerlandaise, qui interdit la diffusion de programmes audiovisuels commerciaux. Encore faut-il que les émissions proviennent de l'étranger et qu'elles soient aussi destinées aux habitants du pays de domiciliation de l'organisme émetteur. Deux conditions non remplies par Cable One, dont les réseaux câblés doivent, en conséquence, cesser la diffusion, sous peine d'amende.

Valse-hésitation des éditeurs

Le ministre de la culture, qui est opposé à l'arrivée de RTV et de TV-10 dans le paysage audiovisuel néerlandais, a immédiatement interprété cette décision comme une preuve de l'illégalité des deux chaînes installées en France. Le ministre a donc, selon lui, de contourner la législation nationale. RTV et TV-10 ont naturellement réagi de façon différente, faisant valoir qu'elles remplissaient toutes les conditions posées par le Conseil : leur siège est à l'étranger ; elles sont autorisées par le gouverne-

ment luxembourgeois ; leurs programmes, bien que confectionnés aux Pays-Bas, sont diffusés depuis le territoire grand-ducal et peuvent être captés par ses habitants.

A quelques jours des élections législatives, le ministre de la culture s'est toutefois gardé de fermer toutes les portes : il a invité les responsables des deux chaînes commerciales à « venir à La Haye négocier leur entrée par la grande porte dans le système audiovisuel ». Celui-ci doit en effet être réorganisé dans un sens plus libéral. Il reste à savoir si RTV et TV-10, qui sont sur le point d'émettre et qui ont engagé de gros investissements, sont prêtes à attendre une réforme, entreprise puis abandonnée, puis promise en des termes vagues.

La même valse-hésitation caractérise l'attitude des éditeurs de presse écrite. Les groupes Elsevier, VNU et Telegraaf se sont déclarés à nouveau intéressés par la création d'une chaîne privée, en association avec des sociétés de programmes déjà présentes sur le petit écran. Une première tentative en ce sens avait été faite ces derniers mois, avant de se désintégrer... à cause de l'imprécision de la politique gouvernementale et de l'annonce de la création de RTV.

CHRISTIAN CHARTIER.

EN BREF

● L'afficheur Giraudy s'offre une publicité télévisée. — Contrairement à la presse, l'édition ou le théâtre, l'afficheur ne fait pas partie des secteurs interdits en publicité à la télévision. Du 4 au 10 septembre, la société Affichage Giraudy (contratée par Hachette via Europe 1 Communication) passera donc sur Antenne 2 un spot de quarante-cinq secondes destiné à toucher les chefs d'entreprise, les patrons d'agence publicitaire, etc. et à témoigner de la bonne santé de ce support. Cette « première » en matière de publicité télévisée représente pour Giraudy un investissement de 2,5 millions de francs.

● Un code pour le respect des bonnes mœurs destiné aux chaînes de télévision britanniques. — Le gouvernement britannique a demandé, le 31 août, au nouveau conseil de l'audiovisuel d'établir un code de conduite portant sur la violence et le sexe à la télévision. Le conseil de l'audiovisuel ne pourra ni censurer ni interdire des émissions, mais il pourra les contrôler et avertir le public de leur contenu. A présent, M. Douglas Hard, ministre de l'Intérieur. Présidé par Lord Rees-Mogg, le conseil pourra mener des enquêtes à la suite de

plaintes déposées par le public à l'encontre des producteurs de ces films ; il pourra diffuser ses conclusions et ses recommandations.

● Le *Parisien* lance un hebdomadaire gratuit en Seine-Saint-Denis. — Le quotidien le *Parisien* va lancer le 7 septembre un hebdomadaire gratuit, *Parisien magazine* 93, distribué par portage à domicile dans quinze villes de Seine-Saint-Denis. Cet hebdomadaire de seize pages sera diffusé à 149 000 exemplaires. Il vise à développer la vente du titre dans le département (37 709 exemplaires actuellement selon l'OJD) et à drainer de nouvelles recettes publicitaires provenant du marché local. *Mencherie Publicité*, la régie publicitaire du *Parisien* (qui ne sera pas diffusé avec son hebdomadaire gratuit) est à l'origine de cette création, à l'étude depuis plus d'un an, et espère atteindre un chiffre d'affaires annuel de 7 millions de francs. Cependant, *Parisien magazine* 93 devra affronter ses autres concurrents gratuits dans le département de Seine-Saint-Denis (Dép. 93 et Canal 93, respectivement distribués à 670 000 et 280 000 exemplaires) ainsi que *France-soir* dans la couronne parisienne (300 000 exemplaires diffusés une fois par semaine).

Demain notre supplément
Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

سكنا في الامم

Le Monde

ECONOMIE

LA GESTION DE L'EMPLOI EN EUROPE

Assurer le nombre et la qualité

DANS des économies « en sortie de crise », les entreprises européennes connaissent à peu près les mêmes problèmes et imaginent des solutions relativement voisines, l'influence nationale des réglementations ou des relations sociales mise à part.

Mais il ressort aussi d'une étude comparative menée par M. Bernard Brunhes que deux grands modèles s'opposent, entre lesquels « l'Europe hésite », à la croisée des chemins de la reprise. Symbolisé par la Grande-Bretagne, d'une part, et les pays scandinaves et la RFA, d'autre part, le débat sur les stratégies en devenir renvoie des à dos, et presque terme pour terme, « flexibilité externe » et « flexibilité interne », gestion « quantitative » ou « qualitative » de la main-d'œuvre. Avec, pour pivot, le rôle de la formation continue des adultes, plus que jamais lié à l'impératif de modernisation de la production.

Si l'on suit, en effet, le raisonnement de M. Bernard Brunhes, tel qu'il est exposé dans le rapport sur les expériences européennes de « gestion prévisionnelle de l'emploi » qui lui avait été commandé par la Délégation à l'emploi (1), l'enjeu actuel et commun réside dans « la capacité globale d'adaptation des salariés aux nouvelles technologies » et dans la préparation des futures restructurations, moins rudes que les précédentes.

Tous les pays, à des degrés divers, se trouvent dans une situation identique. Après les fortes réductions d'effectifs, qui ont été le plus souvent obtenues en interrompant prématurément la vie active, les contraintes démographiques pèsent sur l'avenir, même si, dans plusieurs cas, le chômage demeure important. Les pyramides des âges sont bousculées, la plupart des chefs d'entreprise se plaignent des effets désastreux, tant sociaux, que pour les savoir-faire, de restructurations dont le coût est aujourd'hui « jugé (...) exorbitant ».

Du neuf avec des vieux

Partout, à plus ou moins brève échéance, le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail va diminuer ou se tarir. D'ailleurs, des « tensions », dues à des offres d'emplois qualifiées non satisfaites, se manifestent. Il y a risque de pénurie de main-d'œuvre, auquel les Français, les Italiens et les Espagnols ne prêtent pas encore beaucoup d'attention mais qui oblige à la prévision et commande la formation des adultes présents dans les

entreprises. Il faut savoir faire du neuf avec des « vieux ».

Face à ces rendez-vous, l'Europe doit choisir entre deux options qui fonctionnent selon des variantes dans tous les pays. D'un côté se rassemblent les tenants de « la flexibilité à court terme » qui ajustent l'emploi aux besoins immédiats et qui sont prêts à accepter « les inconvénients sociaux de la précarité » pour la souplesse qu'elle offre. Mais ceux-ci commencent à s'inquiéter des risques de déséquilibre social et s'aperçoivent que cette voie n'est pas toujours compatible avec le maintien d'un haut niveau de formation. De l'autre côté se retrouvent ceux qui croient à l'emploi comme « arme du développement ». Ils estiment alors qu'un personnel attaché à l'entreprise, régulièrement formé, assure d'une certaine sécurité mais surtout capable d'offrir une « grande flexibilité interne » ou, contrepartie, est la condition d'une même technique et commercial. Ce qui ne les empêche pas de noter l'existence de rigidités ou de souhaits davantage de mobilité — géographique encore plus que professionnelle, puisque cette dernière est acquise, — et de vouloir introduire des facilités nouvelles dans leur organisation du travail.

Le « braconnage » anglais

Autour de cette question fondamentale qui partage les dirigeants européens, la série d'entretiens menée par M. Brunhes auprès d'une trentaine d'entreprises parmi les plus grosses — et de tous les secteurs — apporte un éclairage saisissant. Des scénarios se dessinent, qui façonnent le futur.

Dans la version anglaise, la plus typée sans aucun doute, les conséquences affleurent déjà. Les organisations patronales se montrent par exemple plus critiques désormais à l'égard d'une flexibilité qui freine la capacité de formation continue des salariés, « évidemment très réduite pour les nouvelles recrues ». Celle-ci finit par être jugée « excessive » chez Marks and Spencer, une chaîne de magasins qui ressent la nécessité d'aboutir à une gestion optimale, comme ses concurrents européens.

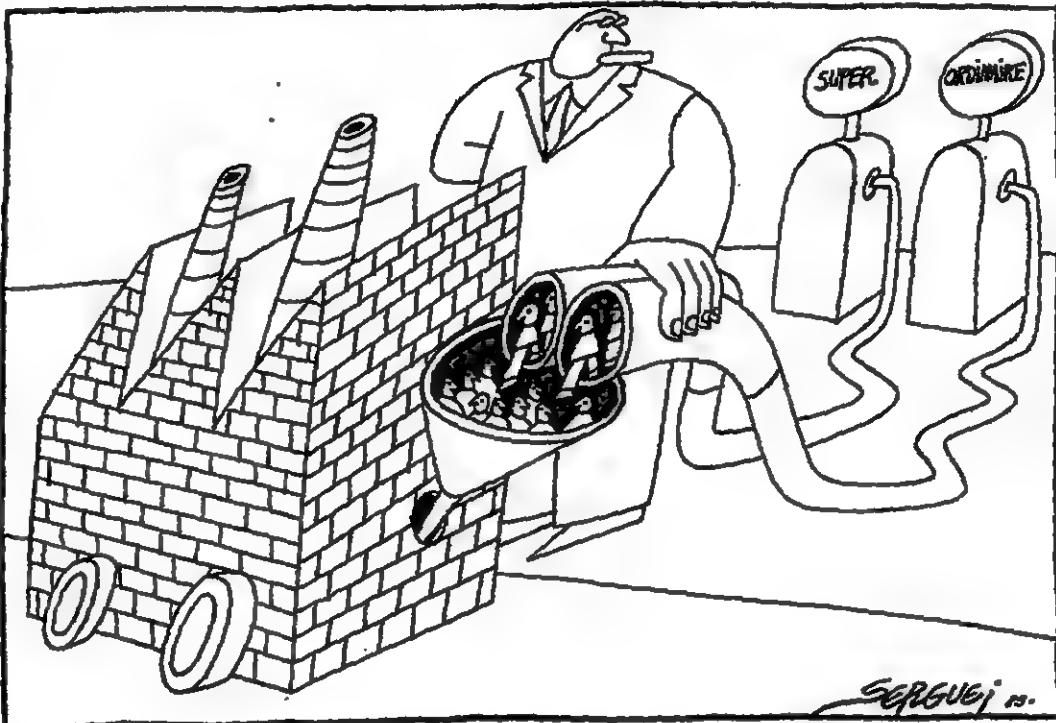
Nombre d'entreprises font état de difficultés à recruter des jeunes et se tournent maintenant vers les marginaux ou les exclus pour les réintégrer à la va-vite, alors qu'elles recherchent du personnel qualifié. Pendant des années, le patronat britannique « a fait l'impasse sur la formation » et les anciens dispositifs

Travail précaire, formation, mobilité interne... toutes les entreprises n'ont pas la même réponse au manque de main-d'œuvre qualifiée.

paritaires sont tombés progressivement en désuétude. La loi n'imposant pas de « système contraignant » pour son financement, on constate de grandes insuffisances sur le niveau moyen de qualification et, actuellement, 85 % des entreprises ne forment pas leurs salariés.

favorisé un redressement plus rapide, trouve à ses limites.

Moins spectaculaire, la gestion qualitative, partenaire obligé de la flexibilité interne en usage dans les pays d'Europe du Nord et particulièrement en Suède, offre une version radicalement opposée. Faute de pouvoir licencier massivement, en raison de



Avec la reprise, le résultat ne s'est pas fait attendre, qui risque fort d'hypothéquer la croissance retrouvée. Chaque employeur va chercher sur le marché du travail les qualifications qu'il ne possède pas chez lui. On assiste à des phénomènes de « braconnage », de plus en plus décriés. Les tentatives de débouchage se multiplient, notamment pour les compétences les plus rares. Il existe une surenchère qui élargit l'éventail des salaires et peut nourrir l'inflation.

L'économie britannique se dispute les plus qualifiés, au point de perturber la structure des revenus, et devient vulnérable car elle ne peut pas alimenter son développement par le recours à une main-d'œuvre performante. La gestion quantitative de l'emploi, qui avait permis au gouvernement de M^{re} Thatcher de tailler dans le vif dès le début des années 80, et qui a

traditions sociales fortes, les entreprises ont dû y jouer la carte de la concertation et de l'anticipation en tablant sur « la maturité des partenaires ». Les réductions d'effectifs ne se concevaient que dans le cadre d'un plan social permettant réellement la réinsertion, prévoyant la formation, et concernaient les « derniers entrés » en Suède, les « moins fragiles » en Allemagne fédérale, ou étaient établies, aux Pays-Bas, dans « un climat de confiance et de collaboration positive ».

Attirer les jeunes

En revanche, ces pays se sont de longue date appuyés sur une pratique de la formation qui permet de disposer de qualifications plus élevées ou, dans le meilleur des cas, de prévenir les évolutions. A l'évidence, la Suède a acquis une grande expérience en la matière, qui lui a permis tout

à la fois de réussir plus vite que d'autres pays ses restructurations industrielles, et sans trop de casse comme dans le cas de la construction navale, et qui a su favoriser le redéploiement de ses professions. Mieux, et avec l'aide de l'Etat, les entreprises ont pu relever le niveau de qualification de leur personnel et intégrer des chômeurs moins formés au nom de ce qu'on appelle la « mobilité ascensionnelle ».

Mais, là aussi, les mécanismes finissent par patiner. En régime de plein-emploi avec 1,6 % de chômeurs, la Suède s'interroge sur les moyens d'attirer les

faible de la formation de perfectionnement ou de requalification dans leurs programmes et en viennent à lorgner l'exemple français, en vigueur depuis la loi de 1971...

De son périple dans la diversité européenne, M. Bernard Brunhes retire quelques leçons générales. Tous les dirigeants d'entreprise de chaque pays se rendent progressivement à la nécessité de la gestion prévisionnelle de l'emploi qui, pour être efficace, doit être décentralisée, tant de la part des pouvoirs publics que des États-majors de groupes. C'est encore au niveau local que l'on connaît le mieux les capacités du marché du travail et que l'on peut y répondre.

Mais tout cela suppose que soient réunies plusieurs conditions. Avec son syndicalisme affaibli, atomisé en corporations parfois rivales, l'économie britannique ne dispose pas de l'interlocuteur qui ferait revenir sur les habitudes, par exemple, de n'annoncer les restructurations qu'au dernier moment, prétendument pour éviter les explosions sociales. Manifestement l'organisation des rapports sociaux en vigueur dans les pays d'Europe du Nord correspond mieux au « changement de comportement » qui paraît se dégager, la « codetermination » ou la « cogestion » ayant très largement précédé ce qui apparaît comme la méthode adaptée à une gestion moderne.

Le refus français du choix

Et la France ? Géographiquement, politiquement et socialement, elle oscille entre les deux modèles avec une forte tentation, renforcée par son goût du pragmatisme, de se rapprocher de la méthode britannique. « Tous les pays ont fait de la gestion quantitative dans les années 70, et nous en sommes encore là », regrette M. Brunhes.

Avec un chômage persistant, tout comme l'Espagne et l'Italie, un volume de créations d'emplois encore trop faible, la France n'a, en effet, pas encore rompu avec les raisonnements des années de crise, malgré les indices favorables. Et elle a encore moins fait clairement son choix entre deux orientations possibles. Pour l'instant, et sans se l'avouer, elle recherche la reprise au coût anglais, pour ne pas sacrifier une génération de chômeurs, tout en espérant revenir ensuite à la manière très social-démocrate des pays d'Europe du Nord qui, au fond, la comblerait.

ALAIN LEBEAUE.

(1) Le document a servi de base à un colloque sur ce thème, en avril dernier, organisé par le ministère du travail.

SORTIR DE LA CRISE

Revenir aux besoins

Après quinze ans de stagnation, les politiques d'ajustement ne suffiront pas à assurer une reprise durable.

par JEAN-PIERRE BERLAN (*) et PHILIPPE GILLES (**)

« keynésianisme béat », enfin, par cette attitude naturelle des sociétés de s'accommoder d'une crise contenue plutôt que d'écouter les chuchotements des périls qui montent. L'embellie actuelle annonce-t-elle une croissance comme celle de l'après-guerre ? Est-elle une rémission conjoncturelle d'une maladie grave, exigeant de profondes réformes ?

Première évidence : la montée générale du chômage dans les pays de l'OCDE et la stagnation ou la progression très ralentie de la production industrielle sauf dans quelques pays. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux de chômage est resté stable depuis une dizaine d'années : sa baisse

aux États-Unis après l'expansion cyclique la plus longue que ce pays ait connue est compensée par son augmentation en Europe ; les emplois de services créés sont précaires et ces nouveaux employés n'ont pas grand-chose de commun avec les ouvriers solidement épaulés par leurs syndicats des années 50 et 60. La sensibilité économique au cycle de la conjoncture s'est sans doute accrue.

Deuxième évidence : la militarisation des économies occidentales, particulièrement des États-Unis.

(*) Directeur de recherche à FINRA-CEDERS, université d'Aix-Marseille-II.
(**) Chercheur au CEDERS.

Il y avait dans ce pays avant la seconde guerre mondiale deux cent cinquante mille soldats... Economiquement, il s'agit de compenser la faiblesse de la demande effective, d'accroître le progrès technique et d'entraîner ainsi le secteur civil. Politiquement, il s'agit, à l'intérieur, de souder les pays autour de leur classe dirigeante, à l'extérieur, d'imposer au bloc rival des dépenses insoutenables.

Une demande poussive

Mais cette militarisation, par son ampleur même, devient contre-productive du point de vue des objectifs initiaux. Le formidable accroissement des dépenses militaires américaines a eu, par exemple, des retombées économiques immédiates favorables en termes d'emplois et des effets pervers multiples pour l'avenir, c'est-à-dire maintenant.

(Lire la suite page 20.)

3ème CYCLE-MBA*

UNE FORMATION DISPENSÉE EN ANGLAIS QUI DONNE, EN 18 MOIS, UNE APPROCHE CONCRÈTE DU MANAGEMENT INTERNATIONAL COMPARÉ, ET DONT LES CURSUS PÉDAGOGIQUES SE DÉROULENT À PARIS, NEW YORK ET TOKYO, AINSI QUE DANS LES CENTRES AFFILIÉS DE L'INSTITUT : SEOUL, TAIWAN, SINGAPOUR, HONG KONG, PÉKIN, SHANGHAI ET MOSCOW.



ISIG

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement libre d'enseignement supérieur
123 RUE DE LONGCHAMP PARIS
TEL 45 42 90 90 - POSTE 1200
MINITEL 36 16 150

*The Official Guide to MBA programs - Publication: New Jersey - March 1989.

LA DÉCENTRALISATION À L'ITALIENNE

Une politique en trompe-l'œil

L'ITALIE passe en France pour un pays décentralisé, où les collectivités locales prennent leur destin en main et conduisent des politiques actives. On y trouve, comme chez nous, trois niveaux de collectivités territoriales : des communes, des provinces (qui correspondent à nos départements) et des régions. Ces collectivités territoriales ont-elles, comme on l'a souvent dit ou cru, beaucoup de pouvoirs ?

Elles ont certainement, et depuis près de vingt ans, le pouvoir de délibérer, de planifier, de réglementer. Elles ne s'en privent pas, et produisent toutes sortes de plans et de projets. Mais elles n'ont guère le pouvoir de faire. Elles ont peu d'autonomie parce qu'elles lèvent peu d'impôts, reçoivent peu de subventions globales, et obtiennent peu d'emprunts globaux.

Il n'y a pour ainsi dire pas d'impôts locaux en Italie. En 1987, les impôts collectés par les collectivités territoriales en Italie s'élevaient à 460 F par habitant. Le chiffre comparable pour la France était de 4 400 F, à peu

près dix fois plus élevé. Une autre façon de considérer l'importance des impôts locaux consiste à les rapporter aux ressources totales des collectivités territoriales : on trouve un chiffre d'environ 9 % pour l'Italie et de 45 % en France. Paradoxalement, c'est au début des années 70, lorsqu'a été introduite en Italie la décentralisation, que l'on a supprimé les plus féconds des impôts locaux.

Les subventions aux collectivités locales sont surtout des subventions spécifiques. Les subventions italiennes sont-elles des subventions globales, que les communes, les provinces et les régions peuvent utiliser à leur guise ? Non. Dans les années 70, la part des subventions globales a été importante. Mais cette part a rapidement décliné dans les années 80. Elle est d'environ 30 % aujourd'hui, et surtout importante pour les communes. Mais ces subventions globales sont pratiquement toutes mangées par les dépenses courantes et inévitables. Les dépenses d'investissement, où peut se mar-

Peu d'impôts locaux, peu de subventions globales : le pouvoir appartient plus aux ministres et aux parlementaires qu'aux collectivités.

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

quer la volonté politique des collectivités locales, sont donc en Italie surtout financées par l'emprunt.

Les emprunts, principalement auprès de la Caisse des dépôts italiennes, sont — comme ailleurs en France — des emprunts spécifiques, accordés projet par projet, et donc soumis au contrôle de Rome.

Le jeu des « lois spéciales »

Le montant des ressources que les collectivités locales italiennes peuvent utiliser librement est donc faible : peut-être 40 % du total. Le contraste avec la France est frappant. Chez nous, les collectivités contrôlent l'emploi de pratiquement toutes

leurs ressources, à l'exception de quelques petites subventions spécifiques résiduelles.

De plus, tous les investissements importants, et beaucoup d'investissements moins importants, en particulier dans le Mezzogiorno, sont financés directement par l'Etat central, et n'apparaissent même pas dans les comptes des collectivités territoriales. Pour l'essentiel les dépenses territoriales sont donc financées par Rome. Cas par cas. « Loi spéciale » par « loi spéciale ». A Venise, par exemple, on s'apprête à construire, à un coût de plus de 10 milliards de francs, les digues qui protégeront la lagune et la Cité des doges de

(*) Professeur à l'université Paris-XII.

l'alta acqua. Mais pas une lire de cette somme n'est payée par les contribuables de la ville, de la province ou de la région. Et cette dépense ne résulte pas d'une décision de ces collectivités territoriales mais d'une délibération du conseil des ministres et d'un vote du Parlement italien.

On met ici le doigt sur l'un des ressorts du pouvoir politique en Italie. Sur chaque grosse dépense, les Italiens mettent une signature. Les digues de Venise, par exemple, c'est le vice-président du conseil. L'homme politique puissant, c'est celui qui est capable d'attirer sur sa région la manne du budget national. Parlementaire, ministre en exercice ou en puissance, il est habile dans l'art de constituer les coalitions régionales ou politiques efficaces : ma « loi spéciale » contre la tienne, telle dépense pour ma région contre mon soutien lors d'un vote décisif. C'est de ces largesses qu'il tire son pouvoir local. Il n'y a pas de cumul des mandats en Italie et notre homme n'est ni maire ni président de conseil

provincial ou régional. Mais il contrôle ces élus, qui lui doivent, en quelque sorte, ce qu'ils donnent à leurs électeurs, et qui, en échange, le soutiennent.

Tout cela fait beaucoup de barbotements bien tenus, ou si l'on préfère de cohabitation et de consensus. Cela a assuré beaucoup de paix sociale et de développement économique, au moins dans le nord du pays. Cela fait aussi beaucoup de déficit : un tel système pousse à la dépense publique et explique en partie l'extravagant déficit budgétaire italien, qui atteint, et depuis plusieurs années, 12 % du produit national. Mais cela fait bien peu de décentralisation. Pour le meilleur ou pour le pire, l'Italie est l'un des pays les plus centralisés d'Europe.

Dans l'église Saint-Ignace, à Rome, lorsqu'on lève les yeux, on admire l'audacieuse architecture d'une élégante coupole. Lorsque l'on ouvre son guide, on apprend qu'il s'agit d'un plafond adroïtement peint. Cela s'appelle un trompe-l'œil.

SORTIR DE LA CRISE

Revenir aux besoins

(Suite de la page 19.)

Citons l'accumulation de déficits budgétaires, la perte de compétitivité économique (dont témoignent les déficits extérieurs) par suite du poids du secteur protégé militaire et des retombées maintenant limitées des progrès de la technologie militaire sur le secteur civil (on découvre tardivement que l'efficacité de l'art de tuer ne sert peut-être pas celui de vivre : l'accroissement de l'inégalité de la répartition des revenus, la qualification et la technicité exigées dans l'armement excluant les minorités. Tandis que les navires de guerre américains (et français !) protègent les pétroliers à destination du Japon, l'expansion de l'appareil militaire accompagne la contraction relative de la puissance économique.

Condamnés à la paix sur le territoire par la vulnérabilité de leur système économique et social et la puissance et la précision des armes modernes, conventionnelles ou non, les pays industriels ont cherché et trouvé de nouveaux débouchés pour leurs industries d'armement dans les pays du tiers-monde. Vendant avec équivalence des armes aux belligérants de façon que les conflits perdurent sans vainqueur ni vaincu — comme le montre la guerre Iran-Irak — ils voient avec peine arriver la fin des conflits et avec inquiétude croître l'insolvabilité de leurs clients.

Troisième évidence : la stagnation économique depuis plus de quinze ans. Elle mérite quelques

explications. Il n'y a rien de commun entre les immenses besoins en capital de l'après-guerre, suscités par la reconstruction de pays dévastés et par la transformation extraordinaire du mode de consommation (particulièrement par le recours au crédit) et de vie (automobile, urbanisation, loisirs), et les pousseurs, besoins solvables d'aujourd'hui, que l'immense effort commercial et publicitaire actuel stimule avec peine.

Quatrième évidence : la spéculation commencée il y a une demi-douzaine d'années continue en dépit d'un avertissement sévère. L'idée de « découplage » entre l'économie financière et l'économie « réelle » rend compte d'une série de phénomènes tout en occultant, à notre avis, le « couplage » essentiel de la période historique que nous vivons : entre la stagnation et la spéculation. Lorsque l'épargne et le capital ne peuvent s'investir profitablement dans la production, ils se dirigent vers la spéculation (financière, immobilière, artistique, etc.). Cette forme d'inflation propre au capital est considérée comme un signe de santé contrairement à l'inflation des années 70 qui touchait, elle, les biens salariaux.

Un océan de dettes

L'empilement gigantesque des dettes des Etats, des entreprises et des ménages a préparé et nourri la croissance explosive d'une « économie de casino », caractérisée par l'autonomisation apparente de la sphère financière. La dérégulation des marchés financiers, accélérée depuis quelques années sous la pression des grandes banques, conduit à multiplier les outils de spéculation. L'explosion des places financières n'a pas grand-chose à voir avec une rationalité économique ou industrielle, même si l'on fait semblant de croire que les OPA se justifient par des synergies (?), ou qu'elles sanctionnent des conseils d'administration paresseux.

Si cette spéculation prolonge l'expansion grâce à la consommation ostentatoire des nouveaux riches, aux investissements en ordinateurs et en bureaux, l'augmentation correspondante des coûts de collecte et de gestion de l'épargne et du capital exclut une baisse sérieuse des taux d'intérêt. Le déficit budgétaire américain et l'augmentation continue de la dette publique ne suffisent pas à expliquer le niveau actuel élevé des taux d'intérêt : à l'issue de la guerre, la dette publique représentait un pourcentage du PNB trois fois plus élevé qu'actuellement (50 %), mais les taux longs d'intérêt ne dépassaient pas 3 %. Les banques étaient fermement tenues par la puissance publique. Maintenant, le poids de ce qui est devenu d'abord un secteur spéculatif rendra difficile la reprise économique après le retournement du cycle des affaires.

Ce retournement est proche si l'on en juge par les précédents historiques : deux, quatre, huit mois ? Il risque d'exercer des effets d'autant plus ravageurs que l'économie mondiale nage dans un océan de dettes — des Etats, des entreprises, des banques, des particuliers — dont une partie ne vaut pas le papier (ou les mémoires informatiques) qui les garantissent. Le choix risque d'être

entre une récession menaçante de se transformer en effondrement et une vigoureuse inflation alimentée par de nouvelles injections de liquidités.

Les tenants de la libéralisation des marchés devraient se rappeler que la crise financière du tiers-monde, si menaçante, est le résultat direct de la politique des grandes banques internationales. Pour recycler les pétro-dollars, n'ont-elles pas au mépris de toute prudence écarté les institutions internationales, au premier rang desquelles le Fonds monétaire international, pour vendre des dettes au tiers-monde. Puis, à partir de la crise mexicaine de 1981, sous le prétexte de « sauver » ce pays et de nombreux autres, et en réalité pour éviter des désastres, ont en bonne logique libérale, elles auraient dû payer le prix, le FMI, la Banque mondiale et les Etats — le contribuable — ont dû venir à leur rescous.

La cinquième évidence porte sur les politiques économiques d'ajustement mises en œuvre depuis près d'une dizaine d'années dans les pays occidentaux et imposées avec une brutalité inouïe aux pays du tiers-monde. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France même (1) mènent des politiques « libérales » qui sont fondées sur le credo suivant : les entreprises et les détenteurs de capitaux doivent faire des profits, lesquels seront réinvestis et créeront des emplois. L'Etat doit voir son rôle réduit puisqu'il bloque ce mécanisme en prélevant des ressources qui seraient investies si elles n'étaient pas consommées. Ces politiques reposent sur trois postulats, celui d'un capitalisme redistributif, celui d'une croissance qui serait limitée par le manque d'épargne, et, enfin, celui d'un équilibre automatique entre l'épargne et l'investissement.

Les ravages du credo libéral

L'idée que le mécanisme d'épargne et d'investissement redistribuerait les richesses n'est pas fondé ni en fait ni en théorie. Ce mécanisme, le cœur même du capitalisme et la source de ses plus grands succès, assure ce que de Marx aux « communistes », on appelle l'accumulation — la concentration de la richesse sociale entre les mains des détenteurs de capitaux. 0,5 % de la population aux Etats-Unis détient en 1983 plus d'actifs nets (35,1 %) que 90 % de la population (28,2 %) (2) et cette inégalité s'est accrue avec la politique réaganienne.

Dans la situation actuelle de stagnation, les politiques de redistribution des revenus en faveur des riches — dans l'espoir que l'augmentation de leur épargne conduira à des investissements supplémentaires — aggravent le mal et accentuent l'évolution vers une société duale. Cet effet défavorable sur la demande effective a cependant été compensé par l'augmentation rapide des dépenses militaires.

Ces politiques ont pourtant été mises en œuvre avec obstination à l'échelle du monde par les organisations financières internationales. Le credo libéral ravage des pays et des peuples. Au Brésil, le pouvoir d'achat couvrait à bas prix de 40 % entre 1984 et 1986. L'Argentine est au bout du rouleau. Soulignons que la Corée du Sud et les « dragons » asiatiques cités constamment en

exemple se caractérisent par une intervention minutieuse de l'Etat dans tous les aspects de la vie économique !

Quant à l'idée d'un équilibre automatique, il a fallu près d'un siècle de réflexion économique (si l'on exclut Marx) pour sortir de la préhistoire de la loi de Say et comprendre la caractéristique conjuguée contradictoire de l'ajustement macro-économique : épargne-investissement. Il suffit de s'arrêter là, car de Marx à Morishima en passant par Keynes, il s'agit d'une évidence que l'air du temps commande d'ignorer.

Une planète dévastée

La sixième et dernière évidence est l'absence d'un chef de file incontesté. L'histoire du capitalisme montre qu'il ne peut s'en passer. Certes, les réunions des chefs d'Etat et des ministres des finances permettent de mettre en place des dispositifs de sauvetage comme par exemple après le krach de 1987, mais pas d'éviter que les contradictions, d'une part entre pays riches, d'autre part entre pays riches et pays pauvres, ne s'amplifient. Les menaces de guerre commerciale sont d'autant plus réelles que, période de stagnation, ce que gagne l'un est perdu par l'autre.

Au-delà du discours légitime (les difficultés présentes ne dureront pas, le progrès sera fidèle au rendez-vous de l'histoire...), on peut s'interroger sur les mesures proposées pour sortir de l'impasse. Elles ne résument à la notion de relance de l'économie. Or la durée de la crise consacre la faillite du « keynésianisme béatard » capable à la rigueur de réguler les fluctuations conjoncturelles du cycle des affaires, mais incapable de maintenir l'économie à flot.

Ne faut-il pas revenir aux sources de l'interrogation keynésienne sur la capacité du système capitaliste mondial actuel de satisfaire sans une réforme profonde les besoins vitaux de l'humanité — emploi, éducation, santé, retraite — et ses exigences démocratiques ? Ne faut-il pas surtout la renouveler en prenant en compte une nouvelle contrainte qui pèsera d'un poids croissant dans l'avenir, celle de la remise en état puis de l'entretien accumulé d'une planète dévastée dont nous ne sommes que les simples locataires ?

JEAN-PIERRE BEHLAN et PHILIPPE GILLES.

(1) En France, l'échec de la politique de redistribution des revenus et de relance de la gauche, en 1981, « explique à la fois par la conjoncture internationale (comp de Iran-Irak) aux Etats-Unis et au Japon) et surtout par la situation industrielle délabrée laissée par la droite. La relance a profité à l'étranger.

(2) Cf. Monthly Review, septembre 1987, page 7. Notre texte s'inspire largement des thèses des économistes américains P. Sweeney et H. Magdoff (Stagnation and the Financial Explosion, Monthly Review Press, New-York, 1987) et de la conférence organisée en mai 1988 par la Monthly Review et l'Institut de la Monnaie sur « Instability and Change in the International Economy » (A. MacEwan, B. Tabb Eds., Monthly Review Press, 1989). En France, le livre de B. Roques, Les Théories des crises économiques (La Découverte, Paris, 1987) est une excellente introduction.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE

Responsable du Personnel
Responsable de la Formation
Responsable du Recrutement
Directeur des Ressources Humaines

10 MOIS D'ENSEIGNEMENT
6 MOIS DE STAGE ENTREPRISE

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa.

CONCOURS : 3^e session
25 SEPTEMBRE 1989.
Inscriptions immédiates :
Tél. 47.57.31.41.

DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

GROUPE ICS
Institut de Gestion Sociale

NOM _____ AGE _____

DIPLOME _____

ADRESSE _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret

LA BONNE DIRECTION

ECOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES

Options : Admissions : 1^{re}, 2^e, 3^e Année

Demander notre documentation

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

GROUPE ICS
Institut de Gestion Sociale

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

3^e Cycle de Management

JOURNÉES PORTES OUVERTES
LE DIMANCHE 11 SEPTEMBRE 1989
de 10 h à 13 h

10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise
• Apport en généraliste de l'entreprise
• Maîtriser les savoir-faire professionnels
Quatre 2^e cycles spécialisés
• Management des ressources humaines et communication
• Management financier et contrôle de gestion
• Management de la qualité totale
• Gestion de projet

Admission :
• Diplôme de l'enseignement supérieur (Sciences d'Ingénieurs, IEP, maîtrise...)

Concours :
3^e session 10 SEPTEMBRE 1989.
Inscriptions immédiates.
Participations : (1) 47.57.31.41

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

souhaite recevoir une brochure du 3^e cycle de Management
cocher la spécialisation choisie

☐ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION
☐ MANAGEMENT FINANCIER ET CONTRÔLE DE GESTION
☐ MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE
☐ GESTION DE PROJET

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret
Etablissement privé d'enseignement supérieur

RENTREE OCTOBRE

2^e CYCLE

MANAGEMENT EUROPEEN

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de GENÈVE

14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES

ADMISSION :
Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme C.E.E. équivalent

IEMI
INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

INFORMATION
(1) 42 66 66 82
71, RUE DU FOUG-ST-HONORE, 75008 PARIS

صلى الله عليه وسلم

ÉCONOMIE

AUX ORIGINES DU REPOS HEBDOMADAIRE

Le dimanche interdit

Ce sont les conflits entre les commerçants et le désir de moralisation qui ont abouti à la fermeture dominicale des magasins.

par FRANCIS et CATHERINE DÉMIER (*)

« Une campagne pour le repos hebdomadaire est une gymnastique fortifiante, un entraînement salutaire à la lutte qui doit pour tous réduire le temps de travail journalier. » Ce jugement de Luquet, responsable de la CGT, dans le *Mouvement socialiste* de juin 1906, pourrait être repris par ceux qui à l'heure actuelle défendent le repos du dimanche et situent cette conquête dans l'« héritage » intangible des acquis sociaux arrachés par le mouvement ouvrier. En réalité, c'est très tardivement et après bien des hésitations que le mouvement ouvrier a associé cet objectif à son combat, et c'est largement par une illusion rétrospective que l'on considère le « repos du dimanche » comme le fruit de batailles militantes.

C'est une loi du 18 novembre 1814, imposée par l'esprit de la Restauration, qui ouvre le débat contemporain sur le repos du dimanche en lui donnant un caractère obligatoire. La monarchie restaurée entend revenir à la pratique traditionnelle du repos dominical observée sous l'Ancien Régime, et s'oppose au libéralisme bourgeois issu de 1789 qui, au nom de la liberté du travail et du progrès, souhaite mobiliser la main-d'œuvre à un moment où s'engage la révolution industrielle.

En dépit de la loi, le respect du repos du dimanche reste très inégal dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Dans les manufactures, le libéralisme l'emporte et il est très courant que l'on contraigne les ouvriers à passer au moins une partie de leur dimanche à entretenir les machines. Mais le travail échappe alors largement à la régularité des contraintes de l'usine et l'ouvrier ajoute parfois le « saint Lundi » au repos du dimanche. Dans la province rurale, le dimanche est encore souvent un moment privilégié de la vie d'échanges. En revanche dans l'artisanat urbain traditionnel qui domine encore l'activité économique, le repos du dimanche est largement respecté.

C'est le courant républicain qui s'oppose avec le plus de vigueur à l'idée traditionnelle du repos du dimanche. Après une première initiative, en mars 1848, une loi de 1880 abolit la contrainte du repos obligatoire le dimanche, considéré comme un legs archaïque et clérical de l'Ancien Régime par des républicains qui associent intimement l'association politique et libéralisme social.

Un « contre-feu » social

Cette orientation libérale de la nouvelle législation n'a en fait que peu d'impact sur une économie qui traite la question du repos du dimanche selon ses propres contraintes. Au tournant des années 1880 s'affirme plus clairement le monde de la grande usine soucieuse de contrôler et stabiliser sa main-d'œuvre. Pour supporter un travail plus monotone et contraignant, le repos du dimanche est compris de plus en plus comme une nécessité. Selon la commission du travail de l'Assemblée nationale, en 1891 près de 80 % des usines l'ont adopté. Dans les grands magasins — le *Bonheur des dames* de Zola le montre avec clarté — le repos du dimanche, « où l'on jette son argent » à la volée, est respecté. Par contre il est presque inconnu dans la petite entreprise urbaine — particulièrement dans l'alimentation, le vêtement — où la pression de la crise et de la concurrence exige des horaires de plus en plus longs.

Dans la mesure où le repos du dimanche est déjà largement pratiqué, c'est plus pour trouver un contre-feu « social » aux questions de salaires et de limitation du temps de travail soulevées par des luttes ouvrières qui s'amplifient en

fin de siècle, qu'un mouvement mené par les élites sociales se développe en faveur du repos du dimanche au tournant des années 1890. Lors de congrès internationaux en 1889 et 1900, des libéraux comme Léon Say, Frédéric Passy, Paul Leroy-Beaulieu, Jules Siegfried, des catholiques comme Henri Lorin, La Tour du Pin, Emile Cheysson (porte-parole de l'école de Le Play), soulignent la nécessité de lutter contre les effets pervers du libéralisme et de faire du combat pour le repos du dimanche le premier pas vers l'établissement d'une union des classes, la restauration de la famille ouvrière et de la sobriété des travailleurs.

De grands industriels — les dirigeants des compagnies de chemin de fer en particulier — des « Comités pour le repos hebdomadaire » animés par l'œuvre des cercles catholiques, des associations protestantes, des cercles d'ingénieurs se regroupent dans la Ligue populaire pour le repos du dimanche, qui atteint sept mille membres. A Lyon par exemple elle rassemble soyeux, magistrats, ingénieurs, membres du clergé... Les catholiques, dans le sillage d'Albert de Mun, de l'Action catholique, jouent un rôle primordial dans l'animation du mouvement. Ils contribuent à privilégier l'idée de « repos du dimanche » et non celle de « repos hebdomadaire », idée nouvelle avancée désormais par les républicains. Ils préconisent avec l'abbé Garnier l'intervention de l'Etat alors que l'Etat se fient à la « spontanéité des progrès sociaux » pour établir le repos du dimanche.

Les radicaux, force montante de la fin de siècle sont, eux, partagés entre les adeptes du solidarisme, prêts à rejoindre les mouvements confessionnels pour obtenir une loi,

et le gros d'un parti persuadé que cette loi pourrait être fatale au petit commerce, à la petite entreprise, « force sociale la plus saine », et par ricochet à l'électorat du parti. L'anticléricalisme apporte à ces derniers une justification toute faite qui oppose encore la tradition républicaine au repos du dimanche. Socialistes et syndicalistes restent gênés face à un mouvement mené par des notables et ne veulent pas dissocier dans leurs projets le repos hebdomadaire de la lutte en faveur de la journée de huit heures.

Terreur dans le petit commerce

Le 13 juillet 1906, dans un climat marqué par de grandes luttes ouvrières et alors que la France reste seule parmi les grandes nations à ne pas disposer de législation sur ce point, une majorité « introuvable » se dégage pour voter massivement la loi sur le repos hebdomadaire. Dans une Chambre dominée par des radicaux finalement convertis à l'utilité d'une mesure législative, la majorité qui vote le projet s'étend des socialistes aux catholiques conservateurs. La loi pose deux principes distincts : le repos hebdomadaire « interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même salarié » et doit avoir une durée minimum de vingt-quatre heures consécutives ; ce repos hebdomadaire doit avoir lieu le dimanche. La loi donne enfin aux préfets le droit d'autoriser d'éventuelles dérogations et étend la question du paiement des temps de repos.

Aussitôt votée, la loi est l'objet, surtout à Paris, d'une vive hostilité du petit patronat alors qu'elle ne fait qu'entériner une situation de fait pour la grande entreprise. Chez les commerçants qui appliquent sans réticence la nouvelle loi, la concurrence de ceux qui, n'utilisant pas d'employés, peuvent rester ouverts le dimanche, suscite des conflits incessants. Aussi le petit patronat s'emploie partout à boycotter la loi par les moyens les plus divers : transformation en coopératives à l'abri de la loi, repos donné par roulement et dès lors incontrôlable, multiplication des fêtes locales soustraites à la loi, sur l'initiative des conseils municipaux, blocage des ventes pour les boulangers... La Fédération des commerçants dénonce « une véritable terreur dans le petit et le moyen commerce », sous la pression, déjà, des grands magasins et des coopératives.

Le Parti radical, responsable de la loi par son poids dans l'Assemblée, répond à cet appel dès l'automne 1906 et engage le gouvernement à accorder par le biais des préfets un nombre de dérogations tel que la loi est bientôt vidée de son contenu dans les secteurs du commerce, là où précisément elle représentait un réel changement. Dès lors, c'est la CGT qui entraîne les préfets à « tenir bon » pour défendre cet « acquis social ». Le soutien le plus ferme de la loi vient des syndicats d'employés qui voient en elle un moyen de s'arrimer à la législation sociale ouvrière à un moment où ils se sentent menacés de prolétarianisation.

Fermer les boutiques

La loi de 1906, qui obligeait à ne pas faire travailler les salariés le dimanche mais ne contraignait pas les entreprises à fermer leur porte, était en fait impraticable. C'est pourquoi le ministère du travail obtint en décembre 1923 le vote d'une loi qui rendit obligatoire la fermeture des établissements commerciaux le dimanche « sauf à première demande des contraintes bien spécifiées de la vie sociale ». Renforcé par la guerre, l'Etat était parvenu à s'imposer désormais comme arbitre du conflit entre patrons et salariés pour fixer les cadres d'une loi qui fonde la législation actuelle.

La portée de la loi de 1906 qui est la base des références contemporaines peut paraître dès lors bien limitée puisque, pour une majorité des salariés, le repos du dimanche est déjà une réalité au moment où elle est votée. Le problème auquel elle s'attaque est en fait celui de la petite entreprise qui, par son poids économique et social en France, est parvenue à faire obstacle — même après le vote de la loi — à l'extension dans ses rangs d'une pratique qui avait été reconnue assez tôt comme une nécessité par le grand capitalisme, y compris par celui des grands magasins. En donnant à la législation un contenu plus étendu et plus rigoureux en 1923, l'Etat s'appuyait sur un très large consensus, des catholiques conservateurs à la CGT. Il montrait aussi que le repos du dimanche n'était pas un acquis social comme les autres, mais un élément constitutif d'une société organisée.

(*) Respectivement maître de conférences à l'université Paris X-Nanterre et fibre de l'ENA.

LA VOGUE DE L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE

Les « vertus » du travail au noir

par PIERRE PESTIEAU (*)

Faut-il lutter contre le travail au noir ? Dans certains milieux et à certaines époques, une réponse nette et précise allait de soi. Aujourd'hui, dans un pays comme la France, ce sujet divise l'opinion selon une ligne de partage qui ne correspond pas nécessairement au clivage gauche-droite. L'extension actuelle de l'économie souterraine, dans les pays développés notamment, impose pourtant une réflexion urgente.

La question de la lutte contre le travail au noir en appelle une autre, préalable : celle de sa nocivité. Sur ce point, la réponse peut varier selon que l'on occupe le point de vue de la morale, du droit ou de l'économie. A titre d'illustration, prenons l'exemple de fausses factures qui permettent de construire une piscine privée dans le jardin d'un élu municipal. Légèrement, une telle action est condamnable, amnistie ou pas. Moralement, elle sera sanctionnée par la presse et l'électorat dans certaines régions ; elle semble acceptée dans d'autres. Économiquement, en période de creux conjoncturel, cet emploi de ressources sous-utilisées peut se révéler souhaitable.

Restons dans le domaine économique et jouons les ingénieurs qui s'étonnent qu'on puisse trouver des vertus au travail au noir. Y a-t-il vraiment des arguments pour soutenir que le travail au noir a des conséquences heureuses sur la production nationale et sur la manière dont elle est distribuée entre les ménages ? En fait, il y en a beaucoup. Nous en retiendrons deux, les plus sérieux, l'un touchant à l'efficacité de la production et l'autre à la redistribution des revenus.

Le premier argument, d'inspiration libérale, s'appuie sur le principe que nos économies mixtes souffrent de trop d'imposition et de trop de réglementation. La pression fiscale et les règlements économiques nuisent au fonctionnement normal du marché, compromettent la compétitivité des entreprises et contribuent à la croissance du chômage. Dans ce contexte, le travail au noir qui se développe en marge de cette structure rigide introduit dans une partie de l'économie la liberté, la flexi-

bilité et la rentabilité dont elle a tant besoin.

Dans un style plus polémique et plus imagé, on lit parfois que le travail au noir permet d'augmenter l'emploi et l'investissement dans un système figé par la gourmandise étatique, le protectionnisme patronal et la superprotection sociale. Ce serait la bouée qui permet au système de ne pas sombrer.

Le second argument, que l'on rencontre jusque dans certains milieux syndicaux, confère au travail au noir des vertus de régulation. Il pallie les déficiences du marché ; il donne aux plus défavorisés des possibilités d'emploi et de ressources que leur refuse l'économie officielle. Cette thèse du travail au noir compensant les pertes de pouvoir d'achat dues à la crise lui donne une légitimité que le seul argument de l'efficacité économique lui refusait à gauche.

Concurrence déloyale

Ces deux arguments ont une certaine force et contiennent une vérité incontestable. Cependant, leur validité en ce qui concerne un pays comme la France est limitée. Il est indéniable que le travail au noir conduit à certains avantages pour l'employeur qui y recourt, pour le travailleur qui en tire des revenus et, éventuellement, pour le consommateur qui bénéficie d'un prix plus bas. Mais, dans l'ensemble, la marge ainsi partagée est perçue aux dépens d'autres entreprises, d'autres travailleurs et d'autres consommateurs.

Même diagnostic quand on met l'accent sur le défaut de protection que donnent les règlements : absence de Sécurité sociale et de protection contre les accidents pour le travailleur, absence de recours en cas de malaise pour le consommateur. Enfin, du point de vue de l'efficacité, le travail au noir introduit une forme exacerbée de concurrence déloyale avec pour implication une double distorsion : implication entre employeurs qui recourent au travail au noir et employeurs « honnêtes », entre travailleurs au

noir et travailleurs déclarés. Pour que ces distorsions puissent se défendre, il faudrait démontrer que les secteurs d'activités qui ne bénéficient pas du travail au noir méritent un tel handicap fiscal et légal.

En résumé, on peut estimer que la pression fiscale et les règlements de toute nature nuisent à l'efficacité économique et que, du coup, l'idéal serait d'en diminuer le poids, mais, sans rares exceptions, cette proposition ne se trouve pas réalisée par le développement du travail au noir sévissant dans certains secteurs — choisis précisément parce qu'ils échappent aisément au contrôle de la loi et du fisc.

Quant à l'argument du travail au noir rééquilibrant les situations de pauvreté et de chômage, il ne tient pas davantage. Des études empiriques montrent que les inégalités existant sur le marché officiel du travail sont transposées et reproduites sur le marché de l'emploi au noir. Les pauvres et les chômeurs ont un niveau de formation et de qualification faible. De plus, ils n'ont guère de relations sociales. Il n'est pas étonnant que les emplois offerts dans l'économie souterraine soient davantage exercés par des gens ayant déjà un emploi que par des chômeurs. Certes, il arrive aussi que des allocations sociales cumulent prestations et emplois au noir, mais des travaux récents révèlent que ces cas de perception abusive de prestations sont rares. C'est parce qu'ils choquent qu'on en parle beaucoup.

Tant sur le plan de l'efficacité que de l'équité, le travail au noir ne paraît pas être une bonne chose pour l'économie nationale. Ses rares vertus sont dominées par ses nombreux effets négatifs : perte de recettes fiscales, exacerbation des inégalités sociales, concurrence déloyale, exploitation des travailleurs et perte de respect pour la loi.

Il faut donc lutter contre le travail au noir.

Reste à savoir comment et jusqu'à quel point. Il ne sera jamais possible de supprimer entièrement le travail au noir, il s'agit donc plutôt de le maintenir en dessous d'un seuil raisonnable, aujourd'hui largement dépassé. L'expérience aussi enseigne qu'il faut préférer les solutions incitatives aux mesures répressives.

(*) Professeur d'économie.

Diplômés Grandes Ecoles, DEA, DESS, Bac + 5
MANAGEMENT EUROPEEN
des **RESSOURCES HUMAINES**
Mastère Spécialisé
du Groupe ESC CLERMONT
Avec l'appui de FIAT Fondation Agnelli, Ibermática, Liaisons Sociales, Merck Sharp Dohme, Michelin, Quaternaire Education, Rhône Poulenc...
RENSEIGNEMENTS
73.92.39.71 ou 4 Bd Trudaine - 63037 CLERMONT CEDEX



3^e CYCLE SPÉCIALISÉ
FINANCE D'ENTREPRISE
ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion financière quotidienne des entreprises.

FORMATION :

du 2 Octobre 1989 au 29 Juin 1990.

ADMISSION :

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
TÉL (1) 42 70 34 80-42 70 90 95 Yvette CARIOU

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

ENQUÊTE
LES LYCÉES CRAQUENT

Bonne nouvelle : on accueille 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'insurgent.

FRANÇAIS / PHILO
LES SUJETS DU BAC '89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session '89. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION

LES FORMATIONS AU JOURNALISME

SOCIÉTÉ

LES LANGUES RÉGIONALES À L'ASSAUT DES ÉCOLES

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 140 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

orientations
SERVICE

Des écoles vous informent
sur les filières
et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS
et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :
Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75008 PARIS
(réponse par courrier uniquement).

N.° Mille _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Age _____

Niveau d'études actuel _____

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce Gestion	<input type="checkbox"/> Expression Visuelle
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formations Adéquates Appliquées
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce Gestion Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion de Personnel
<input type="checkbox"/> Administration Militaire Commissariat	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Cinéma	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Management Hôtelier
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Marche de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Optique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Professeur Délégué
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Secours le Régional
<input type="checkbox"/> Design Industriel	<input type="checkbox"/> Secours le Département
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
	<input type="checkbox"/> Système de Mode
	<input type="checkbox"/> Tourisme
	<input type="checkbox"/> Transport

La chronique de Paul Fabra

S'il suffisait d'aller répétant « Partageons, partageons » pour être cru sur parole, le socialisme, sous sa forme pure et douce, que d'aucuns déclarent moribond ou oublié, serait prêt à renaitre de ses cendres. Servant de leitmotiv au texte publié à la fin du mois de juillet par Lionel Jospin et ses amis en guise d'apport à la discussion pour préparer le congrès du PS qui se tiendra en mars prochain à Rennes, l'appel au partage, avant même qu'on sache comment il pourrait se traduire dans la réalité, est devenu le mot d'ordre de tous ceux qui s'activent au sein de cette formation politique pour donner au futur rassemblement de ses délégués le maximum de rayonnement. Ce qu'il en résultera en fait de doctrine et de résolution, on ne le sait pas encore. L'essentiel de l'impact recherché — et possible — serait, précisément, dans les préparatifs.

L'occasion paraît bonne à certains ministres, et non des moindres, de faire savoir, par des intermédiaires de rencontre, suscités par des rapprochements de circonstance entre tendances rivales et sous-courants, ce qu'ils pensent — ou ce qu'ils voudraient que les militants pensent qu'ils pensent — de la « méthode Rocard », laquelle, comme l'a reconnu généreusement le maître de Mulhouse, député du Haut-Rhin (et proche de Jean-Pierre Chevènement), Jean-Marie Bockel, n'est pas à jeter aux orbes en bloc. Quant au premier ministre, on sait à quels travaux d'Hercule il va se livrer pour répondre à l'attente. Quelle que soit son intention de soustraire l'action gouvernementale aux luttes d'influence liées aux débats internes du parti, il doit en tenir compte à l'occasion de chacune des décisions qu'il a à prendre, quitte à céder là pour mieux résister ailleurs (sur le statut des PTT par exemple) aux pressions.

On aurait sans doute tort de s'étonner du retour au thème traditionnellement dominant la gauche. Henri Emmanuelli est dans son rôle quand il déclare : « Le problème de la redistribution demeure la vraie question. » Il était clair, au moins depuis l'automne dernier, que le temps était venu pour les socialistes de sortir du discours quasi exclusif sur la rigueur et l'im « contraintes » économiques. Insolite est toutefois le détour par lequel on est passé pour en revenir à la priorité donnée au « partage ». Serait-il possible que l'origine soit le moins ambiguë de la démarche en marche par avance les limites ? La pourrait être la

revenge de Michel Rocard : qui voulait le prendre au piège serait pris à son jeu.

Dans leur nouveau livre publié (chez Flammarion) sous le titre des *Héritiers*, mes confrères Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhousseau racontent que l'inspiration de ce retour n'est autre que Claude Allègre, le célèbre géophysicien (il a reçu le prix Crafoord, le « Nobel » de la géologie) qui s'est pris de passion pour l'économie politique et la politique tout court. M. Allègre est aussi un ami personnel de Lionel Jospin, auprès de qui il occupe les fonctions de conseiller technique ; il est également député au Parlement européen. L'idée que le concept de partage n'avait rien de dépassé, qu'il pouvait, au contraire, servir de fondement à une réflexion renouvelée sur la politique économique et la société lui serait venue en lisant un auteur américain qui a fait beaucoup parler de lui, il y a deux ou trois ans aux États-Unis, pour un ouvrage publié en 1988 en français sous le titre de *Économie du partage* (1).

Cependant, le propos de Martin Weitzman était aux antipodes de ce que, traditionnellement, la gauche entendait par redistribution du revenu national. S'inspirant du système japonais du bonus qui, dans les années de haute conjoncture, peut représenter jusqu'à la moitié du salaire et dans les années de vaches maigres beaucoup moins, il préconisait un système de rémunération variable étroitement lié aux résultats de l'entreprise. Celle-ci, au lieu de licencier en période de récession, modulerait la masse salariale en conséquence par compression des primes annuelles généralisées.

La solution reviendrait, dans les faits, à instituer une solidarité jouant dans les deux sens, pas seulement dans celui dont il est le plus souvent question dans les programmes politiques, la solidarité des employeurs et des « riches » s'exerçant en faveur des salariés et des moins bien nantis, mais la solidarité automatique de ces derniers vis-à-vis de l'entreprise, le système se proposant de lui assurer, dans le dessein d'éviter les crises de chômage, une sorte de profit minimum. Voilà à quelles étranges constructions aboutit souvent cet exercice favori des intellectuels des deux

Partageons, partageons

côtés de l'Atlantique : la transposition d'un modèle étranger dans un milieu qui n'est pas le sien.

Il n'empêche que le livre de Weitzman a reçu un excellent accueil que confirme, semble-t-il, l'engouement qu'il a suscité dans l'esprit de l'ami de Lionel Jospin. La raison de ce succès est peut-être que ses lecteurs ont été heureux d'y trouver, pour expliquer la répartition des revenus, une analyse ne tournant pas autour du pot. Ce qui va au salaire est avant tout le profit, et ce qui est restreint, c'est la « rémunération du travail » accordé la part allouée au profit.

Dans les circonstances d'aujourd'hui, le risque politique ne serait donc pas très grand pour qui nourrirait sa réflexion sur le partage de la thèse exposée par l'auteur américain, lequel pourrait bien avoir lui-même puisé dans les travaux d'un Prix Nobel d'économie, le Britannique James Meade (dont les suggestions, soit dit en passant, précèdent parfois d'une vision de la réalité à travers les seules grandeurs statistiques). La croissance est vigoureuse dans la plupart des économies occidentales : la solidarité a donc toutes chances de ne jouer que dans le sens favorable au plus grand nombre. Resterait à déterminer quelles formes privilégiées devrait et pourrait prendre la « redistribution » sous un gouvernement de gauche.

La « méthode Rocard », prise à partie, mais non « rejetée » en bloc, par une majorité des participants à la préparation du congrès — par les plus déserts d'entre eux en tout cas — n'aurait-elle pas, en définitive, un atout qui s'appelle une meilleure adhésion à la réalité ambiante ?

CELA nous amène à dire un mot du phénomène, peut-être le plus important, qui a marqué l'évolution, au cours des dernières années, de la pensée de gauche. Si celle-ci se réclame aujourd'hui sans complexe — et la « précontribution » de Lionel Jospin ne s'en fait pas faute — de ce qu'elle appelle la « culture de gouvernement », c'est parce qu'elle s'est débarrassée d'un vergette qui la paralysait. C'est ce vergette qui faisait la force du Parti communiste et la faiblesse relative, vis-à-vis de son partenaire, du Parti socialiste. Ce dernier a donc tout intérêt à ne pas en

recréer les conditions. Cela pourrait, à la longue, profiter, sinon au PC, du moins à d'autres concurrents (pourquoi pas aux Verts ?).

A partir du moment où l'on rejette, fût-ce en paroles, la société dite capitaliste, on se met, sur la place publique, en position d'infériorité vis-à-vis de ceux qui, s'assignant en théorie le même changement radical, se vantent de ne pas refuser les moyens de l'atteindre, et de l'atteindre le plus vite possible. C'est ainsi qu'on a vu, il y a une bonne douzaine d'années, le PS en porte-à-faux dans le débat sur les nationalisations. Il avait, en 1972, signé avec les communistes (et une fraction du centre gauchiste) le Programme commun, mais voilà qu'en 1977 il prétendait définir avec précision la liste des entreprises à faire passer dans le domaine public pour éviter d'y englober certaines filiales. Si la « socialisation » des grands moyens de production est en soi une bonne mesure parce qu'elle hâte la « rupture » avec le capitalisme honteux et vilipendé, pourquoi en mesurer chichement le champ d'application ? L'argument du « toujours plus » est, ici, difficilement tenable ; sa force maléfique vient de ce qu'il est en réalité un « toujours moins » (une soustraction, dans notre exemple, la masse des biens et des valeurs échangeables) déguisée en disposition de caractère positif. Il tourne la tête comme l'attrait du vide.

C'est pourquoi le maniement de l'argument d'égalité est difficile. En France, les revenus du capital et les revenus salariaux se partageraient respectivement 30 % et 70 % des revenus (le valeur ajoutée) dite disponible, une fois déduites les charges fiscales et autres. Dans un pays comme le Mexique, la proportion serait à peu près inverse : 64 % et 36 %. Ces évaluations, y compris les françaises, sont très grossières, ne serait-ce que parce que certains salaires — les plus élevés — pourraient être considérés partiellement comme des profits (la confusion est particulièrement nette quand une partie de la rémunération des cadres les mieux payés est versée sous forme, par exemple, de stock-options), et vice-versa. Elles représentent toutefois des ordres de grandeur marquant le sens d'une évo-

lution. L'inégalité décroît avec le développement économique, mais, d'un autre côté, celui-ci est entravé chaque fois que l'on s'oppose à rémunérer les talents au prix du marché (le débat ouvert sur les PTT porte en partie sur cette question). De cela il résulte que, si le pouvoir politique veut, à toute force, se substituer à l'évolution « naturelle » d'une société progressive vers moins d'inégalité d'ensemble, il risque de manquer son objectif et de gripper la machine économique.

Ce qui vient d'être dit de l'inégalité des revenus est encore plus vrai de l'inégalité des patrimoines, à ceci près que cette dernière est, encore plus que la première, consubstantielle au fonctionnement d'une économie « capitaliste ». Comment disposer d'un capital sans l'accumuler ? Mais, si cette inégalité est présentée a priori comme un scandale politique, aucun impôt n'est assez contraignant pour le faire cesser. En 1981, certains socialistes, dont Laurent Fabius, avaient évoqué la possibilité de taux très élevés, de l'ordre de 8 %, pour l'impôt sur les grandes fortunes, alors en gestation. Tout cela est bien oublié. Reste que, si l'objectif premier est non pas d'appréhender sous tous ses aspects la faculté contributive de tous les assujettis, mais de réduire des inégalités « choquantes », les considérations rationnelles passent au second plan pour le choix du meilleur taux. Le meilleur est « relatif » le plus élevé. Le projet de création d'une cinquième tranche imposée à un taux supérieur à 1,1 % (on avait parlé de 1,3 % ou 1,5 %) pour l'impôt de solidarité sur la fortune est, au petit pied, une illustration de ce principe.

Si, pour la gauche socialiste, l'orientation la plus conforme à son esprit pour mieux répartir les fruits retrouvés de la croissance passe par une amélioration en profondeur des services publics (éducation nationale, aménagement des villes notamment), une politique cherchant à élargir l'assiette de l'ISF, quitte à en abaisser le taux, une politique visant à décharger le budget de l'Etat du rôle d'actionnaire (et donc de pourvoyeur de capital par l'assouplissement, sinon l'abandon, de la règle absurde du « vote nationalisé » ni « privatisation », paraît, à terme, plus conforme aux besoins de la politique et de l'économie que les partis pris inverses.

(1) *L'Économie du partage*, de Martin Weitzman. L'Expansion-Hachette, 224 pages, 95 F.

MALAISE ÉCONOMIQUE ET CHANGEMENT POLITIQUE

Le point de rupture

DES variations sensibles de l'indice de désagrément économique ont presque toujours coïncidé avec des changements de majorité politique dans les quatre grands pays occidentaux : Allemagne, États-Unis, France et Royaume-Uni. Cet indice résulte simplement de l'addition en valeur absolue du taux d'inflation (hausse des prix de détail) et du taux de chômage par rapport à la population active.

Si l'indice est très élevé, c'est qu'il y a dans le pays concerné beaucoup d'inflation et/ou beaucoup de chômage. La vie y est alors fondamentalement désagréable, notamment pour les salariés, qui forment désormais la grande majorité des électeurs dont les emplois sont précaires et les salaires ne peuvent en général suivre les hausses de prix. Les électeurs auraient alors une forte tendance à rechercher un changement de majorité politique, afin que soit appliquée une autre politique économique.

Cette situation a été celle du Royaume-Uni : en 1974, avec un indice de plus de 27 (passage d'Edward Heath à Harold Wilson), à nouveau en 1979 avec 18 contre 13 l'année précédente (passage de James Callaghan à Margaret Thatcher), des États-Unis en 1980 avec un indice de 20 en hausse depuis deux ans (passage de Jimmy Carter à Ronald Reagan) et de la France en 1981 avec également 20 en augmentation constante depuis 1979 (passage de Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand).

Si cet indice est à un niveau plus modéré, c'est qu'au moins l'un des deux taux — de chômage ou d'inflation — est faible. Si le chômage est faible, les salariés supportent mieux une certaine dose d'inflation, puisque celle-ci ne les prive pas d'emplois : c'est la situation actuelle des États-Unis. Si le taux d'inflation est faible, quand le chômage reste élevé, les salariés qui ont un emploi sont relativement satisfaits et font nombre dans les élections : c'est la situation actuelle de la France,

bien que l'indice de désagrément y soit, en valeur absolue, beaucoup moins bon qu'aux États-Unis.

En France, quand le général de Gaulle quitte le pouvoir, l'indice est bon. Il ne le restera pas longtemps. La dévaluation de l'été 1969, sans plan d'accompagnement, provoque le retour de la hausse des prix. Le plan d'eucardement des crédits en francs de 1974, sans que soit pris en compte le quadruplement du prix du brut, provoque une poussée de chômage qui ne pourra jamais être résorbée.

Après un plateau, l'indice ne fera que croître régulièrement de 1979 à 1981. Peut-on considérer cette évolution comme étrangère au renversement de majorité de 1981 ? Probablement pas. Mais peut-on aller jusqu'à dire que ce changement était inscrit dans l'évolution de l'indice ? On peut en tout cas le penser.

Une autre politique

Le changement de majorité parlementaire de 1986 n'ayant pas entraîné de modification substantielle, la stabilité l'a emporté autour de la majorité présidentielle. L'indice est aujourd'hui sur un plateau. Il exprime le fait que notre lutte contre la hausse des prix est arrivée à ses limites et que, pour faire baisser substantiellement le chômage, il faudrait une autre politique économique, qui serait sûrement un peu plus inflationniste. Le gain politique risquerait d'être mince, et cette politique comporterait certainement des risques (sortie du SME, problèmes budgétaires et fiscaux...).

Si l'on regarde maintenant l'évolution de l'indice américain, il est curieux de constater que cette évolution est semblable à celle de l'indice français jusqu'en 1980. Après le mauvais indice américain de 1975, l'élection présidentielle de 1976 fait passer la Maison Blanche d'un républicain

L'alliance du chômage et de l'inflation suscite le désir de changer de gouvernement ou de majorité.

par CHRISTIAN BORROMÉE (*)

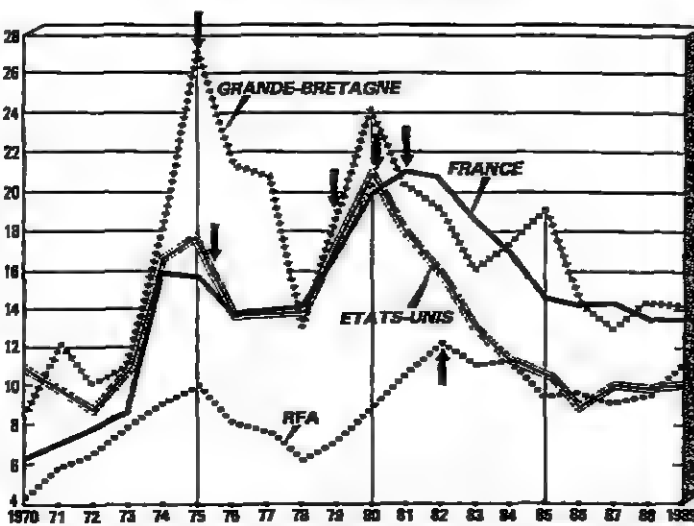
à un démocrate, de l'accord Gerald Ford à Jimmy Carter. Puis la mauvaise évolution entraîne, fin 1980, le retour d'un républicain à la tête des États-Unis.

L'évolution politique se fait aux États-Unis et en France dans un sens opposé, mais ces deux changements de majorité croisés se produisent au moment même où

reuses font rapidement baisser l'indice de désagrément aux États-Unis. L'évolution favorable française est beaucoup plus tardive et plus lente. En outre, les deux politiques américaine et française divergent.

Tout l'effort est mis aux États-Unis sur le recul du chômage, avec le maintien d'une certaine

Des constats comparables dans les pays industrialisés



Depuis 1970, dans les quatre pays, les mouvements de l'indice de désagrément économique (hausse des prix + taux de chômage) ont largement coïncidé.

L'indice de désagrément atteint dans chaque pays le sommet des 20. Cependant, à partir de 1981, les évolutions des deux indices français et américain ne sont plus semblables. Des mesures vigou-

fixe ces cours de change, et le chômage demeure donc nettement plus élevé qu'aux États-Unis.

L'indice français — en légère baisse — et l'indice américain — sur un palier très favorable en valeur absolue — n'incitent ni les électeurs français ni les électeurs américains à effectuer des changements politiques fondamentaux. Les deux présidents sont réélus, dont l'un en la personne de son vice-président.

Toutefois, il faut prendre conscience que les Américains ne pourraient guère descendre au-dessous d'un chômage de 5 % sans faire repartir la hausse des prix. Symétriquement, la France, paraît avoir atteint la limite basse de l'indice, ce qui signifierait que toute politique de forte diminution du taux de chômage ne pourrait que s'accompagner d'un certain retour de l'inflation.

De fortes coïncidences

En Royaume-Uni, la relation entre l'évolution de l'indice de désagrément économique et les changements de majorité paraît solidement établie. Sous le gouvernement Heath, l'indice britannique passe de 23 à près de 28, record absolu pour les quatre pays étudiés. Les élections de 1974 redonnent le pouvoir à M. Wilson et aux travaillistes. Après une certaine amélioration jusqu'aux environs de 13, l'indice repasse à 18 en 1979. M. Thatcher devient premier ministre.

Depuis, l'indice britannique a rejoint le niveau de l'indice français. Mais la politique économique suivie demeure plus heurtée dans ses conséquences : les variations des taux d'intérêt, et partant du cours de la Bourse, entraînent une hausse de l'indice des prix. La discipline imposée par la fixité des changes dans le SME ne touche pas le Royaume-Uni, alors que cette fixité impose à la France un cours de franc élevé et stable qui explique bien faible inflation et chômage élevé, le contraire de la situation britannique.

En Allemagne, où l'indice est beaucoup plus faible en moyenne

que dans les quatre autres pays, sa montée régulière de 1979 à 1982 s'achève par un changement de majorité, Helmut Kohl remplaçant Helmut Schmidt. On peut aussi noter que sa progression de 1971 à 1974 s'est terminée avec un changement de chancelier, Helmut Schmidt remplaçant alors Willy Brandt.

De 1982 à fin 1988, l'indice allemand a légèrement baissé ; mais il est depuis quelques mois sur une pente ascendante, du fait de la hausse des prix en République fédérale. Ce phénomène est dû, pour sa plus grande part, à la hausse des prix des produits importés, dont le pétrole. La baisse du deutchemerk sur le marché des changes en est le facteur fondamental, exogène à la structure même de l'économie allemande.

Toutefois, on comprend qu'avec des élections fédérales en 1990, le gouvernement Kohl s'inquiète de cette dégradation. Surtout si les experts allemands croient que les électeurs font inconsciemment la relation entre les composantes de l'indice, chômage et inflation, et leur volonté de voir appliquer une politique économique différente, c'est-à-dire d'avoir une vie plus agréable, ou moins désagréable.

En France, l'évolution récente de l'indice a été modérée. Les échéances électorales sont lointaines. Il faudra regarder de très près l'évolution de l'indice à partir de 1991. Les prochaines élections françaises se joueront autour de programmes économiques proposant des solutions qui permettent de faire baisser notre niveau de chômage, sans pour autant faire monter le niveau des prix.

En attendant, c'est moins par mois qu'il va falloir suivre l'évolution de l'indice allemand qui, par ses mouvements, devrait apporter une aide précieuse dans la prévision du résultat des prochaines élections générales outre-Rhin. Les coïncidences sont, depuis plus de quinze ans, trop constantes pour ne pas penser qu'une évolution substantielle de l'indice de désagrément économique dans un grand pays occidental entraîne avec lui un changement de majorité politique.

(*) Membre de la Société d'écono-

صبراً على الأهل

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

SOLVING
International

recherche

Consultants de Haut Niveau

Voici pourquoi notre société est susceptible de vous intéresser :

■ Notre activité de conseil est fondée sur la **PERFORMANCE** stratégique et opérationnelle avec, au premier chef, une éthique de résultats significatifs.

SOLVING intervient dans l'élaboration et la mise en place de stratégies de développement et d'organisation.

SOLVING est au service de grandes entreprises en Europe et aux États-Unis souvent leaders dans leur secteur.

SOLVING est une société internationale dont la taille apporte à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

SOLVING s'attache à être constamment à la pointe des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management.

■ Pour accompagner notre croissance, nous cherchons actuellement à intégrer dans nos équipes des **CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU** ; Ingénieurs, HEC, MBA, MS, Ph.D., ayant une première expérience professionnelle réussie et réunissant à un niveau exceptionnel les qualités suivantes :

- intelligence de la vie des affaires,
- largeur de vues et créativité,
- esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,
- forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.

■ Nous recherchons également des candidats parfaitement bilingues : français, américain, italien, espagnol, allemand, néerlandais.



■ Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Solving International
2, avenue de Messine - 75008 PARIS.

PARIS - LONDRES - NEW YORK
BOSTON - COLOGNE - BARCELONE

International

UNE MISSION D'ENVERGURE POUR UN HOMME DE DEVELOPPEMENT

Fort de l'assise internationale et du dynamisme du groupe d'ingénierie française auquel nous appartenons (950 personnes, 800 MF CA, 11 filiales) et de notre savoir-faire reconnu sur notre marché (80 % du marché national), notre société (100 personnes, 62 MF de CA) située à Soissons (Aisne 02) demeure le premier constructeur, assembleur "clé en main" français de matériel et machines (depuis la caméra à la filière) destinés aux industries de la céramique. Nous recherchons notre :

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Après de notre PDG, après une période d'audit de l'entreprise, vous êtes responsable, en vous appuyant sur une structure de production d'étude et de gestion dont vous êtes l'animateur et le coordinateur, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement technique et commercial en France et à l'international s'articulant autour des 3 axes suivants :

- accroître et développer notre présence sur les marchés que nous maîtrisons,
- chercher et opérer une diversification de marchés en transférant notre savoir-faire,
- développer l'aspect ensemble et ingénierie de l'entreprise.

A 35-40 ans, Ingénieur diplômé grandes écoles (AM, ECAM, ICAM, IDN...), bilingue anglais, vous avez nécessairement une expérience réussie de 5 ans minimum de direction industrielle ou technico-commerciale ou de centre de profit autonome acquise dans des entreprises fabriquant des matériels (manutention, machines, biens d'équipement) destinés à l'industrie lourde (TP, sidérurgie, céramiques, cimenterie).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 2600/PM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



Région Sud Est

DIRECTEUR GENERAL

Leader européen dans les biens d'équipements industriels, cette entreprise française recherche pour une de ses filiales son Directeur.

En prise directe avec le Président du groupe, il assure l'adaptation de cette nouvelle filiale (400 personnes). Pour cela, il assume l'ensemble des responsabilités liées traditionnellement à la fonction : il est responsable de la mise en œuvre, de l'application dans les délais et de la coordination de la politique générale.

Ingénieur mécanicien de formation, il nous fait part d'une expérience professionnelle de plusieurs années comme Directeur Général d'une PME industrielle dans les biens d'équipement mécanique.

La forte notoriété de l'entreprise et du groupe, ses résultats, sa croissance actuelle et prévue sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 15/1294 F à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servant - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANEMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Monde
CADRES

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE proche de la région parisienne

recrute

1 COLLABORATEUR DU PRÉSIDENT

Il aura en charge les grands dossiers (enseignement, économie, aménagement du territoire, affaires européennes).
Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris (ou équivalent), titulaire ou non d'une première expérience.

Adresser candidature manuscrite, CV, photo d'identité et présentations s/rp 8481 à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Florian Mantione Institut

A.L.S.M.T recherche pour BEZIERS 1341



DIRECTEUR

Rattaché au Président de l'association, il gère et anime 37 salariés ayant en charge 5 200 entreprises adhérentes.

Agé d'environ 40 ans, de formation juridique ou gestion (niveau licence), il a déjà une expérience significative acquise en entreprise dans un service du personnel.

Envoyer C.V. + photo sous réf. LR 7897 au FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en recrutement, "Les Echelles de la ville" - BP 922 - 34067 MONTPELLIER CEDEX ou consulter la Définition de Fonction sur le MINTEL 3615 code SOFTEL.

Une usine de 2700 personnes, filiale d'un des premiers groupes industriels français, spécialisée dans l'assemblage de produits mettant en œuvre des technologies très variées et dotées d'équipements performants renforce ses structures et souhaite intégrer au sein du département technique.

UN CHEF DE SERVICE INDUSTRIALISATION

Ingénieur AM, IDN, INSA, ICAM, possédant une expérience de 5 à 6 ans acquise sur le terrain en milieu industriel et ayant fait la preuve de ses qualités de leader et d'animateur :

- il dirigera un service de 70 personnes (ingénieurs et techniciens),
- il définira les installations et les moyens de fabrication (produits de grande série),
- il participera aux plans Amélioration Qualité et Productivité.

Ce poste de haute technicité fait appel à de solides compétences en Automatismes et Robotique et implique de tenir compte des aspects économiques. Il s'adresse à un candidat possédant un bon sens de la communication et de la négociation.

Réelles perspectives d'avenir tant au sein de l'entreprise que du groupe.

L'entreprise est implantée dans le Nord de la France à 30 km d'une ville universitaire.

Ecrire en précisant prétentions

Sous réf. 36B 1326-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

JURISTE D'ENTREPRISE HAUT NIVEAU ET FORT POTENTIEL

Un groupe industriel français de tout premier plan (C.A. 20 milliards dont environ 50 % à l'étranger) souhaite renforcer sa Direction Juridique.

Nous recherchons un candidat de grande valeur, minimum DEA ou DESS en droit des affaires (une double formation droit français, droit anglo-saxon serait vivement souhaitée), ayant au moins 5 ans d'expérience réussie acquise dans un cabinet renommé ou une grande entreprise dont l'activité sera impérativement internationale.

En liaison directe avec les Directeurs opérationnels, il sera capable de traiter avec autonomie des opérations juridiques complexes (prises de participations, acquisitions, cessions, fusions, montages d'affaires,...) impliquant de solides connaissances financières et fiscales.

Talents de négociateur, imagination, rigueur et sagacité lui permettront de s'affirmer comme un interlocuteur avisé et efficace tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe.

Evidemment une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous saurons gérer le développement de carrière du candidat que nous recruterons.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1518-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



L'univers des matériaux
L'avenir des bioactivités

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités), C.A. 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CEMENTS LAFARGE - C.A. 7 milliards et 4700 personnes,

INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS alliez votre goût des relations publiques à vos compétences techniques

Votre mission

En lien étroit avec l'équipe commerciale et en amont de celle-ci, vous contribuerez à promouvoir et développer des solutions ciment/béton dans la route, sur la région parisienne et l'Ouest de la France.

Vos actions :

- la création d'un réseau de contact avec les décideurs laboratoires régionaux, maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage, entreprises,
- la conduite et l'animation des réunions régionales dans le cadre de campagnes professionnelles,
- la promotion par votre propre savoir-faire de la compétence des CEMENTS LAFARGE dans le domaine routier.

Ce poste convient à un ingénieur TP ou équivalent, disposant d'environ 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine routier comme chef de travaux ou au sein d'un laboratoire ou de services d'équipement.

Outre votre rigueur technique, ce sont votre dynamisme et vos qualités relationnelles qui feront votre réussite dans le poste.

La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 36 B 1488 - 9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Société filiale d'un groupe industriel international
leader sur son marché, recherche pour son
Département Céramiques Industrielles

CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL FRANCE ET EXPORTATION

Au sein du Service Commercial, en liaison étroite avec les services R&D et Fabrication, il assumera une double mission :

- entretien et amélioration d'un portefeuille existant ;
- développement de nouvelles affaires auprès de la clientèle High Tech.

Idealement, ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique ou matériaux, ayant 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques.

Un ingénieur débutant - de valeur - pourrait toutefois remplir ce poste après une période initiale de formation.

Anglais courant indispensable, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. 36 B 1445-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

UN QUALITICIEN PASSIONNE Pour animer un service assurance qualité

Une grande société française, leader Européen ou Mondial pour plusieurs postes de ses produits, rattachée à un groupe industriel de tout premier plan, recherche le Chef du Service Assurance Qualité d'une de ses usines (250 personnes).

Celle-ci, dotée d'équipements sophistiqués, fabrique des produits destinés au grand public, en utilisant des matériaux variés (plastique, aluminium, papier) et en mettant en œuvre des techniques diversifiées : complexage, enduction, extrusion, impression.

Le candidat recherché animera le service contrôle qualité et développera une démarche assurance qualité. Ce poste conviendrait à un ingénieur, généraliste ou chimiste, ayant 3 à 5 ans d'expérience qualité lui ayant permis d'acquies une solide méthodologie (la connaissance de nos techniques, sans être indispensable, serait un atout).

Sa rigueur, son dynamisme et ses excellentes qualités de contact en feront un interlocuteur reconnu auprès de nos grands clients industriels qui mettent en œuvre nos produits et auprès de l'ensemble de nos services qui concourent à leur étude, à leur réalisation et à leur commercialisation.

Poste à DUON.

Ecrire sous réf. 36B 1403-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Valeo

Eclairage
signalisation

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation. Elle recherche pour renforcer son équipe technique en charge des moyens de production de l'unité de Sens (800 personnes).

INGENIEUR EN AUTOMATIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

pour étudier, concevoir, réaliser l'automatisation de processus industriels et assurer la mise en œuvre de l'ensemble des outils de communication d'information de process.

Une formation d'ingénieur Généraliste avec de bonnes connaissances en automatisme et informatique industrielle ainsi qu'une première expérience (2/3 ans) de mise en place de lignes automatisées sont indispensables.

Réf. 36A 1830-9M

JEUNE INGENIEUR MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Adjoint du responsable de l'activité (service de 20 personnes), il se verra plus spécialement confier dans un premier temps la mise en place des investissements et du système de maintenance préventive.

Ingénieur AM, INSA, ECL... débutant ou disposant d'une première expérience, le choix se portera sur un candidat capable d'évoluer ultérieurement vers des postes d'encadrement en production.

Réf. 36A 1831-9M

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais et un bon potentiel permettront des évolutions de carrière motivantes au sein de la Division en France ou à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

Discretion absolue

etap

Valeo L'Equipement Automobile

CONSULTANT CONFIRME RECRUTEMENT

Nous sommes une équipe soudée de professionnels, animés par le même souci d'efficacité et de qualité.

Nous avons une conception exigeante de notre rôle de conseil et nos impératifs partagés par nos clients nous permettent de nouer avec eux d'étroites et durables relations de partenariat.

Nous souhaitons intégrer un nouveau consultant, capable d'assumer pleinement ses responsabilités de conseil en recrutement, d'utiliser des méthodes d'approche diversifiées (annonce, contact direct), de développer avec autonomie un portefeuille de clients.

Cette proposition s'adresse à un spécialiste du recrutement ayant plusieurs années d'expérience (en entreprise ou cabinet), diplômé de l'enseignement supérieur, si possible parlant anglais.

Nos entretiens nous permettront d'évaluer réciproquement votre potentiel et les larges perspectives que nous pouvons vous offrir.

Ecrire sous réf. 8.497

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

مكتبة الامم

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

350 000 +

PMI performante, CA 150 MF, leader en France dans son domaine, recherche pour seconder son DIRECTEUR GÉNÉRAL un cadre de valeur, compétent et motivé.

Sa mission :

- Le titulaire du poste assurera des fonctions à forte dominante comptable, financière et budgétaire mais aura la responsabilité de l'informatique, du juridique et du personnel.
- Il devra encadrer et animer une équipe de 20 personnes qui assurent le bon fonctionnement des différents services.
- Outre les responsabilités opérationnelles il jouera au sein du comité de Direction un rôle important d'information et participera à l'orientation stratégique de la Société.

Son profil :

30 à 35 ans, de formation supérieure, grande école de gestion + DECS apprécié, il devra disposer de solides compétences comptables et financières acquises au sein d'une entreprise performante (un début d'expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit serait souhaité). Les qualités de rigueur associées à un tempérament "d'entrepreneur" et à un sens commercial lui permettront d'intégrer l'équipe de Direction et d'assurer un véritable rôle de conseil auprès du Directeur Général.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1528-9M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

SECTEUR TERTIAIRE

Un groupe important et prestigieux regroupant de nombreux établissements de forte renommée dans des secteurs diversifiés, recherche son

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

600 000 +

Véritable professionnel, il assurera auprès de la Direction Générale un rôle stratégique tant sur le plan de la gestion du personnel (recrutements, salaires, gestion prévisionnelle, instances représentatives...) que sur la mise en œuvre d'un management social dynamique et novateur (Groupe de progrès - climat social - actions visant la mobilisation et la motivation du personnel...).

Ce poste de premier plan implique une formation supérieure solide (Droit - Grandes Ecoles...) une expérience de haut niveau minimum 10 ans garante d'une solide compétence dans la fonction personnel.

Une personnalité dotée d'un incontestable rayonnement personnel qui allie rigueur, créativité et prêt à partager et promouvoir l'éthique du groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1529-9M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Valeo

recherche pour sa division Véhicules de Tourisme à ST-OUEN un

Embrayages

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL A FORT POTENTIEL

Interlocuteur des directions techniques et des services achats des grands constructeurs automobiles, il définit les besoins, participe à l'élaboration des propositions (économiques et techniques), négocie la vente de notre gamme de produits.

A 27 ans minimum, vous avez enrichi votre formation d'ingénieur par une expérience significative en entreprise, dans une fonction technique (développement, essais) ou commerciale et vous souhaitez mettre en avant vos qualités relationnelles, votre dynamisme et votre volonté d'entreprendre. La connaissance du milieu automobile serait un atout supplémentaire pour appuyer votre candidature qui sera traitée de façon confidentielle par notre conseil.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 36 A 1523-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

etap

Valeo

L'Équipement Automobile

CADRE COMMERCIAL HAUT NIVEAU

Nous sommes une société commerciale, créée il y a deux ans, filiale de deux grandes sociétés papetières (française et scandinave).

Dans le cadre d'un fort développement lié, entre autres, à la proche réalisation d'un investissement industriel de très grande importance en France, nous recherchons un responsable commercial de premier plan.

Directement rattaché au Directeur de la Société, il aura un rôle clé dans la vie et le développement de l'entreprise :

- il assurera la commercialisation de nos produits auprès d'une large clientèle du secteur de la Presse,
- il participera aux décisions stratégiques et à la mise en place de la future structure commerciale.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation Grande Ecole et au minimum 5 ans d'expérience de la vente à l'industrie (une bonne connaissance du secteur de l'impression serait un atout),
- de solides qualités d'initiative, de dynamisme, d'esprit d'équipe et la capacité de négocier avec une clientèle de tous niveaux,
- une grande mobilité pour travailler sur toute la France,
- une pratique aisée de l'anglais.

Poste évolutif au sein d'une entreprise ayant des projets ambitieux.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1525-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Un puissant groupe multinational, nombreuses filiales France et étranger, produits Grand Public (marque de notoriété mondiale), recherche pour l'intégrer à la Direction Juridique de la Holding un

JURISTE D'ENTREPRISE DE VALEUR

350 000 F

Vous souhaitez traiter, à l'échelon national et international, des problèmes juridiques d'envergure dont les enjeux financiers sont importants.

Vous disposez d'une maîtrise de droit privé complétée par un DEA ou un DESS de droit des affaires. Vous avez 30 ans environ et une expérience de 5 ans acquise de préférence en entreprise. REJOIGNEZ LA DIRECTION JURIDIQUE de notre groupe.

Votre mission tant au sein de la holding qu'auprès des nombreuses filiales en France et à l'étranger, concernera principalement : • le droit des contrats : conception, analyse, négociation et rédaction des accords (contrats commerciaux, droit de la concurrence et de la distribution) ; • le droit de la propriété industrielle.

La réussite à ce poste important implique de solides compétences liées à une grande rigueur et à de bonnes capacités relationnelles.

Une bonne maîtrise de l'anglais est également nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 36 A 1526-9M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

L'EMBALLAGE : UN SECTEUR D'AVENIR

Un des "Grands" européens dans le domaine de l'emballage (800 personnes, CA 450 MF), doté d'équipements performants et ayant une politique d'investissement tournée vers la haute technologie (automatisme, robotique) offre un poste très formateur et évolutif au sein d'une de ses 3 usines à un

JEUNE INGENIEUR AM, IDN, HEI, INSA...

désireux de faire carrière en production

Ce poste s'adresse à un candidat disposant d'une première expérience de 2 à 3 ans acquise en milieu industriel, éventuellement débutant s'il a pu, lors de ses stages, faire preuve de ses aptitudes aux réalisations concrètes et de son goût pour la vie en usine.

Directement rattaché au Directeur d'usine, il débitera par le démarrage et la mise en route de nouvelles installations puis se verra confier la responsabilité d'un secteur de fabrication ainsi que celle de l'ensemble des investissements et des travaux neufs.

De larges perspectives d'avenir sont ouvertes au sein des différentes usines de la société pour un candidat dynamique et animateur alliant à des qualités de rigueur d'excellentes capacités relationnelles et souhaitant évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Poste situé à proximité d'Orléans.

Ecrire sous réf. 36B 1470-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Un parcours prometteur en marketing Débutant HEC - ESSEC - ESCP...

Une importante filiale d'un Groupe alimentaire français de tout premier plan, marques connues et renommées internationales, poursuit son développement et offre un poste

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Le titulaire du poste sera associé à des actions variées qui utilisent l'ensemble des techniques public-promotionnelles.

Une option et des stages dans la branche marketing de produits de grande consommation, la bonne pratique de l'anglais, une ouverture aux autres vous permettront d'être associé à un marketing très opérationnel dans le cadre d'une politique générale résolument prospective et novatrice.

De larges perspectives d'avenir existent dans la Société et le Groupe pour un candidat créatif et rigoureux capable d'amener une véritable contribution personnelle.

Ecrire sous réf. 36 A 1520-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

FRANCE
loto

FRANCE LOTO, c'est 6 jeux proposés au public (Loto, Loto Sportif, Tapis Vert, Tac-O-Tac, Loterie Nationale, Jeux Instantanés).

Dans le cadre du plus important site de traitement (500 personnes), nous offrons un poste de

JEUNE RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES

Sa mission concernera prioritairement 3 domaines d'intervention : la gestion de la formation, le recrutement et les mutations des effectifs non cadres, un rôle de conseil et d'écoute tant auprès de l'encadrement que du personnel.

Diplômé en Sciences Humaines (DESS), CELSA, ce cadre devra disposer d'une première expérience de 2 ans environ dans une fonction Ressources Humaines et plus particulièrement de la Formation.

Des qualités de contact et de rigueur favoriseront la réussite à ce poste et permettront ultérieurement un élargissement des fonctions aux domaines de la communication et de la gestion prévisionnelle.

Lieu de travail près de Roissy en France.

Ecrire sous réf. 36 A 1521-9M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PLUS PERFORMANT
QUE JAMAIS!CADRES GRANDES ÉCOLES
relevez le défi des années 90 dans notre
DIRECTION COMMERCIALE

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition, vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing. Après formation, vous exercerez des fonctions d'animation du réseau, de développements "marketing", d'organisation commerciale et de nouveaux services. Votre autonomie et votre volonté vous conduiront à prendre très rapidement des responsabilités. Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**
Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

Lille

250 - 300 KF +

Directeur du Département des relations sociales
et communication interne

Au sein de la D.R.H., vous allez participer à la réalisation du « Projet d'Entreprise » d'une grande banque régionale appartenant à un groupe national, en prenant en charge la responsabilité des relations sociales et l'animation de la communication interne.

Les relations sociales :

Vous assurez les relations avec les partenaires sociaux, notamment dans le cadre des négociations d'entreprise, veillez au bon fonctionnement des instances représentatives du personnel (comité central d'entreprise, comités d'établissement, etc.) et intervenez en assistance des présidents de comités d'établissement.

La communication interne :

Vous concevez et réalisez nos supports d'information (journal d'entreprise, vidéo, etc.), organisez les manifestations internes et, d'une manière générale, toutes actions entrant dans le cadre d'un marketing social mobilisateur.

Ce poste, qui nécessite de grandes qualités humaines et le sens de la négociation, s'adresse à un cadre (homme ou femme), de formation supérieure, et justifiant d'une expérience réussie au sein d'une direction des ressources humaines, de préférence en milieu tertiaire (banques, assurances, établissements financiers).

Christian BLEU traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 2183 LM - ARGOS LILLE - 1001, avenue de la République - B.P. 319 - 59701 MARCQ-EN-BARCEUL Cedex - Tél. 20.98.83.83.

BERNARD JULHIET
argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

Hay Group

Conseil en Stratégie
Organisation & Ressources Humaines

- 5 000 clients dans 42 pays
- partenaires de 60 des 100 premières sociétés mondiales
- plus de 100 consultants en France

3 Consultants junior
Grandes Ecoles de Commerce

Votre Mission :

- développer et proposer une ligne de produits,
- rencontrer les décideurs Ressources Humaines,
- formuler des diagnostics de politiques salariales.

Vos Atouts :

- le sens du challenge
- le goût du travail en équipe
- l'efficacité dans l'organisation
- l'autonomie.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo sous la référence AVE 405 M au Département Recrutement Hay Managers.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

CREER
LA
FONCTION
JURISTE
D'ENTREPRISE

International CPU intervient au travers de plusieurs filiales spécialisées, en location, financement, conseil, formation et environnement micro, moyens et grands systèmes informatiques.

Votre CA en Europe sera supérieur à 1 milliard de francs en 1989. Pour accompagner nos ambitions nous créons le poste de Juriste d'Entreprise.

A 30 ans environ, bilingue anglais, votre expérience en cabinet international de droit des affaires vous a localement préparé pour ce poste. En effet, directement rattaché au PDG vous prendrez en charge en plus des tâches classiques (rédactions et commentaires d'assemblées générales...) la constitution des dossiers de achats, de création et de rapprochements d'entreprises en France et à l'étranger.

A terme, notre croissance nous amènera à structurer et diriger un véritable service.

Merci d'adresser votre candidature, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. IC/103 à Catherine DAGUET - CPU - 65, avenue Edouard Vaillant - 92000 BOULOGNE.

INTERNATIONAL CPU

POUR MIEUX VIVRE VOTRE INFORMATIQUE

ASSISTANT
RESSOURCES
HUMAINES

Filiale d'un groupe industriel français, nous sommes spécialisés dans la vente de produits de grande consommation du secteur automobile et réalisons en France et en Europe 880 MF de CA. Pour atteindre ce résultat, notre Société (680 personnes) a su s'entourer des commerciaux les plus compétents et les motiver par de réelles perspectives d'évolution. ■ Gérer les carrières en France et en Europe, voilà votre mission. ■ Dans un secteur où les métiers et les hommes doivent s'adapter à un environnement concurrentiel, vous assurez l'adéquation entre les besoins d'une entreprise leader et ses ressources humaines. De la mise au point d'outils d'évaluation et de suivi des carrières jusqu'à la participation aux promotions, vous jouez un rôle de conseil et d'aide à la décision auprès des opérationnels. Bien sûr, votre action s'intègre dans celle de l'équipe Ressources Humaines et vous participez à des missions ponctuelles de recrutement, formation... ■ A 26 ans, votre formation supérieure (Bac +4) et une première expérience significative de la fonction Personnel, en entreprise ou en cabinet, vous permettent de donner un nouvel élan à votre carrière. La pratique d'une ou deux langues étrangères sera un atout supplémentaire. ■ Poste basé en proche banlieue ouest. ■

Merci d'adresser lettre + CV + salaire actuel, sous référence ARH, à Bertrand Moncalm, Sodcam, 156, bureau de la Colline, 92213 St-Cloud Cedex. ■

sodicam



La direction
des constructions
et armes navales de
CHERBOURG

Etablissement Industriel
de l'Etat (5000 personnes)
recherche

Un PSYCHOLOGUE
du travail

- Fonctions :
- Evaluation des capacités : compétences et qualification des personnels : embauches, mutations, promotions...
 - Conseils en matière de recyclage, de reclassements professionnels, de restructuration.
 - Participation à l'organisation et la mise en place d'une structure de réhabilitation des invalides et au développement de l'ergothérapie.
 - Entretien des liaisons fonctionnelles avec les services : Personnel, Formation, Hygiène et Sécurité du Travail, Groupe d'Animation Ergonomique et Médecine de Prévention.

Profil : Psychologue du travail, présentant des compétences précises en sociologie et en ergonomie, physiquement apte à réaliser par une présence effective sur le terrain, des investigations ou évaluations du contexte psychologique en Atelier et aux Chantiers ainsi qu'à bord des sous-marins en construction.

Rémunération : Il est proposé une rémunération mensuelle nette de 9 400 F pouvant être majorée en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) à : DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES Chef de Section Personnel - B.P.10 - 50115 CHERBOURG NAVAL.

صكنا من الامل

CONTRÔLEUR DE GESTION

confirmé, opérationnel et évolutif

Nous sommes un groupe industriel performant (1 600 personnes, plusieurs filiales) et nous avons les moyens d'assurer notre croissance. Nous recherchons le Contrôleur de Gestion de notre groupe.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il sera chargé :

- d'animer et de coordonner la réalisation du processus budgétaire,
- d'apporter une aide concrète aux opérationnels dans l'analyse de leurs performances et l'élaboration ainsi que le suivi de plans d'actions,
- de faire évoluer les systèmes d'information en milieu informatisé (IBM 38).

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de gestion, ayant environ 8 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà exercé des responsabilités de contrôle de gestion en milieu industriel. Ses qualités de rigueur et de contact, ainsi que son tempérament de réalisateur lui permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer ensuite dans le groupe.

Poste basé à Paris, déplacements fréquents en province.

Ecrire sous réf. 368 1347-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Groupe International de forte notoriété, figurant parmi les leaders sur le marché de l'équipement automobile recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES

PARTENAIRE DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES

Rattaché à une Direction Générale, il est responsable sur le plan commercial et technique des relations avec le client, identifie les besoins en termes de produits et de service (France et international), dans un souci permanent de promotion de l'image de l'entreprise. Il bénéficie en outre d'une large délégation de pouvoir.

Profil demandé :
Ingénieur Grande Ecole possédant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans des fonctions techniques et commerciales, connaissant impérativement l'industrie automobile et les techniques mises en œuvre. Nous recherchons un très bon négociateur, possédant en outre des qualités d'autonomie et de rigueur. Anglais indispensable.

La réussite dans ce poste offre de larges perspectives d'évolution dans le Groupe en France et à l'étranger.

Ecrire sous réf. 36 A 1522-9M en précisant vos prétentions
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Valeo

De la conception à l'industrialisation
de produits mécaniques

Embrayages

Au sein de notre division MECATRONIQUE (100 personnes), nous renforçons notre potentiel technique et recherchons un

INGENIEUR ETUDES ET ESSAIS

Il s'appuiera sur une équipe de 4 personnes pour concevoir et développer de nouveaux produits automobiles, définir les procédures d'essais, coordonner la réalisation des prototypes et leur fiabilisation jusqu'à l'industrialisation en étroite liaison avec les principaux constructeurs automobiles et nos services marketing.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé (type ENSAM, INSA, UTC...), fort d'une première expérience de 3 à 5 ans en conception et capable d'évoluer vers de plus larges responsabilités. Poste basé à Saint-Ouen.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 38 A 1524-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

etap

Valeo

L'Équipement Automobile

CHEF DE PRODUCTION RÉGION GRENOBLE

Nous sommes un grand groupe industriel français, nos implantations sont internationales et nous sommes leaders mondiaux dans plusieurs de nos activités.

Nous recherchons un ingénieur confirmé et d'envergure pour lui confier des responsabilités opérationnelles de premier plan. Adjoint au Directeur d'une de nos usines, il animerait l'ensemble des services de production : planning, méthodes, fabrication, entretien, analyse des coûts. Il aura le souci constant d'optimiser la conduite des installations, de les faire progresser et de faire évoluer son personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ECP, MINES, AM... ayant 5 à 8 ans d'expérience réussie en usine, de préférence dans le domaine métallurgique ou plastique.

Nous recherchons un ingénieur motivé, ayant le sens de l'organisation, de la gestion, du dialogue et du progrès. Notre groupe sait proposer des carrières à la mesure de sa valeur.

Ecrire sous réf. 36B 1431-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Un groupe de tout premier plan Des carrières d'opérationnels Pour des ingénieurs de haut niveau

Un des tout premiers groupes industriels français propose des postes formateurs et de terrain à de jeunes ingénieurs à fort potentiel, au sein de grandes usines modernes fonctionnant en continu. Nous recherchons des

INGENIEURS PROCEDES

Généralistes avec option Génie Chimique (X, ECP, Mines) ou grandes écoles de Génie Chimique (ENSIC, IGC, UTC) formation complémentaire en pays anglo-saxons ou ENSPM appréciée.

En liaison avec des Responsables de Production, ils suivent la marche des installations, acquièrent une parfaite connaissance du process, des normes de qualité des produits, des incidences économiques liées à leur valorisation. Ils étudieront et proposeront toutes interventions permettant d'améliorer le rendement et d'obtenir une meilleure valorisation de l'outil industriel.

réf. 36B 1359 - 9 M

INGENIEURS DE MAINTENANCE

X, ECP, Mines, AM... formation complémentaire en pays anglo-saxons appréciée. Ils seront chargés de mettre en œuvre, dans les meilleures conditions économiques, des moyens permettant d'assurer le bon fonctionnement de l'outil industriel : choix des entreprises extérieures, négociation et contrôle ; développement des méthodes de maintenance ; préparation, supervision et réception des travaux ; gestion budgétaire. Ils animeront des équipes de 5 à 10 techniciens.

réf. 36B 1360 - 9 M

Ces ingénieurs pourront démarrer dans la région parisienne, la région lyonnaise ou en Loire Atlantique.

Ouverts au progrès, animateurs, ayant le sens de la communication et le goût de la compétition, parlant l'anglais, ils devront, après ces premiers postes, évoluer vers des responsabilités plus larges et diversifiées au sein du Groupe.

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ALIMENTAIRE

Etudiez les marchés mondiaux de grandes marques renommées.

Un groupe français de dimension internationale de forte notoriété, en expansion et dont les marques sont mondialement connues, offre au sein de sa holding le poste de

CHEF DE GROUPE ÉTUDES MARKETING

Votre mission :

Intégré à une Direction de Marketing perspective et novatrice, vous serez en prise directe avec les centres de décision du groupe et chargé de :

- l'évolution des méthodologies et des procédures afin que vos recommandations forment un rôle moteur dans les performances de notre marketing ;
- l'élaboration et la gestion des études stratégiques en France et à l'étranger ;
- la responsabilité des études de développement de nouveaux produits et des études prospectives ;
- la conception et la mise en œuvre d'outils spécifiques pour l'ensemble du groupe (fichier études, séminaires de formation...);
- l'encadrement d'un chargé d'études (panels, prévisions de marché, statistique interface avec les fournisseurs réguliers...).

Votre profil :

L'importance et la diversité de cette mission nécessitent une formation supérieure Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Po, DESS étude de marché... et une expérience de 5 à 7 ans environ dont 3 ans au moins dans un des Instituts d'Etude de Marché connu pour ses techniques avancées et performantes.

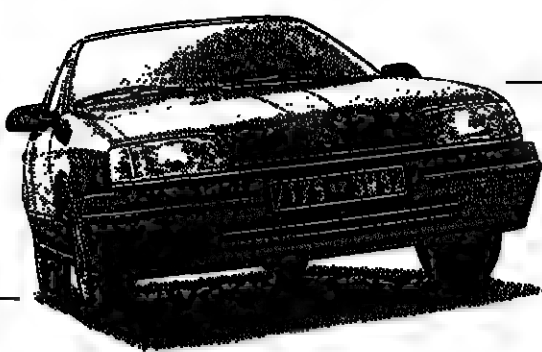
La réussite à ce poste, vos qualités d'innovation et de réalisation vous ouvrira de larges perspectives dans la Société ou le Groupe. Evidemment, vous maîtrisez l'anglais (si possible une autre langue étrangère et vous êtes familier de la micro-informatique).

Ecrire sous réf. 36 A 1476-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



Juriste confirmé

DROIT SOCIAL ET DROIT DES AFFAIRES

A 30 ans environ, de formation juridique supérieure (DEA droit social ou équivalent), vous possédez une expérience d'au moins 4 ans comme conseil juridique en droit social et une connaissance approfondie de la procédure.

vos missions principales :

- Participer à l'application de la politique sociale de l'entreprise.
 - Conseiller les directions opérationnelles dans l'application des règles de droit social.
 - Assurer l'interface entre les avocats de l'entreprise et les directions du Personnel.
- Votre disponibilité, vos qualités relationnelles, votre sens du service et votre pratique courante de l'anglais seront les atouts de votre réussite et de votre évolution dans des fonctions juridiques ou dans d'autres fonctions au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo, à Jérôme Percheron, Carré Turenne 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. JURIS.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



ANIMATEUR DE FORMATION A LA COMMUNICATION

ROUEN

possédant une expérience de dix ans de l'animation de séminaires de communication, de préférence dans le domaine des services. Après une formation complémentaire à Paris, à votre mission :

- d'animer les séminaires concernant le réseau commercial et le siège, essentiellement dans sa région (sauf déplacement à Paris ou dans d'autres régions (une grande disponibilité est indispensable),
- de concevoir (ou de choisir à l'extérieur) et d'animer des séminaires et des actions de formation spécifiques destinées à la demande de son directeur régional et en relation avec le développement régional de la formation,
- d'intervenir dans sa direction régionale conseil sur toutes questions de formation à la communication et à la stratégie commerciale.

Des connaissances en anglais et en informatique sont souhaitées.

Envoyez votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à MANPOWER Département recrutement référence M 9 AN - 9, rue Jacques Biégen 75017 PARIS.

MANPOWER
Rigueur et passion.

Valeo

Distribution

Recherche pour sa Direction Vente France à SAINT-OUEN (93)

Jeune Cadre diplômé Grande Ecole Commerce (HEC, ESSEC, ESC...)

Nous souhaitons vous confier un rôle essentiel dans la gestion de nos affaires en vous proposant le poste

Animateur Actions Commerciales

Rattaché au Gestionnaire Commercial des Ventes, vous serez responsable de toutes les informations commerciales en provenance de nos 7 Délégations Régionales. Vous exploiterez cette base de données en vue de l'établissement prévisionnel des budgets et promotions et mènerez toute étude dans le cadre du développement des actions promotionnelles par région, marchés et lignes de produits. Vous interviendrez de façon efficace tout au long du déroulement des actions et conseillerez nos équipes. Ce poste formateur, qui nécessite une bonne connaissance de la micro-informatique, est un excellent tremplin pour un débutant désirant évoluer rapidement vers une fonction opérationnelle.

Si vous êtes intéressé par cette proposition, adressez-nous votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, prétentions, CV et photo) sous la réf. M18 à Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 21 rue Blanqui - 93582 SAINT-OUEN Cedex.

Valeo L'Équipement Automobile

Paris

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Filiale française d'un groupe international leader dans son domaine, cette société (130 millions de francs de chiffre d'affaires et 200 personnes) distribue en France et en Europe des produits de beauté. Les objectifs qu'elle s'est fixés et sa croissance constante la conduisent à renforcer l'équipe de direction.

Collaborateur et conseiller direct du Président-Directeur-Général, le titulaire du poste gère et développe l'ensemble des Ressources Humaines de l'entreprise. Assisté dans sa mission par trois personnes, son champ d'intervention recouvre : l'administration et la gestion du personnel, les relations sociales et la communication.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un professionnel de 35 ans minimum, de formation supérieure et justifiant d'une expérience de "généraliste" des Ressources Humaines en PME acquise de préférence dans le secteur des produits de luxe. Il possède une bonne pratique de l'informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/2528 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Jeune ESC, responsable d'un centre de distribution du livre...

Branche du Groupe Livre HACHETTE, notre rôle de grossiste et de distributeur s'exerce au travers de vingt deux entités réparties sur l'ensemble de la France.

Nous souhaitons confier à un jeune diplômé (EDHEC, ESCAE...), ayant acquis une expérience de gestion d'environ 2 à 3 ans, dans la distribution par exemple, la responsabilité d'un de nos centres régionaux. Ceux-ci ont une double vocation de vente (accueil des clients libraires) et de logistique (stockage, traitement des commandes, expéditions).

Vous serez la véritable «patrone» d'une unité, responsable de son fonctionnement, de sa rentabilité et de l'animation d'une équipe.

Organisation, coordination des actions, analyse des résultats mais aussi motivation des hommes et présence régionale auprès des clients supposent que vous soyez vraiment un généraliste, un homme d'entreprise autonome, soucieux de productivité et bon gestionnaire.

Même si votre expérience ne vous a permis qu'un développement partiel de ces capacités nous saurons tenir compte de votre potentiel et de vos ambitions.

Merci de faire parvenir un dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions), sous référence FH/16M à notre conseil : INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS.



HACHETTE
GROUPE LIVRE

Bretagne Sud

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES



Réalisant un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, la Société BIGARD, avec un effectif de plus d'un millier de personnes sur un même site de production, à Quimper, figure au nombre des leaders des industries de transformation de la viande et des produits de salaison. Pour accompagner sa forte croissance, elle recherche un Directeur des Ressources Humaines.

Rendant compte au Président Directeur Général, il participera à l'élaboration de la politique sociale qu'il conduira ensuite en privilégiant la communication, la formation et la qualité mais aussi la gestion du quotidien telle que l'impose une activité totalement positionnée sur le marché des produits frais et ultra frais. Il pourra assurer, par la suite, des missions de représentation à l'extérieur.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum et justifiant d'une expérience confirmée de la fonction, acquise dans un milieu industriel à ce niveau de responsabilités. La réussite dans la fonction implique un sens marqué de l'opérationnel, une parfaite maîtrise du dialogue avec les partenaires sociaux ainsi qu'une grande disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. : M 65/3250 A, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

PARKE-DAVIS

AU COEUR D'UNE INDUSTRIE DE POINTE
LA DYNAMIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

Filiale française (800 pers. CA 740 MF) du groupe américain WARNER LAMBERT notre développement se poursuit tant dans le secteur pharmaceutique que dans le secteur de la grande distribution (produits d'hygiène, de toilette et de confiserie) Cette croissance conduit notre Directeur des Ressources Humaines à créer au siège de Courbevoie un nouveau poste de :

GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES

Vous serez notamment Responsable de la Formation pour notre siège social (élaboration du plan de formation avec les opérationnels, prise en main des différentes phases de réalisation et de suivi et bien sûr... de l'ensemble de la gestion). Vous aurez également la responsabilité du Recrutement et des Ressources Humaines pour notre secteur Grande Consommation.

Agé d'environ 28 ans, vous avez une formation supérieure avec une spécialisation en Fonction Personnel (CIFOP, IGS, CELSA...) et parlez anglais. Après une première expérience en administration ou en gestion de personnel, vous êtes convaincu du rôle important des Ressources Humaines dans la réalisation des objectifs d'une Entreprise, en un mot... dans sa réussite.

Notre conseil, Christiane CHARBONNÉ attend votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous réf. O/R/L/M à R.P.C. 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants



CREDIT AGRICOLE DE L'AUBE

Avec 550 personnes, 40 agences et 100 000 clients, nous sommes les premiers sur notre marché régional. Notre développement nous amène à créer un poste de :

Attaché de direction

Responsable de la communication externe

Impliqué au plus haut niveau de réflexion, vous prenez en charge dossiers et missions de tous ordres, concernant les grandes options stratégiques de développement et d'organisation de l'entreprise. Vous assumez, par ailleurs, la responsabilité de notre communication externe : à vous d'élaborer les grands axes, de décliner les actions institutionnelles et d'image, de relations publiques et de sponsoring. Basé à Troyes, vous êtes rattaché à notre Directeur Général. A 26/30 ans, de formation supérieure (HEC, IEP, CELSA, maîtrise...), vous disposez d'une première approche réaliste des concepts et des outils de communication externe.

Vous souhaitez maintenant prendre en charge un poste complet dans lequel réflexion stratégique, réalisation et force personnelle d'entraînement sont indissociables.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous la référence M/8174 C, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS (télécopie : 42.33.46.73), à qui nous avons confié cette recherche.



PARIS
LONDRES

CONSEIL
Ressources Humaines

صكا من الامل

صباح الخير

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 5 septembre 1989 29

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA MUTUALITE FRANCAISE

recherche un

CADRE pour sa DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET SOCIALE

Missions :

- conception d'études générales, rédaction de notes et d'argumentaires sur la protection sociale.
- préparation et suivi des dossiers relatifs à la Sécurité Sociale.
- secrétariat des relations entretenues par la Mutualité Française avec les organisations internationales (A.I.M., A.I.S.S.).

Profil :

- formation universitaire de type maîtrise de droit complétée par un diplôme I.E.P., E.N.S.P. ou un D.E.S.S. "Economie et Gestion des Systèmes de santé"
- expérience professionnelle de 4 à 5 ans acquise de préférence au sein d'un organisme de protection sociale.
- des qualités rédactionnelles et relationnelles sont indispensables.

Poste basé à PARIS 15^{ème}.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) en précisant vos souhaits de rémunération et la réf. 89/075 à : **MUTUALITE FRANCAISE, Direction Administrative** 255, rue de Vaugirard, 75719 PARIS Cedex 15.



MUTUALITE
FRANCAISE

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Directeur de la communication Banque - région parisienne

Un stratège

Sa première responsabilité sera de définir et de mettre en œuvre notre stratégie de communication. Esprit de synthèse et d'intuition, c'est un stratège. Les pieds sur terre.

Un vendeur

Il saura vendre notre entreprise à nos clients, à nos partenaires, ... et aussi à nos collaborateurs. Force de conviction, il sait aussi vendre ses idées et s'adapter à la variété de ses interlocuteurs.

Un manager

Responsable du budget (10 MF) et de l'animation du service communication (10 personnes), il optimisera en permanence les moyens à sa disposition.

Force d'entraînement, il a les méthodes et la rigueur d'un véritable manager. Homme ou femme de plus de 30 ans, de formation supérieure type grande école, il dispose d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une fonction similaire et/ou en agence de communication.

La connaissance du milieu bancaire serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., lettre de candidature et prétentions, sous réf. DG/PC/08/LM sur l'enveloppe, à

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

DIRECTEURS D'AGENCE

Parlez-nous

PROFESSIONNALISME

Nous vous parlerons expansion, dynamisme, qualité du service rendu à nos clients. Professionnels du secteur bancaire, vous possédez une première expérience réussie à un poste d'adjoint ou de responsable d'agence. Homme de dialogue et de développement, vous serez le conseil privilégié de notre clientèle (particuliers et professionnels). Vous élargirez votre expérience à la

gestion et à l'organisation d'une agence, à l'animation de votre équipe, ainsi qu'à la responsabilité globale des résultats. Pour parler ensemble de vos nouvelles responsabilités en Ile-de-France, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. LM/89/9, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.

Crédit Mutuel

Une banque à qui parler.

RÉUSSIR ENSEMBLE À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONSEILLER EN RECRUTEMENT H/F

Réussir ensemble à découvrir et convaincre de nous rejoindre les hommes et les femmes qui contribueront à nos succès et à notre image : c'est notre projet.

Notre service Recrutement est très actif et très diversifié : jeunes diplômés, cadres confirmés de tous niveaux et pour tous les métiers exercés par la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, 1^{er} groupe bancaire privé français.

Votre mission : vous serez conseiller des hiérarchiques dans la définition de leurs besoins, l'analyse du marché et la sélection des candidats. Vous serez responsable de la mise en œuvre du

processus de recherche et d'appréciation. Vous participerez aux actions de communication extérieure (forums, etc...) et serez impliqué dans la politique Ressources Humaines de notre Banque.

Votre profil : vous avez une formation supérieure en psychologie (DESS Psychologie) - votre expérience de quelques années de la fonction recrutement dans une entreprise du secteur tertiaire ou dans un cabinet spécialisé en recherche de cadres de banque vous a préparé à nous rejoindre.

N'hésitez pas à prendre contact avec notre Conseil qui vous en dira plus sur notre offre.



Merci d'adresser votre dossier s/réf. 49200 à C.E. Koerber - CPA - 3, rue de Liège - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE PAR VOIE DE DÉTACHEMENT POUR LA DIRECTION DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX

• UN ARCHITECTE

pour encadrer un secteur d'études d'architecture et de travaux de bâtiments. Expérience en collectivités territoriales souhaitée.

• UN ARCHITECTE URBANISTE

pour la préparation des opérations importantes de restructuration et de construction de bâtiments.

CONDITIONS :

• Etre titulaire du grade d'architecte dans la fonction publique.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

• Vendredi 22 septembre 1989 à 16 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

ADRESSER LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :

- un curriculum vitae,
- la photocopie du dernier arrêté de promotion,
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse, à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel départemental
Avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRÉTIL CEDEX
Tél. 43-99-84-00, Poste 8415.

PARIS ET GRANDES METROPOLES

JEUNES ESC, POUR UNE ASCENSION RAPIDE, DEVENEZ DES TECHNICO-COMMERCEUX DE L'ANALYSE FINANCIERE



compagnie bancaire

Filière de la Compagnie Bancaire, l'UCB est aujourd'hui le N° 1 des établissements spécialisés dans le financement immobilier. Avec 70 agences en France et des implantations européennes qui se développent, nous proposons des produits très diversifiés.

Avec un diplôme ESC ou de Gestion, nous vous proposons d'enrichir votre formation dans une mission à double facette : commerciale et technique.

• Placé au cœur de nos équipes commerciales, c'est en relation directe avec notre clientèle de promoteurs et de professionnels que vous négociez le montage des dossiers.

• Analyste financier, vous veillerez à la qualité des projets sous leurs aspects financier, économique, juridique et humain avant de suivre leur réalisation. Vous avez compris, garant de la sécurité et de la rentabilité des opérations, vous êtes pour nos clients un interlocuteur commercial convaincant et pour nos agences un spécialiste financier solide.

De nombreuses possibilités d'évolution (encadrement d'une équipe, direction d'une agence...) vous seront proposées tant à l'UCB qu'à la Compagnie Bancaire.

Pour ces postes basés à Paris et dans les grandes métropoles régionales, adressez votre dossier complet de candidature sous référence AF/JM à Frédéric BOUTY - UCB - 19, rue La Perouse - 75116 PARIS.

Quand la fonction Personnel rime avec opérationnelle...

Nous sommes une puissante association, dont la vocation est de gérer la formation professionnelle de 180 000 personnes. Nous aimons la performance et l'efficacité dans notre mission, ainsi qu'en sera témoin de notre propre structure (50 salariés) ; c'est pourquoi nous créons aujourd'hui le poste de

Directeur du Personnel et des Relations Humaines

Directement rattaché au Secrétaire Général, il se voit confier les attributions classiques inhérentes à sa fonction : administration et gestion du personnel, plans de formation, système d'évaluation...

Mais c'est aussi une ouverture de consultant interne qu'il doit posséder (audits et recommandations), afin de définir notre politique de relations sociales et de communication interne.

Nous souhaitons rencontrer un tempérament de manager car pour nous, la Politique Sociale est partie intégrante de notre stratégie (il est membre du Conseil de Direction). Agé d'environ 30 ans et de formation supérieure, votre expérience vous a convaincu de l'indispensabilité d'une vision dynamique et opérationnelle de la fonction Personnel.

Le poste est basé à Paris 15^{ème}.

Ecrivez sous référence 907739/M. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

RESPONSABLES DE LA FONCTION PERSONNEL GROUPE

Reims - Chaumont - Epinal



La SNVB, banque régionale fortement implantée dans l'Est de la France et appartenant au groupe CIC renforce ses structures Ressources Humaines Groupe et recherche des Responsables de la Fonction Personnel Groupe. Rattachés hiérarchiquement aux Directeurs de Groupe, ils entretiennent d'étroites relations avec la Direction des Relations Humaines du siège à Nancy.

Outre les attributions classiques liées à la fonction personnel : gestion et administration du personnel, paie, relations sociales institutionnelles (CE - CHSCT)... ils représentent l'un des éléments déterminants dans l'application de la politique développement des ressources humaines et sociales de l'établissement. Ainsi, ils sont chargés au niveau de leur groupe d'animer la gestion prévisionnelle des ressources humaines, d'analyser les besoins en formation et d'élaborer les plans adaptés, sans omettre la fonction de communication et d'information au sein du groupe.

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur de type universitaire Droit, Sciences Economiques ou écoles CELSA, CIFOP... ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la fonction personnel. Il s'agit de postes évolutifs, aussi les candidats rencontrés sont mobiles géographiquement. Ces postes sont basés à REIMS, CHAUMONT et EPINAL.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet + photo et rémunération sous référence : M 39/3019 D à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre société financière située à POITIERS, appartient à un groupe bancaire de premier plan. Nous recherchons le RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABILITE.

RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABILITE

■ Au sein de notre Direction Financière, vous serez aidé par une équipe de collaborateurs jeunes et motivés.

■ Votre mission : garantir l'exhaustivité et la fiabilité du système d'informations comptables de notre société et des entités qui lui sont rattachées.

■ A environ 30 ans, vous bénéficiez d'une formation supérieure et possédez une première expérience réussie d'encadrement et d'organisation d'une unité comptable.

Si vous souhaitez participer au développement d'une entreprise performante et dynamique, rejoignez-nous !

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, réf. 6246/LAL à MEDIA P.A. - 30-34, rue de Sully 92511 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Juriste spécialisé en droit des sociétés

Groupe de communication de premier plan, nous recrutons un juriste pour assister le responsable spécialisé en Droit des Sociétés et des Assurances de notre service juridique.

Ce poste attractif comporte les responsabilités traditionnelles de cette spécialité mais également la participation active à des dossiers de fusions, acquisitions, création de sociétés, apports partiels.

Pour réussir dans cette mission motivante, vous justifiez d'une formation juridique de 3^{ème} cycle, orientée vers le Droit des Affaires, complétée par de bonnes connaissances en fiscalité et comptabilité. Vous avez acquis deux à quatre ans d'expérience en cabinet ou en entreprise. Votre compréhension de l'anglais sera un atout.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous la référence 066 M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 PARIS, qui étudiera en toute confidentialité.

ATELIER D'ARCHITECTURE

recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il devra posséder une formation technique de haut niveau, dix années d'expérience dans le bâtiment pour organiser le travail d'une trentaine de personnes et suivre la réalisation des ouvrages.

Envoyer CV, lettre manuscrite, prétentions et photo au : n° 8473 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

MISE EN PLACE DES ÉQUIPES DE PROJET

programme développement social des quartiers

Dans le cadre d'un service fourni aux collectivités locales (France entière), la délégation interministérielle à la Ville recueille des candidatures pour des postes de :

CHEFS DE PROJET AGENTS DE DÉVELOPPEMENT

Ces postes conviennent à des personnes expérimentées et motivées pour :
- innover dans la gestion urbaine locale,
- développer des démarches partenariales,
- impulser des dynamiques avec les habitants.

Envoyer C.V. au n° 8455 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PROTEE 45, rue Saint-Roch 75001 PARIS

Association créée par les pouvoirs publics, les régions et les organisations professionnelles pour faciliter et accélérer l'utilisation des dispositifs de formation multimédia individualisée.

RECHERCHE

1°) SON DIRECTEUR (poste réf. D)

Il travaille en étroite collaboration avec le président, le bureau et le conseil d'administration et organise les relations institutionnelles.

Il propose les orientations de politique générale et élabore les plans d'action à moyen terme.

Il prépare, met en œuvre et gère les budgets. Il dirige l'ensemble des services, recrute et administre le personnel.

De formation supérieure, il apporte une expérience confirmée de direction d'un département d'entreprises ou d'une PSE.

Il possède une bonne connaissance des questions liées à la formation professionnelle et de l'économie générale des technologies de communication.

Animateur, négociateur, rigoureux, il est motivé par le développement d'une structure jeune et légère.

La pratique des langues étrangères est un atout important.

2°) SON RESPONSABLE DE COMMUNICATION (poste réf. C)

Il propose la politique de communication externe. Il assure la mise en œuvre dans la limite des budgets définis.

Il élabore le style et la nature des messages, et plus largement le contenu de la communication.

Il assure les relations de la structure avec son environnement.

De formation supérieure, il a une solide expérience de la communication d'entreprise. Mobile, autonome, créatif, rigoureux, il souhaite s'intégrer à une équipe jeune. La pratique des langues étrangères constitue un atout important.

3°) UN CHEF DE PROJET TECHNIQUE (poste réf. T)

Il conduit les travaux d'élaboration d'un guide des ressources de formation multimédia individualisée : spécifier les sous-ensembles du projet, en identifier les acteurs-clés, préparer les accords de collaboration qui en découlent, mettre en œuvre les méthodes les mieux adaptées aux particularités du projet.

De formation supérieure, c'est un généraliste connaissant la formation professionnelle et ayant une culture technique minimum des technologies de communication. Il souhaite valoriser une première expérience dans la conduite des projets. Il possède des qualités d'animateur et apprécie le travail en équipe.

Adresser CV et prétentions à :

Monsieur le président

PROTEE

45, rue Saint-Roch, 75001 PARIS



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES OU PAR VOIE DE DETACHEMENT DES PUÉRICULTRICES

APPELÉES À EXERCER LES FONCTIONS DE DIRECTRICES OU DE DIRECTRICES ADJOINTES EN CRECHES

CONDITIONS À REMPLIR

- Être titulaire du Diplôme d'État de Puéricultrice ;
- Être âgée de 20 ans au moins et de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 1989 ;
- Justifier de 5 ans d'expérience (pour les candidatures aux postes de Directrices de crèche).

TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES

- d'un curriculum vitae ;
- de la photocopie des diplômes ;
- de la photocopie du dernier avis de promotion (pour les candidatures par voie de détachement)

au plus tard le 31 octobre 1989, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi, à :

L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

1^{er} bureau - recrutement

avenue du Général-de-Gaulle

94011 CRÉTIL CEDEX

POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONTACTER LE

Tél. 43-99-84-00. Poste 6414.



ESSCA ECOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES D'ANGERS

Bac + 4 reconnue. Étudiants admis sur concours national

Dans le cadre de notre développement : augmentation du nombre de professeurs - accroissement de l'effectif élèves (180 par promotion) - diversification des activités : Maîtrise, Formation continue, Etudes,

nous recrutons pour les postes permanents (service de 3 à 4 jours/semaine) :

PROFESSEURS ASSISTANTS

Pour les départements suivants :

FINANCE-COMPTABILITE

- 1 poste orienté vers la finance (FIC 1)
- 1 poste orienté vers le contrôle budgétaire et la comptabilité analytique (FIC 2)

MARKETING

- 1 poste orienté vers la communication (MKG 1)
- 1 poste orienté vers le contrôle et le commercial (MKG 2)

RESSOURCES HUMAINES

- 1 poste orienté vers la communication interne et la gestion de personnel (RH 1)

ECONOMIE

- 1 poste orienté vers l'économie d'entreprise et l'économie industrielle (ECO 1)

ALLEMAND (ALL 1)

De formation 3^{ème} cycle, vous possédez de réelles qualités pédagogiques et une expérience en entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence choisie à : ESSCA - Secrétariat Pédagogique

1 rue Lakanal - B.P. 2007 - 49016 ANGERS Cedex.



Engagez votre avenir dans un groupe qui agit

Branche Voyages/Tourisme du groupe BOLLORE,

DINERS CLUB INTERNATIONAL recherche

Spécialiste Marketing H/F

De formation BAC + 3 ou équivalent, vous avez une expérience en produits d'assurances et en produits financiers.

des nouvelles techniques de commercialisation et d'apporter une réflexion stratégique à notre développement commercial.

Vous avez une bonne maîtrise rédactionnelle et savez travailler de manière autonome et autonome.

rigoureux. Vos qualités de contact et votre dynamisme, votre ouverture d'esprit font de vous un idéal pour rejoindre notre équipe de travail.

La vitalité de notre groupe offre de réelles possibilités de développement des candidats à fort potentiel.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à SCAC DINERS CLUB INTERNATIONAL

Relations Humaines et de la Formation - 19-29, rue du Capitaine Guynemer, 92085 PARIS 14 DÉFENSE

VILLE DE LILLE CONSERVATOIRE NATIONAL DE RÉGION Musique-Danse-Théâtre

Recrute UN DIRECTEUR ADJOINT Titulaire du C.A.

et UN ATTACHÉ DE DIRECTION

chargé de l'organisation des activités d'animation-diffusion et de relations publiques

Postes à pourvoir en octobre-novembre 1989

Renseignements et candidatures : Conservatoire de Lille

place du Concert, 59800 Lille. Tél. : 20-74-57-50

BANQUE DE DÉPÔTS

Paris et région parisienne, recherche pour son réseau d'Agences

SECONDS D'AGENCE

Classe IV ou V, ayant une bonne pratique des opérations bancaires.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitæ, photo en précisant la référence 43.894.

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75502 Paris, qui transmettra.

2 CHARGÉ(E)S D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Votre mission : Après une formation à nos méthodes d'analyses, vous collaborerez à la réalisation d'études sur les stratégies d'entreprises.

Votre profil : Vous êtes un(e) jeune diplômé(e) d'un troisième cycle universitaire en économie industrielle, en gestion et/ou d'une école de commerce. Vous parlez l'anglais. Vous aimez écrire et faites preuve d'une très bonne capacité de rédaction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV et photo à Eric Chenaïs :

PRECEPTA

85, rue Lafayette

75009 PARIS.



PRECEPTA

Conseil et analyses stratégiques

Groupe médico-social

Groupe de premier ordre (12 Ets., 350 pers.) dans l'Ouest, notre dynamisme est synonyme d'innovation et développement.

Attaché de direction (réf. 714/LM)

pédagogue de formation psycho, socio ou autres, vous mettez en place :

- recherches pédagogiques et techniques,
- outils de communication,
- formations des équipes d'intervenants,
- échanges au plan régional ou national.

Directeur d'établissement (réf. 713/LM)

de formation ou d'expérience enseignante, animateur, formateur ou autre, vous assurez la gestion globale du centre (8 MF budget) - l'organisation pédagogique (3 classes, 3 ateliers) pour jeunes (15 à 25 ans).

Fortes responsabilités liées à une bonne rémunération + logement de fonction.

Merci d'adresser C.V. + photo (réf. 713/LM) à notre conseil J.M. VIAU - CAPEOR

9, rue Cécile-Port - 49100 ANGERS. Informations Minutiel : 3615 Code CAPEOR



CAPEOR

PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX

ANGERS - AUCHY-TOULOUSE - BREST - NICE - NORDY - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Suite de la rubrique

CADRE

Mardi 5 daté 6 septembre

Page 23

صلى الله عليه وسلم

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Nous préparons pour 1992,

sur un site d'environ 2.000 hectares, à l'Est de Paris, un lieu de loisirs et de résidence tout à fait unique en Europe par sa taille et sa conception. 12.000 personnes y travailleront dès l'ouverture. Le fameux parc à thèmes « Magic Kingdom », 5.200 chambres réparties dans 6 hôtels, un golf 18 trous, un camping aménagé, un centre de divertissement, des maisons individuelles seront là pour accueillir les 11 millions de visiteurs attendus dès la première année. Euro Disneyland, un grand projet européen, avec le savoir-faire Disney.



Euro Disneyland

EURO DISNEYLAND, SERVICE RECRUTEMENT, LE PASCAL, 3 à 11 BOULEVARD GEORGES MÉLIÈS, 94350 VILLIERS-SUR-MARNE.

RESSOURCES HUMAINES

SPECIALISTES FONCTION PERSONNEL

Motivé(e) par le recrutement, possédant une formation et une première expérience en Ressources Humaines, vous participerez à la recherche et à la sélection de nos futurs collaborateurs. Réf. 9/18/53.

DEVELOPPEMENT IMMOBILIER

URBANISTE CONFIRMÉ

Vous préparez les projets d'urbanisme en optimisant l'utilisation des terres et des infrastructures existantes. Vous participerez activement à la réalisation des études et à la coordination des travaux en liaison avec les services internes et les intervenants extérieurs. Vous avez une formation d'urbaniste diplômée, et possédez, par des études d'architecture et vous avez une expérience de 3 ans ou moins dans un poste similaire sur un projet « privé » de moyenne échelle. Vous êtes titulaire d'un diplôme d'urbanisme, Réf. 9/18/54.

PAYSAGISTE CONFIRMÉ

Vous préparez les études paysagères dans le cadre de développement du projet immobilier. Vous participerez aux études paysagères (choix de plantations adaptées aux conditions d'environnement et aux différents thèmes évoqués; utilisation possible des plans existants) et à la réalisation des aménagements paysagers. Vous êtes diplômé(e) d'une formation « paysagisme » ou Ingénieur Agronome. Vous avez au moins 3 ans d'expérience dans un poste similaire dans le domaine « privé », pour un projet de moyenne échelle. Vous êtes titulaire d'un diplôme, Réf. 9/18/55.

RESPONSABLE INFRASTRUCTURES

Vous travaillez avec les services internes et les intervenants extérieurs. Vous étudiez les spécifications techniques et supervisez l'installation des plans sur système CAO/DAO. Vous êtes Ingénieur Diplômé (Génie Civil, travaux publics) et vous avez au moins 10 ans d'expérience professionnelle, dont 5 ans dans le secteur « privé » pour des projets de plus de 400 hectares. Réf. 9/18/56.

RESPONSABLE CAO/DAO

Vous êtes responsable CAO/DAO de notre département technique/Architecture. Vous serez en charge de l'acquisition du système, de son installation, de sa maintenance, de ses évolutions ainsi que de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Vous êtes Ingénieur, avec une très bonne expérience (5 à 10 ans) de l'utilisation du développement du système CAO/DAO. Vous avez acquis cette expérience de préférence dans un cabinet d'architecture ou d'un bureau d'ingénierie. Réf. 9/18/57.

PLANIFICATEUR

Vous aurez à préparer les études de planification et d'organisation concernant les infrastructures (transport, eau, etc.) des grands domaines pour les différentes activités, tout en tenant compte des réglementations et procédures dans le domaine de l'immobilier. Vous utiliserez le système CAO. Vous êtes de formation supérieure en architecture ou urbanisme et vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire dans le secteur « privé » sur des projets de forte importance. Réf. 9/18/58.

RESPONSABLE PLANIFICATION PROJET IMMOBILIER

Vous intervenez et mettez en place des études de planification de développement immobilier important que vous supervisez toutes les phases d'élaboration, en tenant compte des contraintes techniques. Pour cela vous devrez mettre en place une équipe de spécialistes. Vous serez responsable de la planification, à court, moyen et long terme, des acquisitions et des étapes techniques, en accord avec les différents départements et procédures. Vous avez une formation supérieure d'économiste ou d'urbaniste et au moins 10 ans d'expérience de développement immobilier pour des projets importants, de haute gamme (environ 500 hectares) compris de plus de 500 hectares) dans le secteur « privé ». Réf. 9/18/59.

RESPONSABLE « LOTS TECHNIQUES »

Dans le cadre de la Direction des projets, vous serez responsable de la réalisation et de la mise en service pour les différents projets. Ce poste clé de notre développement immobilier (plus de 5.000 chambres d'hôtel dans la première phase) ne peut convenir qu'à un professionnel expérimenté. Vous êtes Ingénieur avec une expérience d'au moins 10 ans, acquise de préférence dans la construction ou la direction technique de grands projets, dans le domaine hôtelier ou équivalent. Réf. 9/18/60.

RESPONSABLE MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION HÔTELIÈRE

Vous serez responsable du mobilier et matériel d'exploitation des hôtels : acquisition, choix, mise en place, ou mise à disposition du matériel. Vous assurerez la coordination des opérations, en liaison avec les services internes (exploitation, achats) et des intervenants extérieurs (architectes, artisans...). Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans ce domaine, obtenue en participant à l'ouverture de plusieurs hôtels en France ou à l'étranger. Réf. 9/18/61.

COORDINATEURS MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION HÔTELIÈRE

Vous supervisez d'une part la bonne gestion des contrats de sous-traitance des équipements hôteliers (500 chambres) en liaison avec les services achats, d'autre part la fabrication, le stockage, le transport et bien sûr l'installation de ces matériels conformément aux cahiers des charges et aux normes et procédures en vigueur dans ce domaine. Vous avez une très bonne expérience de 5 ans dans la construction d'hôtels et au cours de laquelle vous avez participé à l'ouverture d'au moins 2 sites. Réf. 9/18/62.

MAQUETTISTES

Vous réaliserez nos études de maquette pour un projet immobilier de grande envergure : le fameux parc à thèmes « Magic Kingdom » sur 60 hectares. À partir de plans d'architecture, vous aurez à effectuer des maquettes volumiques tant au niveau des bâtiments que des zones et espaces qui les entourent. Vous devrez également réaliser des maquettes de votre travail personnel à nos spécialistes de réaliser parfaitement notre projet. Vous avez une formation technique en application pendant 2 à 3 ans en tant que maquette (modèles de projets de construction). Vous êtes titulaire d'un diplôme technique ou artistique et vous avez une très bonne connaissance des matériaux et des techniques variées utilisés dans ce domaine. Réf. 9/18/63.

ESTIMATEUR COÛTS ARCHITECTURE DÉCORS

Vous évaluez le volume des coûts initiaux et ultérieurs du projet d'architecture (50 hectares) pour tous les bâtiments ayant chacun leur propre thème, pour en estimer les coûts. Vous analyserez et suivrez les dépenses aux appels d'offre lancés, participerez à toutes les modifications des coûts des travaux. Vous avez une formation technique Bac + 3 minimum et vous avez déjà travaillé à la conception et mise en place de projets d'architecture professionnelle et industrielle, d'échelle de 50 à 100 millions. Vous avez une expérience en entreprise de construction de décors qui vous a permis d'estimer le coût de vos projets et à travailler à partir de plans. Réf. 9/18/64.

SERVICES GÉNÉRAUX

SUPERVISEUR PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DE BUREAUX

Vous supervisez l'implémentation des opérations pour l'aménagement de tous les locaux Euro Disneyland (bureaux, plans, décoration, choix des fournisseurs et suivi...). Vous dirigez une petite équipe. Vous avez une formation supérieure d'architecte ou d'ingénieur, ou équivalent, une expérience similaire d'au moins 5 ans, l'habitude des contacts à haut niveau, et la connaissance de différentes techniques de second œuvre. Réf. 9/18/65.

RESPONSABLE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vous serez en charge de la conception et de l'installation du réseau de télécommunications, tant pour nos besoins actuels que futurs (salle d'attente, hôtels, bureaux...) en coordination avec France Télécom : pour les systèmes téléphoniques, vidéo, radio et leur maintenance. Vous assurerez la régulation des coûts par division, et la conformité de nos installations avec les normes en vigueur. Vous avez une formation supérieure en télécommunications, et un bon niveau de l'installation. Vous avez une bonne connaissance des interfaces entre les différents réseaux de communication, et des systèmes électroniques, que vous avez mis en pratique dans un grand projet, et profité dans la dernière année, avec une animation d'équipe. Réf. 9/18/66.

FINANCE

CHARGÉ D'ÉTUDES PROJET IMMOBILIER

Au sein du département Développement Immobilier, vous serez en charge des études et des études de faisabilité, par exemple : études de marché, études de rentabilité, planning. De plus, vous pourrez avoir la responsabilité de certains projets. Vous avez une formation supérieure en marketing ou finance ou architecture. Vous avez une expérience professionnelle de ce type d'études et/ou sur des projets de lots, d'immobilier (commercial ou résidentiel), mais surtout de l'immobilier « hôtel », bureaux. Réf. 9/18/67.

CONTRÔLEUR DE GESTION CONFIRMÉ

CONTRÔLEUR DE GESTION DOMAINE HÔTELIÈRE

Pour ces deux postes, vous aurez à étudier et à analyser en détail tous les problèmes liés aux opérations financières de la société, dans un département particulier, par exemple le département hôtelier. Vous maîtriserez et suivrez les budgets avec l'analyse des écarts et des recommandations sur les solutions appropriées selon le cas. Vous avez une formation supérieure : grande école de Commerce, option Comptabilité ou M&A et vous avez une expérience comptable et financière de 2 à 5 ans. Pour le poste de contrôleur de gestion domaine hôtelier, une expérience dans l'hôtellerie est bien sûr un atout important. Réf. 9/18/68.

RESPONSABLE FINANCIER PROJET IMMOBILIER

Vous serez responsable des opérations financières pour des projets de construction importants, de leur suivi, de l'analyse des écarts, des recommandations à apporter. Pour cela, vous aurez une petite équipe d'analystes financiers, et vous serez en liaison permanente avec les responsables de projets et le service achats. Vous êtes de formation grande école de Commerce, option Finance, avec une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. Vous avez une formation d'analyste financier de grands projets de construction dans le secteur « privé ». Réf. 9/18/69.

ASSISTANT RELATIONS INVESTISSEURS

En liaison avec la Direction de la Communication et au sein du département Opérations Financières, vous aurez à organiser, mettre en place les relations avec nos investisseurs institutionnels, avec les analystes financiers. Vous devrez à l'occasion les accompagner et les assister dans leurs déplacements, et à répondre à toutes les questions de nos investisseurs européens de la Commission des Opérations en Bourse... etc. Vous avez une formation BTS ou équivalente de l'économie et une très bonne expérience professionnelle en tant qu'assistant d'une Direction Financière. Vous maîtrisez la communication, la finance, et parlez au moins deux langues (anglais compris), et plus si possible. Réf. 9/18/70.

INFORMATIQUE

CHEFS DE PROJET

Logistique

Gestion Personnelle

Systèmes hôteliers

Vous serez responsable des projets, analyse et réalisation dans leur globalité (coûts et délais), dans le domaine qui vous intéresse et que vous maîtrisez le mieux. Vous participerez à la mise en place des systèmes informatiques, et à leur suivi, de leur mise en œuvre, et à leur maintenance. Vous avez une formation supérieure en informatique, et une expérience de 3 à 5 ans d'employé. Réf. 9/18/71.

CHARGÉS DE FORMATION

Vous aurez à mettre en place et à animer les cours de formation des différents services du projet immobilier (lots : hôtel, logement...). sur Macintosh ou Lotus : Wordperfect, D base II, sur PC. Vous avez une très bonne culture informatique et un bon esprit pédagogique, et si possible, vous bénéficiez de ce type d'expérience. Réf. 9/18/72.

INSPECTEURS MAINTENANCE CONNECTIQUE

Vous participerez à la mise en place de réseaux locaux ou externes, des systèmes automatisés et des postes de travail. Vous aurez à concevoir et à réaliser les installations pour tous les systèmes « hard ». Vous avez une expérience technique de 3 à 5 ans de ce domaine, et une bonne culture informatique et électronique de base (micro, systèmes de télécom, hardware). Réf. 9/18/73.

ANALYSTE PROGRAMMEUR MICRO

Vous participerez à l'analyse détaillée et précises en charge les tâches nécessaires au développement ou l'implémentation des applications d'un projet. Vous avez une formation Bac + 2, une expérience d'au moins 2 ans au cours de laquelle vous avez connu l'environnement Apple Macintosh (Excel, 4 D...), les réseaux (MS DOS, Macintosh), et vous avez utilisé le langage de programmation C ou Pascal. Réf. 9/18/74.

CONTRÔLEUR GESTION/ADMINISTRATIF JUNIOR

Les responsabilités seront variées au sein d'un département informatique en création : analyser et contrôler les différents contrats et budgets, aider à la gestion du personnel, mettre en place les procédures pour le bon fonctionnement du service. De formation supérieure générale, vous aimez l'informatique et avez une première expérience d'une fonction administrative, financière, et possible dans un secteur technique. Réf. 9/18/75.

INGÉNIEURIE

2 INGÉNIEURS ÉTUDES DE PRIX

Électriques

Mécaniques

À l'aide des plans et cahiers des charges, vous aurez à estimer les coûts des projets techniques, soit au sein du projet de 60 hectares, 30 grandes attractions composées d'éléments mécaniques, hydrauliques, électriques, automatisés de haute technologie. Vous maîtriserez les principes des bureaux d'études ou sociétés extérieures et trouverez les meilleures solutions techniques au moindre coût en liaison avec les responsables achats et responsables de projets. Vous êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieur et avez une expérience d'analyse technique et d'études de prix dans le secteur hôtelier, soit électronique, soit mécanique. Réf. 9/18/76.

INGÉNIEUR QUALITÉ CONFIRMÉ

Vous mettrez en place, vous vivrez et analyserez des tests de contrôle de qualité à la réception des matériels techniques et des systèmes. Vous participerez à la sélection des cahiers des charges, préparerez les procédures d'inspection qualité et évaluez les coûts des fournisseurs et des prestataires extérieurs. En tant que tel, vous serez notre conseiller qualité pour toute la partie technique de notre projet. Vous êtes Ingénieur généraliste et vous avez une grande expérience de la qualité (mise en place et contrôle de procédures) sur des projets techniques variés, surtout dans les domaines électronique et mécanique. Réf. 9/18/77.

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

SUPERVISION DE PROJETS MÉCANIQUES

Vous participerez à la conception technique des projets, aiderez et superviserez les travaux des sociétés ou bureaux d'études extérieurs en liaison avec les services techniques (essentiellement mécaniques mais aussi hydrauliques, pneumatiques, électriques...) et matériels, en choisissant des solutions, en participant aux calculs techniques (contraintes, résistances...). Vous êtes Ingénieur généraliste et vous avez une très large expérience de supervision d'études pour des projets variés, avec choix de ce type de composants. Réf. 9/18/78.

ET DES COORDINATEURS POUR CES DIFFÉRENTS DOMAINES

Vous aurez à la fois la coordination de tous les travaux concernant un même projet pour lequel différents services et sociétés extérieurs assureront leur contribution. Vous devrez vous occuper activement du respect des délais et des procédures, de la bonne communication des informations. Ce rôle vous permettra d'avoir de nombreux contacts et une très bonne vue de l'ensemble des projets. Vous avez une formation Bac + 2 et un très bon niveau de l'organisation et du contrôle que vous avez démontré dans une première expérience similaire. Réf. 9/18/79.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

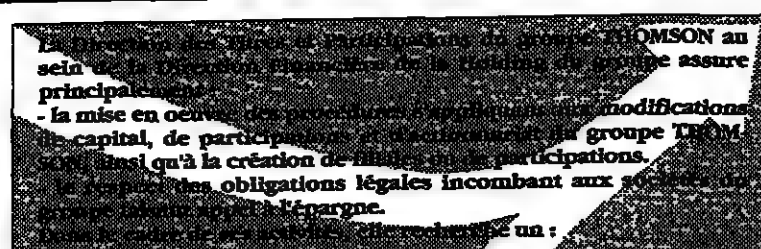
BANQUE
HERVET

Responsable Clientèle Privée Senior

La Banque Hervet, Banque moyenne de 1 350 personnes poursuit le développement de son réseau. Déjà bien implantée en région parisienne (25 agences) et en province (Région Centre, Val de Loire, Nice, Lyon...), elle assure sa croissance par le renfort de ses équipes et l'ouverture d'agences dans de nouvelles régions. Réputée auprès des PME, la Banque Hervet s'est également spécialisée dans la gestion de clientèle privée de qualité.

C'est pour développer et gérer cette clientèle que nous cherchons des interlocuteurs de haut niveau capables également de former et encadrer de petites équipes. Afin de réaliser leurs objectifs, ils bénéficient d'une large autonomie mais aussi de l'aide et du soutien des services centraux. Ils auront bien sûr à participer à la politique commerciale et à l'action marketing locale. Le poste conviendrait à des cadres âgés d'une trentaine d'années environ, ayant une bonne connaissance des placements financiers et des valeurs mobilières mais aussi de la fiscalité, du droit et de l'immobilier. Dans ce secteur en expansion, de réelles perspectives de carrière sont à envisager.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf. M36EX



CADRE FINANCIER

pour améliorer la collecte, le traitement et la diffusion de l'information rassemblée au sein de cette direction ainsi que les procédures administratives et comptables, notamment en développant l'outil informatique existant.

Il sera diplômé de l'ESCP ou d'une ESCAE et aura acquis environ 2 ans d'expérience professionnelle au sein d'un cabinet d'expertise comptable.

Après une période d'environ 3 ans, il devra évoluer vers d'autres fonctions au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à :
Daphné BUNGNER - THOMSON - Direction du Personnel du siège
Cedex 67 - 92045 PARIS LA DEFENSE

L'UN DES 100 PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS
FRANÇAIS

(Chiffre d'Affaires 7 Milliards F)

LEADER DANS LA DISTRIBUTION SPÉCIALISÉE

recherche dans le cadre de son expansion et pour son siège à Paris :

1 JEUNE
CONTROLEUR
DE GESTION

Pour assurer un rôle de conseil et d'assistance auprès des responsables de chaînes de distribution.

Profil souhaité :

- formation écoles de commerce,
- débutant ou première expérience,
- aisance dans les contacts humains.

Le candidat retenu sera également chargé d'études économiques et de missions d'audit opérationnel.

1 CONTROLEUR
DE GESTION
CONFIRMÉ

Pour participer à la définition et à la mise en place d'un nouveau système d'information pour l'ensemble du groupe.

Profil souhaité :

- environ 27 ans,
- formation grandes écoles de commerce, de préférence avec option gestion des systèmes d'information,
- une expérience réussie dans ce type de mission serait souhaitée,
- bon esprit d'analyse et aisance dans les contacts.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 81810 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN
recherche

CHARGE DE CLIENTELE PRETS

Au sein du service prêts de notre département bancaire, il assurera, avec une équipe de 6 collaborateurs, l'instruction, l'octroi et le suivi des prêts.

Il mènera cette activité très complète en liaison avec notre réseau auquel il apportera son assistance (information, pilotage, contrôle).

Il entretiendra également des relations commerciales avec notre clientèle.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure financière et juridique justifiant d'une expérience d'environ 3 ans dans le secteur bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.639 à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 - qui transmettra.

Responsable méthodes et procédures
dans un groupe financier

Nous sommes depuis 1979, le Groupe Financier filiale à parité de SOVAC et de PEUGEOT, spécialisé dans le financement des véhicules PSA.

Entreprise jeune, en plein développement, nos résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du financement.

Notre DIRECTION DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITE recherche un organisateur expérimenté pour lui confier la responsabilité de son service METHODES ADMINISTRATIVES.

A la tête d'une équipe appelée à s'étendre, actuellement 5 cadres, vous aurez pour mission d'accompagner les mutations de notre organisation administrative.

Le service METHODES est chargé d'assister et conseiller les directions du Groupe dans l'adaptation des procédures actuelles, la conception, la mise en œuvre et le suivi des nouvelles procédures administratives, dans un contexte très informatisé.

De formation grandes écoles ou équivalent, vous avez acquis une expérience d'au moins cinq années en Organisation ou Audit, au sein d'un cabinet ou d'une grande entreprise bancaire ou de services. Vous avez une réelle aptitude dans la conduite de projets, l'animation d'une équipe et un sens du contact développé.

La connaissance du groupe acquise à ce poste vous ouvrira de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9093 M à notre Conseil SENANQUE - 103 rue Lafayette - 75010 Paris.

Sénanque

BANQUE
PRIVEE
PARISRecherche pour sa Direction
des Entreprises

EXPLOITANT

CLASSE VI - VII

Les candidats diplômés de l'Enseignement supérieur, devront justifier de 3 à 4 années d'expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence 6231 à
MEDIA P.A. - 50-54 rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex.

MEDIA PA

ORGANISME FINANCIER, NOUS SOMMES RATTACHES
A UN IMPORTANT RESEAU NATIONAL ET AVONS POUR
VOCATION DE PARTICIPER AU FINANCEMENT
DES ENTREPRISES. Nous recherchons :

Responsable
des engagements

Gardien de la politique de prêts mise en place par la direction, averti de la réglementation bancaire, il assistera et conseillera les directeurs régionaux en matière de crédit et sera le défenseur des dossiers présentés auprès de la D.G.

Homme de médier, imaginatif et ayant le goût du terrain, il saura travailler en équipe et s'adapter à des interlocuteurs différents.

Environ 35 ans. Formation écoles Sup de Co ou ITB. Expérience indispensable du crédit au sein d'une banque. Poste basé à Paris, déplacements courts mais fréquents en province.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite, sous référence 843 à :

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Cornille
75006 PARIS.

ADJOINT AU RESPONSABLE COMPTABILITÉ
ET ORGANISATION COMPTABLE

Cette société du secteur tertiaire, de forte notoriété, appartient à un très important groupe international et réalise en France un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Son fort développement et une diversification de ses produits la conduisent à renforcer ses structures administratives et financières.

En liaison directe avec le responsable du département comptable et en coordination avec l'ensemble des autres directions, vous serez l'élément moteur de la définition et de la mise en place d'une nouvelle organisation comptable. Vous participerez à l'établissement des comptes de la société et à la mise en œuvre du plan de formation de l'équipe composée actuellement d'une vingtaine de collaborateurs, afin de leur permettre de s'adapter aux nouvelles structures comptables et d'acquies une plus large polyvalence.

Ce poste très évolutif s'adresse à un cadre âgé de 30/35 ans environ, titulaire d'une formation supérieure (ESCP ou université) et au minimum du DECS (certificats supérieurs d'expertise comptable). Une expérience significative dans une fonction similaire, à dominante organisationnelle, ou en cabinet, est indispensable. L'aptitude à dialoguer avec l'informatique (gros systèmes et micros) est nécessaire, ainsi que des qualités relationnelles solides. La connaissance du secteur de la banque ou des assurances serait appréciée. Ecrire sous référence 1129/M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Distribution assurée.

350 KF +/-

A dministrer le personnel
autrement...

Secteur Communication - PARIS

Groupe International de tout premier plan, nous recherchons notre responsable de la Gestion Administrative du Personnel.

Collaborateur direct du Directeur des Ressources Humaines, vous animeriez une équipe de 7 personnes.

Votre autorité de compétence la valorisera et lui permettra d'assurer la paye et le quotidien avec fiabilité (2 000 personnes à gérer).

Votre sens prévisionnel et vos qualités relationnelles vous permettront d'assurer les relations avec les organismes extérieurs (URSSAF, Retraite, Prévoyance, etc...), de conduire les études en matière de procédures et de rémunérations, de participer aux négociations avec les partenaires sociaux. Intélocuteur privilégié des Directions Financière et Informatique, conseil des Directions Opérationnelles, vous serez un élément clé du changement.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite à notre Conseil, sous réf. BP/SM - INFRAPLAN
83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

صكنا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DU PONT DE NEMOURS

Dans le MONDE: 140 000 personnes.
135 implantations, 33 milliards de \$ de C.A.
1 800 produits et gammes de produits
En FRANCE: 1 600 personnes,
6 milliards de francs de C.A.

BUSINESS ANALYST

Michael Page Finance,
Ivan Pacaud, sous réf. IP1715MO
10, rue Jean Goujon 75008 PARIS

DEPARTEMENT FINANCE DIVISION TRESORERIE

Rattaché au Responsable de la Trésorerie, le candidat sélectionné aura pour missions:

- de suivre les affaires courantes avec les banques,
- d'élaborer les budgets et de faire la suite des divisions fonctionnelles (Informatique, Finance, Ressources Humaines, Direction Générale, etc.),
- de participer à l'élaboration du reporting mensuel et trimestriel,
- d'effectuer des missions spécifiques d'analyse financière à la demande du management.

Le candidat, retenu, âgé d'environ 25 ans, débutant ou ayant une 1ère expérience, aura une formation de type Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP), complétée par un MBA ou un DECS Complet. De plus, il possèdera un excellent niveau d'anglais et maîtrisera parfaitement la micro-informatique.

Autonome et ayant le goût des contacts humains, le candidat aura de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo ou téléphones au 42.89.30.03



RESPONSABLE RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATION

Banque - 300/350.000 F

Est de la France - Une importante banque régionale recherche son futur responsable relations publiques et communication. Basé au siège de la banque et rattaché à la direction générale, il jouera un rôle stratégique dans le domaine de la communication interne et externe. Assisté d'une petite équipe, il aura un rôle moteur dans le domaine des relations publiques en étant le conseiller de la direction générale. Ce poste fortement évolutif conviendrait à un candi-

dat, doté de fortes capacités relationnelles, de conception et mise en œuvre de politique et de programmes, âgé de 35 ans minimum, ayant une expérience de la communication et des relations publiques dans la banque, ou en entreprise, sur un poste équivalent. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9581M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

BAC + 4 ou 5

Val d'Oise - Cette entreprise (3 sites industriels) fait partie d'un groupe leader mondial sur son secteur d'activité. Elle crée pour l'un de ces sites (150 millions de francs de chiffre d'affaires) la fonction de gestionnaire industriel. En relation avec le directeur administratif et financier, il prend en charge la gestion analytique de la production, met en place le suivi de l'activité commerciale, les éléments de tableau de bord, l'analyse des écarts pour action corrective dans un souci de conseil auprès des opérationnels. La réussite dans cette fonction permet à terme d'évoluer vers le contrôle de gestion de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat de for-

mation supérieure (de type ESC ou équivalent) débutant ou disposant d'une première expérience. La pratique de la langue anglaise est indispensable pour évoluer dans un groupe international en plein développement. La connaissance de la micro est un atout supplémentaire. La rémunération de départ saura motiver des candidats de valeur. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3154M - PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Banque - 180/200.000 F

Metz - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche un jeune responsable administration du personnel. Rattaché au directeur des relations humaines et disposant d'une équipe de 4 personnes, il prendra en charge tous les aspects liés à la réglementation et aux déclarations. Il s'occupera de la gestion des effectifs (paye, absences...). Créatif et disposant de grandes qualités relationnelles, il saura rapidement enrichir ses fonctions. Ce poste conviendrait à un jeune cadre âgé de 28

ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et motivé par l'aspect juridique de la fonction, ayant acquis une première expérience du personnel dans une PME ou dans la banque. Ce poste évolutif est de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9594M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

CHARGE D'ETUDES Ingénieur + 3^e cycle gestion ou économie

Dans un secteur de haute technologie, une fonction d'études aux perspectives larges - Cette société française compte aujourd'hui environ 20.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 20 milliards de francs. Pour l'une de ses directions fonctionnelles, nous recherchons un ingénieur ayant la pratique et le goût de la gestion. En liaison avec le responsable du plan de la société, vous mènerez des études économiques à l'aide de l'outil informatique (langage APL): collecte des informations, contrôle de leur fiabilité et consolidation des résultats. A court terme, vous deviendrez pleinement responsable du plan pour l'une des branches opérationnelles du groupe. A moyen

terme, vous vous verrez proposer des responsabilités opérationnelles sur un des établissements du groupe. Issu des grandes écoles d'ingénieurs, vous êtes diplômé d'un 3ème cycle de gestion, vous avez à votre actif une première expérience de 3 à 5 ans dans les domaines liés à la planification, au contrôle de gestion, ou à la gestion de projet. Votre rémunération sera fonction de votre expérience. Ce poste est basé en banlieue Sud-Ouest de Paris. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2080M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEUR D'AGENCE

Auch

La caisse régionale du Crédit Agricole du Gers (525 personnes) leader sur ce département, recherche le directeur de sa principale agence (40 personnes réparties sur 5 bureaux). Basé à Auch et rattaché au directeur du développement, il a pour mission d'optimiser l'organisation tant au niveau de l'exploitation que de la politique commerciale. Il participe activement au développement de la clientèle d'entreprises. Ce poste ne peut convenir qu'à

un cadre bancaire âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant d'une expérience de 5 ans minimum en tant que directeur ou adjoint d'agence. Une bonne connaissance du marché des entreprises est indispensable. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/T7294M - PA Consulting Group - 2 bis, avenue Friez - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

CHARGE DE CLIENTELE

PME/PMI

Banque

Laon (02) - Une importante banque régionale, intégrée à un groupe bancaire de tout premier plan, recherche dans le cadre de son développement un chargé de clientèle PME/PMI. Au sein de la direction des entreprises, il prendra en charge et développera un portefeuille de clients en leur proposant la gamme complète des produits et services (financements, trésorerie...). Intervenant de façon importante dans le suivi des risques, il bénéficiera d'un pouvoir d'engagement et présentera les dossiers pour les prêts hors délégation. Ce poste s'adresse à un cadre

bancaire âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, ITB...) ou équivalent et ayant une expérience d'au moins trois ans dans le domaine de l'exploitation PME/PMI, avec une bonne approche de l'analyse de crédits. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à C. BUSO en précisant votre rémunération actuelle et la référence A/R9587M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

RESPONSABLE CLIENTELE

Banque

Marseille - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale un responsable de clientèle pour son agence de Marseille. Dans le respect de la politique commerciale du groupe (orientée vers les entreprises co-opératives et leurs adhérents, les associations et mutuelles), il partagera son activité entre le développement d'un portefeuille de clients, le montage et l'étude de dossiers à court, moyen et long termes ainsi que la mise en place de services bancaires adaptés aux besoins de ces clients.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'études supérieures (ESC, Sciences Eco, IEP ECOFI) ou un diplômé du secteur bancaire (ITB complet, CESSB), ayant acquis une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 2 à 10 ans. Une bonne connaissance des techniques financières est nécessaire. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence A/S8386M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

LE PREMIER GROUPE BANCAIRE PRIVE FRANÇAIS: UN SAVOIR-FAIRE A PARTAGER.

Jeunes diplômés BAC + 4 minimum
(écoles de commerce, d'ingénieurs ou
universités orientées gestion), devenez des
professionnels de la finance.

Après une formation complète à nos produits
et méthodes, nous vous proposons d'intégrer
l'une de nos équipes de spécialistes pour y
prendre rapidement des responsabilités
opérationnelles.

Intervenant sur les marchés de capitaux,
gestionnaire de valeurs mobilières,
spécialiste du financement international,
contrôleur de gestion...

Une multiplicité de métiers pour une carrière
à bâtir ensemble, au quotidien.

Eric Forest, Société Générale, Service Recrutement,
7, rue Caumartin, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

VALORISEZ VOS COMPETENCES ET PARTICIPEZ A LA GESTION DES ACIERS HAUTE TECHNOLOGIE



Filiale du Groupe USINOR SACLOR, nous sommes leader européen sur le marché des Aciers
Plats pour l'automobile, l'électroménager, le bâtiment, l'emballage...
Nous recherchons pour notre Groupe de Production Est à SOLLAC Florange (proximité de Metz) :

UN(E) RESPONSABLE ORGANISATION METHODES - PROCEDURES COMPTABLES

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Comptabilité
Gestion, sa mission est d'améliorer les méthodes et procédures
comptables, en harmonie avec la Branche Aciers Plats. Il
supervise aussi les affaires fiscales.
Ce poste nécessite de nombreux contacts tant au niveau des
sites qu'au niveau de la Branche.
Le candidat possède impérativement une expérience profes-
sionnelle confirmée en audit comptable ou d'organisation et
en comptabilité. La connaissance de l'outil informatique est
indispensable pour mener à bien cette fonction.

Réf. M 39/2038 C

UN(E) ASSISTANT(E) DE GESTION DE L'USINE A FROID

Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'usine à Froid, c'est
un relais du Contrôleur de Gestion sur le terrain. Le candidat
est amené à analyser les résultats, les écarts, calculer un cer-
tain nombre de ratios etc...
Ingénieur, issu d'une école de gestion, ou d'une université
niveau 3ème cycle, le candidat a une expérience du contrôle
de gestion en industrie, des systèmes d'information ou est
assistant de gestion en PME/PMI.
Il possède une forte sensibilité technique.

Réf. M 39/2038 D

EGOR

Merci d'adresser lettres de candidatures, CV complet, photo et rémunération actuelle sous références
M 39/2038 C ou M 39/2038 D à notre Conseil :
EGOR REGION EST - 41, avenue Foch - 54000 NANCY

Votre potentiel commercial pour notre puissance financière.

Filiale d'un établissement financier de premier plan, nous créons une société
de location avec option d'achat de véhicules automobiles qui s'appuiera
sur les structures commerciales du groupe.

Vous prendrez en charge l'animation et le développement commercial. Vous
devrez convaincre, motiver et former ceux qui, dans ce puissant réseau, distri-
bueront vos produits. Bien sûr, vous élaborerez la tarification et de manière
générale contribuerez à l'amélioration du système tant au plan administratif
qu'au plan marketing et commercial.

A 28-30 ans, diplômé d'une école de gestion, vous avez 3 à 4 années d'expérience
du terrain et de la direction d'agence acquise auprès d'un des spécialistes du
secteur. Mobile et disponible, vous êtes un commercial. Vos excellentes qualités
de manager et de gestionnaire vous permettront d'évoluer vers de plus larges
responsabilités. Merci d'adresser très vite à Philippe Vuitteney, associé du
Cabinet Sirca, votre dossier de candidature, au 64 rue La Boétie - 75008 Paris,
sous la référence A 010 830 LM. Ce poste est basé à Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Groupe financier et promotion immobilière
région Languedoc-Roussillon
(80 personnes)
total bilan : 2,2 milliards
RECHERCHE SON

DIRECTEUR FINANCIER

DÉFINITION DE LA FONCTION

- Dirige le service «Finances et comptabilité» ;
- Elabore avec le directeur de la politique financière et de crédit ;
- Gère le tableau des emplois-ressources et le PMS mensuel, établit les
comptes de résultats prévisionnels, supervise la comptabilité des sociétés du
groupe, suit le dossier fiscal, le contrôle budgétaire.

PROFIL DEMANDÉ

- Formation DECS, Ecoles de gestion, option finances ou équivalent ;
- Expérience souhaitée : minimum 5 ans à un poste similaire ;
- Qualités humaines requises :
 - facilité d'intégration dans une équipe constituée ;
 - sens du contact et du dialogue, bonne capacité de persuasion.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION

Immédiatement

Faire parvenir CV avec photo et prétentions sous n° 8487
La Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Jeune Contrôleur Financier

Sur le marché des semences agricoles et horticoles, notre
Groupe se situe au quatrième rang mondial. En France, nous
réalisons 110 MF de CA et nous prévoyons une forte croissance pour
les trois prochaines années.

Rattaché au Directeur Financier, votre mission est large, donc
multivalente : cost accounting, trésorerie, budgets, tableaux de bord,
plan, crédit, correspondances informatiques du Département
Financier sont de votre ressort.

C'est une opportunité très formative pour un jeune diplômé d'études
supérieures de finance/gestion de 24 ans minimum, débutant ou avec
1 ou 2 ans d'expérience.

Vos solides connaissances de base, votre rigueur d'esprit, votre sens
de la communication vous feront réussir à ce poste basé à SENLIS, au
Nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous
réf. 22 130-M à M. BUSI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
associés

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

Notre banque, implantée au cœur des Alpes,
est parfaitement intégrée
au tissu économique régional.
C'est une entreprise à taille humaine
qui favorise l'épanouissement individuel.
Nous recherchons un

RESPONSABLE RELATIONS GRANDES ENTREPRISES

Directement rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous aurez à
gérer les relations avec les principaux clients Entreprises (montages
dossiers de financements, ingénierie financière, gestion de trésorerie,
épargne salariale, opérations internationales, relations
informatiques...).

Véritable partenaire de votre clientèle d'entreprises, vous étendrez
également votre action à la recherche de nouveaux clients.

Vous avez une formation supérieure et votre expérience bancaire
(5 ans) en tant que Responsable d'Agence ou d'un Groupe d'Agences
vous a donné de solides bases techniques. Dynamisme commercial et
esprit d'initiative sont indispensables pour ce poste de confiance.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions), sous réf. 58380, à MEDIA-SYSTEM, 6/8 impasse des
Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

**BANQUE
HERVET**

Le Pouvoir et la volonté
d'entreprendre !

Exploitant PME/PMI

Banque de siège et de réseau
70 guichets
1 350 personnes
Total de bilan : 12,5 milliards FF
CA : 1,5 milliard FF
Résultat net : 100 Millions FF

Si vous êtes convaincu d'exercer un métier passionnant et désirez
évoluer vers de nouvelles fonctions, une seule condition : vous devez
pouvoir mettre à profit vos qualités commerciales.

Nous vous assurons de réelles perspectives de carrière en vous
offrant les moyens d'une grande banque de 1 300 personnes bien
dimensionnée.

Le savoir-faire et les conseils des départements spécialisés du siège
vous permettront au sein d'une petite équipe autonome et performante
de gérer et de développer une clientèle sélectionnée de PME/PMI.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique Kharouni, Banque Hervet, Division des Carrières,
127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M37EX.

صلى الله عليه وسلم

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

seva PAM

Filiale du Groupe SAINT-GOBAIN implantée à Chalon-sur-Saône (71), la SEVA compte 400 personnes pour un CA de 350 MF.

Dans le cadre du développement de nos différentes lignes de produits : projets et équipements industriels, moules et outillages de formes complexes, outillages et procédés de moulage des composites, techniques de polissage, trains de portes... Nous créons un poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au D.A.F., il assure indépendamment des finalités classiques liées au poste, l'animation de la fonction auprès des responsables des lignes de produits et de l'encadrement. Il sera aussi associé à un certain nombre de travaux et études en étroite relation avec la Direction Financière.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'école d'ingénieur et/ou de gestion-commerce, âgés d'environ 27 ans, ayant acquis une première expérience. L'anglais est vivement souhaité. Il s'agit d'un poste évolutif pour un candidat d'envergure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 39/30510 à :

EGOR GESTION ET FINANCE
41, avenue Foch - 54000 NANCY



Secteur Bancaire

REDACTEUR CONTENTIEUX

Toulouse

Cet Organisme Bancaire est implanté sur une partie du Sud Ouest depuis de nombreuses années : il dispose d'une trentaine d'Agences sur sa zone d'activité et son implantation régionale dans les milieux industriels est très forte (plus de 10 000 entreprises clientes). Sa clientèle est composée entre autres d'entreprises innovantes dans des secteurs de technologie de pointe. Face à cette orientation, il dispose d'équipements appropriés, ayant permis très tôt la mise en place de systèmes d'information autonomes, tournés vers l'aide à la décision.

Sous l'autorité du Directeur Contentieux, ce Rédacteur aura pour principales missions le suivi et le recouvrement de créances, ainsi que la gestion de dossiers contentieux. Il est en liaison avec les Chargés de Clientèle et pourra être amené à se déplacer en Agence.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'une Maîtrise en Droit, il fera état d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire chez un Avocat ou dans un Service Contentieux (Entreprise ou Organisme de Recouvrement). Il aura des connaissances en matières de droit des affaires.

Qualités requises : rigoureux, autorité de compétences, communicatif, pédagogue, diplomate. Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 20/1834 P à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
Le Sully - 1 place Cocciante
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

Prendre en charge l'Administration et la Gestion de notre Direction Régionale

Filiale du Groupe Lyonnaise des Eaux, notre société (4500 personnes - 1,6 milliard de francs de Chiffre d'affaires), partenaire des collectivités locales, apporte un service complet à la population. Nous possédons une solide notoriété par la qualité de nos prestations et de notre disponibilité. Nous renforçons nos structures et recherchons le Responsable de l'Administration et de la Gestion de notre nouvelle Direction Régionale Ile de France-Centre (750 personnes - 330 millions de francs de Chiffre d'affaires).

Rattaché au Directeur Régional, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des fonctions de l'Administration Générale de la Région. Il anime une équipe de 15 personnes et ses principales responsabilités portent sur l'administratif, la comptabilité, le contrôle de gestion, l'informatique et la gestion du personnel.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel d'environ 35 ans, de formation supérieure idéalement complétée du DECS. Il justifie d'une expérience significative de "généraliste" dans une PME.

Ce poste est basé en banlieue Sud. L'appartenance à un groupe ainsi que les conditions offertes sont susceptibles d'intéresser un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/387 K à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

Le Groupe EGOR, plus de 300 personnes, est l'un des leaders européens dans le domaine des Ressources Humaines. Notre forte croissance (+ 40 % par an), nos nombreuses implantations nationales et internationales, ainsi que le développement de nos diversifications nous conduisent à renforcer nos structures fonctionnelles et à rechercher deux nouveaux collaborateurs.

COMPTABLE GENERAL

Au sein du Service Comptable, il se verra confier la responsabilité comptable de plusieurs sociétés du Groupe, de la saisie des pièces comptables à la réalisation des bilans. Totalemment autonome et fiable, il saura prendre la mesure de ses importantes responsabilités.

Réf. M 41/458100 B

COMPTABLE ANALYTIQUE

Rattaché au Contrôleur de Gestion du Groupe, il participera à la refonte de la comptabilité analytique et des tableaux de bord et contribuera par son sens relationnel et ses capacités d'écoute, à définir au mieux les besoins des clients.

Réf. M 41/458100 C

Nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires de DUT ou BTS en Comptabilité ou Gestion, ayant une première expérience d'au moins 3 ans dans des fonctions analogues. Autonomes, ayant le sens des responsabilités, leur dynamisme et leurs capacités d'initiatives seront déterminantes.

Nous proposons des fonctions motivantes au sein d'une équipe dynamique et jeune. La rémunération est attractive et les postes sont basés à Paris Bérre.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

Coordonner, planifier, gérer...

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DURAVIT

"Céramique de Bischwiller" est une PME en expansion, spécialisée dans la production d'appareils sanitaires en porcelaine, faisant partie d'un groupe allemand de 900 personnes au total.

Rattaché hiérarchiquement au directeur général, fonctionnellement au responsable comptable et financier allemand, le candidat a pour mission d'animer les services comptables, de développer principalement la comptabilité analytique et le contrôle budgétaire ; il assure également la gestion du personnel (recrutement, administration, motivation...) et supervise les achats et l'informatique.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent), le candidat possède une expérience comptable et/ou de gestion opérationnelle de préférence acquise en milieu industriel. La maîtrise de l'allemand est exigée et une expérience de travail en contexte allemand serait appréciée.

Basé à Bischwiller (67) près de STRASBOURG, ce poste s'adresse à un candidat motivé par une fonction diversifiée dans un environnement dynamique ; la rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 63/3116 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

TOLLENS

Leader Français dans la production et la distribution de peintures haut de gamme et de produits de décoration, le groupe TOLLENS emploie près de 900 personnes pour un chiffre d'affaires de 900 MF et une marge nette de 7,5 %. En France, la distribution s'organise autour de 50 filiales. Dans le cadre de son expansion, TOLLENS recherche :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il est chargé de la préparation et du suivi du budget de la maison mère (analyse des écarts et actions correctives). Il traite également certains dossiers de prestations externes et participe aux décisions d'investissement.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion, si possible dans la distribution. Réf. M 67/2666 F

RESPONSABLE CONSOLIDATION et AUDIT

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il est chargé de définir les procédures de consolidation, de former les utilisateurs et d'effectuer la consolidation des Sociétés françaises et étrangères. Il est aussi responsable de l'équipe d'auditeurs internes et de la mise en œuvre des programmes d'audit comptable du groupe.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires d'un DECS, ayant acquis idéalement une expérience mixte en cabinet et entreprise en consolidation. Réf. M 67/2666 G

Les postes sont basés à Cergy. Les conditions matérielles et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

Takeda

Les Laboratoires TAKEDA, filiale française d'un Groupe Pharmaceutique International connaissent actuellement un accroissement important de leurs activités. Ils étoffent leurs services financiers et recherchent un

DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché au Directeur Général et assisté d'une équipe de 5 personnes, il prendra en charge la comptabilité générale et analytique, le contrôle de gestion, le reporting et la trésorerie.

Pour ce poste parisien, nous souhaitons rencontrer un Directeur Financier confirmé, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience significative de la fonction dans une entreprise anglo-saxonne. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité ambitieuse.

Merci d'adresser lettre de candidature, curriculum vitae complet, photographie et rémunération actuelle sous la référence : M 67/3276 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION HF

Création de poste

Cette société de forte notoriété du domaine tertiaire et des services est l'un des premiers groupes Européens. En France, le développement de ses activités justifie la création d'un poste de Contrôleur de Gestion.

Rattaché à la Direction Générale et Financière, le titulaire du poste sera chargé de mettre en place les outils de gestion nécessaires au suivi et au contrôle de nouvelles activités développées en France. Cela implique la mise en place de l'ensemble des procédures budgétaires et comptables et les instruments de reporting.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur économique et commercial (option finances, comptabilité, contrôle de gestion) possédant de préférence une première expérience professionnelle (2/3 ans). Son expérience a été acquise en entreprise ou au sein d'un cabinet d'audit. Il est habitué à utiliser la micro-informatique. La pratique de l'anglais est souhaitée. Les conditions offertes sont de nature à intéresser un(e) candidat(e) de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 60/3255 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidés dont près de 20 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

La Direction Réassurance des A.G.F. recherche :

Adjoint au responsable du département comptabilité générale et trésorerie

Sa mission s'articulera autour de 2 axes essentiels :

- la coordination de l'ensemble des activités comptables : comptabilité générale, déclarations fiscales, frais généraux, contrôle de gestion, stratégie, consolidation,
- l'encadrement et l'animation d'une équipe.

Nous souhaitons rencontrer un candidat possédant :

- un diplôme d'une école supérieure de commerce ou un DECS,
- la connaissance de l'anglais,
- l'expérience (3 à 5 ans) de l'encadrement d'un service comptable (acquise ou non dans le secteur de l'assurance). (réf. M/101/R).

Adjoint au responsable du service comptabilité acceptations

Ses responsabilités comprendront les aspects suivants :

 - le contrôle et la vérification des informations comptables reçues des clients (cédantes ou courtiers) originaires de plus de 100 pays,
 - l'analyse des comptes de résultats pour définir l'évaluation des différents secteurs d'activité,
 - l'animation d'une équipe.

Nous recherchons un candidat justifiant d'un diplôme d'une école supérieure de commerce ou d'un DECS ayant, à son actif, la connaissance de l'anglais et une expérience comptable de 3 à 4 ans de préférence dans le secteur de l'assurance. (réf. M/109/R).

Merci d'adresser lettre et CV (en précisant votre rémunération actuelle) sous réf. correspondante à Isabelle DONNADIEU Département des Ressources Humaines.

AGF 33, rue La Fayette - 75009 PARIS

AGF

Le contrôle de gestion
au plus haut niveau
sur la Côte d'Azur

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-
MARINES filiale du groupe THOMSON, nous
recherchons et développons des systèmes de
détection sous-marine. Leader Européen,
nous sommes aussi la première société
exportatrice du monde dans notre domaine.
Nous recherchons pour notre département
de la Côte d'Azur un :

JEUNE CADRE
EN GESTION BUDGETAIREGrande Ecole ou Equivalent
Débutant ou Première Expérience

Intégré au Service Contrôle de Gestion, sous la responsabilité du Contrôleur Budgétaire, vous assurerez le suivi et l'analyse des frais de l'ensemble des services. Vous élaborerez et analyserez le budget annuel et les tableaux de bord mensuels. Vous aurez aussi à réfléchir, en concertation avec les différents responsables des services, sur les solutions économiques à apporter en veillant à l'application des procédures.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous concevez la fonction en homme de terrain, nécessitant rigueur, souplesse et sens de la communication. Vous débutez dans la vie professionnelle ou avez déjà acquis une première expérience, de préférence en Cabinet d'Audit, et souhaitez rejoindre un grand groupe français qui vous permettra d'évoluer très vite.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 150 KF.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 9109 à :

BERNARD JULHET RESSOURCES HUMAINES PROVENCE
23, Rue de la Buffa - 06000 NICE.

Adjoint au
Directeur Financier H/F

Financement Immobilier et promotion

Notre Groupe de sociétés (financement immobilier et promotion) animé par une direction innovatrice, dynamique, exigeante, poursuit un important développement en C.A., rentabilité, notoriété sur ses marchés. Vous seconderez le directeur financier et, à ce titre, vous aurez notamment la responsabilité de la supervision :

- des services comptables
- de la trésorerie des sociétés du groupe
- du contrôle de gestion du produit net bancaire.

De formation E.S.C., D.E.C.S., Maîtrise de Gestion - Dauphine ou équivalent - vous avez entre 5 et 7 ans d'expérience, une bonne connaissance pratique de la comptabilité.

Votre tempérament d'animateur, vos qualités de rigueur et d'organisation, votre capacité à travailler en équipe seront parmi les critères déterminants du choix pour ce poste basé à Paris.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 19 8317 M à notre conseil.

EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

Une forte croissance, plusieurs missions...

**VOUS ÊTES
A LA FONCTION FINANCIÈRE
AIR FRANCE**

Nous recherchons les comptables de notre croissance. Vous êtes titulaire d'un DUT, BTS comptable ou DESCF. Vous avez environ 25 ans. Vous avez de préférence au moins 3 ans d'expérience en cabinet d'expertise comptable ou en entreprise. Vous maîtrisez l'outil informatique. Vous parlez l'anglais.

Au sein de sa fonction financière (1100 personnes) Air France vous propose :

- des premiers postes avec des missions précises :
 - Chef de groupe au contrôle des recettes ou litiges.
 - Chef de groupe à la facturation industrielle.
 - Agent de maîtrise à l'inspection financière.
 - Assistant du directeur financier d'une filiale.
- un itinéraire professionnel diversifié en région parisienne, en France ou à l'étranger.

Votre rémunération annuelle brute de départ tiendra compte de votre diplôme et de votre expérience professionnelle : 121000 F à 135000 F.

Merci d'adresser avant le 19 septembre, votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. CF/M à Air France, Madame Baugrand, Sélection et Orientation, Orly Sud 114, 94396 Orly Aéroport Cedex. La sélection est prévue le 11 octobre.

AIR FRANCE

Consultez
Minitel 3615 ou 3616
Code AF

trace l'avenir

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le Groupe BERTRAND FAURE AUTOMOBILE recherche pour l'une de ses sociétés industrielles (1,5 milliards : 5 usines), un :

**Contrôleur de Gestion Central
basé à Etampes**

Dans le cadre de la réorganisation de nos systèmes d'information, vous aurez pour mission d'adapter notre contrôle de gestion à nos nouveaux besoins, en formant votre équipe et les utilisateurs. L'établissement des budgets, le suivi des résultats et le conseil aux opérationnels vous impliqueront totalement dans la vie de l'entreprise.

30/35 ans, de formation ESC ou école d'ingénieur plus gestion, vous justifiez d'une solide maîtrise de la comptabilité industrielle. Homme de conseil, vous appréciez de mettre en oeuvre personnellement vos recommandations si nécessaire et êtes disponible pour des déplacements en usines.

La rémunération sera motivante pour un candidat de valeur. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous référence C 209 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

Groupe français du secteur des biens d'équipement industriels, leader européen et n° 2 mondial dans sa spécialité (700 personnes, CA : 600 MF), nous recherchons pour nous accompagner dans notre expansion un :

Directeur Administratif et Financier
Paris Est 400 KF+

Rattaché au PDG, il supervisera une équipe de 15 collaborateurs et assurera la responsabilité de l'ensemble des fonctions administratives, comptables et financières.

Dans un premier temps, il s'attachera à vérifier la cohérence du système d'information et à mettre en oeuvre les développements majeurs, permettant de l'adapter à un contexte international évolutif.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de 30/35 ans, de formation supérieure (type ESC + DECS), justifiant d'une expérience réussie en cabinet d'audit, puis éventuellement en entreprise, les ayant dotés d'une bonne maîtrise de l'organisation comptable et informatique en milieu industriel.

Ce poste requiert d'excellentes qualités d'organisation et d'animation d'équipes, ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. E 216 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

Filiale française de la JAPAN AIR LINES, nous sommes aujourd'hui le numéro 1 des «Tour Operators» spécialisés sur le Japon et poursuivons notre croissance (50 personnes, CA : 80 MF). Nous recherchons notre :

Chef du Service Comptable
Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et responsable d'une jeune équipe de 7 personnes, vous coordonnerez l'intégralité des tâches comptables jusqu'au bilan et participerez activement au développement des outils de gestion dans un contexte évolutif et fortement informatisé.

De formation supérieure et niveau DECS, vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables et fiscales et justifiez d'une expérience d'environ 4 ans acquise dans une fonction similaire ou pour partie en cabinet d'expertise.

La souplesse d'esprit, le sens de la communication, de bonnes connaissances informatiques (IBM) et la maîtrise de l'anglais sont parmi les qualités essentielles pour réussir dans ce poste et évoluer vers de plus larges responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous référence E 217 M à Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

صكتا من الامل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Audit Manager

Paris 330 KF+
Société multinationale (50 Mds de \$) parmi les plus puissantes et les plus diversifiées du monde recherche pour le siège européen de l'une de ses branches haute technologie (1 Md de \$) un

Dans le cadre de cette création de poste, vous serez chargé de mettre en place le service d'audit et de concevoir le programme d'audit pour l'ensemble des filiales européennes de la branche.

Au départ très impliqué sur le terrain, vous devrez sensibiliser vos interlocuteurs à l'importance de votre mission. Ce poste ouvre à terme de très larges perspectives d'évolution en France ou à l'étranger.

Agé de 28 à 32 ans et de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ...), vous avez acquis une solide expérience de l'audit au sein d'une multinationale ou d'un cabinet anglo-saxon. Anglais requis.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 42.89.30.03, ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. XA1892MO.



Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Responsable Gestion et Organisation

Yvelines (78) 300/350 KF
Un groupe industriel français en forte croissance internationale de 10 Mds F de CA, recherche pour sa principale division un

Animant une équipe de 5 personnes, il assurera la gestion des tableaux de bord informatisés et décentralisés, il s'investira dans tous les domaines relevant de l'organisation, optimisant ainsi la remontée d'informations précises et synthétiques vers la direction.

Le candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, CENTRALE, ...), âgé de 30/35 ans, justifie d'une expérience d'organisation et/ou de contrôle de gestion, en cabinet ou en milieu industriel.

Contactez Frédéric Pongou au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FP1900MO.



Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Directeur Administratif et Financier

Paris Sud-Ouest 350 KF+
Groupe international leader recherche pour une de ses filiales françaises (CA 100 MF) un

Rattaché au Directeur Général, le Directeur financier encadrera une équipe de 5 personnes qui se développera et aura en charge la comptabilité, le budget, la fiscalité, le juridique, la trésorerie, le personnel, l'informatique et le reporting en liaison avec la maison-mère. Agé de 28/32 ans, les candidats devront être diplômés d'études supérieures (École Supérieure de Commerce), posséder 3 à 4 ans d'expérience minimum, avoir déjà encadré une équipe et maîtriser parfaitement l'anglais.

Contactez Gilles de Mentique au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1895MO.



Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Contrôleur de Gestion

Evry (91)
Notre client, siège social d'un groupe international (CA 400 MF, 240 personnes) spécialisé dans la conception, l'assemblage et la vente de biens d'équipements industriels, recherche son

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, votre mission sera de :

- Développer et optimiser le système de gestion des prix de revient,
- Elaborer les budgets, superviser la détermination des résultats, analyser et commenter les écarts,
- Collecter les informations comptables et financières des filiales étrangères afin de présenter des états consolidés mensuels.

Agé de 30/35 ans, vous êtes de formation école de commerce et avez acquis une expérience si possible dans un environnement industriel et anglo-saxon. Utilisateur de l'informatique de gestion, vous êtes organisé, rigoureux, et possédez de réelles qualités de communication, votre anglais est opérationnel.

Contactez Michel Guinet au (1) 42.89.30.03, ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence MGI660MO.



Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Case Poclain

Recherche pour sa division T.P. Europe du Nord (CA de plus d'un milliard de Francs), son

Senior Business Analyst

Nord de Paris 280 KF+
Responsable des analyses de résultats, des prévisions, des études, votre optique sera aussi bien de maîtriser les aspects financiers que de conseiller les opérationnels sur les options à choisir. En relation permanente avec les distributeurs et les filiales, votre sens de la communication sera apprécié.

Agé de 26 à 32 ans, de formation école supérieure de commerce ou équivalent, vous avez une expérience de 2-3 ans de contrôle de gestion ou d'audit en milieu international. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03, ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. RC1889MO.



Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

L'ORGANISATION AU SERVICE DE LA FINANCE

Un important groupe bancaire et financier, installé au cœur de la cité financière, renforce l'équipe Organisation du Département Back-Office Titres et recrute des

Chargés d'Organisation

Pour être les interfaces entre les divers utilisateurs et les Etudes Informatiques, imaginer et mettre en place la solution la plus adéquate à chaque problème, qu'elle soit informatique ou autre.

Ces postes conviendront à des diplômés d'écoles de gestion ou d'ingénieurs, battants, créatifs, ayant un bon sens de la communication, et de solides connaissances financières ou bancaires acquises au cours d'une première expérience, ainsi qu'une bonne sensibilité informatique et, si possible, la connaissance des outils micro.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence AH/PBM P A CARRIA PROFILE 123, rue de Rennes 75006 PARIS.



Conseil en Recrutement

Trésorier Gestionnaire de Risques

Proche Banlieue Ouest 350/400 KF
Groupe industriel français leader mondial dans son domaine. Notre trésorerie : plusieurs milliards de francs. Notre Direction Financière recherche un

Elément moteur d'une gestion orientée vers le moyen terme, il est chargé de gérer les placements de la société et le risque de change.

Assisté par un opérateur confirmé, il s'appuie sur un back-office structuré, un système informatique sophistiqué et un ensemble complet de politiques et procédures. Il répond au Chef du Département Trésorerie Financement. Diplômé d'une grande école de commerce, il doit pouvoir justifier, à 30 ans ou plus, d'une réelle expertise en matière d'instruments de placements et de gestion du risque de taux. Il s'est familiarisé, en outre, avec les opérations internationales.

Il allie qualités techniques et humaines qui peuvent lui permettre d'évoluer dans un groupe offrant de réelles perspectives de carrière. Anglais courant requis.

Contactez Chantal Carlin au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CCS74MO.



Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier



DEMARREZ UNE CARRIERE INTERNATIONALE DANS L'UNIVERS FINANCE/COMPTABILITE.

HEC, ESSEC, SUP DE CO, DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE.

Vous avez choisi d'exercer votre carrière dans le domaine financier et comptable. Votre pratique de l'anglais et votre mobilité (intellectuelle autant que géographique) sont de nature à servir votre ambition de carrière internationale.

Après une première mission d'environ 2 ans au sein de la Direction Financière France, (Siège à Paris la Défense), vous serez détaché à notre Direction Europe à Bruxelles : seconde étape de votre évolution dans le Groupe.

L'enjeu est de taille à maîtriser les meilleurs avec lesquels nous sommes prêts à engager un dialogue constructif. Pour cela, merci d'écrire avec CV et prétentions sous réf. EX/LMI à

La Société française EXXON CHEMICAL (CA 6 milliards de francs dont 52 % à l'export, 1300 personnes dont 375 cadres et 70 expatriés) est initiée d'un des plus importants groupes internationaux et figure parmi les leaders mondiaux dans son domaine d'activité : la fabrication et la commercialisation de produits chimiques.

sa direction financière et comptable recherche un



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Financiers/Banquiers Consultant

Paris/Lyon Strasbourg/Lille ± 350KF
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience dans une fonction financière ou bancaire en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management, gestion.

Le Groupe Michael Page coté à la bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de financiers et de banquiers. Notre forte expansion en France et en Europe permet d'envisager de fortes possibilités d'évolution à Paris, dans d'importantes villes de province ou à l'étranger pour des candidats à fort potentiel.

Contactez Charles-Henri Dumon au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CHD58MO.



Michael Page
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Où le contrôle de gestion
rencontre l'urbanisme...

Notre vocation : pour le compte des collectivités locales de la Région Ile de France, acquérir des terrains et des immeubles, les gérer, les aménager ou les reconstruire dans le cadre d'opérations d'habitat, d'activités, de loisirs...

Rattaché(e) directement au Président, vous mettrez sur pied un "instrument de pilotage" précis et efficace, destiné à affiner le suivi financier des opérations. En relation étroite avec les patrons des services opérationnels, vous attirerez l'attention sur les dérives et les dysfonctionnements, proposerez des améliorations de procédures ou de structures.

Un rôle créatif, des opérations diversifiées... c'est bien ce que vous cherchez ? Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion - plus un troisième cycle d'urbanisme, peut-être ? - et vous pratiquez le contrôle de gestion depuis trois à cinq années environ. Prenez contact avec notre conseil Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, qui nous assiste dans cette recherche. Ecrivez-lui sous référence A 966 512 au 64, rue La Boétie - 75008 Paris et précisez votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris 12^{ème}.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Jeune contrôleur de gestion

Lyon

H/F

Vous avez une formation supérieure et, fort d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans cette fonction, vous recherchez un nouveau challenge.

Rattachée à un puissant groupe international, notre société connaît une expansion rapide sur le marché des matériaux composites.

Pour nous aider à analyser l'impact économique de nos décisions et en mesurer la rentabilité prévisionnelle, nous vous proposons de donner une nouvelle dimension au poste de Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez notamment à proposer aux responsables opérationnels ainsi qu'à la Direction Générale les outils et tableaux de bord nécessaires. Vous participerez à l'élaboration des budgets et plans d'investissement, et apporterez l'clairage économique nécessaire à l'élaboration des stratégies, en cohérence avec les stratégies internationales. Anglais indispensable.

Si cette mission et les perspectives de développement qui y sont liées vous attirent, adressez rapidement votre candidature sous réf. 4001 M à notre agence PARCOURS - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui nous transmettra confidentiellement la totalité des dossiers.

Directeur financier

PARIS

450-500 KF + voiture

LA SOCIÉTÉ : Filiale française (200 personnes) d'un puissant groupe de services américain en pleine expansion.

LE POSTE : Responsabilités complètes de DAF - plans, budgets, analyse financière, comptabilité générale, informatique, trésorerie, recouvrement... (25 personnes).

LE CANDIDAT : Première expérience en audit, ensuite au moins 6 ans de contrôle financier dans une culture anglo-saxonne; bilingue anglais, très disponible et souhaitant évoluer dans un environnement extrêmement dynamique.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer un CV complet sous réf. 1200/LA à : Ivoir ALEX - NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 Paris.

Norman Parsons

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CREDIT NATIONAL
recherche
pour son Service de
la Comptabilité
Générale à Paris

Crédit National

Cadre comptable

- Titulaire du diplôme E.S.C. ou de la Maîtrise en Gestion + D.E.C.S. complet
- Ayant acquis deux à trois années d'expérience dans un cabinet comptable, une entreprise ou un établissement de crédit.

Il seconde le Responsable de la Division chargé de la gestion administrative et comptable des filiales. En outre, il réalise des études comptables, fiscales, d'organisation et d'audit.

Par ailleurs, il participe au sein du Service aux travaux consacrés à la nouvelle législation bancaire : comptabilité-devises, plan comptable bancaire, ratio Cooke, nouveaux instruments financiers...

Il lui est offert une rémunération et des possibilités de progression attrayantes.

Merci d'envoyer une lettre
manuscrite avec CV, photo et
indication du salaire actuel au
CREDIT NATIONAL -
Direction des Ressources Humaines
45 rue Saint-Dominique -
75700 PARIS

STEPHEN RABY ASSOCIATES

CONTROLEUR FINANCIER
HOLDING R.F.A.

Rejoignez un groupe Industriel français performant d'envergure internationale (20 milliards de C.A.) en devenant le contrôleur financier du holding allemand.

Rattaché à la direction du contrôle financier du groupe, vous assurerez la liaison avec la France à travers le reporting, le suivi de la trésorerie et la coordination des opérations de restructuration, vous superviserez la consolidation et contrôlerez l'application des règles fiscales, juridiques et comptables locales.

Agé d'environ 28 ans, vous parlez couramment allemand. Votre expérience au sein d'un cabinet d'audit ou dans des fonctions similaires dans un grand groupe vous permet d'assumer votre autonomie. Les possibilités d'évolution au sein du groupe sont réelles et motivantes.

Rémunération attractive, adaptée à la qualité du candidat.

Poste basé à Stuttgart.

Merci d'envoyer votre dossier sous référence 1868, chez Stephen Raby Associates.

RECRUTEMENT FINANCIER
27, RUE MARMITE 75008 PARIS TEL 4590001-45 20 40 46

ADJOINT AU RESPONSABLE
"RISK MANAGEMENT"

ETABLISSEMENT

FINANCIER

DE TOUT

PREMIER PLAN

Au sein du département des investissements et marchés, il prend le poste d'adjoint du responsable du service stratégie de gestion des portefeuilles maison.

A ce titre, sa première mission sera de concevoir et mettre en place un système de suivi et contrôle du risque de taux, en relation avec les différents secteurs opérationnels (Front et Back) ainsi que les services fonctionnels (compta - juridique - contrôle de gestion).

Il exploitera ensuite ce système pour suivre le risque de taux en temps réel, établir les prévisions de résultats, actualiser les tableaux de bord des investissements et des ressources et exercer une mission d'alerte pour le compte de la direction générale.

Pour ce poste à forte dimension stratégique, nous souhaitons rencontrer un cadre financier connaissant parfaitement les produits de taux, grâce à une première expérience de ces marchés soit en banque, soit en gestion de trésorerie d'un grand groupe.

Il est nécessairement diplômé d'une grande école - option finance - ou d'un 3ème cycle financier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08644 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Notre vocation :
apporter une assistance juridique et fiscale auprès de
nos adhérents exploitants agricoles.
Nous recherchons notre

RESPONSABLE DU SERVICE
JURIDIQUE ET FISCAL

Rattaché au directeur, vous animez un service de 4 personnes et un centre de gestion agréé. Vos compétences en matière juridique et fiscale vous permettent de former et de faire évoluer votre équipe en terme d'excellence.

Bon communicateur, vous êtes l'âme de ce service et vous favorisez le travail de chacun en amenant votre conseil sur des dossiers complexes.

Vous avez de bonnes qualités rédactionnelles et êtes en charge du mensuel d'information diffusé à nos adhérents. Diplômé d'un 3^e cycle en Droit Privé (préférence pour un doctorat d'état).

Vous avez entre 28 et 32 ans et justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en conseil juridique et fiscal.

Pour saisir cette opportunité de réussite à Chartres, merci d'adresser votre
manuscrite, C.V. et présentation sous réf. 10002/81
à notre Conseil A. BASSE-DUJEAN - CEGOS
Département Recrutement - Tour Vendôme
92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

L Y O N

Notre département Inspection Générale joue un rôle de diagnostic et de conseil au sein de notre Entreprise.

Nos auditeurs et inspecteurs sont des hommes et des femmes de terrain qui sont les interlocuteurs privilégiés des managers du réseau commercial et du siège social.

Nous proposons aujourd'hui à de jeunes diplômés à fort potentiel d'intégrer nos équipes, sur des postes exigeant un fort investissement personnel.

AUDITEURS

Votre objectif : faire évoluer l'entreprise par votre intervention à tous les niveaux de l'Entreprise.

Votre formation supérieure (école de Commerce, Université...) vous capacite d'analyse et de synthèse ainsi que votre sens développé de la communication vous feront évoluer à terme vers des responsabilités de Management.

INSPECTEURS

De formation Bac + 2, Bac + 4, vous souhaitez vous investir dans une mission qui développera votre goût pour la communication et le rédactionnel ainsi que votre aptitude à analyser des fonctionnements de façon rigoureuse et précise.

Votre entraînement pour la fonction commerciale vous fera évoluer après cette première expérience vers des fonctions d'encadrement dans nos agences.

Pour ces postes des déplacements fréquents sont à prévoir sur la région Rhône Alpes.

CA CREDIT AGRICOLE
DU SUD-EST
Le bon sens en action

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet s/réf. IGL91 au Crédit Agricole du Sud Est 69541 CHAMPAIGNE MONT D'OR Cedex.

SOCIETE FINANCIERE DE PARIS

Cadre Comptable

H/F

Notre Groupe, créé en 1967, spécialisé depuis 1972 dans la location de biens avec option d'achat auprès de la clientèle des particuliers (leader européen dans son domaine), s'est diversifié depuis 1985 avec un très fort développement dans des activités de crédits auprès des entreprises, et d'interventions sur le marché obligataire. 1988 : bénéfice net du groupe, 70 MF.

Face à ce développement, notre Direction Générale souhaite confier d'importantes responsabilités à un jeune cadre comptable de haut niveau. Votre mission :

- Suivi des comptes, des tableaux de bord, des déclarations réglementaires (commission Bancaire...), élaboration et adaptation de procédures évolutives dans un environnement informatique en constant développement (IBM PC).
- Animation et contrôle d'une équipe de 4 professionnels comptables fortement motivés, et avec le souci permanent de rentabilisation administrative, optimisation de la gestion des entités du Groupe.

La trentaine, idéalement Sup de Co + DECS, justifiant d'une solide maîtrise de l'outil informatique décentralisé, vous saurez nous convaincre d'une expérience dynamique dans les domaines de la comptabilité financière (Banques, Sociétés Financières, Cabinets d'Audit).

Merci d'écrire, en indiquant votre rémunération actuelle et en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente à CATHERINE MARCHEL-GOUEE, Conseil en Ressources Humaines 127, avenue de Malakoff - 75116 PARIS.

سكنا من الامل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE NATIONALE PARIS 8^{ème} RECHERCHE

RESPONSABLE DU CONTROLE DES RISQUES DE MARCHES

Vous avez environ 30 ans et de 3 à 5 ans d'expérience. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou Ecole de Commerce), vous avez une bonne connaissance des opérations de Marchés et la maîtrise des outils informatiques. Au sein d'une banque de taille moyenne vous aurez à contrôler l'ensemble des risques de marchés et à rendre compte de leur évolution. Vous serez rattaché(e) à la Direction du Contrôle et de l'Inspection. Si ce poste vous intéresse, adressez lettre de candidature manuscrite avec curriculum-vitæ et photographie sous référence 4006 à **FORCER** - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FINANCIERS

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES (2800 personnes - 1,5 milliard de francs), société de la branche conditionnement en verre du Groupe Saint-Gobain (l'un des premiers groupes industriels du monde), conçoit, fabrique et commercialise des flacons en verre creux destinés à la pharmacie et à la parfumerie. Rattaché au Chef des Services Financiers, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des activités comptables, consolidation et trésorerie de la société : sortie des comptes de résultats mensuels, clôture sociale en fin d'année, travaux budgétaires, problèmes fiscaux, trésorerie Francs et Devises. Il assure également des missions spécifiques : Refonte de chaînes comptables, amélioration des procédures et implantation de nouveaux progiciels. Il anime une équipe de quatre collaborateurs. Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation ESC complétée d'un DECS. Il a acquis une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise. Basé au siège à Mers-les-Bains (80), ce poste permet d'envisager, d'ici deux à trois ans, une évolution rapide dans la filière Administration/Finance de la branche. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/212 BW à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

Poulain LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

Filiée depuis début 1988 de **CADBURY SCHWEPPEES**, 3^{ème} chocolatier mondial, l'importance de nos projets et le développement de nos outils de gestion, nous amènent à compléter notre siège à **BLOIS** par un

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Ingénieur + 3^{ème} cycle gestion, ou SUP de CO, il a 5 ans d'expérience en contrôle de coûts de production. Animateur d'une petite équipe, il sera très impliqué dans l'organisation de nouvelles procédures, le contrôle et la validation des investissements industriels, ceci dans un contexte de mise en place d'une GPO. Ce poste requiert capacités d'organisation et de management, pratique de la micro-informatique et de la langue anglaise et offre de réelles possibilités d'évolution. Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous réf. 9094 à

Gallos & Associés 116, Champs Elysées, 75008 PARIS

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS!



CADRES HAUT NIVEAU (HEC-ESSEC-ESCP-IEP-INGENIEUR GDE ECOLE + GESTION) relevez le défi des années 90 dans notre **CONTRÔLE CENTRAL DE GESTION**

Débutant ou expérimenté (3 à 5 ans), plusieurs postes pourront vous être confiés à Paris : le contrôle de gestion, l'analyse et les prévisions de résultats, l'organisation et le développement de nouvelles méthodes de gestion. Votre autonomie et votre volonté vous conduiront à prendre très rapidement des responsabilités. Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons. Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**
Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

jeune contrôleur de gestion

GROUPE PERFORMANT spécialisé dans le **NEGOCIE INTERNATIONAL (C.A. : 3 milliards de Francs, 50 filiales en Europe)** recherche un **jeune contrôleur de gestion**.

Travaillant dans l'équipe de contrôle de Gestion du Holding, en liaison avec les responsables financiers des filiales, il sera dans un premier temps chargé d'analyser les opérations d'information de Groupe (rapports, budgets, plans). Ses compétences lui permettront, par ailleurs, de participer à diverses études de nature variée.

Ce poste évolutif, basé à Nanterre, s'adresse à un **DIPLOMÉ** **GRANDE ECOLE** (HEC, ESSEC, ESCP...), **DÉBUTANT** ou ayant acquis une **PREMIÈRE EXPÉRIENCE** d'un ou deux ans. La vocation internationale du Groupe implique une pratique courante de l'ANGLAIS. Une bonne connaissance de l'ALLEMAND serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous référence 3723 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

L'Organisme de tutelle des Banques Populaires recrute des inspecteurs (débutants ou 1^{ère} expérience)

L'audit bancaire un bon départ pour votre carrière

HEC / ESSEC / ESCP / IEP / X / CENTRALE / AGRO...

Un métier de généraliste

Aucun domaine n'échappe à vos investigations (développement commercial, informatique, gestion financière, relations humaines...), ce qui vous offre un terrain privilégié d'action et de formation.

Un style de vie actif

Des contacts humains variés, une équipe solidaire, une existence indépendante dégagée de la routine... Un style de vie actif et particulièrement motivant.

Une prise de responsabilités rapide

La pertinence de vos analyses, la sûreté de votre jugement vous feront accéder à des responsabilités croissantes.

Des opportunités dans un grand groupe

31 banques autonomes constituent, avec leurs organismes centraux, le 5^{ème} groupe bancaire français. Les opportunités de carrière y sont nombreuses et variées.

Pour participer aux épreuves de sélection qui se dérouleront à partir du 7 octobre 1989, demandez un dossier d'inscription en écrivant, sous la référence IN/LM 1 avant le 23 septembre 89 à la Chambre Syndicale des Banques Populaires RBS - Le Pontant de Paris 5, rue Leblanc - 75511 Paris Cedex 15



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

PARIS OUEST

Vous commencerez par être l'adjoint de notre directeur financier...

Et comme il s'agit d'une création de poste, c'est d'autant plus motivant. Le contenu de la fonction dépendra en partie de vos compétences, de vos souhaits, et bien sûr, des besoins de l'entreprise. Il vous permettra, en tout cas, d'en bien comprendre tous les rouages. Vous serez notamment confiées des missions d'audit de filiales, d'organisation, de conseil, d'assistance. Vous serez en outre actif dans la conception et la mise en place d'un nouveau système de gestion.

Notre groupe - 500 personnes, un CA de bientôt 500 MF/an - est dans une phase intéressante de son histoire. Nous avons en effet entamé depuis 87 une politique très active de développement, et ce sur tous les créneaux où nous sommes présents : promotion, rénovation, entreprise générale de bâtiment, maîtrise d'œuvre, gestion locative, branche "bois".

Votre profil ? Grande école de gestion, 5 à 7 ans d'expérience acquise en cabinet d'audit et/ou en entreprise dans un milieu industriel ou du bâtiment, par exemple dans une fonction de contrôle de gestion. Une formation juridique complémentaire serait un plus. Notre conseil, Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, attend votre résumé de carrière. Merci de lui écrire au 84, rue la Boétie - 75008 Paris sous référence A 004 512 LM en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris centre.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Lloyds Bank

Nous sommes l'un des principaux groupes bancaires anglais implantés dans le monde. En France, nous occupons actuellement un créneau haut de gamme et nous nous développons d'une manière intensive avec une nouvelle structure et de nouveaux produits. Nous recherchons un :

CONTROLLER

Son rôle sera de participer à cette nouvelle organisation en prenant en charge la comptabilité anglo-saxonne, le développement de la comptabilité analytique, le contrôle du costing et la préparation du budget : autant de responsabilités qui impliquent une relation étroite avec les responsables de centres de profit, l'audit, et avec le siège de Londres.

Le candidat aura une réelle force de proposition s'appuyant sur une première expérience professionnelle (au moins 2 ans) dans un milieu financier ou en cabinet d'audit, et sur une bonne connaissance des produits bancaires et de leur comptabilité. De formation supérieure en comptabilité - gestion - finance, 25/30 ans, il ou elle pratiquera nécessairement un anglais absolument courant et sera familiarisé avec l'informatique. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, niveau de rémunération actuel), sous la référence 92/908 à mentionner sur enveloppe et courrier, à notre conseil, Jean du BOUCHER - KEY MEN - Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES CAISSES
D'ÉPARGNE
DU GARD

DIPLOME GRANDE ECOLE

(ECP, ENSAE, MINES, X...) HEC

débutant ou presque et... bientôt responsable de trésorerie

Nous vous faisons bénéficier de tous les compléments de formation et du soutien nécessaires pour que vous soyez rapidement à la hauteur de la mission que nous voulons vous confier. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la politique de décentralisation financière qu'a adoptée le réseau Ecu-reuil. Elle contribue de manière importante au développement des caisses du Gard. Rattaché au responsable financier et basé à Nîmes, vous préparez les décisions de la direction en définissant une politique de refinancement destinée à optimiser les flux financiers. Vous élaborez les prévisions et assurez le suivi de la trésorerie avec choix et mise en place des outils appropriés. En outre, vous pouvez être appelé à conseiller certains de nos services pour des analyses ou des montages financiers.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4170, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION - groupe GFI
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI
SELECTION

L'inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel vous offre au sein d'un des premiers Groupes Bancaires, des postes d'

AUDITEURS CONFIRMÉS Réf: 37/AC

Votre expérience professionnelle d'environ 5 ans minimum passée de préférence dans un cabinet d'expertise comptable vous conduira à effectuer des missions de contrôle ou d'audit auprès des Groupes Régionaux.

AUDITEURS DÉBUTANTS Réf: 37/AD

Après une formation adaptée, vous serez chargés au sein d'une équipe d'effectuer un diagnostic sur l'ensemble des activités de nos Fédérations régionales. Ces postes impliquent des déplacements fréquents et constituent une réelle opportunité d'évolution.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 4 500 points de vente, 21 000 collaborateurs, 40 000 administrateurs et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5^e groupe bancaire.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

AUDITEURS
BANCAIRES

HEC - ECO/FI - DECS

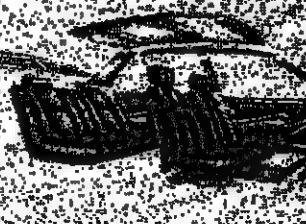
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Ressources Humaines C.N.C.M.
88-90, rue Cardinet
75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Roth Frères

Société industrielle de 1800 personnes, 900 millions de chiffre d'affaires, 2 sites à Strasbourg et Schweighouse, leader reconnu dans ses activités : Travaux intérieurs des véhicules.

Nous recrutons, principalement en région, des personnes pour des postes de : CAO, SPC, et une organisation professionnelle à l'échelle nationale.



Nous savons que les hommes sont plus que jamais notre atout essentiel.

Nous recherchons :

CHEF DE SERVICE

COMPTABILITE GENERALE ET TRESORERIE
SUP DE CS - DECS - EQUIVALENCE EXPERTISE

Agé d'environ 25-30 ans, vous êtes de formation comptable (Sup de Co option finance - DECS - Equivalence expertise) et vous justifiez déjà de quelques années d'expérience. Vous serez directement rattaché à notre directeur administratif et financier.

Vos terrains de prédilection : la comptabilité générale, la consolidation, la fiscalité, relation bancaire.

Homme de technique, vous êtes aussi l'homme de relation qui animera une équipe de 3 personnes. Au sein d'un groupe en pleine expansion, des opportunités s'ouvriront à vous.

Si vous souhaitez valoriser votre potentiel, rejoignez notre équipe en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 10/89 M à Monsieur Alex HAUSS - ROTH FRERES - 6, rue Schertz - 67100 Strasbourg.



AGENCE NATIONALE
POUR LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS
A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Afin de compléter son Service d'Audit Financier, organisme para-public, récemment créé et intervenant dans le domaine du financement du logement, recherche :

AUDITEURS FINANCIERS Réf. AH/JAF/M

Votre profil : de formation Ecole de Commerce ou de Gestion, vous maîtrisez l'ensemble des processus comptables grâce à un niveau DECS ou DESCF. Vous avez acquis une expérience d'audit d'environ 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise.

Votre mission : vous serez chargés de l'audit d'organismes financiers spécialisés (Paris-province) appartenant au secteur du financement du logement.

Rémunération selon le profil et l'expérience des candidats. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet à : Annick HERVE - CARRIA-PROFILE - 128, rue de Rennes - 75006 PARIS.

CARRIA
PROFILE

Conseil en Recrutement

Contrôleur de Gestion PARIS

HEC, ESSEC... ou INGENIEUR GRANDE ECOLE

KODAK-PATHÉ recherche le Contrôleur de Gestion de sa Distribution. Animant une équipe de 2 Analystes, il sera plus particulièrement chargé :

- d'élaborer et suivre les budgets des centres de distribution,
- d'assurer le reporting interne et international des coûts de distribution,
- d'assurer l'interface avec les directions commerciales en matière de coûts et de niveau de service,
- de participer à toutes les études économiques liées à l'évolution technique de l'outil de distribution.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé ayant de réelles capacités d'abstraction, de synthèse, de créativité (y compris dans le domaine technique).

Le contexte international des opérations implique une bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit.



De réelles perspectives d'évolution de carrière sont offertes au sein de la Direction Financière ou vers d'autres Directions de l'entreprise en France ou à l'étranger.

Merci de bien vouloir joindre une photographie à votre dossier de candidature KODAK-PATHÉ - Direction Gestion des Cadres
26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12

Elysée Publicité



Le Groupe DARTY,
C.A. de 7 milliards de F, 5000 personnes
recherche des :

AUDITEURS INTERNES
DEBUTANTS ou CONFIRMES

Diplômés de l'enseignement supérieur, orientation financière et comptable (ESCP, ESCA, ...), vous êtes débutants ou avez acquis une première expérience, dans la fonction d'audit de préférence. La connaissance de l'outil informatique sera appréciée.

Vous participerez à diverses missions d'audit financier et opérationnel dans l'ensemble des filiales du Groupe.

Poste basé à PARIS 17ème - Déplacements fréquents à prévoir.

Adresser CV, photo et prétentions à
Olivier MONDOT - Groupe DARTY -
11 Bd Pershing - 75017 PARIS.

AUDIT
INTERNE

Sécuripost est l'un des leaders du marché de la sécurité : transports et traitement de fonds, télé-surveillance et gardiennage.

1300 personnes pour un C.A. de plus de 300 MF, 7 délégations régionales et 138 antennes locales, 350 fourgons blindés... autant de chiffres qui en disent long sur notre envergure et la qualité de nos prestations.

Nous recherchons pour notre DÉLÉGATION RÉGIONALE D'ÎLE DE FRANCE et DE CENTRE BOURGOGNE (basée à IVRY) un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Véritable bras droit du Délégué Régional, vous prendrez en charge avec votre équipe constituée de 5 personnes le contrôle de gestion de notre délégation ainsi que la gestion du personnel (300 personnes).

A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et avez acquis une expérience similaire probante. Vos compétences et votre fort potentiel vous feront évoluer rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à SECURIPOST - Délégation Régionale Ile de France
1, boulevard Hippolyte MARQUES - 94204 IVRY CEDEX



SECURIPOST

VOTRE SECURITE, NOTRE METIER

CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A., est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromaritime, Causse-Walon, Delcor, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudiers, U.T.A.

La Division Tissus d'Habillement de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de province (Régions Nord et Sud)

CONTROLLERS

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit en entreprise, soit en cabinet conseil.

Une expérience de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de la Direction du Personnel de la Division Tissus d'Habillement - 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

مكتبة الادب

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL (C.A. supérieur à 15 milliards de francs) renforce sa DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION ET DU BUDGET et recherche des

Contrôleurs de Gestion

Vous assurez le suivi de filiales (100 MF < C.A. < 300 MF) dont vous êtes les interlocuteurs privilégiés dans les domaines de la gestion et préparez analyses et propositions pour la Direction Générale.

Vous participez à des opérations ponctuelles et au montage des dossiers financiers importants sous la supervision éventuelle d'un Contrôleur de Gestion senior.

Diplômés d'une grande école de commerce ou ingénieurs, ayant complété votre formation initiale par un cycle de gestion (INSEAD, MBA, ...), vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 5 ans, soit dans un Cabinet d'audit anglo-saxon, soit dans un poste similaire dans la filiale d'un grand groupe ou une entreprise de taille importante.

Vos réelles compétences techniques, votre sens de la rigueur et votre goût des contacts vous permettront de vous intégrer rapidement dans un environnement technique et intellectuel stimulant. Ces postes basés à Paris nécessitent des déplacements de courte durée en France principalement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. D0629, à notre conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT

CONCEPT

CHARGE D'AFFAIRES Grenoble



Notre établissement financier spécialisé dans le financement des entreprises de la région Rhône-Alpes renforce sa délégation Alpes et recherche deux chargés d'affaires. Rattachés au directeur d'exploitation de cette délégation, ils gèreront et développeront une clientèle de PME en leur apportant des solutions de financement : prêts moyen et long termes, crédit bail immobilier et mobilier. Ils élaboreront les dossiers et suivront leur mise en place. Ils créeront et animeront leur propre réseau de prescripteurs. De formation supérieure type ESC, vous avez acquis une première expérience de la vente de produits financiers aux entreprises ainsi que de la négociation à haut niveau. Rigoureux et autonome, vous avez le goût des contacts, de l'initiative et une bonne capacité d'adaptation. Ecrivez en précisant la référence A/311M.

PA Consulting Group

ADVERTISING & COMMUNICATIONS
18, Bd de la République - 69003 LYON
Tél. 2 93 90 00

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Négoce industriel Région Lyonnaise

Une société de négoce de produits industriels, filiale d'un grand groupe français à vocation internationale, recherche son DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER.

Sous l'autorité du Directeur Général et assisté d'une petite équipe, il sera chargé de réorganiser entièrement le service comptable et d'en assurer l'information. Il sera responsable de la sortie des résultats mensuels de l'élaboration des tableaux de bord de la détermination des marges et de la préparation de tous les éléments permettant l'élaboration des bilans. Il sera chargé de la trésorerie (prévisions et suivi), des déclarations sociales et fiscales. Il veillera particulièrement au suivi des comptes clients. Il assurera les relations avec les banques et participera aux montages financiers dans le cadre d'investissements définis par la direction générale.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation DECS, possèdera plusieurs années d'une expérience de la tenue de comptabilité acquise au sein d'une PME mettant en œuvre des moyens informatiques.

Ecrire sous référence 1190/M à :
PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Notre groupe (CA 89111 Milliards de Frs - 150 filiales) recherche pour ses départements DISTRIBUTION et INDUSTRIE

RESPONSABLE CREDIT-CLIENT ET CONTENTIEUX

• **Crédit-Manager expérimenté**, il assumera la responsabilité des décisions crédit sur les encours les plus importants, participera aux négociations avec les sociétés de renseignements et assureurs-crédit, animera l'équipe des crédits-managers régionaux, assurera le contrôle des procédures et le reporting auprès des Directions générales.

• **Disposant de connaissances juridiques** en matière de voies d'exécution et suretés, il assistera les filiales dans la gestion des dossiers contentieux en relation avec le réseau des auxiliaires de justice (Avocats, Huissiers) et assurera une fonction de conseil pour la mise en place des garanties de paiement.

Ce poste basé à BOULOGNE (92), est à POURVOIR RAPIDEMENT et nécessite de fréquents déplacements sur le plan national.

Adresser CV + prétentions à :
J.P. BRASSET - PINAULT - BP 8 - 35740 PACÉ



PINAULT
BOIS ET MATÉRIAUX

PARIS 8e

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES en pleine croissance, 30 personnes membre de UHY International recherche

ASSISTANT CONFIRMÉ

2 à 3 ans d'expérience, DESCF, DECS ou équivalent. Motivé par dossiers PME - PMI. Anglais souhaité. Poste évolutif.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
G.V.A.
8, rue de Florence - 75008 PARIS

Important Groupe (Industrie - Services à l'Industrie) (C.A. 700 M.F.) - recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

• Diplômé d'une grande école de commerce.
• 30-35 ans.

Fort d'une expérience de Direction Financière de haut niveau (fiscalité, finance, gestion, informatique...), vous souhaitez aujourd'hui agir avec encore plus d'autonomie et prendre les initiatives propres à un poste de **DIRIGEANT**.

Rattaché au PDG, membre du Conseil de Direction, vous mettrez en œuvre une stratégie de développement dans tous vos domaines d'intervention grâce à votre esprit de rigueur et à la fois d'innovation.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous n° 200 à SEGULA 6, rue Amédée-Boitelle 92500 RUEIL-MALMAISON.

CREDIT NATIONAL recherche pour son Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises Paris

Jeune Economiste

Chargé de l'étude du système bancaire et des marchés financiers français et étrangers.

Le candidat retenu, débutant ou avec une première expérience professionnelle, possède :

- un diplôme d'une grande école scientifique ou commerciale,
- une bonne maîtrise des techniques d'analyse quantitative,
- de solides capacités rédactionnelles et le goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL Direction des Ressources Humaines 45 rue Saint-Dominique 75007 PARIS

Crédit National



1er réseau mondial d'agences de voyages, avec 786 agences implantées dans 35 pays développant un volume d'activité de 11,5 Milliards de francs, recherche pour son service d'audit interne



Auditeur Confirmé

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion et possédant un DECS, vous avez une expérience de deux années d'audit interne ou externe qui vous permettront :

- d'assurer des missions principalement à l'étranger recouvrant des audits comptables et de contrôles internes,
- d'assumer un rôle de conseil auprès des unités auditées,
- de participer à l'élaboration et à la mise en place de procédures, dans le cadre des nouveaux systèmes de réservation européens.

Vous maîtrisez au minimum 2 langues étrangères et vous êtes disponible pour de fréquents déplacements de 2 à 3 semaines.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite sous réf. MO07 à :
WAGONS-LITS, Direction du Personnel et de la Communication, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.



LA VILLE DE NANTES RECHERCHE

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES

Membre du Comité de Direction, cette personne, disposant déjà d'une expérience certaine en matière de gestion budgétaire des collectivités locales, devra posséder une bonne pratique des nouvelles techniques de gestion (comptabilité analytique, tableau de bord financier, gestion de trésorerie) et être capable d'assurer le suivi des relations financières entre la Ville et ses principaux satellites (sociétés d'économie mixte).

Adresser votre candidature (CV détaillé et photographie) à :
Monsieur le député maire,
Hôtel de Ville, 44036 Nantes Cedex

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AMADEUS
AMADEUS DEVELOPMENT COMPANY
REPORTING OFFICER
CIRCA 2 18 000
SOPHIA ANTIPOLIS - NICE - FRANCE

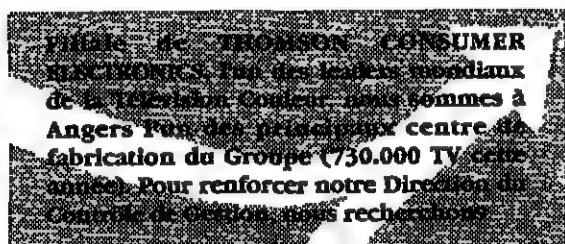
We are the R&D company of Amadeus, a group created by four leading European airlines companies (Air France, Iberia, Lufthansa, SAS) whose mission is to realize and market the worldwide leading distribution system of information and services for the travel industry. Our holding and marketing companies are located in Spain, our operational center is based in Germany. We are located near Nice (South of France), in Sophia Antipolis. When it is fully operational, in 1990, the group will employ 600 people and we will be around 250 in Sophia.

In this perspective, we are seeking to recruit our reporting officer to be responsible for the provision of financial data to board level, the production and control of all reporting activities (budget, treasury, long term planning). Working closely with the Financial Manager he will report to, he will have to conceive and implement our management information systems within a multinational environment and a multi-site company.

We are looking for a young candidate with a qualified or certified accountant degree. Aged around 25, 2 to 4 years experience, he has excellent financial and communication skills, and ability to implement computerized information systems (micro computer IBM, Lotus 1, 2, 3).

Please write, under ref. 80904M, to Monique Herbel - Arthur Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris La Défense 2 - France.

**ARTHUR YOUNG
CONSEIL
GROUPE HSO**

La Télévision :
fixez le prix de notre réussite !

RESPONSABLE PRIX

Il (elle) prendra la responsabilité du service (encadrement de plusieurs personnes) chargé d'établir les prix de revient de nos produits, existants et futurs de manière à fournir aux interlocuteurs financiers et industriels des données fiables et précises.

Nous recherchons pour ce poste de jeunes diplômés d'une Grande Ecole de Gestion ou titulaires d'un DESS de Gestion, débutants ou justifiant d'une première expérience (de préférence dans le domaine des prix). Ils maîtriseront impérativement l'anglais.

Ce que nous leur offrons : un environnement de haute technologie, les défis d'un métier concurrentiel, et l'évolution dans un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à
SEIPEL - Jérôme DECAUX
17 Boulevard Gaston Birgé - 49008 ANGERS Cedex

ETABLISSEMENT FINANCIER
DE PREMIER PLAN
rechercheCHARGE DE CLIENTELE
INSTITUTIONNELLE

Il intégrera le département de l'exploitation bancaire, organisé par clientèle, et se verra confier un portefeuille spécifique, avec pour missions :

- d'entretenir la relation commerciale et de développer la clientèle ;
- d'organiser une gestion de trésorerie sous mandat.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de gestion (IEP, ESCAE, DESS éco...) riche d'une première expérience de 3 ans en exploitation bancaire.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature
s/réf. 3140600 à Contesse Publicité, 20 av. de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Jeanes
Sup de Co + DECS

Jean Lefebvre vous propose de rejoindre son équipe d'audits au sein de la Direction Administrative et Financière.

Votre cursus et vos connaissances en micro informatique (indispensables), vous permettront, après formation, de participer également à l'évolution de nos procédures comptables et administratives.

Ce poste s'adresse de préférence à un débutant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à notre Direction du Personnel,
11 boulevard Jean Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine.

JEAN LEFEBVRE
TRAVAILLE POUR VOUS

CNRS
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
CADRE DE GESTION
MAÎTRISE DE GESTION

Au sein du service transit-transport, situé à ANTONY (92), vous serez chargé :

- d'établir les prévisions budgétaires,
- de tenir le suivi des commandes, des factures et des engagements,
- d'assurer la gestion des biens immobilisés.

Une première expérience professionnelle est nécessaire et des connaissances en comptabilité publique sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions :
CNRS, Monsieur le Chef de la
Division Personnel du Siège - Réf. 89/CSG/13
2 place Maurice Quentin - 75001 PARIS

Contrôle de gestion
et informatique

Avec des activités diversifiées autour de 6 métiers (Electricité, Génie Civil, Bâtiment, Canalisation, Ingénierie et Promotion), SPIE BATIGNOLLES vous offre le savoir-faire d'un grand groupe.

Intéressé par les méthodes et les outils les plus avancés du contrôle de gestion, vous serez appelé à faire vivre notre nouveau système d'information (à ce jour 270 tableaux de bord répartis sur 80 micros). Votre objectif sera d'assurer la qualité du service et de gérer le système dans ses extensions futures.

De formation MIAGE, ESC option Informatique ou équivalent, vous avez pu appréhender, au cours d'une première expérience, l'élaboration ou l'utilisation d'un système de reporting. La taille de notre groupe (34 000 personnes), sa structure décentralisée et votre double compétence vous ouvriront de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature
à Sophie LESPAGNOL, Spie Batignolles
Pôle Vinci, Parc St-Christophe,
95663 Cergy-Pontoise cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

La filiale française du leader européen de la bureautique recherche pour son département recouvrement au sein de la Direction administrative et financière le

RESPONSABLE
DU RECOURS
CONCESSIONNAIRES ET REVENDEURS

- Vous êtes titulaire du DECS, d'une maîtrise option financière ou équivalent.
- Agé d'environ 35 ans, vous avez une solide expérience dans la fonction.
- Vos qualités relationnelles font de vous un excellent manager.

Vous serez responsable d'une petite équipe au sein d'une structure importante vous permettant d'allier autonomie et moyens de réussite.

Vous analyserez les risques clients et fixerez les priorités d'actions en matière de recouvrement. Vous élaborerez et mettez en œuvre un audit financier et participerez à la sélection des concessionnaires et revendeurs.

Si vous êtes dynamique et motivé par ces responsabilités, envoyez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, salaire actuel) sous référence 4010 REC à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

National Westminster Bank s.a.

Première banque au Royaume-Uni avec un actif de plus de 1 milliard F et développant une activité internationale dans 36 pays, notre présence en France connaît une très forte progression : le nombre de nos implantations a doublé sur les 12 derniers mois. Nous recherchons un :

ASSISTANT CHARGE DE CLIENTELE
GRANDES ENTREPRISES

Au sein du Département Entreprises, votre rôle sera d'aider les chargés de clientèle à développer et à suivre la clientèle Grandes Entreprises. Véritable bras droit des chargés de clientèle, vous entreprendrez toutes investigations préalables à la prospection, vous rédigerez les analyses et les demandes de crédit, en relation permanente avec notre siège à Londres.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences-Po Eco-Fi, ESC, Maîtrise de gestion), vous avez environ 25 ans et une première expérience bancaire, si possible au sein d'une direction des engagements.

Doté d'un esprit analytique, et de réelles qualités commerciales, vous souhaitez évoluer dans l'environnement de la finance internationale.

L'ANGLAIS COURANT EST INDISPENSABLE

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, niveau actuel de rémunération), sous référence 92/902 M à mentionner sur enveloppe et courrier, à notre Directeur des Ressources Humaines, Monsieur de RIGAUD - 18 place Vendôme - BP 331.01 - 75021 PARIS CEDEX 01.

NatWest & The Action Bank



Établissement public responsable des transports collectifs en Ile-de-France

recrute

ASSISTANT(E) DE GESTION

- au sein d'une petite équipe, vous prendrez en charge le suivi des enquêtes de trafic des dessertes routières privées, la gestion de la base de données de ces enquêtes et des financements,
- vous avez un niveau BAC + 2 minimum, une pratique micro-informatique, un esprit rigoureux et méthodique et, de préférence, une expérience professionnelle,
- vous êtes disponible rapidement.

Adresser CV et prétentions à :
Syndicat des Transports Parisiens (recrutement)
11, avenue de Villars, 75007 Paris.

GROUPE MICHEL FERRIER

Le GROUPE MICHEL FERRIER, un des leaders en immobilier d'entreprise, recherche pour sa filiale "PROMOTION REGIONS"

CHARGES D'AFFAIRES
CONFIRMES - H/F

Vous assurerez complètement les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée en :
- immobilier d'entreprises et
- logements
du montage de l'opération au suivi de la commercialisation. Vous serez basé à GENEVOLE pour développer des opérations Rhône Alpes et en France. Vous avez, de préférence, plus de 30 ans, une formation supérieure et une solide expérience professionnelle de l'immobilier.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) CAP 09 à notre Conseil Dents CORMONS, SPIRALE, 51, chemin du Vieux-Chêne 38240 MEYLAN ZIRST.

BANQUE NATIONALE

PARIS 8ème

RECHERCHE

UN ADJOINT AU CHEF
DES SERVICES COMPTABLES

Agé de 25 à 30 ans, vous êtes titulaire du DECS et possédez une première expérience des opérations bancaires et de la fiscalité.

Vos responsabilités seront variées : suivi du contrôle des comptes, tenue à jours des procédures comptables, établissement du bilan et du compte de résultat, déclaration fiscales...

Dans une banque de taille moyenne, votre dynamisme et votre sens relationnel vous ouvriront un large potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 4004 à SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الامم

Economie

Les retombées du déficit des Etats-Unis

Marathon nippo-américain sur les échanges commerciaux

Les négociateurs américains et japonais, qui se lancent les 4 et 5 septembre à Tokyo dans le marathon de l'initiative sur les obstacles structurels aux échanges, vont devoir travailler dans le bois dur. La seule liste des sujets de friction qui seront abordés équivaut à une remise en question de pratiques profondément enracinées dans la vie économique des deux pays, souvent depuis des décennies et parfois plus.

TOKYO
correspondance

Cet exercice inédit, annoncé lors du sommet de l'Arche en juillet dernier par le président américain George Bush et l'éphémère premier ministre japonais Soudo Uno, est d'abord un constat d'échec. Après quatre années de « coordination des politiques économiques » entre principaux pays industrialisés, l'excédent commercial du Japon à l'égard des Etats-Unis reste impressionnant. Cette année encore, il sera voisin de 50 milliards de dollars (325 milliards de francs), plus peut-être, et représente désormais près de la moitié du déficit global des Etats-Unis.

Ni le yen fort, ni les efforts d'ouverture du marché japonais laborieusement poursuivis par

Tokyo, ni la frénésie de consommation de la population de l'archipel ne sont parvenus à renverser la tendance. Le déficit américain s'est encore accru de près de 6 % pendant le premier semestre 1989. Et la température monte à nouveau dangereusement sur la colline du Capitole, citadelle du protectionnisme américain.

En dépit de ce constat, l'administration américaine demande aujourd'hui au Japon de modifier radicalement les priorités qui lui ont permis d'édifier depuis la fin de la seconde guerre mondiale une formidable machine à produire et à exporter.

Les six dossiers structurels dont les Etats-Unis sollicitent l'examen ont une caractéristique commune. Ils soulignent le fait bien connu que l'archipel s'est doté d'une économie de production qui a très largement négligé jusqu'à ce jour les intérêts du consommateur.

La cartellisation de l'économie japonaise

Selon Washington, dont les revendications portent à la fois sur les causes et les effets, les Japonais épargnent trop et ne consomment pas assez, et ils paient trop cher des produits locaux pourtant bradés sur les marchés extérieurs. Un système de distribution complexe et arriéré, des pratiques commerciales dou-

teuses et le réseau serré des relations entre entreprises japonaises tiennent à l'écart les produits étrangers.

Enfin l'absence de politique financière et la spéculation abusive qui en découle faussent toute la structure économique. Le taux d'épargne des Japonais, jugé excessif par des Américains très dépensiers (16 % dans un cas, 4,2 % dans l'autre en 1988), n'est évidemment pas un trait de caractère national tombé du ciel, comme le prétendait il y a peu le nouveau ministre du MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce International), Hirata Matsunaga.

La proposition d'épargner à des causes partiellement identifiées, et depuis longtemps : logement, éducation et retraite sont très coûteux et laissent pour l'essentiel à la charge des ménages. Et jusqu'à une déglaciation très récente, l'organisation du système financier japonais a fonctionné avant tout pour mettre les ressources épargnées au service quasi exclusif de l'industrie, et au meilleur coût. A l'inverse, la formation du capital social a été systématiquement négligée par les planificateurs japonais.

On pourrait multiplier les exemples, comme les négociateurs américains ne vont pas manquer de le faire. Ainsi, entre les mains d'une Fair Trade Commission sans pouvoir, la législation antitrust japonaise est-elle un rideau de fumée à l'abri duquel la cartellisation de

l'économie nipponne s'est donnée libre cours, sous l'œil bienveillant ou compréhensif du MITI.

Pour les représentants du Japon dans cette négociation, la tentation est forte de conseiller aux Etats-Unis le recours aux méthodes qui ont été réussies à l'archipel : créer America Incorporated pour se confronter à Japan Inc. C'est ce que suggère la liste des sept reproches adressés à leurs interlocuteurs.

Pour Tokyo, l'Amérique doit épargner plus, dépenser moins et assouplir une législation anti-trust excessive. Ses chefs d'entreprise doivent se libérer de la dictature du résultat trimestriel, investir dans les capacités de production, la recherche et développement et la formation du personnel. Il faut enfin que les Etats-Unis se dotent d'une politique de promotion des exportations.

Dialogue de sourds

De part et d'autre les objectifs peuvent paraître excessivement ambitieux, avec le risque évident de condamner à l'échec ce dialogue de sourds. Ce n'est pas absolument fatal toutefois. Les trois vice-ministres qui représenteront Tokyo (Michihiko Kunitomi pour les affaires étrangères, Naomichi Suzuki pour le MITI et Makoto Utsunomiya pour les finances) sont conscients que certains des chan-

gements demandés sont non seulement justifiés mais seraient de l'intérêt bien compris du Japon. « La réforme du système de distribution bénéficierait à 95 % de la population japonaise », reconnaît un responsable des affaires étrangères.

La difficulté vient de ce que les experts vont travailler sous la surveillance étroite des politiques. A Washington, le secrétaire d'Etat James Baker vient de rappeler au ministre japonais des affaires étrangères Taro Nakayama que la Maison Blanche voulait enregistrer les premiers résultats lors du dépôt préliminaire que les négociateurs doivent présenter au printemps. Faut-il de quoi l'équipe de George Bush aura le plus grand mal à bloquer la mécanique guerrière de la clause super-301 mise en place par le Congrès, avec le Japon en point de mire.

« A long terme, l'initiative aura des effets bénéfiques, mais dans l'immédiat il nous sera difficile de convaincre le Parti libéral démocratique », confie un responsable du MITI. Pour Tokyo, la tentation est forte de plaider la crise politique à domicile et la résistance de la clientèle électorale des conservateurs (paysans, petits commerçants), afin de gagner du temps.

Les responsables japonais restent convaincus que les mécanismes du marché, pour peu qu'on les aide, finiront par avoir raison du déséquilibre commercial. Ils citent en exem-

ple, sans doute un peu vite, la baisse récente des exportations automobiles vers l'Amérique où les usines implantées par les constructeurs nippons prennent progressivement le relais.

« Ils insistent sur le fait que le déséquilibre doit être corrigé par l'expansion des échanges, non par leur contraction ».

C'est bien le véritable enjeu du débat. Si les Etats-Unis ne parviennent pas à vendre plus sur le marché japonais, il faudra que le Japon se résigne à vendre moins en Amérique. Dans l'automobile, les semi-conducteurs, l'acier, les machines-outils, le commerce entre les deux pays est déjà largement « administré », en volume et en valeur.

Plus nombreuses et plus fortes, des voix se font entendre aux Etats-Unis pour que cette gestion administrative des échanges soit systématiquement liée à des résultats chiffrés planifiant la réduction du déficit. L'auteur américain James Fallows a proposé pour cette politique un nom chargé de lourdes connotations historiques et qui a provoqué l'indignation des Japonais : « containment ».

Il est vrai que selon les enquêtes d'opinion récentes, le citoyen américain considère désormais la menace économique japonaise comme plus sérieuse que la menace stratégique soviétique.

BERNARD HAMPEL

BUDGET

La hausse de l'impôt sur la fortune compensera l'incitation à l'épargne

(Suite de la première page.)

M. Bérégovoy partage grosso modo le point de vue de M. Rocard, c'est-à-dire, entre ses soucis de ministre qui l'obligent à être réaliste et ses soucis de responsable socialiste (partage équitable de l'effort fiscal, redistribution). La tenue du congrès du Parti socialiste, à Rennes, l'année prochaine, et au cours duquel M. Rocard et Bérégovoy devront justifier leur action, explique les dispositions fiscales qui concernent le budget de 1990, explique aussi les motivations qui prévalent encore et justifient l'adhésion à une réforme qui doit avoir le premier ministre et son ministre de l'Economie pour trancher sur des points plus symboliques qu'importants.

La création d'une tranche d'imposition à 1,3 % dans le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune est l'une de ces mesures symboliques destinées à sceller l'idée que le gouvernement social ne sacrifie pas l'équité à l'efficacité.

Le n'est un mystère pour personne qu'on s'y était pas favorisé à l'hôtel Matignon. M. Rocard, ayant lors de la création de l'ISF, milité pour que son taux supérieur reste inférieur à 1 % mais soit assis sur une assiette très large. Il avait, si l'on peut dire, été battu sur ce point par M. Bérégovoy, qui avait fait prévaloir son projet : assiette plus

réduite excluant les biens professionnels, mais un peu plus élevée.

On sait que le barème actuellement en vigueur est à taux 0 jusqu'à 4 millions de francs mais comprend quatre autres taux, dont le plus élevé est de 1,1 % pour la partie du capital dépassant 20 millions de francs. Ce taux passera à 1,3 % l'année prochaine, mais la décision n'est pas encore prise de savoir à partir de quel niveau de fortune : 30 ou 40 millions. Une mesure qui, en tous les cas, ne rapportera pas beaucoup à l'Etat.

Autre décision à l'ordre du jour, mais ayant ceci de lourdes conséquences budgétaires : le plafonnement de la taxe d'habitation. Les petits contribuables étant exonérés d'impôt sur le revenu, la seule façon que le gouvernement ait encore d'alléger leur effort fiscal était de jouer sur un impôt local souvent lourd. Beaucoup de Français ne le supportent pas mais l'exonération est fonction de l'impôt payé sur le revenu. A partir de l'année prochaine, une autre mesure jouera, qui plafonnera la taxe d'habitation à un certain pourcentage (entre 3 % et 4 %) de revenu imposable. Reste que l'Etat devra compenser ce manque à gagner pour les collectivités locales, à moins qu'une cotisation nationale ne soit instaurée sur les autres contribuables,

ceux qui continueront de payer normalement cet impôt.

C'est encore le souci de reprendre un peu « aux riches » qui explique que l'avantage dit « Mégaépargne », permettant des déductions fiscales pour les sommes investies dans le logement locatif, soient limitées (la mesure d'aujourd'hui ne jouera qu'une fois).

Enfin, le taux supérieur de TVA à 28 %, qui concerne essentiellement l'automobile et la bière, sera ramené à 25 %. Il en coûtera environ 6 milliards de francs à l'Etat, mais celui-ci pourrait réduire ou supprimer les avantages fiscaux du leasing (location avec option d'achat).

Tout cela permettra à M. Rocard et Bérégovoy d'annoncer une nouvelle réduction de l'impôt sur les sociétés d'1 ou 2 points, mais pour les seuls bénéfices non distribués, les bénéfices distribués ayant, eux, une cotisation trop « capitaliste ». La baisse inévitable les concernant viendra plus tard.

ALAIN VERNHOLLES

AFFAIRES

Laissant la voie libre à Noranda

Amax renonce à son OPA sur Falconbridge

Un mois jour pour jour après avoir offert 2,4 milliards de dollars (15 milliards de francs) pour l'acquisition du canadien Falconbridge, second producteur mondial de nickel, le groupe métallurgique américain Amax a annoncé, le 2 septembre, qu'il renonçait à son offre publique d'achat. La direction de Falconbridge, qui s'était dans un premier temps déclarée favorable à cette prise de contrôle, devra rembourser à Amax les 20 millions de dollars de dépenses engagées par le groupe américain dans cette action.

Le retrait d'Amax a sans aucun doute été provoqué par l'indécision du groupe canadien Noranda, principal acheteur, avec 24,2 % du capital de Falconbridge, qui s'est refusé à toute négociation. A contrario, Noranda a surenchéri sur l'offre d'Amax, en l'associant avec Trelleborg, l'un des premiers

groupes industriels suédois. A eux deux, ils se sont assurés le contrôle de 31,2 % du capital de Falconbridge, avant même l'expiration de l'OPA d'Amax.

L'existence de Noranda a été d'autant plus vive que la firme canadienne concurrente de Falconbridge connaît des besoins pressants de nouvelles réserves de cuivre et de nickel. Ainsi convoité-t-elle la grande mine de Kid Creek (cuivre, zinc et argent), située dans le nord de l'Ontario, qui appartient à Falconbridge.

L'an passé, Noranda a réalisé un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de dollars canadiens (50,5 milliards de francs) et un bénéfice de 603 millions de dollars canadiens (3,4 milliards de francs). De son côté, Falconbridge « pèse » l'an passé 13 milliards de francs, pour un résultat net de 1,9 milliard de francs.

Moulinex s'attaque aux pays de l'Est

Moulinex, spécialiste de l'appareillage électroménager, attaque tous azimuts. Après avoir acquis ces dernières semaines le groupe britannique Swan Housewares (marques Swan en Grande-Bretagne et Girmi en Italie), Moulinex vient de nommer pour la zone des pays de l'Est un directeur dont la tâche prioritaire sera d'implanter la marque dans ces pays. Le groupe d'électroménager ne songe pas à la conclusion de contrats de sociétés mixtes dans cette zone où il préfère vendre directement des produits finis fabriqués dans ses usines françaises, explique M. Roland Darneau, PDG de Moulinex, qui précise que les ventes en Europe communiste, encore faibles, ont néanmoins été multipliées par deux en quelques mois.

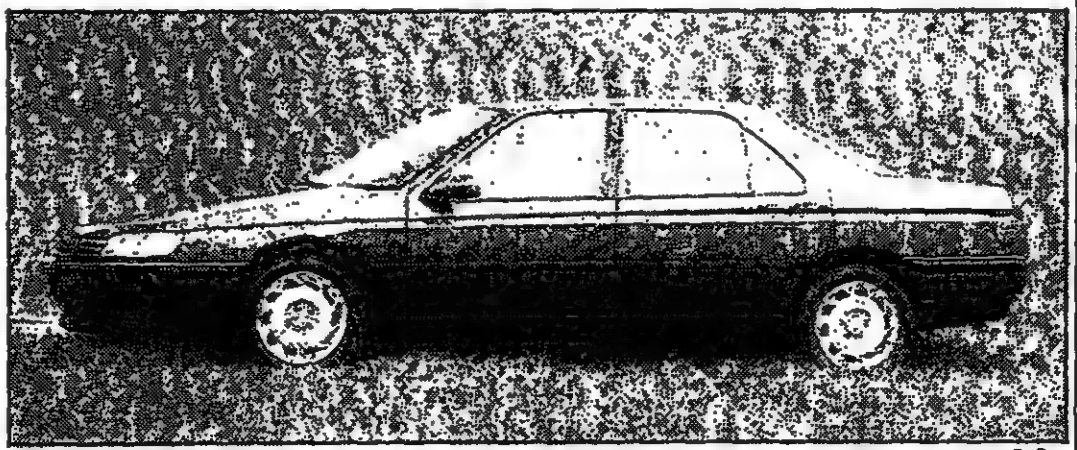
Pour Moulinex, l'acquisition de Swan Housewares représente un coût de quelque 18 millions de livres soit 190 millions de francs. Le bénéfice de Swan et Girmi s'élève à 2 millions de livres (21 millions de francs) avant impôts et éléments exceptionnels, et leurs chiffres d'affaires respectifs sont de 450 millions de francs et 160 millions de francs. L'achat de Swan Housewares semble en tout cas avoir soulevé le glas de l'intérêt du groupe français pour le dossier Kenwood, groupe d'électroménager britannique en vente.

« Ikea va s'installer en Union soviétique... ». Le groupe de distribution suédois Ikea, spécialisé dans l'aménagement intérieur de la maison, a annoncé qu'il ouvrirait cinq à sept magasins en URSS d'ici à 1992. Le premier de ces magasins serait implanté en 1991 à Leningrad, suivi de près par un deuxième à Moscou. Un récent accord, passé avec les autorités soviétiques prévoit qu'Ikea contribuera à la modernisation d'une trentaine de manufactures de meubles locales qui deviendront ensuite les fournisseurs d'Ikea sur le territoire soviétique. Le groupe suédois prévoit également d'ouvrir un magasin à Budapest en 1990 et un autre à Varsovie en 1991.

AUTOMOBILE

Après la XM de Citroën

Peugeot lance la 605



Après Citroën avec la XM, Peugeot lancera une automobile haut de gamme, la 605, début octobre en France et courant 1990 dans les différents pays européens. La firme au lion achève ainsi un rajustement complet de son catalogue engagé début 1983 avec la 205.

Ressemblant à une grosse 405, la 605 sera disponible pour l'instant avec un choix de cinq modèles : deux avec un moteur 2 litres et trois avec le V6 de 3 litres, dont le plus puissant sera doté de 24 soupapes. La puissance s'échelonnara de 115 ch à 200 ch et son prix de 120 000 F à 240 000 F.

Comme Citroën avec la XM, Peugeot vise un marché « haut de gamme » qui représente 1,7 million de véhicules en Europe (dix-sept pays), soit 14 % du total des immatriculations totales de voitures. Cette part réservée aux grosses voitures varie d'ailleurs d'un pays à l'autre suivant les niveaux de vie et les habitudes : 39 % en Suède, 24 % en RFA, 12 % en Grande-Bretagne, 8,8 % en Italie. En France, avec 10 %, le haut de gamme a représenté quelque 215 000 automobiles

en 1988. Renault s'y taille encore la part du lion avec la R25 au succès renouvelé. Ces chiffres indiquent que le marché allemand, avec près de 700 000 unités, est supérieur à lui seul à ceux de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie réunies. Il constitue donc une cible privilégiée dans ce créneau Peugeot, comme Citroën, vise une production en année pleine de 100 000 voitures, dont 60 % seront exportées.

« La 605 est un point de départ, explique M. Jean Bollot, le président de Peugeot, nous disposons désormais d'une gamme complète à quatre familles : 205, 309, 405 et 605, cohérente avec une unité de style et une même philosophie de compromis entre le confort et la qualité routière ».

Pour réussir, Peugeot n'a pas négligé les investissements à Sochaux, où elle sera produite aux côtés de la 405. Un programme de relance complète de l'usine a été lancé en 1987 et ne sera achevé qu'en 1994. Coût total : 9 milliards de francs, dont 5 ont été engagés. Après 1994, l'usine sera assez « flexible » pour qu'un changement de modèle n'impose qu'un changement réduit des outils.

Autrement dit, si Peugeot rénove aujourd'hui et sa gamme et ses usines, le lancement de nouvelles voitures coûtera demain beaucoup moins cher et pourrait donc être accéléré. Immenses, colorés de vif, lumineux, robotisés au maximum, les ateliers de Sochaux, dotés de machines « dernier cri », donnent effectivement l'impression que M. Jacques Calvet, le PDG du groupe, n'a rien refusé aux Sochauxiens. Quand on songe aux économies en capital des concurrents japonais, on ne peut qu'espérer que ces dépenses ne soient pas déraisonnables.

Le plus difficile pari pour PSA restera pourtant d'ordre commercial : la 605 et la XM ne vont-elles pas se gêner l'une l'autre et se « cannibaliser » ? M. Calvet affirme que, pour l'instant, la stratégie du groupe PSA de maintenir deux marques complètes est en passe de réussir puisque la « cannibalisation » ne porterait que sur 5 % environ des ventes totales. Un chiffre à vérifier et à surveiller, tant la 605 met en lumière le redressement encore mal assuré de Citroën.

E. L.B.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

La croissance des dépenses gouvernementales est « excessive », déclare M. Balladur

Persuadé que, si le monde va mieux, la France va mieux, il existe actuellement un « sentiment d'euphorie (...) excessive et dangereuse », l'ancien ministre des finances, M. Edouard Balladur, a reproché à l'actuel gouvernement son relatif immobilisme et l'insuffisante préparation de la France aux « défis redoutables » du grand marché européen. Lors du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 3 septembre, M. Balladur a plaidé pour des allègements d'impôts supérieurs à ceux prévus par son successeur, Pierre Bérégovoy, et dénoncé la croissance « excessive » des

dépenses. De « près de 6 % maintenant depuis quinze mois ». Cette progression est nettement supérieure à l'expansion économique. Interrogé sur les réformes « en profondeur » de la société française qu'il souhaite voir l'opposition mener, l'ancien ministre a lancé : « Il faut se montrer quasiment révolutionnaire en matière d'enseignement », et spécifié qu'il verrait « très bien (...) que tout l'enseignement supérieur fût confié aux régions », et « tout l'enseignement secondaire fût confié aux départements ».

JOURNAL OFFICIEL

• Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 septembre :

DES DECRETS

• N° 89-608 du 1^{er} septembre 1989 portant création d'allocations d'enseignement.

• N° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels de réduction de la fonction publique hospitalière.

• N° 89-611 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des sages-femmes de la fonction publique hospitalière.

• N° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière.

UN ARRETÉ

• Du 2 août 1989 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 1988.

DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

• Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

DES LISTES

• Des élèves de l'Institut supérieur d'agriculture de Lille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur en agriculture.

• Des stagiaires de l'Institut national de promotion supérieure agricole de Dijon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques agricoles de cet établissement.

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE



LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5752.36.

صكنا من الاجل

صباحنا من الامل

Économie

SOCIAL

Face-à-face « branché » avec des jeunes salariés, aux Arcs

EDF à la recherche de nouvelles formes de dialogue

CHAMBERY
de notre correspondant

Les responsables nationaux d'Electricité et Gaz de France ont inauguré une nouvelle formule de « dialogue social » en invitant de jeunes salariés, embauchés depuis peu, à des rencontres d'été qui se sont déroulées, ces deux dernières semaines, dans la station des Arcs (Savoie). A partir des questions et des critiques formulées par la « base », l'objectif recherché était de mobiliser les « petits derniers de la maison » sur le projet et la stratégie de l'entreprise.

« Je suis entré à EDF avec une formidable envie d'apprendre. Mais très vite je me suis heurté à des gens installés qui n'ont pas forcément envie de bouger. Dans le privé, on se sent plus responsable. » Comme Philippe Elbaz, agent d'exécution au centre EDF de Lyon, ils ont entre vingt-cinq et trente-cinq ans, tout juste sortis de l'école ou ayant vécu une première expérience professionnelle dans des PME-PMI.

Le choix d'entrer à EDF-GDF, c'est bien sûr la sécurité de la grande entreprise, la garantie de l'emploi et peut-être les avantages sociaux. Mais la plupart expriment une farouche envie de prendre des initiatives et de se voir confier des

responsabilités. « Après Sup de Co, j'ai été tenté par les prémices de changements d'image en vote d'apparition », indique Nadine Salari, une jeune cadre de Valence (Drôme). « EDF est une entreprise comme les autres, précise-t-elle. Il faut se battre pour être reconnu face à la structure hiérarchique très pyramidale, et faire ses preuves, surtout quand on est une femme dans une maison composée à 80 % d'hommes, techniciens et ingénieurs. »

« Gardez votre esprit critique »

Venus de Lille et de Nantes pour la première session, puis de Lyon et de Marseille, les deux cent quarante participants à ces rencontres d'été, volontaires sélectionnés sans distinction de postes (cadres, techniciens, commerciaux, agents d'exécution) ni de secteurs (production et équipement, transport et distribution), n'ont pas attendu le conseil de Jean Bergougnoux, le directeur général d'EDF, pour prendre la parole. « Gardez votre esprit critique. Nous comptons sur vous pour faire bouger l'entreprise », leur avait-il lancé dans un style franc et direct, impossible à faire passer dans une note de service administrative, mais directement accessible entre deux séances de travail, après une descente de rivière en rafting ou une randonnée dans le cadre d'été d'une station d'altitude.

En organisant ce face-à-face en direct, les responsables d'EDF et de GDF avaient choisi de bouleverser les méthodes traditionnelles des circuits internes (y compris les voies syndicales), de passer par-dessus les échelons hiérarchiques intermédiaires (les « petits chefs ») et les structures rigides qui caractérisent l'organisation de la société. Leur volonté était de s'adresser directement aux jeunes embauchés qui ne sont pas encore imprégnés de l'esprit maison, considéré par les uns comme un acquis essentiel de la culture d'entreprise, mais aussi, chez les jeunes recrues notamment, comme un frein aux évolutions actuellement envisagées.

« On m'a toujours rétorqué qu'EDF est un pequetot qui ne

change pas facilement de cap. » A ce jeune plombier de Belley (Ain), Jean Bergougnoux comme Pierre Gadonneix, directeur général de GDF, ont tenté d'apporter la preuve du contraire. Pour le premier, la nouvelle aventure, après celle du nucléaire, c'est la priorité au « client », en France comme à l'étranger, où EDF veut accroître ses parts de marché en visant les 15 % de la production à l'export (10 % en 1989). « Jusqu'à présent, il fallait produire pour répondre à la croissance de la demande. La prédominance de la technique, sur qui repose l'histoire de l'entreprise, doit s'effacer progressivement au profit des managers. Notre objectif, c'est l'Europe de 1993 », a-t-il clairement précisé.

« Le ciment du changement »

Le défi des années prochaines repose ainsi sur l'amélioration de la productivité, qui se traduit par des reclassements internes, avec la suppression de mille emplois par an (des départs en retraite non remplacés) sur un effectif global de cent cinquante mille personnes.

Enfin, selon le projet d'entreprise, EDF-GDF doit renforcer sa cohésion et son unité interne, quitte à décloisonner les services et à décentraliser en régions, répondant par là même à l'attente, formulée par les jeunes d'un circuit d'insertion plus facile et d'un parcours de carrière amélioré.

« La communication est le ciment du changement. Nous ne sommes pas très forts dans ce domaine. » L'aveu du directeur général d'EDF était partagé par les stagiaires des Arcs, « cobayes » de cette expérience qui ont saisi l'occasion d'exprimer leur malaise (manifeste chez les jeunes cadres). « Au moins n'avons-nous pas attendu d'être, comme d'autres, en situation de crise pour dialoguer et agir à titre préventif », pouvait conclure Gérard Anjolras, directeur des relations sociales, visiblement satisfait de son accord pour qu'il y ait une communication complémentaire et que celle-ci soit financée par le produit de la croissance. « Nous avons des ressources en plus, je demande que les fonctionnaires en bénéficient », a ajouté M. Blondel.

MICHEL DELBERGHE.

EN BREF

● Aéroports de Paris : les pompiers menacent de suspendre le service minimum. — Les pompiers des aéroports de Paris suivent à 100 %, depuis le milieu de la semaine dernière, un mouvement de grève à l'appel des organisations syndicales CGT, CFTC, CFDT et autonomes. Mais ils pourraient suspendre le service minimum qu'ils assurent, ont indiqué les organisations syndicales, le 3 septembre au soir, en raison de l'attitude de la direction. Si elle était prise, la décision pourrait avoir pour conséquence un arrêt total du trafic aérien sur Orly et Roissy, précise un communiqué de la CGT. Les pompiers réclament une revalorisation des salaires, le retrait à cinquante-cinq ans et des effectifs supplémentaires. La direction propose plusieurs créations d'emplois.

● M. Blondel (FO) ne dit pas « non » au pacte de croissance. — Intervenant par la Cinq, le 3 septembre, M. Michel Blondel, secrétaire général de FO, a souligné qu'il ne souhaitait pas que « les salaires de la fonction publique soient fixés par un objectif basé sur la croissance ». Évoquant l'accord salarial 1988-1989 signé par son organisation — qui pré-

voit 2,2 % d'augmentation en niveau en 1989 pour une croissance estimée à 3,5 % — M. Blondel a déclaré : « Il y a un contentieux. Il faut d'abord liquider ce contentieux. Ensuite, je suis tout à fait d'accord pour qu'il y ait une augmentation complémentaire et que celle-ci soit financée par le produit de la croissance. » « Nous avons des ressources en plus, je demande que les fonctionnaires en bénéficient », a ajouté M. Blondel.

● Projet de cotisation généralisée pour la Sécurité sociale présentée à l'autonomie. — Dans un entretien publié le 4 septembre par le *Tribune de l'Expansion*, M. Claude Evain, ministre de la Solidarité et de la Sécurité sociale, confirme que sa proposition d'instituer une cotisation sociale élargie à tous les revenus sera débattue au Parlement cet automne (*Le Monde* du 2 septembre). M. Evain rappelle que les prélèvements de 0,4 % sur le revenu imposable et de 1 % sur les revenus du capital prennent fin le 31 décembre. Pour le ministre, il est grand temps de disposer d'un mécanisme de financement plus pérenne pour la protection sociale, cette idée recueillant un large consensus auprès des partenaires sociaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

CREATION DE SICAV

CREDIT MUTUEL CAPITALISATION

Société d'investissement à Capital Variable

Avec le concours de Caisses Fédérales du Crédit Mutuel, la Caisse Centrale du Crédit Mutuel a créé la Sicav de capitalisation "CREDIT MUTUEL CAPITALISATION". "CREDIT MUTUEL CAPITALISATION" est une Sicav composée essentiellement d'obligations françaises. Conformément aux nouvelles dispositions fiscales, autorisant la capitalisation des intérêts courus, les revenus du portefeuille seront automatiquement réinvestis. La durée minimale de détention préconisée est de deux ans.

La date d'ouverture au public de CREDIT MUTUEL CAPITALISATION a été fixée au **LUNDI 4 SEPTEMBRE 1989**

La valeur de l'action a été fixée à 1000 F. Les souscriptions sont reçues dans toutes les caisses du Crédit Mutuel inscrites sur la liste tenue par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel et tous autres établissements financiers.

DEPOSITAIRE : CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL



CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Septembre 1989

Emprunt à taux fixe
de 1,4 milliard de Francs

soit 280 000 obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable à l'emprunt 9 %
d'Octobre 1988
Prix d'émission : 5 025 F

Taux nominal : **9,00 %**
Taux de rendement
actuel brut : **8,75 %**
1^{er} coupon payable le 20 Novembre 1990
pour un montant de 450 F
Durée : 14 ans et 63 jours
Date de jouissance : 20 Novembre 1989
Amortissement en totalité
le 20 Novembre 2003

Emprunt à taux fixe
de 500 millions de Francs

soit 100 000 obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable à l'emprunt 8,80 %
de Février 1989
Prix d'émission : 4 997,50 F

Taux nominal : **8,80 %**
Taux de rendement
actuel brut : **8,46 %**
1^{er} coupon payable le 13 Mars 1990
pour un montant de 109,55 F
Durée : 7 ans et 176 jours
Date de jouissance : 18 Septembre 1989
Amortissement en totalité
le 13 Mars 1997

Modalités communes aux deux emprunts :

Date de règlement : 18 Septembre 1989

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne Ecureuil,

des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (vise C.O.B. N° 89-372 du 29/08/89) peut être obtenue sans frais auprès de la

CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 153-07 - 75326 Paris Cedex 07

et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrire aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POUR CONSTRUIRE LE CAPITAL DE VOTRE AVENIR TRESOR PLUS

La SICAV de capitalisation du Trésor Public

La solidité de l'État

— une sicav obligataire à moyen/long terme constituée essentiellement de valeurs du Trésor.

Les avantages de la capitalisation

— un réinvestissement automatique des intérêts de vos placements ;
— une fiscalité limitée ou nulle applicable aux seules plus-values lors de la revente.

Une formule accessible

— valeur initiale de l'action : 1000 F ;
— droits d'entrée : • 1 % de la valeur liquidative jusqu'à 74 actions,
• 0,5 % pour 75 actions et plus.



trésor plus

Gestion
CDC TRESOR
filiale de la Caisse des dépôts
et consignations

trésor public

Plus de 4000 guichets à votre service

ASSURBAIL

42, Avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS

L'Assemblée Générale d'ASSURBAIL, SICOMI de la Caisse Nationale de Prévoyance a approuvé, sous la présidence de Monsieur Gérard Le GRAND, les comptes de l'exercice 1988 qui se soldent par un résultat bénéficiaire de 13.465.938 F.

La société achève ainsi son deuxième exercice complet marqué par une activité en croissance très vive : les nouveaux engagements se sont élevés à 688.000.000 F dont 553.000.000 F en location simple (total des investissements localisés depuis la création de la société : 1.005.000.000 F) et 136.200.000 F en crédit-bail (total des investissements en crédit-bail depuis la création de la société : 249.750.000 F).

Il en résulte que la société constitue progressivement un patrimoine localisé composé principalement d'immeubles de bureaux neufs situés à Paris intramuros, à La Défense et en Région Parisienne, tandis que les opérations de crédit-bail conclues avec des clients de toute première qualité sont pour la plupart localisées en Province.

Par ailleurs, le capital de la société a été porté au cours de l'exercice 1988 de 200.000.000 à 770.000.000 F.

CHARGEURS S.A.

Chargeurs S.A. et les actionnaires du groupe Otegui ont signé un accord de principe prévoyant l'acquisition par Chargeurs S.A. de l'ensemble des activités négoce et peignage de laine du groupe Otegui, à l'exception de la participation dans la société AMENCO en République Fédérale d'Allemagne.

Avec un chiffre d'affaires d'environ 130 millions de dollars US et deux usines modernes d'une capacité totale de 20 000 tonnes par an, le groupe Otegui est le principal négociant-peigneur d'Uruguay.

Après l'Australie, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud avec Pronovost Lefebvre et Hart, cette opération en Uruguay renforcera l'outil industriel et commercial du secteur négoce et peignage de Chargeurs S.A. et consolidera son leadership mondial dans la laine par une présence dans tous les pays producteurs-exportateurs importants.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-01-82, poste 4330

BOURSE DU 4 SEPTEMBRE

**Cours relevés
à 15 h 05**

Compan-	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -
3620	CAE 3%	3770	3763	3770	1000							70	Bullfinch	79 30	80	79 50	+ 0 25
1080	B.M.P. 7%	1080	1080	1080	1000							106	Canada Milk	228	228 50	228 50	+ 0 10
1130	C.F.P. 1%	1191	1181	1181	1000							106	Edin. Bay	104 80	106 20	106 20	+ 0 10
1270	CRF Lys 1%	1179	1169	1169	1000							85	Edin. Bay	222	222 50	222 50	+ 0 05
1280	CRF Lys 1%	1211	1201	1201	1000							222	Edin. Bay	1179	1189	1189	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	62 20	67 10	67 10	+ 0 10
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	324 50	324 50	324 50	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	15 65	15 10	15 10	- 0 10
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	333 30	337 30	337 30	+ 0 10
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	224	224	224	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	183	186	186	+ 0 05
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							85	Edin. Bay	367 10	367 10	367 10	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000							222	Edin. Bay	71 20	71 20	71 20	+ 0 00
2015	Edin. Bay 1%	2060	2050	2050	1000												

Comptant (selection)

SICAV (selection)

1/9

VALEURS	% du sem.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations						Étrangères								
Ag. 8,80 % 77	123 70	2 857	C.I. Macdon.	2200	770	Wm. Watson S.A.	145	818	A.A.A.	1102 82	1075 73	France-Général	288 53	287 93
8,20 % 78/83	101 80	1 460	Chenier S.A.	2120	2120	Waterman S.A.	241 81	...	France-Indus. Sicov	348 46	341 81	France-Indus. Sicov	114 17	110 93
10,80 % 79/84	103 20	2 857	Chenier S.A.	1280	1280	Banq. de Maroc	502 58	...	France-Prestat.	580 69	582 58	France-Prestat.	458 46	457 02
12,25 % 82/80	103 10	3 376	Cafédor S.A.	1120	1120	Comp. Ind. de	682 42	671 25	France-Obligat.	686 90	681 54	France	460 76	458 20
12,25 % 82/80	102 41	3 376	Comp. Ind. de	785	785	Comp. Ind. de	686 90	681 54	France	686 90	681 54	France	460 76	458 20
18 % juin 82	106 20	3 376	Comp. Ind. de	14030	14030	A.E.F. Actions Int. CFI	1287 67	1280 67	France-Fin	1300 61	1300 61	France-Fin	1300 61	1300 61
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	488	488	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37	France-Higien	1286 59	1235 88	France-Higien	1286 59	1235 88
14,30 % oct. 84	107 80	3 376	Comp. Ind. de	1180	1180	A.E.F. 5000	687 13	670 37						

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 4/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 4/8		
			Achat	Vente					
Euro-Unit (1)	6 044	6 678	6 440	6 880	Or fin (100 grammes)	77000	77400		
EDU	7 909	7 001			Or fin (100 grammes)	77050	77400		
Allemagne (100 DM)	137	337 205			Pièce Suisse (20 fr)	446	443		
Belgique (100 F)	132	10 405			Pièce Suisse (100 fr)	454	453		
Payes (100 L)	238 180	238 210			Pièce Suisse (200 fr)	444	443		
Danemark (100 kr)	82 830	88 880			Pièce Irlande (20 fr)	446	442		
Norvège (100 N)	86 000	92 730	88	96 900	Suède	494	558		
Grèce (100 dr)	10 405	10 371			Pièce de 20 drachmes	2715	2850		
Italie (100 lire)	3 922	3 918			Pièce de 100 drachmes	1038	1070		
Colón (1 000 col)	4 702	4 708			Pièce de 1000 drachmes	860			
Shilling (100 s)	390 580	390 480	378 500	400 500	Pièce de 50 pesetas	2850	2856		
Scand (100 sc)	98 880	98 880	98	98 880	Pièce de 100 pesetas	461	462		
Guinea (100 g)	47 910	47 910			Or Londres				
Portugal (100 esc)	5 391	5 386			Or Zurich				
Espagne (100 pes)	4 038	4 038			Or Hongkong				
Canada (100 c)	5 686	5 688	5 460	5 880	Argent Londres				
Yen (100 yen)	4 577	4 568							

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'exode des Allemands de l'Est vers la RFA. 4 Campagne de désobéissance civile en Afrique du Sud. 5 Le sommet des pays non alignés de Belgrade. 6 La campagne de terreur de la mafia colombienne. 7 Tension entre Israël et la Jordanie.	8 Les débats entre le PS et le gouvernement. 9 La récomposition de l'opposition : une note confidentielle de M. Léotard au groupe UDF.	10 Après les déclarations de Mgr Glomp sur le carnal d'Auschwitz. 11 Un premier bilan des incursions dans le Sud-Est. 12 La clinique psychiatrique de La Borne menace de fermeture. 13 SPORTS : Noah à l'assaut de Becker.	15 Cinéma : les époux Newman en tournée à Paris. 16 Architecture : Jack Lang et l'avenir de l'histoire de l'art en France. 17 Disques : les Rolling Stones. 18 COMMUNICATION : les contradictions de l'Europe audiovisuelle.	43 Le marathon américano-nippon sur les échanges. 45 EDF à la recherche de nouvelles formes de dialogue social. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 23 à 42 Carnet 14 Echecs 14 Loto, Loto sportif 18 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17	Les événements du Liban heure par heure 3815 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3815 tazes LM

Un Français aurait été tué en Afghanistan

Kaboul. — Un Français a été tué et trois autres capturés par un groupe de rebelles moudjahidines dans la vallée du Panjshir en Afghanistan, la semaine dernière, a affirmé, dimanche 3 septembre dans la soirée, la télévision de Kaboul. Aucune confirmation n'a cependant pu être obtenue de source indépendante dans la capitale afghane. La télévision a fourni peu de détails et n'a pas révélé les noms des Français qui accompagnaient, selon elle, un convoi de quinze résistants au moment où un groupe rival lui a tendu une embuscade. La télévision a indiqué que les trois Français qui ont survécu ont été capturés par des membres du groupe radical fondamentaliste Hezb-i-Islami, commandé par M. Gulbuddin Hekmatyar. La vallée du Panjshir, située au nord de Kaboul, est contrôlée depuis plusieurs années par le commandant Ahmed Chah Massoud, surnommé le « Lion du Panjshir », et rival de M. Hekmatyar. — (AFP).

TCHÉCOSLOVAQUIE

Violente critique du « révisionnisme » soviétique

L'hebdomadaire idéologique du Parti communiste tchécoslovaque, *Tribuna*, a publié, vendredi 1^{er} septembre, une virulente attaque contre l'écrivain et député communiste soviétique Tchéguine Atmatov et le courant réformateur.

Citant des extraits d'un discours prononcé en juin dernier par M. Atmatov devant le congrès des députés du peuple à Moscou, l'auteur estime que ce député soviétique fait partie d'un « courant petit bourgeois, opportuniste, réformiste et révisionniste de droite au sein du processus de reconstruction (existait) en URSS et aussi dans certains autres pays socialistes, qui contient une bonne part de nationalisme et aussi de cosmopolitisme bourgeois ». — (AFP).

Un avion cubain s'écrase à La Havane : 126 morts

Un Ilonchine-62 de la compagnie Cubana de Aviación s'est écrasé, le dimanche 3 septembre, peu après le décollage de l'aéroport de La Havane (Cuba), sur un quartier d'habitations. Selon un premier bilan, 115 passagers et les membres d'équipage ont péri dans la catastrophe. Il y aurait un survivant. Soixante-trois habitants ont été blessés par la chute de débris et hospitalisés.

L'avion, qui transportait des touristes italiens, se rendait à Cologne (RFA) et Milan (Italie). Le chef de l'Etat cubain, M. Fidel Castro, s'est rendu sur les lieux de la catastrophe, qui pourrait être, en partie, imputable aux mauvaises conditions météo qui régnaient sur la ville au moment de l'accident (AFP, AP, Reuters).

● Disparition d'un Boeing brésilien en Amazonie. — Un Boeing-737 de la compagnie aérienne brésilienne Varig, transportant cinquante-quatre personnes, a disparu dimanche soir dans la forêt amazonienne, a annoncé lundi un communiqué de la compagnie. L'appareil effectuait un vol à étapes multiples entre Sao-Paulo et Belém (nord-ouest du Brésil) quand il a disparu un peu avant son atterrissage prévu à Belém. — (AFP).

Le MRG pourrait se fondre dans une fédération du centre gauche

LA ROCHELLE
de notre correspondant

La difficulté que rencontre le rattachement pour mener à terme ses projets d'union réunit d'ici que se présente une idée fédératrice. Le forum organisé, samedi 2 septembre, à l'université d'été des jeunes du Mouvement des radicaux de gauche, qui s'est tenu à La Rochelle du 1^{er} au 3 septembre, a mis en évidence le mal qu'a ce « centre flou » à ne pas sacrifier son avenir à ses habitudes.

Pour le président du MRG, M. Yvon Collin, « l'espace politique » existe pour un grand rassemblement de centre gauche. « J'observe qu'il y a 30 % de Français qui ne sont ni conservateurs, ni socialistes », a-t-il déclaré, avant de proposer la convocation au début de 1990 d'assises départementales simultanées dans toute la France avec les démocrates de progrès pour entamer « la première étape d'une démocratie confidentielle, qui pourrait réunir les écologistes amis de M. Brice Lalonde, l'Association des démocrates, les gaullistes de gauche, les personnalités déçues par la sévérité de la droite, et les radicaux de gauche ». Il a ajouté que ces derniers « sont prêts à abandonner le leadership de ce vaste rassemblement à celui qui seraient les plus susceptibles de le représenter ».

M. Dominique Saint-Pierre, vice-président du MRG, a estimé que, si l'ouverture ne se fait pas et si l'on ne fait rien, c'est parce que le PS n'y a pas intérêt et qu'il craint de trouver devant lui, à la prochaine élection présidentielle, un grand parti de centre gauche qui ne manquerait pas d'avoir son candidat. Quant à

M. Bernard Charles, porte-parole du mouvement, il a jugé son parti « trop faible pour rassembler à lui seul le centre gauche », ajoutant que le MRG « ne doit pas disparaître dans un conglomérat groupusculaire politique et partisan, ni intégrer un PS en plein soubresaut ».

Le choix d'une fédération du centre gauche risquerait, selon certains, de rejeter cette famille de pensée loin des affaires et pour des années, faute de se trouver un chef de file.

Invité, M. Jean-Paul Benoit, parlementaire européen et représentant l'Association des démocrates, s'est montré catégorique : « Je préfère être adhérent d'un groupe politique central que président à vie d'un groupuscule ».

De son côté, M. Roger-Gérard Schartzberg, président d'honneur du MRG, a mis en garde contre la « gauche décapitée », qui ferait, « dix ans après Valéry Giscard d'Estaing, du libéralisme avancé ».

Si ces discussions n'ont pas permis de dégager une solution miracle aux discussions traditionnelles du centre gauche, elles auront peut-être montré aux jeunes radicaux de gauche les avantages d'une certaine méthode de travail. Une méthode que M. Roger Leray, ancien grand maître du Grand Orient de France, leur avait suggérée au début de leurs travaux en évoquant la mission conduite par M. Christian Blanc en Nouvelle-Calédonie et à laquelle il participait. Une méthode qui consiste à laisser parfois ses opinions les plus personnelles au premier plan avant d'élaborer une œuvre commune.

CLAUDE DUBILLOT.

PCF : les reconstrueteurs en fête

LIMOGES
de notre correspondant

« Le PCF est en danger de mort » : c'est sur ce thème que s'est tenue, samedi 2 et dimanche 3 septembre, la fête des « reconstrueteurs communistes » à Saint-Yrieix-La-Perche (Haute-Vienne), chef de M. Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, ancien membre du comité central, ancien directeur politique du quotidien communiste régional *l'Echo du Centre*, et chef de file des « reconstrueteurs ». Une fête rurale classique, politico-folklorique, que les circonstances ont transformé en événement national. De par la présence de MM. Marcel Dufriche et Lucien Lanterner, maires honoraire respectivement de Montreuil et de Gennevilliers, de M. Gaston Viers, maire d'Orly (75), et de M. Jean Breteau, ancien responsable de la fédération CGT des métaux.

Au départ, il s'agissait d'une manifestation traditionnelle de soutien au quotidien communiste régional *l'Echo du Centre*, mais, la section organisatrice ayant été exclue du fait du PCF (le *Monde* du 2 août 1989), elle a décidé de maintenir sa fête estivale, en la transformant en fête de l'ARIAS (Association de recherche et d'initiatives pour l'antagonisme et le socialisme), sigle des « reconstrueteurs » du PCF.

Cette fête a concrétisé, sur le terrain, une réalité : l'existence en Limousin de deux PCF. Biaisent, en effet, présents à cette fête « dissidents » deux adjoints communistes au maire de Limoges, M^{rs} Estelle Constant, et M. Jacques Jouve (sous deux anciens députés), M. Roland Métais, maire de Saint-Junien (deuxième ville de la Haute-Vienne, communiste depuis le congrès de Tours en 1920), et plusieurs dirigeants syndicaux salariés ou agriculteurs, élus communistes au conseil général de la Haute-Vienne et au conseil régional du Limousin.

M. Marcel Rigout a conclu sur la nécessité pour le PCF de « produire de nouvelles idées, de nouvelles analyses, et de proposer dans un langage nouveau des perspectives démocratiques ».

GEORGES CHATAIN.

M. Le Pen mobilise « ses » jeunes contre le sida

BOURGES
de notre correspondant

« A ces sinistres individus qui, dans une « boîte » offrent de la drogue gratuitement pour mieux asservir par la suite de futurs clients, le vous dis : casse-leur la gueule ! » M. Jean-Marie Le Pen, en clôture des universités d'été des jeunes du Front national, a musclé ses propos en lançant ses directives pour l'année aux jeunes cadres du FNJ réunis au château du Carle national des combattants : « Je voudrais que le FNJ consacre dans l'année ses efforts à lutter contre deux fléaux qui menacent jusqu'à l'existence de l'humanité : la drogue et le sida ».

M. Martial Bidot, responsable national des jeunes du Front national, avait, en préambule, taillé sur mesure un discours de choc : « Il n'y a pas de malaise parmi les jeunes cadres du Front national, pas d'états d'âme, mais une volonté de conquête qu'il nous faut concrétiser par notre présence aux portes des lycées et des collèges » après avoir qualifié de « menteurs » ceux qui affirment que l'usage du préservatif met à l'abri du sida. M. Le Pen a annoncé, pour l'année qui vient, « un énorme effort de recrutement auprès de la jeunesse française ».

P. M.

Conséquences de la sécheresse

Un manque à gagner de 700 à 800 millions de francs pour EDF

CHAMBERY
de notre correspondant

« La sécheresse de cet été va représenter un manque à gagner de 700 à 800 millions de francs », a indiqué M. Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF lors des rencontres d'été aux Arcs (Savoie). Selon lui, cette perte est constituée par une baisse de la production hydraulique (5 000 mégawatts sur les 45 000 de puissance appelée), due à la fois à une difficulté de remplissage des barrages, mais aussi à un désajustement de certaines installations à la demande des pouvoirs publics dans le sud de la France, pour lutter contre les incendies de forêts.

La production nucléaire a également été touchée avec une diminution d'environ 2 500 MW « à cause du manque d'eau pour alimenter les circuits de refroidissement, notamment dans les centrales du Tricastin et de Saint-Alban (Drôme) », a précisé M. Bergougnoux. Selon lui, toutefois, « l'été 1989 aura été moins catastrophique que celui de 1976, et il faudra attendre l'automne pour vérifier le niveau de remplissage des barrages hydrauliques essentiels en hiver ».

EN BREF

● GRANDE-BRETAGNE : Explosion criminelle à Londres. — Une femme a été gravement blessée dimanche soir 3 septembre par l'explosion d'une bombe devant le grand magasin Liberty dans le centre de Londres. La police a indiqué qu'elle avait reçu un appel téléphonique l'avertissant de l'attentat, peu avant l'explosion. Celle-ci s'est produite alors que des artificiers cherchaient l'engin. Dans son appel, le correspondant anonyme a mentionné les *Versets sataniques* de Salman Rushdie, considérés comme blasphématoires pour l'islam. — (Reuters).

● IRLANDE DU NORD : deux morts dans une fusillade à Belfast. — Une fusillade dans le quartier catholique de Belfast a fait deux morts samedi 2 septembre, un catholique assassiné par deux hommes à moto et l'un des deux agresseurs, tué lors de l'intervention ultérieure des policiers, a annoncé la police nord-irlandaise. Le deuxième agresseur a été blessé après une course poursuite avec la police, selon la même source. Il a été placé en état d'arrestation et hospitalisé. La victime catholique, âgée de quarante-neuf ans, n'appartenait pas aux forces de sécurité en Ulster. — (AFP).

● Mort du bébé panda de Washington. — Le bébé panda né le 1^{er} septembre au zoo de Washington n'a survécu que deux jours après avoir été né en couveuse et avoir reçu des soins intensifs. Ce petit panda, cinquième rejeton du couple Ling-Ling et Hsing-Hsing, offert en 1972 au président Nixon par le gouvernement chinois, est donc mort comme ses frères et sœurs très peu de temps après sa naissance, victime d'un mal inconnu. Les experts pensent que la mère panda, âgée aujourd'hui de vingt ans, ne pourra plus procréer. — (AFP, Reuters, AP).

● FOOTBALL : Norvège-France. — Pour rencontrer la Norvège, mardi 5 septembre, à Oslo, au match éliminatoire de la Coupe du monde de football 1990, l'équipe de France aura la composition suivante : Bets, Amoros (cap.), Le Roux, Sauzet, Di Méco, Ferri, Deschamps, Pardo, Pérez, Papin, Cantona.

A nos lecteurs

Le transfert progressif de l'impression du journal de la rue des Italiens vers la nouvelle imprimerie d'Ivry peut entraîner momentanément certains retards dans la distribution.

Tout est mis en œuvre pour limiter ces difficultés. Nous prions nos lecteurs qui en seraient momentanément victimes, de bien vouloir nous en excuser.

Le numéro du « Monde » daté 3-4 septembre 1989 a été tiré à 514 863 exemplaires

A B C D E F G H

Sur le vif

L'affaire du siècle

En bon, volé, il a fini par le trouver, sa place de première, Maradona. Le pauvre, depuis un mois, chaque fois qu'il se pointait à l'aéroport de Buenos-Aires et qu'il demandait un aller sans retour pour Naples, on lui disait : OK, mais seulement en classe affaires. Et ça, il voulait pas. C'en est pourtant une bonne, d'affaire. L'affaire du siècle. Vous savez combien il a empoché cette année, le footballeur le mieux payé de la planète ? 40 millions de francs, ouais, c'est ça, 4 milliards de centimes.

Tout ce fic qui vous dégringole sur la tête, ça vous le tourne, normal. Alors il fait sa coquette, Diego. Il se sent plus pété. Il menace. Si les fittals commencent à lui chercher des poux, s'ils s'avisent de retirer 40 % de son salaire et de lui fournir une amende sous prétexte qu'il s'est permis de prolonger ses vacances en Argentine, il s'arrête de jouer. Point à la ligne.

C'est de la trime. Ils le tiennent. Ils ont un contrat en béton. Pensez bien que s'ils l'ont payé 60 millions — un bon placement, il a déjà rapporté près de dix fois la mise, — c'est pas pour la

céder au plus offrant. La Camorra parait. Notre correspondant en Italie vous l'a dit. Avec son diam dans l'oreille, ses histoires de bonnes femmes et ses manières de mauvais garçon, Maradona, son meilleur copain, c'est Giuliano, le plus méchant des mafiosi du coin. Il a été arrêté pour meurtre en 1981.

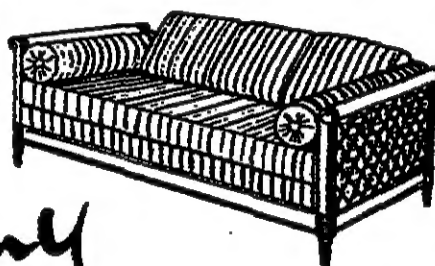
Alors, tout ce cirque, Maradona, les pas, à mon avis, ça tient pas debout. Ou plutôt si, ça tient à un coup de fil, à un coup de pub. Tapie était très amoué : comment faire la « une » des journaux, comment être la vedette du feuilleton de l'été, tout en se baladant sur son yacht au large de la Sardaigne ? IBM est pas à vendre. Il y a pas mairie à prendre... Et brusquement une idée de génie : Aliò, Diego ? Ici Nénard. Ecoute voir, mon gros, j'ai un truc à te proposer. Tu ne laisses raconter qu'un est en pourpaille, que je suis prêt à te racheter 20 millions, que tu rêves de venir à l'OM, et je te verse ni vu ni connu... Combien tu dis ? Banco, c'est cadeau ! Merci, chéri.

CLAUDE SARRAUTE.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche).

Rémy réside les plus beaux meubles à Louis XIII, « Rustique », (noyer France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-55-58.

SCIENCE & VIE VOYAGER 2 : NEPTUNE ENFIN ?

Après un voyage interplanétaire de quatre milliards et demi de kilomètres, le robot de la NASA survole Neptune, la planète géante. Récit d'un exploit. Frisson garanti.

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Tunnel sous la Manche : le chantier du siècle.
- Comment reconstruire les forêts ?
- Métiers d'avenir : Pilote de ligne.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

صلى الله عليه وسلم